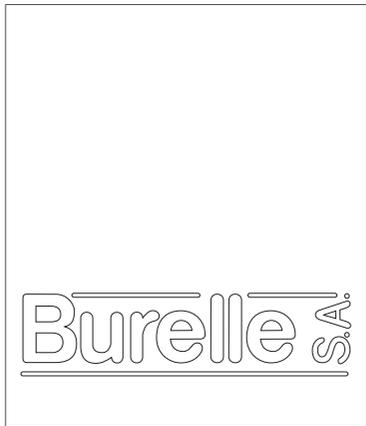




Burelle SA

Rapport annuel 2013



2
PROFIL

4
GOUVERNANCE

12
ANNÉE 2013

20
FILIALES

36
RAPPORT FINANCIER

UN ACTIONNAIRE MAJORITAIRE



2

Burelle SA est l'actionnaire majoritaire de la Compagnie Plastic Omnium et de deux autres filiales spécialisées dans le capital-investissement et l'immobilier.

La Compagnie Plastic Omnium, sa filiale historique, est détenue à 56,1 % et constitue son principal actif. Elle occupe des positions de leader mondial dans ses deux métiers : équipements automobiles (pièces et modules de carrosserie, systèmes à carburant) ; équipements et services pour la gestion des déchets.

Burelle Participations, détenue à 100 %, est une société de capital-investissement. Elle investit à moyen terme, dans des sociétés non cotées, aux côtés de partenaires.

Sofiparc, détenue à 100 %, a pour activité la gestion et la mise en valeur d'actifs immobiliers et fonciers situés en Ile-de-France et dans la région lyonnaise.

Burelle SA a pour mission d'exercer le contrôle de ses filiales et de participer à la définition de leur politique de développement et au suivi de leurs orientations stratégiques. Elle leur fournit également des prestations de direction générale. En assurant à ses filiales un actionnariat et une direction stables, Burelle SA favorise leur développement dans la continuité. Elle veille à ce qu'elles mettent en oeuvre des stratégies de croissance cohérentes avec leurs ressources et créatrices de valeur dans la durée.

TROIS FILIALES, TROIS MÉTIERS

CHIFFRE D'AFFAIRES 2013 : 5 126,7 M€ (+6,6 %)

RÉSULTAT NET : 110,0 M€

EFFECTIFS (31/12/2013) : 22 000 PERSONNES

COTÉE À EURONEXT PARIS, COMPARTIMENT B

HISTORIQUE

1957

Création de Burelle SA

1987

Introduction à la bourse
de Lyon

1989

Création de Sofiparc

2001

Création de Burelle
Participations



GOUVERNANCE



6
MESSAGE
DU PRÉSIDENT

8
CONSEIL
D'ADMINISTRATION

10
CONTRÔLE
ET DIRECTION

ENTRETIEN AVEC JEAN BURELLE

6



Quel est le bilan de l'année 2013 pour Burelle SA ?

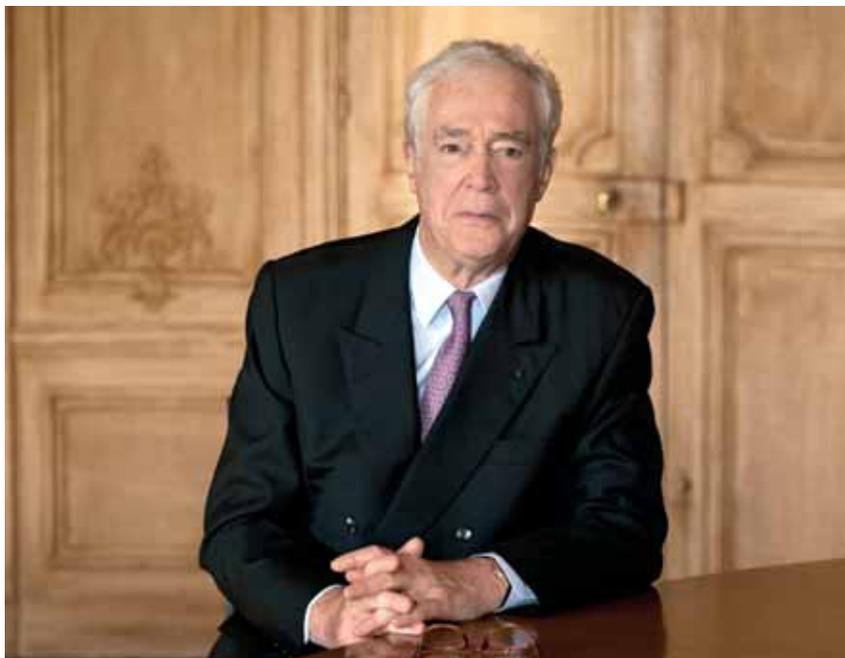
> Nous réalisons, en 2013, une performance très solide, grâce à la Compagnie Plastic Omnium, dont les activités automobiles sont la principale source de nos résultats. Tous les paramètres s'améliorent : l'activité croît de 9 % à périmètre et change constants, la marge opérationnelle progresse fortement et le résultat net part du groupe atteint un niveau historique. Au bilan, la structure financière est renforcée par une nouvelle réduction de la dette à la fois chez Burelle SA et chez la Compagnie Plastic Omnium. De plus, notre principale filiale accroît sa flexibilité financière avec une nouvelle émission obligataire qui lui permet de diversifier ses ressources, en rallongeant la durée de sa dette.

La production automobile dans le monde continue de progresser et, pour répondre à cette croissance, la Compagnie Plastic Omnium doit accélérer ses investissements. En 2013, elle a consacré près de 340 millions d'euros à de nouvelles

implantations et à l'innovation. Ces investissements ont été entièrement autofinancés, preuve que notre principale filiale a la capacité d'assurer son développement.

Quelles sont les facteurs qui ont contribué au remarquable parcours de la Compagnie Plastic Omnium ces dernières années ?

> La Compagnie Plastic Omnium doit d'abord ses succès à ses clients, les constructeurs automobiles et les collectivités locales. Elle les accompagne dans la poursuite de leurs objectifs et ils lui font confiance pour délivrer un service aux meilleurs standards. Leur fidélité est un bien inestimable. Ensuite, la Compagnie Plastic Omnium a toujours considéré que l'investissement et l'innovation étaient les meilleurs garants de son avenir. Elle a aussi su s'établir hors de France tout au début du processus de mondialisation. Cette double stratégie d'innovation et d'internationalisation lui permet aujourd'hui d'amortir les à-coups du marché européen et de disposer d'une base de clients plus diversifiée



et d'une assise financière plus large pour conquérir de nouveaux horizons. Pour finir, il me semble que, comme beaucoup d'entreprises issues d'une aventure familiale, la Compagnie Plastic Omnium doit aussi ses succès à la mission qui l'anime depuis son origine et qui la pousse à aller toujours de l'avant. Cette mission est portée par Laurent Burelle, soutenu par l'équipe de Direction et tous les collaborateurs du groupe que je félicite pour l'important travail de ces dernières années, couronné par les excellents résultats de 2013.

Quel est la stratégie de Burelle Participations ?

> Burelle Participations s'est fixé comme mission d'investir dans des sociétés non cotées, directement ou indirectement au travers de fonds. Elle l'a fait avec un certain succès puisque depuis qu'elle existe, elle a créé 20 millions d'euros de valeur. Nous avons mené une politique d'investissement prudente, en privilégiant la diversification en termes de montant d'investissement moyen et d'exposition sectorielle, et en gérant

les horizons de temps, notamment au travers des financements mezzanine et des rachats de parts de fonds sur le marché secondaire. Nous restons fidèles à cette stratégie qui a fait ses preuves, tout en considérant que notre portefeuille doit également s'internationaliser, principalement au travers du marché secondaire.

Quelles sont les perspectives pour l'année en cours ?

> La production automobile mondiale devrait connaître une progression estimée à 3 %. Dans ce contexte, la Compagnie Plastic Omnium est confiante dans ses perspectives et anticipe une nouvelle amélioration de ses résultats dont bénéficieront les actionnaires de Burelle SA. De son côté, la société Burelle SA est maintenant complètement désendettée ce qui ouvre la voie à un relèvement du dividende. Sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale, elle distribuera, le 10 juin prochain, un dividende de 7 euros par action au lieu de 4,40 euros pour l'exercice 2012.

LES ADMINISTRATEURS



> JEAN BURELLE

Président-Directeur Général
Président d'honneur,
Administrateur de la
Compagnie Plastic Omnium
75 ans
Premier mandat :
16 novembre 1964
Echéance : 2015

> LAURENT BURELLE

Directeur Général Délégué
Président-Directeur Général
de la Compagnie
Plastic Omnium
64 ans
Premier mandat : 30 juin 1986
Echéance : 2015

> PAUL HENRY LEMARIÉ

Directeur Général Délégué
Administrateur et Directeur
Général Délégué de la
Compagnie Plastic Omnium
67 ans
Premier mandat : 7 juin 2001
Echéance : 2016

> ÉLIANE LEMARIÉ

Représentant permanent
de Burelle SA, Administrateur
de la Compagnie
Plastic Omnium
68 ans
Premier mandat : 30 juin 1976
Echéance : 2015

> FÉLICIE BURELLE

34 ans
Premier mandat : 30 mai 2013
Echéance : 2016

> PIERRE BURELLE

43 ans
Premier mandat : 30 mai 2013
Echéance : 2016

COMITÉS

> DOMINIQUE LÉGER

Président du Comité des
Comptes et membre du
Comité des Rémunérations
72 ans
Premier mandat : 7 juin 2001
Echéance : 2016

> HENRI MOULARD

Président du Comité des
Rémunérations
76 ans
Premier mandat : 22 juin 1994
Echéance : 2015

> PHILIPPE SALA

Membre du Comité des
Comptes et du Comité des
Rémunérations
73 ans
Premier mandat : 7 juin 2001
Echéance : 2016

> FRANÇOIS DE WENDEL

Membre du Comité des
Comptes et du Comité des
Rémunérations
65 ans
Premier mandat : 14 juin 1995
Echéance : 2015

SECRÉTAIRE DU CONSEIL

Angeline Delhoume,

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mazars,
Cailliau, Dedouit & Associés

CONSEIL D'ADMINISTRATION



CONTRÔLE & DIRECTION

BURELLE SA EST UNE SOCIÉTÉ HOLDING COTÉE DONT LA MAJORITÉ DU CAPITAL EST DÉTENUE PAR LES DESCENDANTS DE SON FONDATEUR, PIERRE BURELLE. SON CONSEIL D'ADMINISTRATION EST COMPOSÉ DE DIX MEMBRES, DONT QUATRE SONT EXTÉRIEURS AU GROUPE FAMILIAL.



10

Direction Générale

La Direction Générale de Burelle SA est assurée par Jean Burelle, Président-Directeur Général et par Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié, Directeurs Généraux Délégués. Ces derniers sont respectivement Président-Directeur Général et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium.

La gestion courante de Burelle SA est assurée par Jean Burelle, Président-Directeur Général. Une fois par mois, les trois Directeurs Généraux se réunissent afin d'examiner l'évolution des affaires du Groupe, définir sa politique, suivre la mise en œuvre des orientations stratégiques et considérer les sujets d'actualité.

Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2013, le Conseil est composé de dix membres. Depuis les nominations de Félicie Burelle et de Pierre Burelle en mai 2013, six administrateurs appartiennent au groupe de contrôle

familial, soit 60 % des sièges. La proportion de femmes est de 20 % en accord avec le minimum requis par la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 sur la mixité des Conseils d'Administration.

Le Conseil comprend quatre membres extérieurs au groupe de contrôle qui apportent des expériences variées, acquises dans des groupes internationaux. Ils siègent tous au Conseil depuis plus de 12 ans. Dans sa réunion du 2 avril 2014, le Conseil d'Administration a examiné la situation de chacun d'eux, au regard des critères d'indépendance fixés par le Code de Gouvernement d'Entreprise Afep-MEDEF. Il a conclu que leur ancienneté au Conseil n'entamait pas l'objectivité et l'impartialité de leurs avis et qu'ils présentaient toutes les autres qualités d'indépendance requises. Ces administrateurs représentent 40 % des sièges, une proportion supérieure au seuil d'un tiers recommandé par le Code Afep-MEDEF pour les sociétés contrôlées.



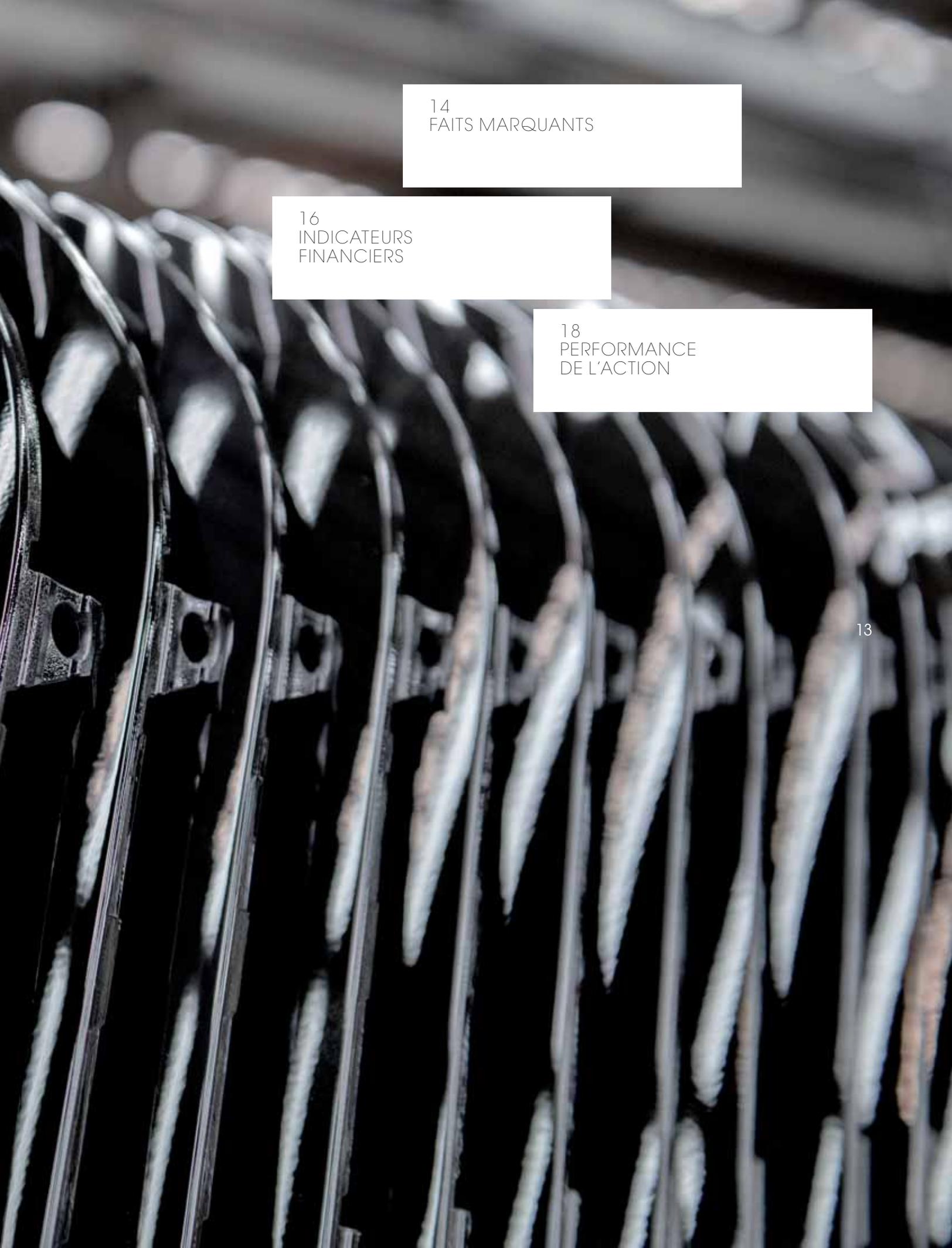
Le Conseil d'Administration définit la stratégie de l'entreprise, contrôle la gestion et procède aux vérifications et contrôles jugés nécessaires. En 2013, il s'est réuni trois fois, avec un taux de présence de 100 %. L'Assemblée Générale du 30 mai 2013 a fixé à 285 000 euros le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs à compter de l'exercice 2013 inclus.

Les Comités du Conseil

Le Comité des Comptes est composé de trois administrateurs extérieurs au groupe familial. Dominique Léger en assure la présidence aux côtés de Philippe Sala et de François de Wendel. Le Comité des Comptes examine les comptes et assure le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et de l'efficacité du contrôle interne. Il informe le Conseil d'Administration des résultats de ses travaux avant l'arrêté des comptes. En 2013, il s'est réuni deux fois avec un taux de participation de 100 %.

Le Conseil d'Administration du 18 décembre 2013 a institué un Comité des Rémunérations. Présidé par Henri Moulard, il comprend tous les administrateurs non familiaux. Il a pour mission de préparer les délibérations du Conseil sur les rémunérations individuelles du Président-Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.

ANNÉE 2013



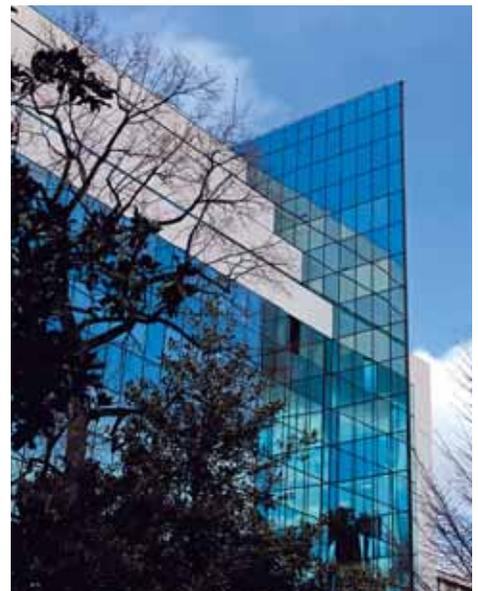
14
FAITS MARQUANTS

16
INDICATEURS
FINANCIERS

18
PERFORMANCE
DE L'ACTION

FAITS MARQUANTS

14





Burelle SA : de nouveaux résultats record

Pour la quatrième année consécutive, les résultats consolidés de Burelle SA s'inscrivent à des niveaux historiques. Le Groupe progresse sur tous ses principaux indicateurs : le chiffre d'affaires dépasse, pour la première fois, 5 milliards d'euros, la marge opérationnelle se renforce fortement et le résultat net part du groupe atteint 110 millions d'euros. Ces résultats sont portés par la forte progression des activités automobiles de la Compagnie Plastic Omnium.

Burelle SA : forte progression du dividende

La holding Burelle SA a intégralement remboursé sa dette en 2013, grâce aux dividendes reçus de ses filiales. Compte tenu de ce désendettement, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'augmenter le dividende de 4,40 euros à 7,00 euros par action.

Compagnie Plastic Omnium : une stratégie de croissance rentable

La Compagnie Plastic Omnium récolte, en 2013, les fruits de sa stratégie de croissance par l'expansion internationale, l'innovation et l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle. Elle réalise des résultats marqués par une forte progression de l'activité et une rentabilité à des niveaux jamais

atteints. Malgré un programme d'investissements important consacré à la croissance et à l'innovation, sa structure financière se renforce grâce à une nouvelle réduction de l'endettement et au succès d'une nouvelle émission obligataire. Confiante dans ses perspectives, la Compagnie Plastic Omnium distribuera un dividende en progression de 30 % au titre de l'exercice 2013, à 0,33 euro par action.

Burelle Participations : renouvellement du portefeuille

Profitant d'une amélioration des conditions de crédit, Burelle Participations a renouvelé une partie de son portefeuille en 2013. Deux financements mezzanine, signés en 2005 et 2012, ont été dénoués avec des taux de rendement satisfaisants. Trois nouvelles opérations, dont une hors de France, ont été conclues pour 3,6 millions d'euros.

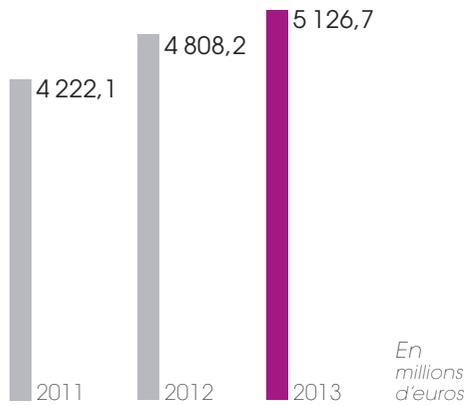
Sofiparc : poursuite de la mise en valeur des actifs

Dans son immeuble de Levallois (Hauts-de-Seine), Sofiparc a engagé la rénovation complète d'un nouvel étage et renouvelé le bail conclu avec International SOS pour une nouvelle période de six ans ferme. Dans la région lyonnaise, un terrain nu a été concédé en bail à construction.



INDICATEURS FINANCIERS

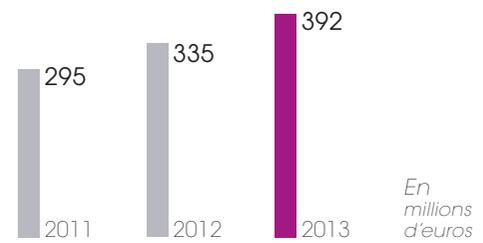
16



CHIFFRE D'AFFAIRES



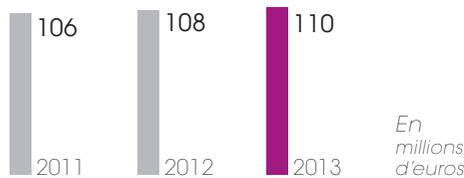
En progression de 7,2 %, les activités automobiles de la Compagnie Plastic Omnium sont les principaux moteurs de la croissance du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA (+6,6%).



MARGE OPÉRATIONNELLE



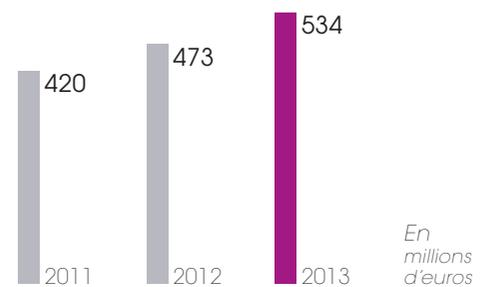
La marge opérationnelle se renforce, progressant de 7 % du chiffre d'affaires à 7,7%.



RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



Le résultat net part du Groupe atteint 110 millions d'euros, un niveau jamais égalé.

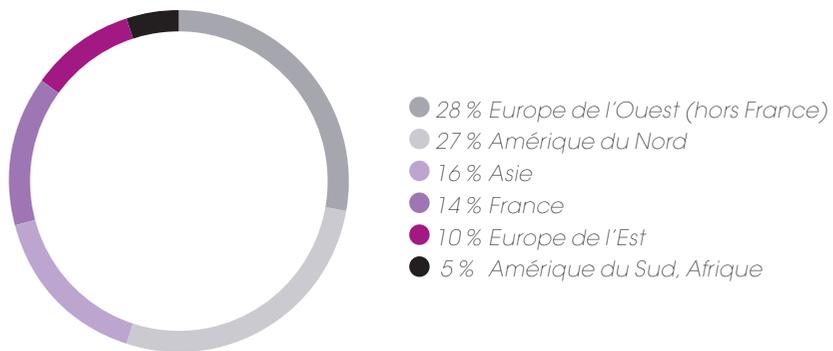


CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT



Pour la deuxième année consécutive, la capacité d'autofinancement est en croissance de près de 13 %.

TOUS LES PARAMÈTRES FINANCIERS
SONT EN PROGRESSION.



**RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2013
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE**



Le groupe réalise, en 2013, 58 % de son chiffre d'affaires hors Europe de l'Ouest, contre 52 % en 2011.

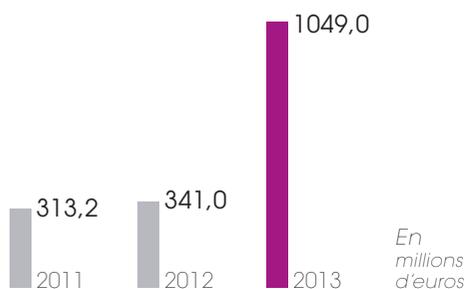
PERFORMANCE DE L'ACTION

PRINCIPALES DONNÉES BOURSIÈRES

	2011	2012	2013
Au 31 décembre	169	184	566
Plus haut	279,00	229,97	628,69
Plus bas	157,00	161,50	184,00
Nombre d'actions au 31 décembre	1 853 315	1 853 315	1 853 315



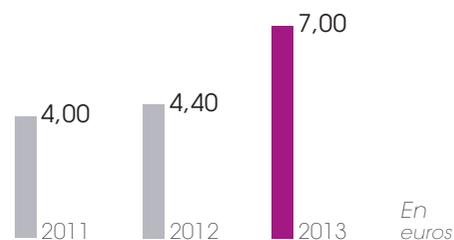
Le cours de bourse de Burelle SA triple de valeur sur l'année.



CAPITALISATION BOURSIÈRE



La capitalisation boursière franchit le seuil d'un milliard d'euros.

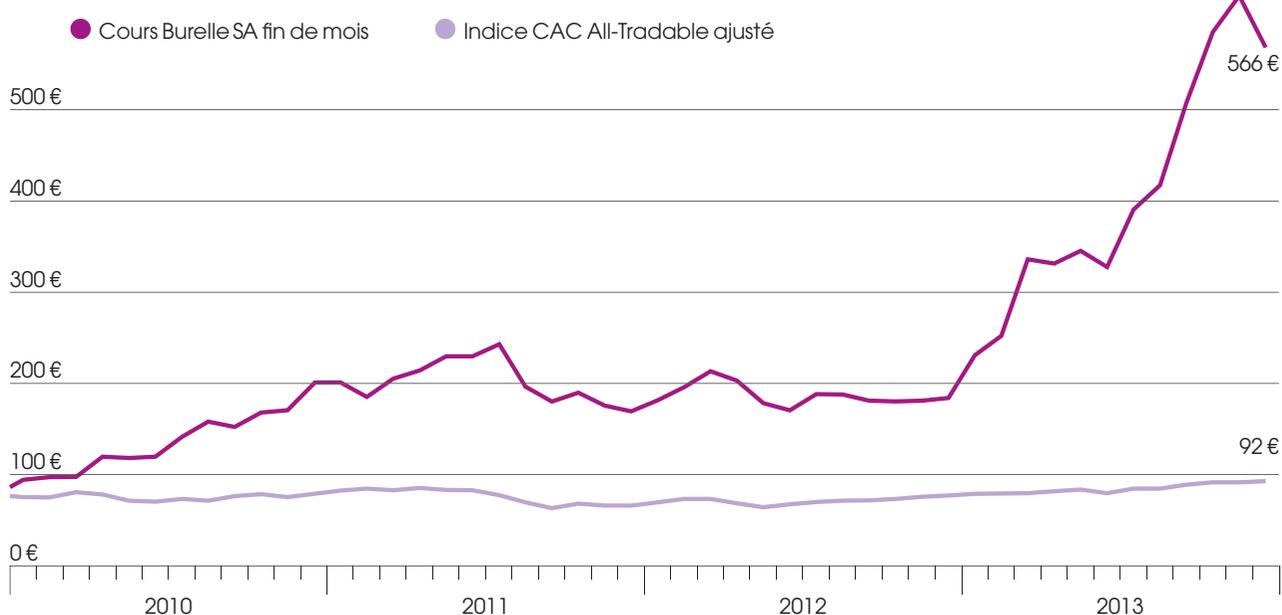


DIVIDENDE



Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, le dividende passera de 4,00 euros par action à 7,00 euros en trois ans.

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION (EN EUROS) DU 1^{ER} JANVIER 2010 AU 31 DÉCEMBRE 2013



19

INFORMATION ACTIONNAIRES

MEMENTO

Marché de cotation :
Euronext Paris, Compartiment B
Code ISIN : FR0000061137
Code Reuters : BULY.LY

UNE INFORMATION RAPIDE ET TRANSPARENTE

Le site internet (www.burelle.fr) de Burelle SA met à disposition du public toutes les informations légales, dès leur parution : communiqués de presse, informations réglementées, publications, rapports annuels, Assemblée Générale, droits de vote, calendrier financier, etc.

CALENDRIER FINANCIER

27 janvier 2014 : publication du chiffre d'affaires annuel 2013
7 avril 2014 : publication des résultats annuels 2013
22 avril 2014 : publication de l'information du 1^{er} trimestre 2014
3 juin 2014 : Assemblée Générale à 11h à Lyon
5 juin 2014 : détachement du dividende
10 juin 2014 : paiement du dividende
28 juillet 2014 : publication des résultats semestriels 2014
20 octobre 2014 : publication de l'information du 3^{ème} trimestre 2014

FILIALES

20

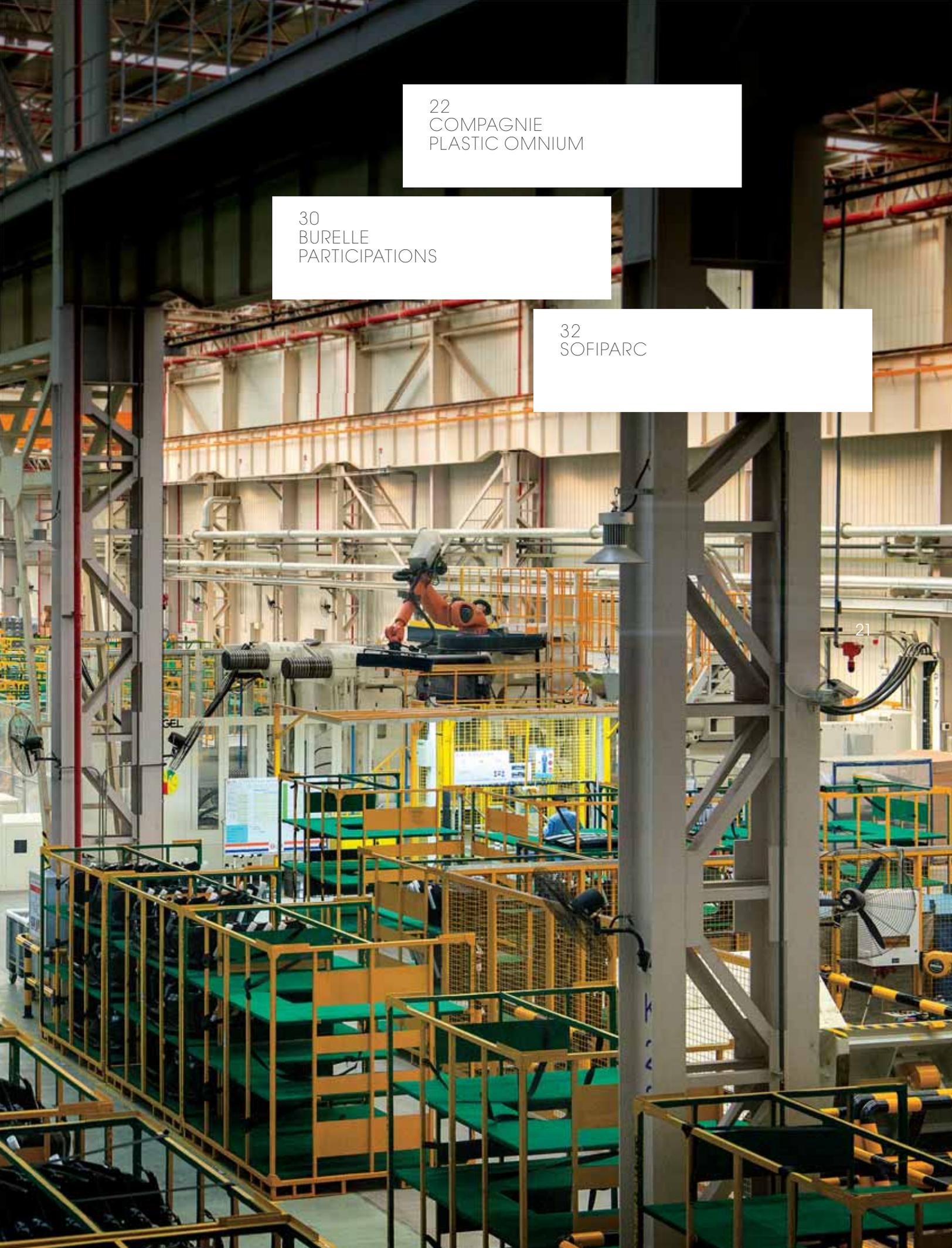


22
COMPAGNIE
PLASTIC OMNIUM

30
BURELLE
PARTICIPATIONS

32
SOFIPARC

21



COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

22

2 MÉTIERS : ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES ET GESTION DES DÉCHETS

5,1 Mds € DE CHIFFRE D'AFFAIRES (+ 6,6 %), DONT 86 %
À L'INTERNATIONAL

22 000 COLLABORATEURS, DONT 75 % HORS DE FRANCE
110 USINES DANS 29 PAYS

ADMINISTRATEURS DE BURELLE SA SIÉGEANT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM :

- > LAURENT BURELLE, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
- > JEAN BURELLE, PRÉSIDENT D'HONNEUR
- > PAUL HENRY LEMARIÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
- > ÉLIANE LEMARIÉ, REPRÉSENTANT DE BURELLE SA

UN GROUPE GLOBAL, DES MÉTIERS DE PROXIMITÉ

LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM EST N°1 MONDIAL
DANS SES DEUX MÉTIERS AUTOMOBILES ET DANS
LA GESTION DES DÉCHETS.



Implantée sur les grands marchés mondiaux, la Compagnie Plastic Omnium accompagne les constructeurs automobiles pour répondre aux défis de la mobilité durable. Aux collectivités locales, elle propose des solutions pour améliorer le cadre de vie.

Le pôle Automobile est structuré en deux activités :

- pare-chocs et pièces de carrosserie, ouvrants, pièces semi-structurelles et structurelles.
- systèmes à carburant et systèmes de dépollution.

Partenaire de la quasi-totalité des constructeurs automobiles, Plastic Omnium Automobile est implantée près de leurs centres de décision et à proximité de leurs sites de production. Partout dans le monde, les projets sont menés selon les mêmes processus standardisés, garantissant qualité, performance et fiabilité.

Le pôle Environnement propose aux collectivités locales des équipements de conteneurisation (bacs roulants, conteneurs enterrés, mobilier urbain) et des services pour optimiser la gestion des déchets. Sa gamme de solutions est adaptée à l'environnement urbain et aux objectifs de tri, de réduction des déchets et de coûts de gestion.

UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE PAR L'INTERNATIONALISATION ET L'INNOVATION

24



Sur les quatre prochaines années, la production automobile mondiale devrait progresser de 82,6 millions de véhicules en 2013 à 96,5 millions en 2017. Sur ces 14 millions de véhicules supplémentaires, environ 50 % seraient produits en Chine et 30 % au Brésil, en Russie et en Inde. La montée en puissance de ces nouveaux territoires, combinée à la maturité des marchés développés, va transformer durablement l'industrie automobile et entraîner une nouvelle distribution des parts de marché des constructeurs.

Dans ce contexte porteur d'opportunités, la Compagnie Plastic Omnium se positionne pour capter la croissance dans les grands marchés, en intensifiant sa dynamique commerciale et en développant son réseau industriel dans ces territoires. Parallèlement, l'évolution de la réglementation environnementale dans les pays développés nécessite des investissements en innovation pour accompagner les constructeurs dans la conception de véhicules plus propres et plus économiques. Cette double stratégie de croissance par l'internationalisation et l'innovation est menée de front avec

une amélioration continue de l'efficacité opérationnelle.

Un dispositif industriel en phase avec l'évolution de la production

L'année 2013 marque le lancement d'un important programme d'investissements sur quatre ans d'un montant de 1,2 milliard d'euros. Plus de 338 millions d'euros (6,6 % du chiffre d'affaires) ont été consacrés en 2013 à des investissements d'avenir, destinés à soutenir la croissance et l'innovation. Cinq nouvelles usines ont été mises en service en Chine, cinq autres y sont en construction ; une nouvelle et troisième usine est prévue en Russie. Fin 2013, la Compagnie Plastic Omnium compte 110 usines, dont les deux-tiers situés dans des zones en croissance.

Une capacité d'innovation plus puissante

Ce programme d'investissements a également pour but de renforcer les moyens d'innovation, facteur clé dans la conquête de nouvelles parts de marché. En 2013, deux nouveaux centres de développement ont été inaugurés, à Lozorno (Slovaquie) et à Anting (Chine) pour l'activité équipements de carrosserie

Roues de bacs fabriquées à partir de pneus usagés, bacs en matière recyclée, bacs à parois minces... : Plastic Omnium Environnement innove pour économiser les matières fossiles.



Le site d'Edison en Grande-Bretagne est spécialisé dans la fabrication de pièces extérieures automobiles en matériaux composites.

et de structure. Dans le domaine des systèmes à carburant, α -Alphatech, dont la construction a été lancée en juin 2013, sera dès septembre 2014, le deuxième centre de R&D mondial du Groupe en France. Il représente un investissement de 65 millions d'euros. Situé à Compiègne, au nord de Paris, le centre regroupera 450 salariés.

Une gamme de produits innovants élargie

La Compagnie Plastic Omnium concentre ses efforts de recherche et développement sur l'allègement des véhicules, les systèmes de dépollution et l'accompagnement des

nouvelles motorisations. Plastic Omnium Auto Exterior travaille sur l'utilisation de matériaux plus légers pour réaliser des pièces de carrosserie ou de structure jusqu'alors fabriquées en métal. Sur le segment des hayons, elle vient de compléter sa gamme en matériaux composites ou mixtes avec un nouveau concept tout thermoplastique. Avec cette nouvelle avancée et des projets de pièces en composites hautes performances, Plastic Omnium Auto Exterior peut offrir le matériau le plus adapté en matière de réduction de poids et de design.



Leader dans les solutions de dépollution, Plastic Omnium Auto Inergy a développé une troisième génération de sa solution SCR DINOx plus performante. Pour les véhicules hybrides, elle a mis au point une gamme de systèmes à carburant adaptés à ce type de motorisation.

Une compétitivité renforcée

La Compagnie Plastic Omnium veille à rester en phase avec l'évolution de ses marchés et à renforcer la compétitivité de son dispositif industriel de manière continue. Pour améliorer l'efficacité de ses opérations en Europe, les usines Plastic Omnium Auto Exterior d'Herentals (Belgique) et d'Eisenach (Allemagne) ont été fermées en 2013 et leur production transférée dans d'autres usines du Groupe. En France, un accord de compétitivité a été signé à Saint-Désirat, ouvrant la porte à de nouveaux investissements.

Un plan de restructuration et de réduction de coûts a aussi été engagé dans l'activité Environnement. Initié au 1^{er} semestre 2013, il devrait générer des économies estimées à 15 millions d'euros en 2014 et permettre de renouer avec une meilleure rentabilité.



Inaugurée en octobre 2013, l'usine Plastic Omnium Auto Inergy de Huron (MI-USA) a produit au cours de l'année, 1 500 000 systèmes à carburant pour Ford.

Une activité en forte progression, franchissant le cap des 5 milliards d'euros

Pour la première fois, le chiffre d'affaires de la Compagnie Plastic Omnium a franchi, en 2013, le seuil des 5 milliards d'euros. En hausse de 10 %, hors effets de devises, le chiffre d'affaires automobile a de nouveau progressé plus vite que la production automobile mondiale (+ 3,5 % en 2013). L'Asie et les Amériques ont contribué à soutenir cette performance grâce au lancement de nouvelles implantations, tandis qu'en Europe de l'Ouest, l'offre en produits innovants a dynamisé l'activité. Ces résultats illustrent la pertinence de la stratégie de croissance par la géographie et l'innovation poursuivie par la principale filiale de Burelle SA.

L'usine de pièces extérieures de Lozorno en Slovaquie est l'une des 13 usines automobiles de la Compagnie Plastic Omnium en Europe de l'Est.

Des sources de financement plus diversifiées

Après le lancement de deux placements privés en 2012, pour un total de 369 millions d'euros, la Compagnie Plastic Omnium a effectué, en mai 2013, sa première émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros. Avec cette levée de fonds, la Compagnie Plastic Omnium renforce sa structure financière en diversifiant ses ressources et en allongeant le profil de maturité de sa dette.

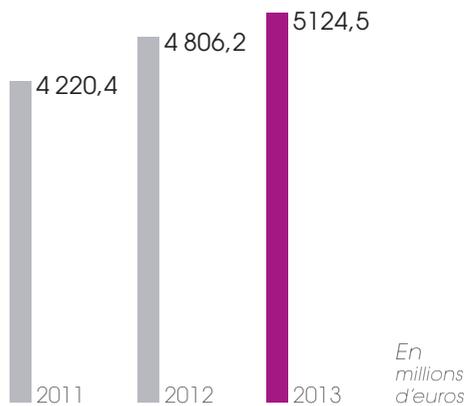
Une performance saluée par les investisseurs

La croissance de l'activité et l'amélioration de la rentabilité se sont traduites, en 2013, par un résultat net dépassant 200 millions d'euros. La flexibilité financière s'est renforcée grâce à la poursuite du désendettement, et à l'augmentation des ressources longues. Cette performance

s'est accompagnée d'une forte progression de l'action de la Compagnie Plastic Omnium, dont la capitalisation boursière a dépassé trois milliards d'euros pour la première fois dans l'histoire du Groupe.

PERFORMANCES FINANCIÈRES

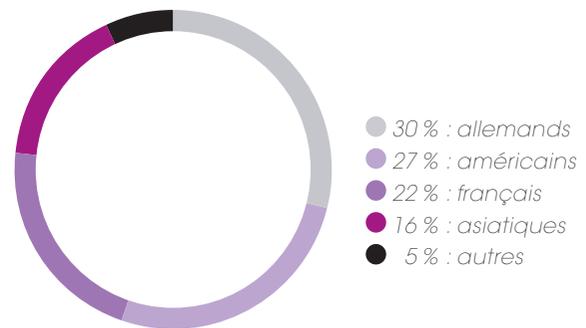
28



CHIFFRE D'AFFAIRES



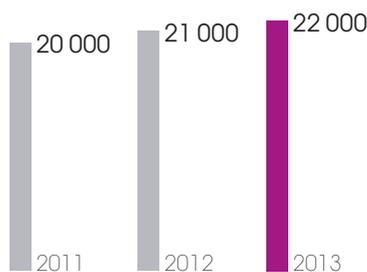
Le pôle automobile de la Compagnie Plastic Omnium porte la croissance du chiffre d'affaires avec une progression de 7,2 % contre 1,3 % pour l'Environnement.



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AUTOMOBILE 2013 PAR NATIONALITÉ DES CONSTRUCTEURS



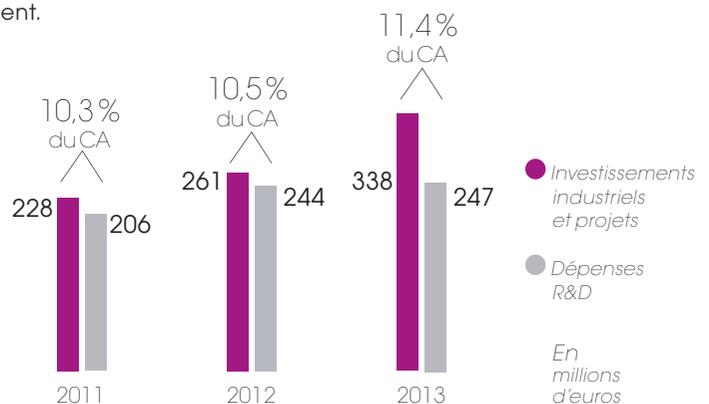
Les constructeurs allemands et américains représentent près de 60 % du chiffre d'affaires automobile.



EFFECTIFS



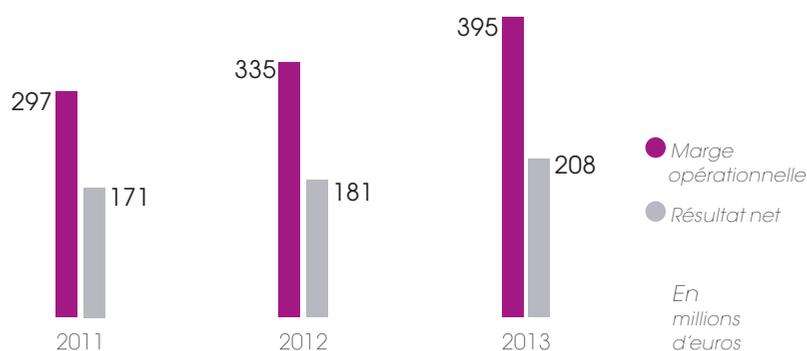
Les trois-quarts des effectifs de la Compagnie Plastic Omnium sont employés en dehors de France.



INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET R&D



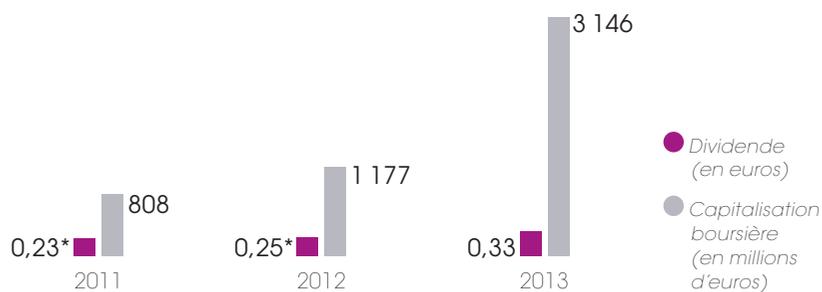
La Compagnie Plastic Omnium est engagée dans un programme d'investissement d'une durée de 4 ans, d'un montant de 1,2 Md d'euros destiné à accroître les implantations dans les zones en croissance et l'effort d'innovation.



MARGE OPÉRATIONNELLE ET RÉSULTAT NET



La marge opérationnelle progresse de 7,0 % du chiffre d'affaires en 2012 à 7,7 % portée par l'amélioration de la rentabilité des deux métiers. Le résultat net consolidé progresse de 15 %, malgré 23 millions d'euros de coûts de restructuration.



DIVIDENDE ET CAPITALISATION BOURSIÈRE



La Compagnie Plastic Omnium figure, pour la deuxième année consécutive, parmi les meilleures performances boursières des valeurs du SBF120.

*retraité de la division par trois du nominal de l'action le 10 mai 2011, et le 10 septembre 2013.

La Compagnie Plastic Omnium est cotée à NYSE Euronext Paris, compartiment A, et fait partie du SRD et des indices SBF 120 et CAC Mid 60.

BURELLE PARTICIPATIONS

30



CAPITAL-INVESTISSEMENT

ACTIF NET RÉÉVALUÉ : 37,5 MILLIONS D'EUROS

ADMINISTRATEURS DE BURELLE SA SIÉGEANT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BURELLE PARTICIPATIONS

- > JEAN BURELLE, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
- > PAUL HENRY LEMARIÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
- > LAURENT BURELLE

ROTATION DU PORTEFEUILLE

BURELLE PARTICIPATIONS S'EST FIXÉ COMME OBJECTIF DE CONSTITUER UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ D'INVESTISSEMENTS DANS DES SOCIÉTÉS NON COTÉES.



Burelle Participations investit en capital et participe à des financements mezzanine généralement à l'occasion de reprises de sociétés avec un effet de levier. Elle prend également des engagements dans des fonds, lors de leur création, ou en rachetant des parts sur le marché secondaire. Initialement limitée au marché français, la politique d'investissement a été élargie à l'international, en 2012. La partie internationale du portefeuille investi est proche de 8 % à la fin de l'exercice.

Une reprise en demi-teinte soutenue par de nouvelles sources de financement

Le marché français du capital-investissement a connu un léger rebond en 2013. Si le flux d'affaires nouvelles est resté pauvre, les fonds ont été plus actifs sur leurs portefeuilles. Ce regain d'activité a été favorisé par le retour des financements plus abondants. Les banques se sont montrées plus enclines à prêter et, surtout, de nouvelles sources de financement sont apparues en dehors des circuits bancaires. Pour répondre à la recherche de rendements plus élevés par les investisseurs, des fonds de dette ont été créés et ont commencé à

concurrer les banques ; le marché des émissions *high yield* s'est ouvert à des entreprises de taille moins importante et de nouveaux produits ont trouvé leur marché comme l'unitranche, un crédit obligataire non amortissable combinant en un seul financement dette senior et dette mezzanine. Grâce à ce mouvement de désintermédiation, les fonds ont été plus nombreux à procéder à des refinancements et à conclure de nouvelles opérations.

Une année active en cessions et nouveaux investissements

Burelle Participations a bénéficié de ce contexte plus propice à des mouvements de portefeuille. Deux opérations où elle était présente en financement mezzanine depuis 2005 et 2012 ont été dénouées, avec des taux de rendement interne de respectivement 10 % et 17 %. Deux nouveaux investissements en capital et une nouvelle mezzanine ont été conclus pour un montant total de 3,6 millions d'euros.

SOFIPARC

32

IMMOBILIER

7,3 MILLIONS D'EUROS FACTURÉS EN 2013

13 132 M² DE BUREAUX

33 400 M² DE TERRAINS

ADMINISTRATEURS DE BURELLE SA SIÉGEANT AU COMITÉ DE SURVEILLANCE DE SOFIPARC SAS

- > LAURENT BURELLE, PRÉSIDENT
- > JEAN BURELLE
- > PAUL HENRY LEMARIÉ
- > ÉLIANE LEMARIÉ

MISE EN VALEUR DES ACTIFS

FILIALE À 100 % DE BURELLE SA, SOFIPARC
DÉTIENT ET GÈRE DES BUREAUX ET DES TERRAINS
SITUÉS EN ILE-DE-FRANCE ET DANS LA RÉGION
LYONNAISE.



Le principal actif de Sofiparc se trouve à Levallois (Hauts-de-Seine), à proximité des quartiers d'affaires de la Défense et de l'Etoile. Il s'agit d'un immeuble de 13 132 m², constitué de neuf étages de bureaux et de quatre niveaux de parkings en sous-sol.

10.000 m² sont occupés par la Compagnie Plastic Omnium. Le reste de l'immeuble est loué à International SOS, leader mondial des services de santé et de sécurité. Présent depuis juin 2008, ce locataire a signé un nouveau bail de six ans applicable au 1^{er} juin 2014.

Lyon, une nouvelle dynamique

Dans l'agglomération lyonnaise, Sofiparc est propriétaire de terrains d'une superficie de 33 400 m².

A Lyon, un terrain, situé dans le 7^{ème} arrondissement, est exploité en bail à construction par Oteli France pour deux hôtels, Novotel et Ibis. A Saint-Priest, après l'acquisition d'une nouvelle parcelle en juin 2012, Sofiparc détient désormais des terrains pour un total de près de 28 000 m². Deux parcelles, couvrant 6 000 m², font

l'objet de baux à construction conclus avec McDonald's et Aqua Center, depuis respectivement novembre 1993 et juin 1998.

En septembre 2013, Sofiparc a signé un nouveau bail à construction avec Kentucky Fried Chicken (KFC) sur une parcelle de près de 3 000 m² jusqu'ici inexploitée. Avec cette opération, Sofiparc valorise ses actifs lyonnais et augmente le rendement de ses terrains.

Résultats 2013

Construit en 1989 et agrandi en 1994 et 2001, l'immeuble de Levallois fait l'objet d'un programme de modernisation initié en 2007. La rénovation complète du 6^{ème} étage a été engagée en 2013, pour s'achever au premier semestre 2014. Ces travaux optimisent les performances énergétiques du bâtiment et améliorent le confort et la sécurité des collaborateurs.

En 2013, Sofiparc a facturé des loyers et des charges pour 7,3 millions d'euros. Elle a versé un dividende de 1,0 million d'euros à Burelle SA au titre de l'exercice 2013.

RAPPORT FINANCIER





38
COMPTES CONSOLIDÉS

170
COMPTES SOCIAUX

35

COMPTES CONSOLIDÉS



38	Rapport de gestion du Groupe
38	Activités
39	Faits marquants
39	Règles et méthodes comptables
39	Recherche et Développement
41	Gestion des risques
46	Comptes consolidés du groupe Burelle
50	Perspectives 2014
50	Événements postérieurs à la clôture
51	Informations environnementales et sociales
62	Rapport de l'un des Commissaires aux Comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées
64	Bilan
65	Compte de résultat
66	État du résultat global
67	Variation des capitaux propres
68	Détail de la variation de périmètre
69	Tableau des flux de trésorerie
70	Annexes aux comptes consolidés
150	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
152	Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013
167	Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA

COMPTES SOCIAUX



170	Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014
170	Éléments financiers
170	Règles et méthodes comptables
170	Capital social
171	Délégations de compétence en cours
171	Actionnariat
172	Opérations réalisées sur les titres de Burelle SA par les mandataires sociaux
172	Pactes d'actionnaires
172	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat
172	Existence d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle
172	Programme d'achat d'actions
173	Évolution boursière
173	Rémunérations des mandataires sociaux
178	Information sur les délais de paiement
178	Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014
180	Compte de résultat
181	Bilan
182	Tableau des flux de trésorerie
183	Annexe aux comptes annuels
188	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013
189	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
191	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés
193	Rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital
194	Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014
198	Résultats financiers des cinq derniers exercices
199	Informations

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

ACTIVITÉS

Burelle SA est une société holding qui contrôle trois filiales :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services détenu à 56,1%⁽¹⁾.
- Burelle Participations, filiale à 100% dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100%.

Principal actif de Burelle SA, la **Compagnie Plastic Omnium** constitue la quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA et représente plus de 95% des actifs figurant au bilan consolidé.

Implantée industriellement dans 29 pays et employant près de 22 000 personnes dans le monde, la Compagnie Plastic Omnium est présente principalement dans les équipements automobiles qui constituent près de 91% de son chiffre d'affaires en 2013. Cette activité regroupe deux leaders mondiaux au sein de Plastic Omnium Automobile :

- 38
- Plastic Omnium Auto Exterior, leader mondial des pièces et modules de carrosserie*, conçoit, fabrique et livre une large gamme de pièces produites à partir de polypropylène injecté et de matériaux composites : pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, modules d'ailerons, modules bloc-avant et pièces en composites, notamment des hayons. En 2013, Plastic Omnium Auto Exterior a livré 16 millions de pare-chocs peints. Estimée à 8%* en 2010, sa part de marché est passée à 10%* en 2013 sous l'effet du développement des activités dans les zones en forte croissance notamment en Chine où Plastic Omnium Exterior estime à 21%* sa part de marché. Les principaux concurrents de Plastic Omnium Auto Exterior sont le groupe canadien Magna et l'équipementier automobile français Faurecia, qui détiennent des parts de marché estimées à respectivement 9%* et 5%*. Les constructeurs automobiles représentent environ 30% de la production mondiale de pare-chocs.
 - Plastic Omnium Auto Inergy est le premier fabricant mondial de systèmes à carburant, produits par soufflage du polyéthylène. Équipement de sécurité intégré et de dépollution, le système à carburant rassemble plusieurs fonctions : remplissage, stockage, jaugeage, ventilation et alimentation moteur. Les réservoirs en métal représentent encore environ 28%* du marché mondial. Une partie de ces réservoirs étant progressivement remplacée par le plastique pour des raisons de sécurité et de réduction de poids, ce segment de marché représente un potentiel de croissance important.

(1) 59,35% après élimination des actions propres

* Estimations internes à partir des données IHS

** Estimations internes

En 2012, Plastic Omnium Auto Inergy a fabriqué près de 18 millions de réservoirs ce qui correspond à une part du marché mondial estimée à 22%*. Ses principaux concurrents sont Kautex, filiale du groupe américain Textron, et le groupe TI, qui détiennent des parts de marché estimées à respectivement 14% et 9%*.

Plastic Omnium Automobile emploie 19 500 personnes en 2013 et gère, sous forme de deux réseaux distincts, un ensemble de 97 sites industriels de proximité qui fournissent la plupart des constructeurs mondiaux.

Les deux activités de Plastic Omnium Automobile ont, pour marché de référence, la production automobile mondiale. IHS estime qu'en 2013, le nombre total de véhicules produits dans le monde a progressé de 3,5% par rapport à 2012, passant de 79,7 millions à 82,6 millions.

Selon IHS, la production automobile mondiale devrait atteindre 96,5 millions de véhicules en 2017, ce qui correspondrait à une augmentation de 14 millions de véhicules supplémentaires par rapport au niveau de 2013. Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (les BRICs) représenteraient alors 40% de la production automobile mondiale et contribueraient à 70% de la croissance totale estimée. Dans les pays développés, la croissance de la production sera liée à l'innovation technologique pour améliorer la performance environnementale des véhicules automobiles. S'appuyant sur ces deux tendances de fond, Plastic Omnium Automobile a pour stratégie d'accroître ses activités dans les nouveaux centres de production mondiaux et de renforcer son offre en produits innovants.

Deuxième pôle d'activité de la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Environnement représente 9% du chiffre d'affaires consolidé 2013. Son offre réunit un ensemble de produits et services destinés principalement aux collectivités locales et aux entreprises : conteneurs pour les déchets, systèmes de gestion des déchets par tarification incitative et équipement urbain. Cette activité emploie près de 2500 personnes et dispose de 13 usines en Europe et d'un centre de R&D en France. Sa part du marché européen est estimée à 29%** . Ses principaux concurrents sont des sociétés allemandes, ESE et Schaefer, avec des parts de marché estimées à respectivement 20%** et 17%** . Cette activité est soutenue, dans les pays développés, par la nécessité de réduire les déchets et les coûts de gestion et, dans les pays émergents, par l'amélioration du niveau de vie qui s'accompagne d'une augmentation des déchets et un besoin croissant de conteneurisation.

Les filiales non industrielles de Burelle SA sont **Sofiparc** qui détient un ensemble de bureaux situé à Levallois (Hauts-de-Seine) et des terrains dans la région lyonnaise, et **Burelle Participations**, filiale spécialisée dans le capital-investissement, dont la vocation est d'investir dans des entreprises non cotées avec un horizon de valorisation à moyen terme. Ces deux filiales représentent moins de 5% du bilan consolidé de Burelle SA.

FAITS MARQUANTS

Burelle : résultats historiques et forte augmentation du dividende

Burelle SA présente, pour 2013, des résultats consolidés historiques, soutenus par la performance de sa principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, dont les activités automobiles sont engagées dans une dynamique de croissance par l'internationalisation et l'innovation parallèlement à une démarche de progrès continu. Tous les indicateurs de performance sont en progrès : l'activité croît à un rythme soutenu, la marge opérationnelle se renforce et le résultat net s'établit à un niveau jamais atteint. La structure du bilan profite de cette solide performance opérationnelle et affiche une nouvelle réduction de l'endettement net, malgré la montée en puissance des investissements.

En tant que société holding, Burelle SA se désendette complètement grâce aux dividendes reçus de ses filiales. Cet objectif étant atteint et les perspectives de la Compagnie Plastic Omnium restant bien orientées, il est proposé à l'Assemblée Générale d'augmenter le dividende de 4,40 euros par action à 7,00 euros.

Compagnie Plastic Omnium : une nouvelle année de croissance et d'amélioration de la performance opérationnelle

La Compagnie Plastic Omnium enregistre, en 2013, des résultats très solides, qui témoignent une nouvelle fois, de sa capacité à générer une croissance soutenue et à améliorer ses marges dans la durée. Ses positions de leader, la diversité de sa présence géographique et son offre en solutions innovantes lui permettent de capter la croissance dans toutes les principales zones géographiques. Son internationalisation s'accroît, avec 86% de son chiffre d'affaires réalisé hors de France.

Sa performance opérationnelle s'améliore avec la hausse de l'activité et les économies générées par les mesures de réduction de coûts. Le cash-flow dégagé par les opérations progresse et finance largement un programme d'investissement important consacré à la croissance et à l'innovation. La structure financière profite d'une nouvelle réduction de la dette et du succès d'un nouveau placement obligataire qui permet d'accroître et de diversifier les ressources longues. Ces excellents résultats démontrent que la Compagnie Plastic Omnium dispose d'un socle solide pour autofinancer sa croissance et poursuivre ses projets de développement.

Confiante dans ses perspectives pour l'année en cours, la Compagnie Plastic Omnium distribuera, au titre de l'exercice 2013, un dividende de 0,33 euro par action, en hausse de 30%.

Burelle Participations : rotation du portefeuille

Burelle Participations a évolué, en 2013, dans un environnement où les financements d'acquisitions sont devenus plus faciles à lever grâce à l'apparition de nouvelles ressources financières, à côté des crédits bancaires. Cette plus grande liquidité a favorisé les mouvements de portefeuille. Au cours de l'exercice, Burelle Participations a été remboursée, dans des conditions de rendement satisfaisantes, de deux financements mezzanine organisés en 2005 et 2012. Elle a conclu trois nouvelles opérations pour un montant total de 3,6 millions d'euros. L'un de ces investissements porte sur une société espagnole, en ligne avec la nouvelle orientation de la politique d'investissement prise en 2012, visant à accroître l'exposition du portefeuille à l'international.

Sofiparc : poursuite de la mise en valeur des actifs

Sofiparc continue de mettre en valeur son patrimoine. Dans l'immeuble de bureaux à Levallois, dans les Hauts-de-Seine, le programme de rénovation s'est poursuivi sur un nouvel étage et le bail signé avec le locataire extérieur au Groupe a été renouvelé pour un nouveau terme de six ans. Dans la région lyonnaise, un des terrains jusqu'ici laissé nu a été concédé en bail à construction ce qui permet de valoriser son emplacement et de réaliser un rendement récurrent sur longue période.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes des comptes consolidés.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Recherche et Développement est un des principaux moteurs de la stratégie de croissance de la Compagnie Plastic Omnium, filiale industrielle de Burelle SA, tant dans les Equipements Automobiles que dans l'Environnement.

En 2013, la Compagnie Plastic Omnium a consacré plus de 247 millions d'euros à la Recherche et Développement soit près de 5% de son chiffre d'affaires consolidé. Cette activité représente 9% des effectifs totaux. Elle emploie près de 2000 ingénieurs et techniciens dans 22 centres de R&D et antennes techniques chargés de développer

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

localement les projets des constructeurs automobiles sur leurs différents marchés. Le département de R&D gère un portefeuille de 2994 brevets, dont 114 ont été déposés en 2013.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium participe à la recherche de solutions pour réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'oxydes d'azote (NOx). **Son programme de développement est orienté sur trois vecteurs : l'allègement des véhicules et l'aérodynamisme, les systèmes de dépollution et l'équipement des nouvelles motorisations hybrides et électriques.**

Leader mondial des pièces en carrosserie, Plastic Omnium Auto Exterior produit plus de 70 000 pièces par jour (boucliers, pare-chocs, ailes, ouvrants arrière, spoilers, bas de caisse et protections de carrosserie). Ces équipements injectés en plastique sont 35% plus légers que leurs équivalents en acier et concourent à réduire le poids des véhicules. Initialement spécialisé en thermoplastique, Plastic Omnium Auto Exterior a étendu son savoir-faire aux matériaux composites et hybrides. Elle est désormais en mesure de proposer à ses clients constructeurs des solutions utilisant des matériaux différents pour répondre à leur cahier des charges en matière de réduction des émissions de CO₂. Pour les aider à alléger les véhicules, les équipes de R&D de Plastic Omnium Auto Exterior travaillent à la fois sur de nouveaux concepts de pièces de carrosserie plus légers en plastique thermoplastique ou en thermodurcissable et sur l'utilisation de ces matériaux pour d'autres équipements, notamment des pièces de structure.

En 2013, Plastic Omnium Auto Exterior a présenté, au Salon Automobile de Francfort, 'Light Air', un nouveau concept de pare-choc à géométrie variable permettant un gain de masse de 15% par rapport à une solution en acier. Elle a également lancé le premier hayon en thermoplastique renforcé en fibre de verre. Ce nouvel ouvrant arrière est 25% moins lourd qu'un volet équivalent en acier. Il vient compléter la gamme de hayons qui comprend désormais des ouvrants arrière en thermoplastique et en matériaux composites ou hybrides, ce qui permet d'offrir aux constructeurs un large éventail de solutions pour répondre à leurs contraintes en matière de design et de réduction de poids.

Pour les pièces structurelles, telles les planchers principaux d'habitacle, les piliers et les traverses, Plastic Omnium Auto Exterior développe des solutions utilisant de nouvelles résines ou de nouvelles fibres, notamment en carbone. Une ligne pilote a été construite dans le centre de R&D Σ-Sigmatech pour valider la production de masse de ces nouveaux développements.

Dans les systèmes à carburant, Plastic Omnium Auto Inergy concentre ses efforts de développement sur les systèmes de dépollution pour réduire les émissions de NOx produites par les moteurs diesel. Ses systèmes de

dépollution utilise la technologie SCR (Selective Catalytic Reduction), où une solution aqueuse d'urée, l'AdBlue®, est injectée dans la ligne d'échappement pour générer, au contact des gaz chauds, de l'ammoniac qui réagit avec oxydes d'azote (NOx) pour donner de la vapeur d'eau et de l'azote. Le système SCR de Plastic Omnium Auto Inergy supprime 95% des émissions de NOx et jusqu'à 8% des émissions de CO₂ et répond aux futures normes d'émissions et de consommation applicables en Europe à partir de 2014. En 2013, une troisième génération de système SCR, Dinox Compaq, a été présentée aux constructeurs, offrant plus d'intégration et de flexibilité. Le système SCR de Plastic Omnium Inergy a fait l'objet, début 2012, d'une commande majeure d'Audi qui devrait en équiper la majorité de ses véhicules diesel à partir de 2015. Six autres constructeurs ont également passé des commandes. Au total, le système SCR devrait apporter un chiffre d'affaires complémentaire de 250 millions d'euros en 2016.

Pour les véhicules hybrides, Plastic Omnium Auto Inergy développe une gamme de cloisons antibruit INbaffle destinées à réduire le bruit lié au déplacement du carburant dans le réservoir. Pour résoudre le problème rencontré dans les futurs véhicules hybrides rechargeables en matière de stockage des vapeurs d'hydrocarbures accumulées pendant le roulage, Plastic Omnium Auto Inergy propose des systèmes à carburant en plastique renforcés permettant de stocker, sans déformation du système, les vapeurs d'hydrocarbures, jusqu'à ce que la remise en route du moteur à combustion interne permette de les purger. Le procédé TSBM mis au point par Plastic Omnium Inergy pour réduire les émissions d'hydrocarbures en intégrant un maximum de composants dans l'enveloppe du réservoir dès le soufflage permet de produire des réservoirs renforcés et légers, pouvant supporter les niveaux de pression élevés produits par les véhicules hybrides rechargeables.

Dans l'Environnement, l'utilisation accrue de matière recyclée et de matériaux verts constitue le principal axe de développement. La part de polyéthylène recyclé dans la production globale de bacs, corbeilles ou colonnes aériennes s'accroît progressivement : de 20% en 2007, elle est passée à 55% en 2013. Plastic Omnium Environnement dispose désormais d'une gamme de bacs 4 roues en polyéthylène 100% recyclé. Cette gamme est complétée par une offre 'Green made' en PHED de canne à sucre non alimentaire.

Plastic Omnium Environnement accompagne également les collectivités locales dans leurs efforts d'amélioration du tri et du recyclage par des services comme Optisolutions qui permet de recueillir et de gérer l'ensemble des données liées à la pré-collecte et à la collecte des déchets.

GESTION DES RISQUES

Risques spécifiques à la Compagnie Plastic Omnium

1 Risques opérationnels

Risques liés aux programmes automobiles

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium représente près de 91 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe Burelle. L'activité dans le secteur automobile dépend de multiples facteurs, parfois régionaux, tels que l'activité économique, la politique industrielle des constructeurs, l'accès des ménages au crédit ou le contexte réglementaire. Par ailleurs, tout investissement relatif à un programme automobile donne un double, du fait de sa singularité (marque, design, date de lancement, non renouvellement...), d'un risque spécifique qui peut affecter la performance commerciale de l'entreprise.

La diversification de ces risques régionaux et spécifiques est l'un des objectifs fondamentaux de la stratégie de développement menée par la Compagnie Plastic Omnium.

Ses activités automobiles portent sur deux grandes familles de produits distinctes et sur différents segments de marché. Elles ont une envergure mondiale, la part de l'Europe de l'Ouest ne représentant que 37 % du chiffre d'affaires automobile. Le portefeuille clients est diversifié et rassemble la quasi-totalité des grands constructeurs mondiaux soit plus de 30 clients situés dans 40 pays.

En matière d'engagement, tout nouveau projet fait l'objet d'un processus de validation très circonstancié et, pour les projets les plus significatifs, d'une autorisation de la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Une fois le projet accepté, un dispositif structuré de suivi opérationnel et financier est mis en place afin d'en contrôler l'évolution.

2 Risques industriels et environnementaux

Risque Hygiène, Sécurité et Environnement

La Compagnie Plastic Omnium met en œuvre, sur le plan mondial, une politique en matière de santé, de sécurité et d'environnement qui repose sur une vision partagée, un pilotage structuré, un reporting et des démarches de certification.

Cette politique est pilotée par le Comité de Direction qui examine mensuellement la performance individuelle de chaque filiale, laquelle fait l'objet d'un reporting spécifique

établi dans le cadre d'une démarche active de progrès continu.

Une organisation dédiée, composée sur le terrain d'animateurs Hygiène, Sécurité et Environnement (« HSE »), est chargée d'en favoriser et d'en coordonner le déploiement. Ce réseau d'experts est animé par la Direction Sécurité Environnement, relayée par des Managers HSE centraux au niveau de chaque division. La responsabilité de la gestion et du suivi des risques liés à la santé, la sécurité et à l'environnement incombe aux Directeurs de divisions.

Des plans d'actions correctives et d'améliorations continues sont mis en œuvre et intégrés dans les démarches de certification ISO 14001 et OHSAS 18001 des sites industriels. Ces plans encouragent la généralisation des bonnes pratiques. Ils intègrent des formations relatives à l'ergonomie, à l'interface 'homme-machine' et aux outils du programme interne « Top Safety » ainsi qu'à la mise en conformité des équipements.

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un système de management spécifique. Promu par le Comité de Direction, il repose sur cinq axes de management, ou « management roadmaps » : le leadership, la motivation, la compétence, la recherche de l'excellence et les conditions de travail. Un comité spécialisé, le Comité HSE Groupe, comprenant plusieurs membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, en pilote la mise en œuvre.

En 2013, la Compagnie Plastic Omnium a obtenu le renouvellement de la Certification OHSAS 18001 de son « Pilotage central de la sécurité des personnes et des biens ».

À compter de 2013, les informations HSE publiées dans le Rapport Annuel sont contrôlées par un organisme tiers indépendant.

Risque Qualité

En matière de qualité des produits et des processus, les divisions de la Compagnie Plastic Omnium ont également mis en place, selon des schémas qui prévalent depuis de nombreuses années dans l'industrie, notamment dans l'Automobile, des organisations dédiées et des processus fiabilisés dont la robustesse et l'efficacité font systématiquement l'objet d'une procédure de certification ISO 9001 (Pôle Environnement) ou ISO/TS 16949 (Pôle Automobile).

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

3 Risques de crédit et/ou de contrepartie

Risque fournisseurs

La performance du secteur automobile réside dans la maîtrise de la chaîne logistique dont l'organisation, remarquable par sa performance, suscite une relation forte entre les partenaires qui la constituent. Le travail important que requiert l'homologation d'un fournisseur dans le cadre d'un programme donné rend difficile toute substitution rapide en cas de déficience non anticipée. Le choix comme le suivi des partenaires d'un projet constituent des facteurs clés de son succès.

Dans cette optique, tout fournisseur automobile fait l'objet d'une homologation établie sur des critères opérationnels, financiers et régionaux précis.

Pour les fournisseurs homologués, ces critères font ensuite l'objet d'une surveillance régulière par les directions achats et qualité, avec l'aide d'agences spécialisées. Les fournisseurs à risques font l'objet d'un suivi particulier avec, chaque fois que nécessaire, la mise en place d'un stock de sécurité dédié.

Le pôle Environnement pratique une politique de duplication des sources pour les approvisionnements les plus critiques. Il exerce également une surveillance permanente de certains fournisseurs importants avec le support des fonctions centrales et, au besoin, d'agences externes.

Enfin, les directions opérationnelles exercent une vigilance toute particulière dans ce domaine afin d'anticiper et de gérer au mieux des situations de défaut d'approvisionnement peu fréquentes, mais au développement éventuellement rapide.

En 2013, la Compagnie Plastic Omnium n'a pas connu de défaillances majeures de la part de ses fournisseurs ayant des conséquences négatives sur le process logistique.

4 Risques de marché

Risque de prix des matières premières

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures...). Les variations du prix d'achat de ces matières sont susceptibles d'impacter la marge opérationnelle.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses clients des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Le pôle Environnement, dans le cadre d'une politique active de développement durable, utilise, pour la fabrication de ses produits, plus de 50% de matière plastique recyclée qui structurellement n'est que faiblement impactée par des variations de prix. Pour le reste, des contrats comportant des engagements de prix annuels sont négociés avec les fournisseurs. Par ailleurs, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

Compte tenu de l'ensemble de ces mesures, le Groupe considère que les variations de prix des matières premières n'ont pas d'impact significatif sur sa marge opérationnelle.

5 Risques juridiques

Risque lié à la propriété intellectuelle

La Recherche et l'Innovation est au cœur des activités de la Compagnie Plastic Omnium, pour le pôle Automobile comme pour le pôle Environnement. Une politique active de surveillance et de recherche d'antériorités permet à la Compagnie Plastic Omnium d'organiser la gestion et la protection de ses droits de propriété intellectuelle. Les innovations issues de la recherche et développement font l'objet d'une politique étendue de dépôt de brevets. Malgré les mesures mises en place, notamment au travers de sa politique de recherche d'antériorités, la Compagnie Plastic Omnium ne peut exclure l'existence de droits de propriété intellectuelle de tiers antérieurs à ses droits et de risques de contestation pouvant en découler.

Risque lié aux produits et services vendus

La Compagnie Plastic Omnium est exposée à certains risques d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services vendus. Ces risques relèvent de la responsabilité civile contractuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

La Compagnie Plastic Omnium est également soumise au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages aux tiers. Ces risques relèvent de sa responsabilité civile délictuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

Eu égard aux standards Qualité en vigueur au sein de la Compagnie Plastic Omnium, le risque produit apparaît bien maîtrisé.

Risque lié au respect du droit de la concurrence

Un Code de Conduite relatif au respect des règles du droit de la concurrence a été mis en place en 2011. L'ensemble des collaborateurs des fonctions commerciales et achats ont reçu une formation dans le cadre du déploiement de ce Code de Conduite. Par ailleurs, un module de formation e-learning sur le Code de Conduite Concurrence est déployé pour ces mêmes fonctions depuis fin 2013.

Risques spécifiques à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions du cash-flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille diversifiée, répartie entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital). Au 31 décembre 2013, les prises de participation en capital représentent près de 25% des montants investis, évalués à la juste valeur, et les financements mezzanine 15%. Le solde de 60% correspond aux investissements dans les fonds, la part acquise sur le marché secondaire étant de 15%.

Au 31 décembre 2013, Burelle Participations détient des actifs comprenant un portefeuille d'investissements et des liquidités en attente d'affectation, pour une valeur nette comptable de 30,0 millions d'euros. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2013, les investissements en capital représentent une valeur nette comptable de 6,0 millions d'euros répartie sur six lignes valorisées à 7,8 millions d'euros.

Risques spécifiques à Sofiparc

Sofiparc exerce son activité principalement dans la location de bureaux, une activité soumise à des effets cycliques. Les loyers évoluent en fonction de cycles de durées variables, difficiles à prévoir, liés à l'offre de bureaux dans le marché avoisinant et à la situation économique en général. Le scénario le plus défavorable correspondrait à des baux venant à échéance dans une période de baisse du marché, ce qui pourrait conduire Sofiparc à conclure de nouveaux baux à des niveaux de loyers revus à la baisse qui viendraient impacter défavorablement sa rentabilité. Ce risque est maîtrisé par la conclusion de baux de longue durée avec les locataires.

L'exposition de Sofiparc à une baisse du taux d'occupation est limitée à l'immeuble de Levallois. Elle est considérée comme faible dans la mesure où le bâtiment est occupé à près de 80% par la Compagnie Plastic Omnium ou par des sociétés détenues par cette dernière. Pour le reste, la société International SOS a renouvelé son bail fin 2013 pour une durée de six ans, avec prise d'effet au 1^{er} juin 2014.

Sofiparc a recours à un coordinateur Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE) dédié qui veille à la mise en place de plans d'actions et de processus adaptés, afin de limiter, sur son périmètre, les risques HSE.

Sofiparc est exposé au risque d'obsolescence de l'immeuble de bureaux à Levallois, lequel risque est inhérent à l'évolution des lois, des normes et des réglementations ainsi qu'à celle des exigences de ses clients. Pour prévenir ce risque, Sofiparc a engagé, en 2007, un programme de modernisation continue de l'immeuble qui se poursuit chaque année.

Sofiparc veille au travers de son processus de sélection des fournisseurs, particulièrement pour ceux qui sont engagés dans les travaux de rénovation et d'entretien du bâtiment de Levallois, à réduire le risque de mauvaise exécution ainsi que le risque d'insolvabilité.

Risques concernant toutes les sociétés du Groupe

6 Risques opérationnels

Risque informatique

L'activité quotidienne des fonctions métiers et support du Groupe repose sur une mise en œuvre cohérente et un bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures techniques informatiques et logicielles.

La Direction des Systèmes d'information accentue sa démarche de consolidation des systèmes et continue ses chantiers d'amélioration des moyens de production informatique et réseau, des applications de gestion et des services autour du poste de travail. Une attention particulière est portée à l'intégration des nouvelles technologies, à la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des informations du Groupe, qui constituent les principaux risques auxquels le Groupe est exposé.

La sécurité des systèmes techniques, applicatifs et réseau, est intégrée en amont dans les projets stratégiques et contrôlée régulièrement par des audits et des campagnes d'autoévaluation.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

7 Risques de crédit et/ou de contrepartie

Risque clients

L'exposition de Sofiparc à un risque d'insolvabilité de ses clients est considérée comme faible. D'une part, l'immeuble de Levallois est occupé à près de 80% par la Compagnie Plastic Omnium ou par des sociétés qu'elle contrôle. Les surfaces restantes sont louées par la société International SOS. D'autre part, à Lyon, les terrains sont exploités en bail à construction dans le cadre de contrats conclus principalement avec des sociétés établies à savoir le groupe AXA (hôtels sous enseignes Novotel et Ibis) et Mc Donald's France. Le chiffre d'affaires réalisé par Sofiparc en dehors du Groupe s'élève à 2,1 millions d'euros en 2013 et ne constitue pas un risque d'un montant significatif.

Le risque « clients » concerne essentiellement les activités de la Compagnie Plastic Omnium avec les constructeurs automobiles et les collectivités locales.

44

En 2013, le chiffre d'affaires automobile par nationalité des constructeurs automobiles se décompose de la manière suivante : constructeurs allemands (30%), constructeurs américains (27%), constructeurs français (22%), constructeurs asiatiques (16%) et autres (5%). Il présente une structure diversifiée et équilibrée.

La ventilation du portefeuille 'clients' est présentée dans la note 3.1.1 des comptes consolidés.

En matière de gestion, un « Credit Manager » est chargé, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, de mettre en œuvre des processus structurés de surveillance du risque clients et de recouvrement des en-cours, au sein des divisions.

Dans tous les métiers de la Compagnie Plastic Omnium, des procédures de revue précèdent les réponses aux appels d'offres, notamment dans un souci d'équilibre du portefeuille d'en-cours clients dont la Direction Générale fixe le profil cible et sur lequel elle exerce une surveillance permanente.

Pour l'ensemble du Groupe Burelle, le délai moyen de règlement est de 54 jours en 2013. Les créances nettes à plus de six mois représentent 8 millions d'euros. Au 31 décembre 2013, le risque de non recouvrement des créances est faible et porte sur un montant peu significatif de créances à plus de douze mois (voir note 6.3 des comptes consolidés).

8 Risque de liquidité

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Après avoir levé, en 2012, deux financements de marché à échéance décembre 2018 et juin 2017 pour un montant total de 369 millions d'euros, la Compagnie Plastic Omnium a continué, en 2013, à renforcer sa liquidité via une nouvelle émission obligataire de 500 millions d'euros. Placées auprès d'investisseurs institutionnels, ces obligations ont été émises à un taux de 2,875% sans covenant financier et sont remboursables en mai 2020.

Parallèlement à ces sources de financement, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de lignes de crédit bancaire confirmées qui ne sont soumises à aucun covenant financier. Au 31 décembre 2013, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit est de trois ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne excède deux ans. Au 31 décembre 2013, les ressources moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'à fin juin 2017.

Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'un programme de billets de trésorerie. Toutes les lignes à court et moyen terme sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis aux Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués.

Burelle Participations investit ses propres ressources et n'a pas d'endettement. Au 31 décembre 2013, Burelle SA présente une trésorerie nette positive et Sofiparc un endettement faible. Pour faire face à des besoins éventuels, Burelle SA et Sofiparc disposent de lignes de crédit confirmées. À la date de clôture, celles-ci s'élèvent à 90 millions d'euros et ont une échéance moyenne de trois ans.

Burelle SA procède régulièrement à une revue de son risque de liquidité et de celui de ses filiales et considère qu'elle est en mesure, ainsi que ses filiales, de faire face aux échéances à venir.

La ventilation des actifs et passifs financiers du Groupe est présentée dans la note 6.4.2 des comptes consolidés.

9 Risques de marché

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou Directeurs Généraux Délégués. Burelle SA et Sofiparc utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions financières qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

Les risques de marché font également l'objet d'une information dans les notes 6.2, 6.5 et 6.6 des comptes consolidés.

Risque de change

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : produisant et vendant dans le même pays, elle est peu exposée aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à minimiser tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou à une recette futurs. Si une transaction fait apparaître un risque de change, celui-ci doit faire l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. L'opération de couverture sera réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale ou localement après validation par cette dernière.

Par ailleurs, Burelle Participations a souscrit à deux fonds libellés en dollars pour un montant total de 3,5 millions de dollars. Ces engagements n'ont pas fait l'objet d'une couverture de change. Le risque de change est en partie limité par l'existence, dans les portefeuilles sous-jacents, d'actifs libellés en euros.

Risque de taux

Grâce aux trois placements obligataires réalisés par la Compagnie Plastic Omnium, 80% de la dette du Groupe Burelle est à taux fixe au 31 décembre 2013. La dette à taux variable concerne la Compagnie Plastic Omnium qui a pour politique de souscrire des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swaps et caps pour limiter, voire annuler, l'impact sur le compte de résultat d'une hausse des taux d'intérêt variables. Les notes 5.2.8.1 de l'annexe

aux comptes consolidés présentent ces instruments de couverture. Après prise en compte de ces couvertures, le risque résiduel lié à une hausse des taux n'est pas significatif.

10 Risques juridiques

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une Direction des Affaires Juridiques centralisée qui s'appuie, si besoin, sur des conseils locaux et sur un réseau de correspondants dans les principaux pays. Cette Direction accompagne les directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations courantes ou exceptionnelles. De plus, elle prévient, anticipe et gère les risques juridiques liés aux activités et pilote les litiges.

Les questions juridiques relatives à Burelle SA et à Burelle Participations sont suivies par le Secrétaire Général de Burelle SA, assisté par des conseils spécialisés. Sofiparc bénéficie des services de la Direction des Affaires Juridiques de la Compagnie Plastic Omnium.

À la date d'établissement du présent document, il n'existe pas de litige, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir, ou ayant eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

11 Autres risques

Risque fiscal

La Direction Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium traite de toutes les questions fiscales afférentes à Burelle SA et à ses trois filiales. Burelle Participations a opté en 2002 pour le statut fiscal de société de capital-risque. Sofiparc est intégrée fiscalement avec Burelle SA.

La Direction Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium travaille en étroite collaboration avec les directions comptable, juridique et financière notamment. Composée de trois départements en charge respectivement de la gestion fiscale des entités, des métiers et du Groupe, elle s'appuie sur un réseau de fiscalistes travaillant au siège et dans les principaux pays ainsi que sur des conseillers Groupe ou locaux. Elle veille à ce que chacune des sociétés du Groupe remplisse ses obligations fiscales dans le respect des lois et des règlements. Elle leur apporte le support et l'expertise nécessaires pour toutes les opérations, courantes ou exceptionnelles, nécessitant une approche fiscale.

Le reporting fiscal mis en place permet d'assurer le suivi et la maîtrise des impôts courants et différés de l'ensemble des entités fiscales et contribue à la rapidité et à la qualité

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

de l'arrêté des comptes consolidés. Un outil de documentation des prix de transfert permet le suivi et la gestion des prix de cession à l'intérieur du Groupe et contribue à la qualité de la gestion fiscale et à la réduction des risques potentiels dans ce domaine. Ces deux systèmes d'information et de process de gestion sont complétés par d'autres outils spécifiques en fonction des pays.

L'ensemble de ces ressources et de ces moyens permet à la Direction Fiscale d'assurer la Direction Générale du suivi complet des obligations, des enjeux et des risques fiscaux inhérents à la structure complexe et internationale d'un groupe en développement.

12 Assurances et couvertures des risques

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances bénéficiant à toutes les sociétés du Groupe. Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le Groupe est implanté. Il vise à couvrir les risques principaux pouvant affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine, par la mise en place des couvertures suivantes :

- l'assurance Dommages et Pertes d'exploitation ;
- l'assurance Responsabilité Civile Exploitation et Produit ;
- l'assurance Responsabilité Civile Environnement ;
- des assurances couvrant des risques spécifiques (transport, voyages, véhicules...).

Les couvertures et les montants de garanties sont appropriés à la nature des risques et tiennent compte des capacités du marché de l'assurance.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA franchit, pour la première fois, le seuil de 5 milliards d'euros. De 4 808,2 millions d'euros en 2012, il passe à 5 126,7 millions d'euros en 2013, en hausse de 6,6%. À périmètre et change constants, l'activité est en croissance de 9,2%. Les effets de change ont un impact défavorable de 130 millions d'euros.

Principal actif de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium génère l'essentiel du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA. En 2013, elle y contribue à hauteur de 5 124,5 millions d'euros contre 4 806,2 millions d'euros en 2012. La part de Sofiparc, après prise en compte des loyers intergroupe, est de 2,1 millions d'euros en 2013 au lieu de 2 millions d'euros en 2012.

La croissance de l'activité reflète la progression du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium qui représente près de 91 % de son chiffre d'affaires. Dans un

contexte de hausse de la production automobile mondiale estimée à 3,5%, cette activité croît de 10% à périmètre et change constants, plus rapidement que son principal marché.

Le chiffre d'affaires de Burelle SA progresse dans toutes les zones géographiques à l'exception de la France. En Europe de l'Ouest, l'activité est en hausse de 13,8% à périmètre et taux de change constants, soutenue par le succès de l'offre en solutions innovantes pour alléger le poids des véhicules. L'Europe de l'Est (+ 9,1%), l'Asie (+ 8,7%), l'Amérique du Nord (+ 8,1%) sont portées par le dynamisme de la production automobile dans ces régions et la contribution des nouvelles implantations. Au total, la part internationale du chiffre d'affaires progresse de 11,3% à périmètre et taux de change constants et représente 85,8% du chiffre d'affaires total contre 84,5% en 2012.

La marge opérationnelle consolidée, avant prise en compte de l'amortissement des actifs incorporels acquis provenant des acquisitions, progresse de 17,2%. Elle s'établit à 392,4 millions d'euros au lieu de 334,6 millions d'euros en 2012. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle passe de 7% à 7,7%. Cette amélioration reflète la progression de l'activité ainsi que le résultat des actions prises par la Compagnie Plastic Omnium pour renforcer l'efficacité de ses opérations et réduire les coûts.

L'amortissement des actifs incorporels acquis représente une charge sur l'exercice de 18,7 millions d'euros au lieu de 18,1 millions d'euros en 2012.

Le résultat non courant est constitué en 2013 de charges nettes d'un montant de 43,4 millions d'euros contre 18,1 millions en 2012. Il intègre notamment des charges de restructuration liées à la Compagnie Plastic Omnium pour 23 millions d'euros et les plus-values réalisées par Burelle Participations pour 0,6 million d'euros.

Les charges financières nettes ressortent à 58,2 millions d'euros contre 45,7 millions d'euros en 2012. Cette augmentation est liée aux trois émissions obligataires effectuées par la Compagnie Plastic Omnium au cours des deux derniers exercices pour un montant total de 869 millions d'euros. Ces trois placements ont conduit à une augmentation de l'endettement brut et du coût moyen de la dette, tout en permettant une plus grande diversification des ressources et un allongement du profil de maturité.

La charge d'impôt s'établit à 69,6 millions d'euros contre 62,5 millions d'euros en 2012 soit un taux effectif d'impôt de 25,6% au lieu de 24,7% en 2012.

Après prise en compte de cet impôt, le résultat net consolidé de Burelle SA ressort à 203,4 millions d'euros contre 190,5 millions d'euros en 2012. Déduction faite de la quote-part des minoritaires, le résultat net part du Groupe

s'établit à 110,0 millions d'euros au lieu de 108,4 millions d'euros en 2012. Ramené à une action, il s'élève à 62,67 euros contre 61,86 euros pour l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement consolidée du Groupe est en hausse de 12,9%, à 533,9 millions d'euros contre 472,9 millions d'euros en 2012. Après déduction des intérêts et des impôts payés pour un total de 115,5 millions d'euros et compte tenu d'une réduction du fonds de roulement de 26,2 millions d'euros, la trésorerie générée par les opérations s'établit à 444,7 millions d'euros en 2013 au lieu de 430,0 millions d'euros.

Les investissements industriels et les projets de l'exercice sont en nette progression, à 338,3 millions d'euros contre 262,6 millions d'euros en 2012. En pourcentage du chiffre d'affaires, ils passent de 5,5% en 2012 à 6,6%. Ils couvrent essentiellement les dépenses consacrées par la Compagnie Plastic Omnium à la construction ou à la mise en service de nouvelles implantations industrielles dans des zones en croissance et au renforcement de sa capacité d'innovation.

Le cash-flow libre⁽²⁾ s'établit à 106,4 millions d'euros en 2013 contre 167,4 millions d'euros en 2012. Sur ce montant, 41,7 millions d'euros ont été versés aux actionnaires de Burelle SA et de la Compagnie Plastic Omnium sous forme de dividendes et de rachats d'actions contre 24,4 millions d'euros en 2012.

Après prise en compte des opérations de croissance externe et des effets de change pour un total de 20 millions d'euros, l'endettement financier net au 31 décembre 2013 ressort à 322,2 millions d'euros contre 367,5 millions d'euros en 2012, en baisse de 45,3 millions d'euros. Il représente 32% du montant des capitaux propres et des subventions au 31 décembre 2013 contre 42% au 31 décembre 2012.

Compagnie Plastic Omnium

Cotée à l'Euronext Paris Compartiment A, la Compagnie Plastic Omnium fait partie de l'indice SBF 120 et du CAC Mid 60 et figure parmi les valeurs éligibles au Service à Règlement Différé (SRD). Le 10 septembre 2013, le titre a été divisé par trois. Au 31 décembre 2013, Burelle SA détient 56,1% du capital de cette filiale et 71,4% des droits de vote totaux.

Le chiffre d'affaires consolidé 2013 de la Compagnie Plastic Omnium atteint le niveau historique de 5 124,5 millions d'euros contre 4 806,2 millions d'euros. Il est en hausse de 6,6% et de 9,2% à taux de change et périmètre constants.

(2) L'excédent de trésorerie lié aux opérations, soit la trésorerie provenant de l'exploitation après déduction des intérêts et impôts nets décaissés et prise en compte de la variation du besoin en fonds de roulement, diminuée des investissements incorporels et corporels nets des cessions.

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium est répartie sur deux pôles. Plastic Omnium Automobile est de loin la principale activité, représentant 90,8% du chiffre d'affaires 2013. Ce pôle regroupe les activités de pièces et modules de carrosserie de Plastic Omnium Auto Exterior et celles de Plastic Omnium Auto Inergy dans les systèmes à carburant en plastique.

Plastic Omnium Automobile a connu, en 2013, une forte activité, en progression de 7,2% et de 10,0% à périmètre et change constants. Son chiffre d'affaires s'élève à 4 655,2 millions d'euros au lieu de 4 343,0 millions d'euros en 2012.

Au cours de l'exercice, le pôle Automobile a lancé 107 nouveaux programmes dont 20% concernent des solutions innovantes pour alléger les véhicules et réduire les émissions polluantes et 40% des commandes dans des zones en croissance. En particulier, l'extension du dispositif industriel en Chine s'est poursuivie avec la mise en service de cinq nouveaux sites industriels, portant à 19 le nombre total d'usines dans ce pays.

Le portefeuille clients inclut la plupart des plus grands constructeurs mondiaux. Les constructeurs allemands restent les plus importants avec 30% du chiffre d'affaires, devant leurs homologues nord-américains (General Motors, Ford et Chrysler) dont la contribution s'élève à 27%. Les clients français comptent pour 22% et les clients asiatiques pour 16%.

General Motors est le premier client avec 16% du chiffre d'affaires automobile au lieu de 17% en 2012. Il est suivi par le Groupe Volkswagen-Porsche à 15%, tandis que PSA-Peugeot Citroën occupe la troisième place avec une contribution identique à celle de l'exercice précédent, à 14%.

Deuxième pôle d'activité de la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Environnement rassemble essentiellement les opérations de Plastic Omnium Systèmes Urbains et du groupe allemand Sulo, dans les produits et services destinés aux collectivités locales et aux entreprises, les conteneurs de déchets et l'aménagement urbain.

Évoluant dans un environnement toujours difficile en Europe, Plastic Omnium Environnement a remporté, en 2013, plusieurs nouveaux contrats en France et à l'international. En 2013, cette activité réalise un chiffre d'affaires de 469,3 millions d'euros, en hausse de 1,3% et 1,9% à taux de change et périmètre constants. Elle représente 9,2% du chiffre d'affaires total de la Compagnie Plastic Omnium.

La marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium, avant amortissement des actifs incorporels acquis, passe de 335,1 millions d'euros en 2012 à 394,6 millions d'euros. Elle est en croissance de 17,8% par rapport à 2012. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle s'établit à 7,7% contre 7% en 2012.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

La contribution du pôle Automobile progresse de 17%, de 316,3 millions d'euros à 369,9 millions d'euros. Elle profite de la hausse de l'activité, notamment dans les nouveaux marchés, et récolte les fruits du plan d'amélioration continue de l'efficacité industrielle qui a conduit à la fermeture de deux usines en Europe et à une nouvelle réduction des coûts de non-qualité. Grâce à ce double impact, la marge opérationnelle dégagée par le pôle Automobile progresse de 7,3% du chiffre d'affaires en 2012 à 7,9% en 2013.

Plastic Omnium Environnement réalise une marge opérationnelle en progression de 31%, passant de 18,8 millions d'euros à 24,7 millions d'euros. Ce rebond reflète les premiers effets du plan de restructuration déployé au cours de l'exercice, visant à produire une économie annuelle de 15 millions d'euros. Ces réductions de coûts permettent à la marge opérationnelle de se redresser de 4,1% du chiffre d'affaires en 2012 à 5,3% en 2013.

Les autres charges opérationnelles nettes s'élèvent à 41,9 millions d'euros en 2013 contre 28,2 millions d'euros en 2012. Elles incluent en particulier les coûts associés aux plans de restructuration mis en place dans l'Automobile et l'Environnement.

Après prise en compte des charges financières et de la charge d'impôt, l'exercice se solde, pour la Compagnie Plastic Omnium, par un résultat net consolidé en hausse de 14,6%, à 208,0 millions d'euros au lieu de 181,5 millions d'euros en 2012. Il atteint 4,1% du chiffre d'affaires contre 3,8% en 2012.

Le résultat net part du Groupe ressort à 193,2 millions d'euros contre 173,4 millions d'euros en 2012. Ramené à une action, il s'élève à 1,32 euro contre 1,21 euro⁽³⁾ pour l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement générée par la Compagnie Plastic Omnium sur l'exercice est en hausse de 13%, à 537,1 millions d'euros au lieu de 474,1 millions d'euros en 2012. Elle inclut des décaissements de 26 millions d'euros au titre des restructurations.

Après prise en compte des intérêts et des impôts payés et d'une nouvelle réduction du fonds de roulement, la trésorerie générée par les opérations ressort à 450,4 millions d'euros et finance largement les investissements de l'exercice qui s'élèvent à 338,0 millions d'euros. Ceux-ci comprennent essentiellement les coûts associés aux nouvelles implantations en Russie et en Chine, au démarrage de la construction d'un nouveau centre de R&D en France pour les systèmes à carburant et de celle d'un ensemble immobilier à Lyon.

(3) Après division du titre par trois.

(4) L'excédent de trésorerie lié aux opérations, soit la trésorerie provenant de l'exploitation après déduction des intérêts et impôts nets décaissés et prise en compte de la variation du besoin en fonds de roulement diminuée des investissements incorporels et corporels nets des cessions.

Du fait de ce programme d'investissements important, le cash-flow libre⁽⁴⁾ généré sur l'exercice est en baisse de 167,8 millions d'euros en 2012 à 112,5 millions d'euros en 2013. Sur ce montant, la Compagnie Plastic Omnium a consacré 15,1 millions d'euros à des rachats d'actions et 42,4 millions d'euros à la distribution d'un dividende qui est passé de 0,69 euro en 2012 par action à 0,76 euro en 2013.

Compte tenu des acquisitions et des effets de change pour un montant total de 20 millions d'euros, la Compagnie Plastic Omnium clôture l'exercice 2013 avec un endettement net de 355,2 millions d'euros au lieu de 389,8 millions d'euros fin 2012. Il représente 38% des capitaux propres et subventions et 0,6 fois l'EBITDA 2013 contre respectivement 47% et 0,8 fois fin 2012.

En 2013, la Compagnie Plastic Omnium a versé à Burelle SA un dividende de 22 millions d'euros. L'Assemblée Générale ayant approuvé une augmentation du dividende de 30%, elle distribuera un dividende de 28,7 millions d'euros à Burelle SA en 2014 au titre de l'exercice 2013.

Sofiparc

Filiale à 100% de Burelle SA, Sofiparc est propriétaire d'un ensemble immobilier à Levallois (Hauts-de-Seine) et d'un patrimoine foncier dans la région lyonnaise.

Situé en bordure du Parc de la Planchette, l'immeuble de Levallois comprend 13 132 m² de bureaux occupés à 80% par la Compagnie Plastic Omnium. Le reste est loué à International SOS en vertu d'un bail qui a été reconduit pour une période de six ans ferme à compter du 1^{er} juin 2014. Cet ensemble de bureaux est complété par 270 places de parking en sous-sol.

L'immeuble de Levallois fait l'objet d'un programme de modernisation continue. La rénovation complète d'un étage de 1 500 m² est en cours et devrait être livrée au premier semestre 2014.

A Lyon, Sofiparc détient un terrain de près de 5 700 m² exploité en bail à construction par deux hôtels sous enseignes Novotel et Ibis. Dans la proximité de Lyon, elle possède des terrains d'une superficie totale de près de 28 000 m² situés à Saint-Priest. Deux de ces terrains couvrant environ 6 000 m² font l'objet de baux à construction conclus avec les sociétés Mc Donald's et Aqua Center, une entreprise de lavage automatique de véhicules. En septembre 2013, un troisième terrain de 3 000 m² a été concédé en bail à construction à Kentucky Fried Chicken (KFC). La signature de ce bail permet à Sofiparc de valoriser cet emplacement et de percevoir un rendement sur un actif jusqu'ici inexploité.

En 2013, Sofiparc a perçu des loyers et refacturé des charges pour un montant de 7,3 millions d'euros contre

7,8 millions d'euros en 2012. Cette baisse est due à l'absence de loyer sur l'étage de l'immeuble de Levallois en rénovation. Les revenus intergroupe étant neutralisés en consolidation, la contribution de Sofiparc au chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA correspond principalement au bail conclu avec International SOS. Cette contribution s'est élevée à 2,1 millions d'euros en 2013 contre 2 millions d'euros pour l'exercice précédent.

Sofiparc affiche un résultat avant impôt de 3,4 millions d'euros contre 3,9 millions d'euros en 2012. En intégration fiscale avec Burelle SA, elle lui verse sa quote-part de l'impôt sur les sociétés qui ressort à 1,1 million d'euros en 2013 contre 1,3 million d'euros en 2012.

En 2013, Sofiparc a distribué à Burelle SA un dividende de 1,0 million d'euros au titre de l'exercice 2012. Au titre de l'exercice 2013, elle lui versera un dividende de 0,9 million d'euros en 2014.

Burelle Participations

Société anonyme à régime fiscal de société de capital-risque, Burelle Participations a pour vocation d'investir dans des entreprises non cotées offrant des perspectives de création de valeur à moyen à terme. Pour s'assurer d'un niveau de diversification satisfaisant, elle a fait le choix d'investir dans des fonds spécialisés tout en réalisant des opérations en direct sous forme de financements mezzanine ou de prises de participations en capital. Les opportunités d'investissement en direct sont évaluées en fonction de critères tels que la qualité des équipes de direction, la structure du secteur, le positionnement de l'entreprise par rapport à ses concurrents et sa capacité à générer de la croissance et un cash-flow libre.

Burelle Participations investit dans des fonds lors de la souscription initiale ou au cours de la vie du fonds, en acquérant, sur le marché secondaire, les intérêts de souscripteurs désireux de réaliser leur investissement avant son terme. Qu'ils correspondent à des souscriptions primaires ou secondaires, les investissements dans des fonds ont pour sous-jacents des participations au capital de sociétés non cotées ou des financements en quasi-fonds propres de type mezzanine.

Le marché du capital-investissement est resté très sélectif en 2013. Cette prudence s'est reflétée dans une forte baisse du nombre d'acquisitions conclues et un pourcentage élevé d'opérations n'ayant pas abouti. Le flux d'affaires nouvelles a continué d'être affecté par les incertitudes économiques et fiscales. L'essentiel de l'activité a concerné des opérations entre fonds.

Si le flux d'affaires ne s'est pas renouvelé en 2013, les opérations entre fonds ont été plus dynamiques qu'en 2012. Grâce à l'ouverture du marché high yield et à la création de fonds de dette, de nouveaux financements sont

devenus disponibles à des conditions très compétitives, ce qui a stimulé les mouvements de portefeuille. Cette évolution a donné lieu à une accélération des désinvestissements dont Burelle Participations a profité dans ses opérations directes comme au niveau des distributions effectuées par les fonds.

Au cours de l'exercice, Burelle Participations a été remboursée de deux financements mezzanine montés en 2005 et 2012, ce qui lui a permis de réaliser des taux de rendement interne de respectivement 10% et 17% et des multiples de 1,9 et 1,2 fois la mise. Ces deux opérations représentaient un investissement total de 1,7 million d'euros.

En 2013, Burelle Participations a participé à trois nouvelles opérations pour un engagement total de 3,6 millions d'euros. En ligne avec la stratégie adoptée en 2012, visant à accroître la composante internationale du portefeuille, une participation en capital a été prise dans le cadre d'une reconfiguration du capital d'une société espagnole qui gère la première plateforme mondiale de téléchargement de logiciels sur internet. Burelle Participations a également souscrit à un financement mezzanine organisé pour l'acquisition d'une entreprise du secteur alimentaire basée en France. La troisième opération concerne une prise de participation au capital d'une société spécialisée dans l'assistance routière et la garantie automobile. Compte tenu de ces nouvelles opérations, le portefeuille de Burelle Participations au 31 décembre 2013 est constitué de 23 lignes.

L'exercice 2013 a généré des produits de 1,2 million d'euros provenant principalement des intérêts perçus sur les financements mezzanine et des plus-values émanant d'un fonds et d'un désinvestissement partiel sur une participation en capital. Les charges d'exploitation s'élèvent à 0,7 million d'euros, y compris une commission de gestion versée à Burelle SA de 0,4 million d'euros. Après prise en compte de cette commission, la contribution de Burelle Participations au résultat consolidé 2013 de Burelle SA s'est établie à 0,5 million d'euros.

Au 31 décembre 2013, l'actif net réévalué de Burelle Participations ressort à 37,5 millions d'euros au lieu de 36,0 millions d'euros fin 2012. Il progresse de 1,6 million d'euros compte tenu du versement d'un dividende de 0,1 million d'euros à Burelle SA en juin 2013.

En 2014, Burelle Participations versera un dividende de 0,1 million d'euros à Burelle SA au titre de l'exercice 2013.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

PERSPECTIVES 2014

Dans un contexte de hausse de la production automobile mondiale attendue en moyenne à 4% par an d'ici 2017, la Compagnie Plastic Omnium prévoit de continuer à croître plus vite que son marché grâce au déploiement de son offre pour réduire les émissions polluantes et au développement de ses activités dans les zones en croissance. Pour 2014, elle attend une nouvelle amélioration de ses résultats, soutenue par la mise en service de nouvelles capacités en Chine, une légère reprise en Europe et le plein effet des réductions de coûts effectués en 2013, notamment dans ses activités dans l'Environnement.

Burelle Participations a reçu, en février 2014, le produit de cession d'un investissement en capital qui a généré une plus-value de 0,9 million d'euros ce qui devrait lui permettre d'accroître sa contribution au résultat net consolidé de Burelle SA en 2014. Le résultat net de Sofiparc, en 2014, devrait être proche de celui de 2013.

Dans ce contexte, les résultats consolidés de Burelle SA en 2014 devraient progresser en phase avec ceux de la Compagnie Plastic Omnium.

50

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2013, n'est intervenu depuis la date de clôture.

Informations environnementales et sociales

données dans le cadre de l'article L225-102-1 du Code de commerce (Décret n°2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales données dans le présent rapport concernent sa principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium et l'ensemble immobilier de Levallois (Hauts-de-Seine), principal actif de Sofiparc et également siège de la Direction de la Compagnie Plastic Omnium.

La Compagnie Plastic Omnium exerce ses activités avec la volonté de concilier croissance, exigences environnementales et plus largement les principes édictés par le Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Elle a pour objectif de favoriser l'écoconception, de diminuer ses consommations d'énergie et de réduire les impacts de ses activités sur l'environnement. Ses nouveaux produits contribuent à la réduction des émissions polluantes et à une meilleure gestion des déchets.

La Compagnie Plastic Omnium place le management de la sécurité au cœur de ses priorités et sa démarche Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) est pleinement intégrée à sa stratégie et au management de ses opérations.

Les informations HSE et sociales indiquées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation financière, avec les mêmes règles d'intégration des filiales, dans la limite d'une participation supérieure ou égale à 50% pour les informations environnementales. Pour ces dernières, la société HBPO, intégrée en proportionnelle à 33,33 %, ne figure pas dans le périmètre couvert.

Ces données sont collectées par la Direction HSE de la Compagnie Plastic Omnium et par la Direction des Ressources Humaines dont les responsabilités s'étendent à Burelle SA. Elles sont collectées dans chacun des sites et font l'objet de contrôle de cohérence lors de leur consolidation au siège. En l'absence de référentiel reconnu, la Compagnie Plastic Omnium a formalisé, au sein d'un protocole, les procédures et les définitions sous-tendant son reporting.

INFORMATIONS HSE

Le périmètre de reporting des données environnementales est constitué de l'ensemble des sites industriels de la Compagnie Plastic Omnium et de l'immeuble de Sofiparc situé à Levallois (Hauts-de-Seine). Seul un point service du pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium est intégré, l'impact environnemental des autres points service étant jugé non significatif.

Les consommations d'eau et d'énergies des Sites Avancés Fournisseurs (SAF) gérés par le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium sont également prises en compte, de même que les émissions de CO₂.

Le périmètre de reporting des données sécurité englobe l'ensemble des entités du Groupe, y compris les sites non industriels. Par rapport à 2012, le périmètre de reporting 2013 intègre six nouveaux sites industriels : deux usines supplémentaires en Chine, et quatre autres usines situées en Russie, aux États-Unis, au Mexique et au Brésil.

En revanche, trois sites automobiles ont été cédés, situés en Europe et aux États-Unis.

Les données environnementales ont été collectées sur les onze premiers mois de l'année 2013 (de janvier à novembre), puis extrapolées sur douze mois. Les données sécurité couvrent les douze mois de l'année 2013.

La Compagnie Plastic Omnium n'a pas jugé trois indicateurs pertinents aujourd'hui du fait de son activité et ne les a pas retenus. Ce sont : « Utilisation des sols », « Adaptation aux conséquences du changement climatique » et « Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité ». Néanmoins, elle réexamine chaque année ces exclusions en fonction de l'évolution du contexte réglementaire, de son implantation géographique et de ses process.

La Compagnie Plastic Omnium poursuit la formalisation de son management environnemental initiée en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2013 :

- Ratios des consommations d'énergies rapportées au volume de matière transformée :
 - Électricité : 1,697 kWh/kg de matière transformée en 2013, stable par rapport à 2012;
 - Gaz : 0,628 kWh/kg de matière transformée en 2013 contre 0,634 kWh/kg en 2012, soit - 0,9%;
- De même, le ratio de consommation d'eau rapportée au volume de matière transformée s'améliore de 0,9%, passant de 4,865 l/kg en 2012 à 4,822 l/kg en 2013;
- Le ratio des émissions de gaz à effet de serre rapportées au volume de matière transformée s'établit à 0,852 kg CO₂/kg de matière transformée en 2013 alors qu'il s'établissait à 0,797 kg CO₂ en 2012. Cette dégradation de 6,9% s'explique par le mode de production de l'électricité dans les pays où la Compagnie Plastic Omnium connaît une forte croissance;

Informations environnementales et sociales

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

- Dans le domaine de la sécurité, on constate une amélioration sur un an de 4% du Tf1 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec arrêt, personnel intérimaire inclus) qui s'établit à 3,89 contre 4,07 en 2012. Le Tf2 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec et sans arrêt, personnel intérimaire inclus) s'améliore de 9% par rapport à l'année précédente, ressortant à 7,70 contre 8,43 en 2012;
- Le Tg (Taux de Gravité, personnel intérimaire inclus) se dégrade, passant de 0,10 en 2012 à 0,24. 6000 jours d'arrêt ont été comptabilisés à cause d'un accident fatal survenu sur un site en Thaïlande en 2013.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2013; il couvre à présent 85 sites certifiés sur 102, soit 83% du périmètre de certification (contre 83 sites sur 95 à la fin 2012).

Parallèlement, dans le cadre du programme de certification OHSAS 18001, initié fin 2005, on dénombrait, fin 2013, 76 sites certifiés sur 100, soit 76% du périmètre de certification (contre 76 sites sur 92 à la fin 2012).

La certification OHSAS 18001, du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens, obtenue en décembre 2006, a été renouvelée en décembre 2013 par un audit de suivi n'ayant détecté aucune non-conformité.

Plus de 82% des sites déclarent disposer d'un plan de réduction des consommations pour améliorer l'efficacité énergétique.

CONSOUMATIONS 2013 EN MATIÈRES PLASTIQUES :

Les matières plastiques constituent la principale matière première de Plastic Omnium Automobile et de Plastic Omnium Environnement, les deux pôles d'activité de la Compagnie Plastic Omnium.

	2013	2012	2011
Plastiques vierges (en tonnes)			
Consommation annuelle	346 856	339 085	296 624
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Plastiques recyclés (en tonnes)			
Consommation annuelle	47 885	52 294	58 076
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Plastiques bio-sourcés (en tonnes)			
Consommation annuelle	467	2 783	112
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Total Plastiques (en tonnes)			
Consommation annuelle	395 208	394 162	354 812
Part de CA couvert	100%	100%	99,85%

La Compagnie Plastic Omnium promeut l'utilisation de matériaux recyclés et bio-sourcés :

- Consommation de matières plastiques recyclées en 2013 : 47 885 tonnes.
- Consommation de matières plastiques bio-sourcées en 2013 : 467 tonnes.

Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de la Compagnie Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé par régénération 4 576 tonnes de matières plastiques.

DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Impacts environnementaux

CONSOUMATIONS 2013 EN EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ :

	2013	2012	2011
Eau en m³*			
Consommation annuelle	2 276 964	2 262 108	2 550 046
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Électricité en KWh			
Consommation annuelle	801 184 778	787 638 534	737 939 410
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Gaz en KWh			
Consommation annuelle	296 419 656	294 847 159	278 430 074
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Fuel en m³			
Consommation annuelle	1 415	1 727	1 637
Part de CA couvert	100%	100%	100%

* Sources d'approvisionnement en eau : sur 95% des volumes consommés en 2013, 97% proviennent de l'eau de ville et 3% proviennent d'eaux souterraines.

CONSOMMATIONS 2013 - PEINTURES ET SOLVANTS :

	2013	2012	2011
Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	7 892	8 173	8 247
Part de CA couvert	100%	100%	99,53%
Solvants (en tonnes)			
Consommation annuelle	6 526	5 211	5 957
Part de CA couvert	100%	100%	99,53%
Solvants + Peintures (en tonnes)			
Consommation annuelle	14 418	13 384	14 204
Part de CA couvert	100%	100%	99,53%

CONSOMMATIONS 2013 - AUTRES MATIÈRES PREMIÈRES : BOIS, ACIER ET ALUMINIUM

Ces matières premières sont majoritairement utilisées par la Compagnie Plastic Omnium dans son activité de pièces de carrosserie.

	2013	2012	2011
Bois (en tonnes)			
Consommation annuelle	93	74	89
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Acier (en tonnes)			
Consommation annuelle	61 735	57 064	59 322
Part de CA couvert	100%	100%	100%
Aluminium (en tonnes)			
Consommation annuelle	790	260	921
Part de CA couvert	100%	100%	100%

REJETS ATMOSPHÉRIQUES 2013 :

• COV (composés organiques volatils) :

Les émissions de COV sont majoritairement issues des activités de la Compagnie Plastic Omnium dans les pièces de carrosserie.

	2013	2012	2011
COV équivalent Carbone (en tonnes)	2 165	1 482*	1 684
Part de CA couvert des sites concernés	100%	100%	100%

* Les émissions de COV ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur un site.

• GES (gaz à effet de serre) :

	2013	2012	2011
CO₂* (en tonnes équivalent CO ₂)	400 296	368 575	342 920
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	100%
N₂O (en tonnes équivalent CO ₂)	1 396	812**	
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	
CH₄ (en tonnes équivalent CO ₂)	19	4**	
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	
HFC (en tonnes équivalent CO ₂)	601	1 247	
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	
PFC (en tonnes équivalent CO ₂)	0	0	
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	
SF₆ (en tonnes équivalent CO ₂)	0	0	
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	
Total GES (en tonnes équivalent CO ₂)	402 313	370 638**	
Part du CA couvert des sites concernés	100%	100%	

* Ces chiffres correspondent aux émissions de CO₂ issues des énergies consommées par les sites industriels (source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, données 2012)

** Les émissions de N₂O, de CH₄ et le total des GES de 2012 ont été corrigés suite à l'identification de données erronées sur deux sites.

Plus de 79% des sites déclarent avoir mis en place des mesures de prévention, de réduction et/ou de réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement. Des exemples des mesures mises en place sont donnés ci-dessous :

- **Air** : systèmes de destruction des COV, utilisation de peintures hydrosolubles,...
- **Eau** : utilisation de circuits fermés, traitement des boues de peinture,...
- **Sol** : zones de rétention pour stockage liquides (peintures, solvants, huiles,...), études préalables « phase 1 » et « phase 2 » lors d'acquisitions,...

Informations environnementales et sociales

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

DÉCHETS 2013 :

	2013	2012	2011
Déchets recyclés (en tonnes)			
Rejets annuels	42 313	40 387*	33 996
Part de CA couvert	100%	100%	98,98%
Déchets valorisés (en tonnes)			
Rejets annuels	10 195	9 165	7 638
Part de CA couvert	100%	100%	98,98%
Déchets ultimes (en tonnes)			
Rejets annuels	10 405	7 735	11 313
Part de CA couvert	100%	100%	98,98%
Total déchets (en tonnes)			
Rejets annuels	62 913	57 287*	52 948
Part de CA couvert	100%	100%	100%

* Les déchets recyclés et le total déchets de 2012 ont été corrigés suite à l'identification de données erronées sur un site.

54

- Coût global du traitement des déchets : 4,1 millions d'euros (100% du CA couvert)
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 6,8 millions d'euros (100% du CA couvert).

Nuisances sonores et olfactives

Plusieurs initiatives d'actions préventives et correctives ont été mises en œuvre pour réduire l'exposition des salariés aux bruits et aux odeurs :

- Cartographie des niveaux d'exposition sonore sur tous les sites
- Port obligatoire de protections auditives individuelles au-dessus des seuils réglementaires
- À titre d'exemples : études acoustiques, études sur l'air ambiant (fumées et poussières) effectuées par les cabinets spécialisés dans les deux pôles d'activité de la Compagnie Plastic Omnium.

Pénibilité

100% des postes de travail du site de de Plastic Omnium Auto Inergy à Compiègne ont été évalués selon une méthode de cotation de pénibilité.

Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50% ou plus par la Compagnie Plastic Omnium. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

ISO 14001 :

85 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 83% du périmètre à certifier, qui comprend 102 sites. L'objectif de 93% visé pour 2013 a été partiellement atteint car de nouvelles usines sont entrées dans le périmètre à certifier. Ces nouveaux sites sont engagés dans la démarche de certification.

Le périmètre à certifier étant plus large, l'objectif visé, pour 2014, est de 91%.

OHSAS 18001 :

76 sites sont, à présent, certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 76% du périmètre à certifier, qui inclut 100 sites. Pour les mêmes raisons que pour l'ISO 14001, l'objectif de 91% visé pour 2013 n'a pu être atteint. Tous les sites sont néanmoins engagés dans la démarche de certification. L'objectif visé pour 2014 est de 87%.

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été confirmée en décembre 2013 par un audit de suivi qui n'a décelé aucune non-conformité.

Organisation

L'organisation Environnement et Sécurité de la Compagnie Plastic Omnium repose sur :

- un Directeur Sécurité Groupe, chargé de la mise en œuvre de la stratégie HSE définie par le Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium, de l'animation et de la coordination des plans d'actions associés au Système de Management Sécurité ;
- un « réseau Environnement » et un « réseau Sécurité » constitués de correspondants dédiés dans chaque entité ;
- une intégration dans les objectifs individuels des performances Sécurité ;
- un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium.
- la tenue de trois Comités HSE Groupe par an avec la participation du Comité de Direction Groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 50 420 heures ont été dispensées en 2013, touchant 25 942 participants (100% du CA couvert).
- Formation : 80 499 heures ont été dispensées en 2013, touchant 23 477 participants (100% du CA couvert).
- Le déploiement du programme de formation baptisé « Top Safety » lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de sécurité pour tendre vers le « zéro accident », s'est accéléré en 2013, avec 29 sessions de formation dispensées en Europe, aux États-Unis, au Mexique, en Amérique du Sud et en Asie. 408 managers ont été formés en 2013, ce qui porte à 1 431 le nombre de managers formés depuis le lancement du programme « Top Safety ». Par ailleurs, 1 573 personnes ont été sensibilisées en 2013, ce qui porte à 12 247 le nombre de personnes sensibilisées au programme « Top Safety » depuis 2005.
- Le plan HSE lancé par le Groupe en 2012 a vu son déploiement progresser de 9% en 2013 (68% de réalisation en 2013 contre 62% en 2012). Articulé autour de cinq piliers, il traduit la volonté de la Compagnie Plastic Omnium de continuer à renforcer la sécurité des hommes et des biens et de minimiser les impacts de ses activités sur l'environnement.

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement et à la sécurité

- Recherche et Développement : 247,4 millions d'euros, soit 4,8% du CA consolidé.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 11,2 millions d'euros (100% du CA couvert).
- Investissements Industriels et en R&D : 340 millions d'euros
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 5,5 millions d'euros (100% du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : 9,6 millions d'euros (100% du CA couvert).
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

À noter que les variations de périmètre, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2012 et 2013 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

INFORMATIONS SANTÉ & SECURITÉ

MALADIES PROFESSIONNELLES* :

	2013	2012	2011
Nombre de Maladies Professionnelles déclarées	19	26	38
Nombre de Maladies Professionnelles reconnues	18	24	38

* Maladies Professionnelles reportées selon les sept catégories de maladies recensées par l'Organisation Mondiale de la Santé.

INDICATEURS SÉCURITÉ (PERSONNEL INTÉRIMAIRE INCLUS) :

	2013	2012	2011
Nombre de premiers soins	1 854	1 980	1 984
Nombre d'accidents du travail sans arrêt	170	185**	197
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	174	173**	180
Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt	10 644***	4 371**	10 654*

* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Roumanie en septembre 2011.

** Suppression d'un accident avec arrêt et d'un accident sans arrêt en 2012 suite aux notifications de refus de prise en charge par la CPAM intervenues en 2012.

*** Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Thaïlande en avril 2013.

TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ (PERSONNEL INTÉRIMAIRE INCLUS) :

	2013	2012	2011
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	3,89	4,07**	4,84
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	7,70	8,43**	10,13
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,24***	0,10	0,29*

* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Roumanie en septembre 2011.

** Suppression d'un accident avec arrêt et d'un accident sans arrêt en 2012 suite aux notifications de refus de prise en charge par la CPAM intervenues en 2012.

*** Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Thaïlande en avril 2013.

Informations environnementales et sociales

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ (HORS PERSONNEL INTÉRIMAIRE) :

	2013	2012	2011
Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	3,93	3,83**	4,32
Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées)	8,03	8,43**	9,39
Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées)	0,29***	0,12	0,14

** Suppression d'un accident avec arrêt et d'un accident sans arrêt en 2012 suite aux notifications de refus de prise en charge par la CPAM intervenues en 2012.

*** Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Thaïlande en avril 2013.

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis onze ans pour améliorer la sécurité au travail.

Informations sociales

Les sociétés du Groupe s'attachent à recruter les meilleurs collaborateurs dans toutes leurs activités et à mettre en place des outils de gestion performants pour assurer leur fidélisation et leur épanouissement.

L'organisation fait une large place aux méthodes de gestion en groupe de projets dans les activités de développement et en unités autonomes de production sur les sites industriels.

Tout en veillant à maintenir une culture de groupe international, les sociétés du Groupe favorisent le management local et la résolution des problèmes au plus près du terrain. Elles sont respectueuses des lois locales et recherchent le consensus avec les partenaires sociaux, qui sont représentés à tous les niveaux de l'entreprise.

Le Groupe comprend, à fin 2013, 22 076 personnes, dont 22 067 sont employées par la Compagnie Plastic Omnium et 9 par Burelle et Burelle Participations. Les trois-quarts des effectifs travaillent hors de France.

Au 31 décembre 2013, le Plan Épargne Groupe en place en France comprenait 1 137 adhérents détenant 2 010 013 actions de la Compagnie Plastic Omnium achetées sur le marché boursier, soit 1,3% du capital social. Les salariés

ne disposent pas d'autres actions au titre de l'actionnariat prévu par les articles L. 225-129 et L. 225-138 du Code de commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Frais de personnel

En milliers d'euros	2013	2012
Salaires et traitements	586 143	565 187
Charges sociales	168 304	175 243
Participation des salariés	10 753	14 137
Coût des engagements de retraite et obligations similaires	(875)	(1 789)
Rémunération sur base d'actions	2 060	1 220
Autres charges de personnel	23 559	22 345
Total des frais de personnel hors frais de personnel des intérimaires	789 944	776 343
Coût du personnel des intérimaires	77 501	62 700
Total des frais de personnel y compris intérimaire	867 445	839 043

Autres données

Les effectifs et leurs répartitions sont calculés sur le périmètre total de l'entreprise selon le pourcentage de consolidation. Les co-entreprises sont incluses. Pour les autres indicateurs, les co-entreprises YFPO et HBPO ne sont pas prises en compte.

Les indicateurs ont été arrêtés au 31 décembre 2013 à l'exception des indicateurs suivants :

- Indicateurs arrêtés au 30 novembre et extrapolés au 31 décembre sur la base du ratio effectif décembre / effectif novembre : répartition Hommes / Femmes ; répartition Ouvriers / Employés / Cadres ; salariés travaillant en équipe ou à temps partiel ; nombre de femmes cadres ; nombre de handicapés.
- Indicateurs arrêtés au 30 novembre et extrapolés au 31 décembre sur la base du ratio de 12/11 : les heures de formation ; les factures des organismes de formation ; le nombre de stagiaires.
- Indicateurs arrêtés au 30 novembre et considérés comme valable pour l'année entière : temps de travail hebdomadaire ; comités ; autres commissions ; syndicats représentés ; accords d'entreprise ; accords en matière de santé et de sécurité au travail ; % de salariés couverts par une convention collective.
- Les indicateurs pour la répartition Hommes / Femmes et la répartition Ouvriers / Employés / Cadres des effectifs de HBPO ont été répartis au prorata des informations réelles remontées sur le reste du périmètre valable pour l'année entière.

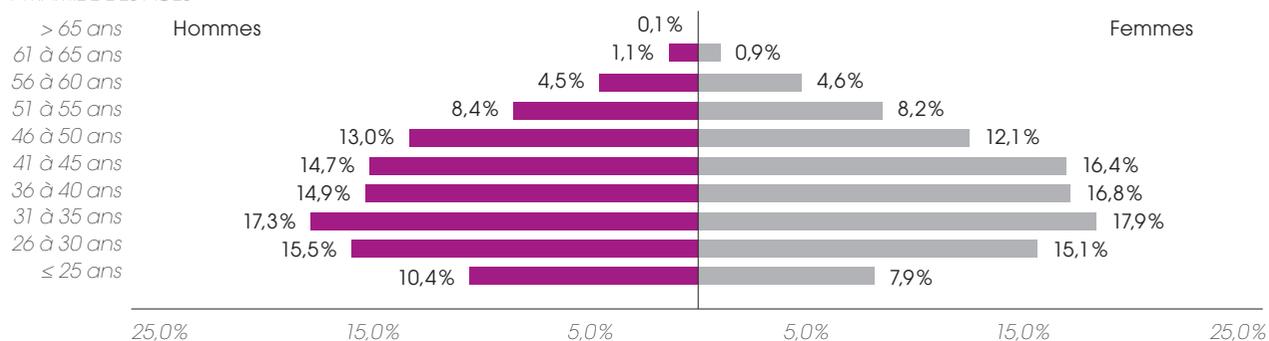
De nouvelles données ont été mises en place en 2013 et ne sont pas disponibles pour 2011 et 2012.

Effectifs inscrits au 31 décembre

	2013	2012	2011
Effectifs inscrits	17 980	18 350	17 077
Contrats à durée indéterminée	16 509	16 152	14 993
Contrats à durée déterminée	1 471	2 198	2 084
Hommes	13 918	14 210	13 402
Femmes	4 062	4 140	3 675
Ouvriers	9 423	10 042	9 794
Employés, techniciens et agents de maîtrise	5 046	4 975	4 299
Cadres	3 511	3 333	2 984
Intérimaires en fin d'année	4 096	2 693	2 697
Effectifs totaux (inscrits + intérimaires)	22 076	21 043	19 774
Intérimaires moyens en équivalent temps plein	3 741	2 898	2 820

Répartition H/F de l'effectif inscrit

PYRAMIDE DES ÂGES

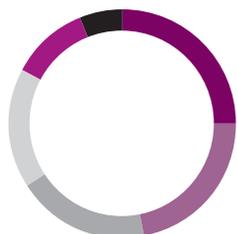


57

Effectif par zone géographique au 31 décembre 2013

	CDI	CDD	Total inscrits	Intérimaires	Total
France	4 661	40	4 701	742	5 443
Europe de l'Ouest (hors France)	3 151	223	3 374	761	4 135
Europe de l'Est	1 668	397	2 065	470	2 535
Amérique du Nord	2 428	701	3 129	525	3 654
Amérique du Sud et Afrique	1 244	25	1 269	106	1 375
Asie	3 357	85	3 442	1 492	4 934
Total	16 509	1 471	17 980	4 096	22 076

EFFECTIF TOTAL



- 25% France - 5 443
- 22% Asie - 4 934
- 19% Europe de l'Ouest (hors France) - 4 135
- 17% Amérique du Nord - 3 654
- 11% Europe de l'Est - 2 535
- 6% Amérique du Sud et Afrique - 1 375

Informations environnementales et sociales

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

	2013	2012	2011
Nombre de salariés recrutés dans l'année			
Recrutements cadre	429		
Recrutements non cadre	2 711		
Nombre de salariés licenciés dans l'année			
Licenciements économiques	388	87	66
Licenciements pour autre motif	744	474	436
Total des licenciements	1 132	561	502
Heures supplémentaires			
Temps de travail hebdomadaire	35h à 48h	35h à 48h	35h à 48h
Heures supplémentaires (équivalent temps plein)	1 179	1 026	669
Nombre total de salariés travaillant en équipe			
Salariés travaillant en équipes	9 564	10 034	8 307
<i>dont salariés travaillant la nuit seulement</i>	987	1 157	1 313
<i>dont salariés travaillant le week-end seulement</i>	121	118	156
Salariés à temps partiel	338	366	337
Absentéisme dans l'année et motifs (en % heures travaillées)			
Taux d'absentéisme pour accidents du travail	0,10%	0,07%	0,11%
Taux d'absentéisme pour autres motifs	2,74%	2,61%	2,66%
Taux d'absentéisme total	2,84%	2,69%	2,77%

58

Égalité entre hommes et femmes

Les sociétés du Groupe sont engagées à ne procéder à aucune discrimination tant à l'embauche qu'au cours du parcours professionnel du salarié. Chaque année, des analyses comparatives de rémunérations Femmes/Hommes sont menées dans les différents pays. En France, la Compagnie Plastic Omnium est partenaire d'une association dont l'objectif est de faire découvrir les métiers d'ingénieures et de techniciennes et de susciter des vocations.

	2013	2012	2011
Nombre de femmes cadres au 31 décembre	658	654	519
Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année	95	151	102

Relations sociales

Depuis 1996, le Comité de Concertation Européen tient une réunion par an. Cette instance consultative comprend 31 membres salariés représentant huit pays.

	2013	2012	2011
Comités existants	157	156	162
<i>dont Comités d'entreprise</i>	60		
Autres commissions (<i>Formation ou Suggestions</i>)	71	77	69
Syndicats représentés	30	32	32
Accords d'entreprise conclus dans l'année	147	114	139
Pourcentage de salariés couverts par une convention collective	57%		

Politique de lutte contre les discriminations

Les sociétés du Groupe sont engagées à maintenir un environnement professionnel au sein duquel les collaborateurs sont traités avec respect et où ils ne subissent aucun harcèlement verbal ou physique, ni aucune discrimination à caractère, notamment racial ou sexuel.

	2013	2012	2011
Nombre d'incidents de discrimination	0		
Nombre de mesures prises suite aux incidents de discrimination	0		

Formation

Le Groupe s'est doté, en 2013, d'un outil global de gestion de la formation avec, pour objectif, de renforcer l'acquisition et le développement de connaissances ou/et de compétences, de définir des parcours individuels de formation et de diversifier les voies d'apprentissage (e-learning, formation en présentiel, classes virtuelles, mixte Learning). Des contenus e-learning ont été lancés fin 2013 concernant notamment le Code de Conduite et la politique HSE du Groupe.

	2013	2012	2011
Commissions de formation	29		
Nombre de stagiaires	38 927	37 683	26 148
Nombre de stages/salarié/an	2,31	2,23	1,79
Total des factures des organismes de formation (en milliers d'euros)	5 020	4 364	3 776
Total des heures de formation	455 223	392 892	313 615
Heures de formation par an et par salarié	27,04	23,40	21,52

Personnes handicapées

Le Groupe mène une politique de non-discrimination à l'embauche. Il pratique une politique de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés. Il confie aux ateliers d'insertion de personnes handicapées ses travaux de sous-traitance (restauration, reprographie,...) dans la mesure du possible.

	2013	2012	2011
Nombre de handicapés	285	301	293
Postes de travail modifiés pour les handicapés	48		
Nombre de handicapés recrutés dans l'année	5		

Œuvres sociales (France uniquement)

En milliers d'euros	2013	2012	2011
Montant des œuvres sociales (comités d'entreprise) versées dans l'année	1 517	1 608	1 574

Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT

Dans tous les pays où il est implanté, le Groupe respecte dans sa politique de ressources humaines les principes fondamentaux de la charte de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en matière de liberté d'association et de droit de négociation collective, élimination de discriminations en matière d'emplois et de profession, élimination du travail forcé ou obligatoire ainsi qu'abolition du travail des enfants.

La Compagnie Plastic Omnium a adhéré au Pacte Mondial de l'ONU et renouvelle chaque année son engagement par une lettre signée du Président.

Informations environnementales et sociales

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

INFORMATIONS SOCIÉTALES

Thématiques sociétales

Dès 2003, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un corpus de règles fondamentales en matière d'éthique des affaires avec un Code de Conduite. Ce document qui est distribué à tous les nouveaux salariés cadres du Groupe, y compris ceux de Burelle SA et de Burelle Participations, est disponible en sept langues et consultable sur l'Intranet du Groupe.

Régulièrement mis à jour, il a été complété en 2010 avec le Code de Conduite «Concurrence», sur les comportements et règles à respecter dans le domaine du droit de la concurrence. En 2014, les codes de conduite feront l'objet d'une revue complète en particulier pour tenir compte des nouvelles utilisations des médias sociaux.

En 2003, la Compagnie Plastic Omnium a adhéré aux principes édictés par le Pacte Mondial de l'ONU. Par sa signature, elle réaffirme son engagement clair pour le respect des principes fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme, des normes au travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Depuis 2010, les conditions générales d'achat définissant ses relations avec ses fournisseurs rappellent l'obligation de respecter les fondements et les règlements en matière de sécurité, de santé, de travail des mineurs, de travail dissimulé et du respect des droits de l'homme. De même, les fournisseurs s'engagent à respecter le règlement européen REACH et affirment que leurs fournitures ne comportent aucune substance CMR (cancérogène, mutagène, toxique).

Impact territorial, économique et social de l'activité du Groupe en matière d'emploi et de développement régional

La Compagnie Plastic Omnium est implantée dans 29 pays à travers le monde où elle exerce une activité industrielle (pièces et modules de carrosserie et systèmes à carburant pour l'automobile, ainsi que des conteneurs à déchets destinés aux collectivités locales et aux entreprises). Elle veille à être proche de ses clients en favorisant une politique de production locale dans des usines de proximité, particulièrement dans son pôle Automobile. Elle veille également à sélectionner des fournisseurs capables de produire au plus près de ses usines. Ainsi, le développement des marchés de la Compagnie Plastic Omnium à travers le monde s'accompagne d'un développement de l'emploi local et contribue au développement régional.

Impact territorial, économique et social de l'activité du Groupe sur les populations riveraines ou locales

Par son Code de Conduite, la Compagnie Plastic Omnium affirme son engagement à mener partout où elle opère une politique active de limitation des impacts de son activité sur l'environnement. Cette politique s'appuie sur un processus de certification ISO 14001 qui vise à garantir l'application des standards internationaux dans toutes les usines. Au 31 décembre 2013, 85 sites sur les 102 sites constituant le périmètre de certification environnementale avaient obtenu cette certification.

Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par les activités du Groupe

Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

La Compagnie Plastic Omnium agit localement en liaison avec le tissu associatif. À titre d'exemple en 2013, la Direction locale à Troy (Michigan, USA) soutient l'organisation Focus : Hope dans son programme d'aide alimentaire et de formation des personnes en difficulté.

En France, les salariés du centre de Recherche et Développement de la Compagnie Plastic Omnium situé à Sainte-Julie, dans l'Ain, se mobilisent pour récolter des fonds au profit de l'association caritative «Vivre aux éclats» qui intervient dans les hôpitaux auprès des enfants malades. En 2013, Burelle SA a soutenu l'Association Astrée qui accompagne les personnes en difficultés.

Les actions de partenariat ou de mécénat

Les sociétés du Groupe mènent, en liaison avec les fonctions centrales, des actions ciblées de partenariat et de mécénat auprès de diverses associations et établissements liés au tissu social, éducatif et culturel local.

Sous-traitance et fournisseurs

Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

En tant que fournisseur de rang 1 des constructeurs automobiles, la Compagnie Plastic Omnium a une importante responsabilité envers les parties prenantes qui sont impliquées dans ses activités et tout particulièrement ses fournisseurs. Le processus centralisé de sélection des fournisseurs et d'attribution des marchés passe par une analyse de différents critères. Parmi ces critères figurent des données économiques et opérationnelles, mais aussi des critères de risques tant financiers qu'environnementaux ou sociaux.

Par l'acceptation des conditions générales d'achat de la Compagnie Plastic Omnium, les fournisseurs s'engagent à respecter l'ensemble des lois et règlements, en particulier, les dispositions relatives à la santé, la sécurité, l'environnement et au travail en lui-même. Ils s'engagent également à respecter le droit international, les standards et les réglementations applicables en matière de santé, de sécurité, de travail des mineurs, de travail illégal, forcé ou dissimulé, de discrimination des droits de l'homme.

Des thématiques environnementales et sociales sont intégrées au référentiel appliqué par la Compagnie Plastic Omnium pour les audits des fournisseurs réalisés préalablement à leur entrée au panel ainsi que lors des audits de suivi des fournisseurs déjà au panel : 103 audits fournisseurs ont ainsi été réalisés en 2013.

La Compagnie Plastic Omnium réalise également chez ses fournisseurs des audits spécifiques à la sécurité : 86 audits ont ainsi été réalisés en 2013.

Enfin, elle exerce toute son influence auprès de ses fournisseurs afin qu'ils s'engagent dans une démarche de certification environnementale ISO 14001. Elle a pu ainsi s'assurer en 2013 que 360 fournisseurs avaient déjà obtenu cette certification.

Loyauté des pratiques

Les actions engagées pour prévenir la corruption

Le Code de Conduite de la Compagnie Plastic Omnium intègre un certain nombre de dispositions permettant de prévenir et de lutter contre la corruption. Il intègre notamment les règles à respecter vis-à-vis des clients, des fournisseurs et des agents de l'administration en matière d'offres d'argent, de cadeaux et d'invitations. Le Code de Conduite est remis à chaque nouveau salarié cadre. 879 personnes ont suivi une formation à ce Code

en 2013 via un module e-learning déployé à partir du dernier trimestre 2013

Le Code de Conduite fait partie du référentiel de contrôle interne de la Compagnie Plastic Omnium qui vérifie systématiquement sa connaissance et sa compréhension lors des missions d'audit interne.

Enfin, pour prévenir le risque de corruption dans les pratiques de ses fournisseurs, la Compagnie Plastic Omnium a intégré des clauses anti-corruption dans ses conditions générales d'achat.

Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

La Compagnie Plastic Omnium accompagne les constructeurs dans la recherche de solutions permettant de réduire les émissions polluantes produites par les véhicules automobiles. L'allègement du véhicule est un des axes prioritaires de ses efforts en matière de recherche et d'innovation. En concevant des pièces en plastique plus légères et en proposant des solutions dans des matériaux capables de réaliser des économies de poids par rapport à des pièces en acier, elle participe à l'effort de réduction des émissions de CO₂. Elle contribue également à la réduction des oxydes d'azote (NOx) émis par les moteurs diesel au travers de son système de réservoir SCR (Selective Catalytic Reduction). En Asie et en Russie, où les réservoirs sont encore majoritairement en métal, elle contribue à améliorer le niveau de sécurité des véhicules en proposant des solutions plus performantes en matières plastiques.

Les autres actions engagées en faveur des droits de l'homme

Le Code de Conduite ainsi que la signature par la Compagnie Plastic Omnium du pacte mondial Global Compact témoignent de l'engagement des sociétés qu'elle contrôle à maintenir un environnement professionnel au sein duquel les collaborateurs sont traités avec respect et où ils ne subissent aucun harcèlement verbal ou physique, ni aucune discrimination notamment à caractère, racial, religieux ou sexuel.

Rapport de l'un des Commissaires aux Comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau du Commissaire aux Comptes de la société Burelle SA, dont la recevabilité de la demande d'accréditation a été admise par le COFRAC, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la Société

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du Code de commerce, conformément au protocole utilisé par la Société (ci-après le « Référentiel ») dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponibles sur demande auprès de la Société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du Commissaire aux Comptes

62

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nous avons fait intervenir au cours des différentes phases de nos travaux au total six personnes entre mi-octobre 2013 et mi-février 2014. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et concernant l'avis de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000⁽¹⁾.

1 Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la Société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la Société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée en pages 51 et 56.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

(1) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical information.

2 Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mené une vingtaine d'entretiens avec 22 personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue des tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la Société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes⁽²⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion, mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données⁽³⁾ ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 11 % des effectifs et entre 6 % et 18 % des informations quantitatives environnementales et de sécurité.

63

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la Société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons résultant de notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris La Défense, le 9 avril 2014

L'un des Commissaires aux Comptes, Mazars

Emmanuelle RIGAUDIAS
Associée responsable du Département
RSE et Développement Durable

Jean-Luc BARLET
Associé

(2) Effectifs inscrits au 31 décembre; Heures de formation; Déchets recyclés et valorisés; Consommation d'eau; Consommation d'électricité; Consommation de gaz; Rejets de gaz à effet de serre (CO₂, N₂O, CH₄, HFC, PFC, SF₆); Tf1; Tf2; Nombre d'employés formés à Top Safety; Nombre de personnes formées au Code de Conduite; Nombre d'audits CSR fournisseurs.

(3) Sites de POAE Langres, POAE Ruitz, POAE Arevalo, POAE Lozorno, POAI Lozorno, POAI Anderson, POSU Langres & Bort les Orgues.

Bilan

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012
ACTIF			
Écarts d'acquisition	3.1.2 - 3.3 - 5.1.1 - 5.1.2	293 877	294 960
Immobilisations incorporelles	3.1.2 - 3.3 - 5.1.2	342 624	350 272
Immobilisations corporelles	3.1.2 - 3.3 - 5.1.3	1 017 265	952 705
Immeubles de placement	3.1.2 - 3.3 - 5.1.4	65 168	38 315
Participations dans les entreprises associées	5.1.5	7 674	6 282
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation	6.4.2 - 6.8	272	583
Autres actifs financiers disponibles à la vente*	5.1.6.2 - 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8	33 456	31 848
Autres actifs financiers*	5.1.7 - 5.2.7.4 - 6.8	57 853	59 552
Impôts différés actifs	5.1.11	70 630	73 778
TOTAL ACTIF NON COURANT		1 888 819	1 808 295
Stocks	3.1.2 - 5.1.8	282 136	271 791
Créances de financement clients*	5.1.10 - 5.2.7.4 - 6.8	36 496	40 036
Créances clients et comptes rattachés	3.1.2 - 5.1.9.2 - 5.1.9.4 - 6.3 - 6.4.2 - 6.8	591 626	562 036
Autres créances	3.1.2 - 5.1.9.3 - 5.1.9.4	216 571	204 353
Autres créances financières*	5.1.10 - 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8	3 568	2 352
Instruments financiers de couverture*	3.1.2 - 5.2.7.4 - 5.2.8 - 6.4.2 - 6.8	1 192	314
Trésorerie et équivalents de trésorerie*	5.1.12.1 - 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8	593 696	331 462
TOTAL ACTIF COURANT		1 725 285	1 412 344
Actifs destinés à être cédés	2.6	0	1 210
TOTAL ACTIF		3 614 104	3 221 849

En milliers d'euros	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capital	5.2.1	27 800	27 800
Actions propres		(7 420)	(7 615)
Primes d'émission, de fusion et d'apport		15 500	15 500
Réserves et écarts d'évaluation		460 049	383 615
Résultat de l'exercice		110 029	108 370
CAPITAUX PROPRES GROUPE		605 957	527 670
Participations ne donnant pas le contrôle		388 052	340 068
TOTAL CAPITAUX PROPRES		994 009	867 738
Emprunts et dettes financières*	5.2.7.4 - 6.8	941 300	608 025
Provisions pour engagements de retraites et assimilés	5.2.5 - 5.2.6.3	69 985	84 086
Provisions	5.2.5	19 984	12 428
Subventions publiques	5.2.4	11 883	13 195
Impôts différés passifs	5.1.11	53 316	55 054
TOTAL PASSIF NON COURANT		1 096 468	772 788
Découverts bancaires*	5.1.12.2 - 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8	6 290	6 916
Emprunts et dettes financières*	5.2.7.4 - 6.8	90 712	197 367
Autres dettes financières*	5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8	130	354
Instruments financiers de couverture*	5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8	9 980	20 420
Provisions	5.2.5	46 354	52 990
Subventions publiques	5.2.4	263	276
Fournisseurs et comptes rattachés	5.2.9.1 - 5.2.9.3 - 6.4.2 - 6.8	862 800	793 447
Autres dettes d'exploitation	5.2.9.2 - 5.2.9.3	507 098	509 553
TOTAL PASSIF COURANT		1 523 626	1 581 323
Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	2.6	0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3 614 104	3 221 849

* L'endettement financier net s'élève à 322,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 367,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 (voir la note 5.2.7.4).

Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	2013	%	2012	%
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	3.1.1 - 3.2	5 126 680	100 %	4 808 186	100 %
Coût des biens et services vendus	4.2	(4 338 773)	(84,6%)	(4 112 917)	(85,3%)
MARGE BRUTE		787 907	15,4 %	695 269	14,5 %
Frais de recherche et développement nets	4.1 - 4.2	(120 683)	(2,4%)	(97 514)	(2,0%)
Frais commerciaux	4.2	(61 385)	(1,2%)	(60 771)	(1,3%)
Frais administratifs	4.2	(213 486)	(4,2%)	(202 350)	(4,2%)
MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS*	3.1.1	392 352	7,7 %	334 634	7,0 %
Amortissement des actifs incorporels acquis*	3.1.1 - 4.4	(18 698)	(0,4%)	(18 122)	(0,4%)
MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS*	3.1.1	373 654	7,3 %	316 512	6,6 %
Autres produits opérationnels	3.1.1 - 4.5	1 365	-	25 599	0,5%
Autres charges opérationnelles	3.1.1 - 4.5	(44 757)	(0,9%)	(43 677)	(0,9%)
Charges de financement	3.1.1 - 4.6	(49 210)	(1,0%)	(35 666)	(0,7%)
Autres produits et charges financiers	3.1.1 - 4.6	(9 013)	(0,2%)	(10 022)	(0,2%)
Quote-part de résultat des entreprises associées	3.1.1 - 5.1.5	882	-	243	-
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT ET APRÈS QUOTE-PART DES ENTREPRISES ASSOCIÉES	3.1.1	272 922	5,3 %	252 989	5,3 %
Impôt sur le résultat	3.1.1 - 4.7	(69 560)	(1,4%)	(62 523)	(1,3%)
RÉSULTAT NET	3.1.1	203 362	4,0 %	190 466	4,0 %
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		93 333	1,8%	82 096	1,7%
RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE		110 029	2,1 %	108 370	2,3 %
RÉSULTAT NET PAR ACTION - PART REVENANT AU GROUPE					
De base (en euros)**	4.9	62,67		61,86	
Dilué (en euros)***	4.9	62,67		61,86	

* Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

** Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires formant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

*** En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action de base.

État du résultat global

En milliers d'euros	2013			2012		
	Total	Montants bruts	Impôts	Total	Montants bruts	Impôts
Résultat net de la période - Part du Groupe	110 029	149 101	(39 072)	108 370	144 000	(35 630)
Éléments recyclables en résultat	(13 924)	(12 394)	(1 530)	(3 688)	(5 193)	1 505
Éléments recyclés sur la période	1 119	1 691	(572)	365	546	(182)
Mouvement de la réserve de conversion - recyclés en résultat	(26)	(26)				
Instruments dérivés qualifiés de couverture - Instruments de taux recyclés en résultat	1 145	1 717	(572)	365	546	(182)
Éléments recyclables ultérieurement	(15 043)	(14 085)	(958)	(4 053)	(5 740)	1 687
Mouvement de la réserve de conversion de la période	(16 896)	(16 896)		(545)	(545)	
Instruments dérivés qualifiés de couverture	1 853	2 811	(958)	(3 508)	(5 195)	1 687
<i>Gains/pertes de la période - Instruments de taux</i>	<i>1 481</i>	<i>2 222</i>	<i>(741)</i>	<i>(3 385)</i>	<i>(5 010)</i>	<i>1 625</i>
<i>Gains/pertes de la période - Instruments de change</i>	<i>372</i>	<i>589</i>	<i>(217)</i>	<i>(123)</i>	<i>(185)</i>	<i>61</i>
Éléments ultérieurement non recyclables en résultat	4 917	7 417	(2 500)	(5 469)	(10 500)	5 031
Écart actuariels reconnus en capitaux propres	3 700	6 116	(2 416)	(6 739)	(11 870)	5 131
Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	1 049	1 049		1 480	1 480	
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels	168	252	(84)	(209)	(110)	(100)
Résultat reconnu directement en capitaux propres	(9 007)	(4 978)	(4 030)	(9 157)	(15 693)	6 536
Résultat global - Part Groupe	101 022	144 123	(43 102)	99 213	128 307	(29 094)
Résultat net de la période - Participations ne donnant pas le contrôle	93 333	123 821	(30 488)	82 096	108 989	(26 893)
Éléments recyclables en résultat	(16 696)	(15 648)	(1 048)	(9 286)	(10 303)	1 017
Éléments recyclés sur la période	(29)	363	(392)	246	370	(123)
Mouvement de la réserve de conversion - recyclés en résultat	(813)	(813)				
Montants recyclés en résultat - Instruments de taux	784	1 176	(392)	246	370	(123)
Éléments recyclables ultérieurement	(16 667)	(16 011)	(656)	(9 532)	(10 672)	1 140
Mouvement de la réserve de conversion de la période	(17 936)	(17 936)		(7 160)	(7 160)	
Instruments dérivés qualifiés de couverture	1 269	1 925	(656)	(2 372)	(3 512)	1 140
<i>Gains/pertes de la période - Instruments de taux</i>	<i>1 015</i>	<i>1 522</i>	<i>(507)</i>	<i>(2 288)</i>	<i>(3 387)</i>	<i>1 099</i>
<i>Gains/pertes de la période - Instruments de change</i>	<i>254</i>	<i>403</i>	<i>(149)</i>	<i>(84)</i>	<i>(125)</i>	<i>42</i>
Éléments ultérieurement non recyclables en résultat	4 945	7 039	(2 094)	(2 990)	(6 392)	3 402
Écart actuariels reconnus en capitaux propres	4 945	7 039	(2 094)	(3 125)	(6 594)	3 469
Ajustement à la juste valeur des actifs corporels				134	202	(67)
Résultat reconnu directement en capitaux propres	(11 751)	(8 608)	(3 142)	(12 276)	(16 695)	4 419
Résultat global - Participations ne donnant pas le contrôle	81 582	115 213	(33 630)	69 820	92 294	(22 474)
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL PAR ANNÉE	182 604	259 336	(76 732)	169 033	220 601	(51 568)

Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres Réserves	Écarts de conversion	Résultat Groupe	Capitaux propres		Total Capitaux propres
En milliers d'unités pour le nombre d'actions								Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	
CAPITAUX AU 31 DÉCEMBRE 2011	1 853	27 800	15 500	(7 153)	302 736	7 675	106 049	452 607	301 792	754 399
Affectation du résultat de décembre 2011					106 049		(106 049)			
Résultat au 31 décembre 2012							108 370	108 370	82 096	(190 466)
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres					(7 862)	(1 295)		(9 157)	(12 276)	(21 433)
<i>Mouvement de la réserve de conversion</i>					750	(1 295)		(545)	(7 160)	(7 705)
<i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i>					(6 739)			(6 739)	(3 125)	(9 864)
<i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - Taux</i>					(3 020)			(3 020)	(2 042)	(5 062)
<i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - Change</i>					(123)			(123)	(84)	(207)
<i>Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente</i>					1 480			1 480		1 480
<i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i>					(209)			(209)	134	(75)
Résultat global					98 187	(1 295)	2 321	99 213	69 820	169 033
Actions propres de Burelle SA*				(462)	627			165		165
Diminution de capital										
Variation de périmètre**					(15 390)			(15 390)	(11 720)	(27 110)
Impôt sur mouvements d'actions propres de la Compagnie Plastic Omnium***					(1 741)			(1 741)	(1 177)	(2 918)
Dividendes distribués par Burelle SA#					(7 006)			(7 006)		(7 006)
Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe									(18 527)	(18 527)
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					728			728	492	1 220
Impôt différé sur les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions					(906)			(906)	(613)	(1 519)
CAPITAUX AU 31 DÉCEMBRE 2012	1 853	27 800	15 500	(7 615)	377 235	6 380	108 370	527 670	340 068	867 738
Affectation du résultat de décembre 2012					108 370		(108 370)			
Résultat au 31 décembre 2013							110 029	110 029	93 333	203 362
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres					7 889	(16 896)		(9 007)	(11 751)	(20 758)
<i>Mouvement de la réserve de conversion</i>					(26)	(16 896)		(16 922)	(18 749)	(35 671)
<i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i>					3 700			3 700	4 945	8 645
<i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - Taux</i>					2 626			2 626	1 799	4 425
<i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - Change</i>					372			372	254	626
<i>Mise en juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente</i>					1 049			1 049		1 049
<i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i>					168			168		168
Résultat global					116 259	(16 896)	1 659	101 022	81 582	182 604
Actions propres de Burelle SA*				195	1 328			1 523		1 523
Variation de périmètre**					(16 404)	(1 351)		(17 755)	(14 111)	(31 866)
Dividendes distribués par Burelle SA					(7 726)			(7 726)		(7 726)
Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe									(20 324)	(20 324)
Coûts relatifs aux stock options de la Compagnie Plastic Omnium					1 223			1 223	837	2 060
CAPITAUX AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 853	27 800	15 500	(7 420)	471 915	(11 867)	110 029	605 957	388 052	994 009

* Voir dans le tableau des flux de trésorerie, le montant en «Vente/achat d'actions propres» dans la rubrique «Flux de trésorerie provenant des opérations de financement».

** Voir le tableau sur la «Variation de périmètre» à la page suivante.

*** L'impôt relatif aux mouvements d'actions propres de la Compagnie Plastic Omnium correspondait à un impôt courant calculé sur le boni réalisé en 2013. Il n'est pas rattaché à la rubrique «Variation de périmètre» afin d'isoler les seules opérations de vente/achat sur actions propres de la Compagnie Plastic Omnium.

Le dividende par action distribué en 2013 par la société Burelle SA sur les résultats de l'exercice 2012 est de 4,40 euros contre 4,00 euros en 2012 sur les résultats de l'exercice 2011 (voir la note 5.2.2 «Dividendes votés et distribués par Burelle SA»).

Détail de la variation de périmètre

En milliers d'euros	Capitaux propres		Total Capitaux propres
	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	
VARIATION DE PÉRIMÈTRE			
Variation des actions propres de la Compagnie Plastic Omnium*	562	379	941
Variation de périmètre relative au dénouement des participations croisées avec Eurovia	(3 757)	(24 443)	(28 200)
Part apportée (49%) par le partenaire minoritaire Detalstroykonstruksiya (DSK) dans la souscription au capital de DSK Plastic Omnium BV		4 701	4 701
Ouverture de 40% du capital de la société Inergy Automotive Systems Manufacturing Beijing Co. Ltd au partenaire BAIC	(425)	3 305	2 880
Acquisition de la participation de 40% détenue par Varroc Polymers Private Ltd dans Plastic Omnium Varroc Private Ltd	(3 505)	(3 866)	(7 371)
Diverses variations	(37)	(24)	(61)
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 60,35% à 59,66% par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	(8 228)	8 228	
Variation de périmètre au 31 décembre 2012	(15 390)	(11 720)	(27 110)
Variation des actions propres de la Compagnie Plastic Omnium*	(8 997)	(6 162)	(15 159)
Acquisition par le Groupe de la participation de 40% détenue par le partenaire Xietong dans la filiale Plastic Omnium Composites Jiangsu Co Ltd	(4 816)	(11 873)	(16 689)
Cession de la participation dans Inergy Vla Plastiran	19	(19)	
Complément de prix sur l'acquisition de la participation dans la filiale HBPO Germany GmbH	(15)	(10)	(25)
Souscription à l'augmentation de capital de la société DSK Plastic Omnium BV	5	4	9
Diverses variations	(1)	(1)	(2)
Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 59,66% à 59,35% par Burelle SA sur l'ensemble des réserves	(3 950)	3 950	
Variation de périmètre au 31 décembre 2013	(17 755)	(14 111)	(31 866)

* Voir la rubrique « Acquisitions/Cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium » dans le Tableau de flux de trésorerie.

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	2013	2012
I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net	3.1.1	203 362	190 466
Éléments sans incidence sur la trésorerie		330 578	282 450
<i>Résultat net des activités arrêtées, cédées ou destinées à être cédées</i>			
<i>Résultat des entreprises associées</i>	5.1.5	(882)	(243)
<i>Charges relatives aux plans de stock-options</i>	5.2.3	2 060	1 220
<i>Autres éliminations</i>		881	(6 954)
<i>Dépréciations et amortissements des immobilisations corporelles</i>	3.1.3 - 5.1.3	126 564	122 579
<i>Dépréciations et amortissements des immobilisations incorporelles</i>	3.1.3 - 5.1.2	81 664	73 833
<i>Écart d'acquisition négatif</i>	4.5		(8 996)
<i>Variation des provisions pour risques et charges</i>		2 946	(23 917)
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i>	4.5.#	4 391	31 625
<i>Subventions d'exploitation au compte de résultat</i>		(2 232)	(1 626)
<i>Charge d'impôt exigible et des impôts différés</i>	4.7	69 560	62 523
<i>Charge d'intérêts financiers</i>		45 626	32 406
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A)		533 940	472 916
Stocks et en-cours nets		(22 199)	(13 288)
Créances clients et comptes rattachés nets		(40 557)	(132 976)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		87 424	186 717
Autres actifs nets et passifs d'exploitation		1 540	24 391
VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B)		26 208	64 844
IMPÔTS DÉCAISSÉS (C)		(76 963)	(75 673)
Intérêts payés		(45 382)	(35 588)
Intérêts perçus		6 872	3 488
INTÉRÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D)		(38 510)	(32 100)
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D)		444 675	429 987
II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3.1.3 - 5.1.3	(259 823)	(215 183)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3.1.3 - 5.1.2	(84 303)	(95 608)
Cessions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs disponibles à la vente	4.5.#	9 044	21 016
Cessions d'immobilisations incorporelles	4.5.#	2 059	1 369
Variation nette des avances sur immobilisations/fournisseurs d'immobilisations		(6 343)	25 624
Subventions d'investissement reçues		1 098	169
FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E)		(338 268)	(262 613)
EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A + B + C + D + E)*		106 407	167 374
Acquisitions des titres de participations des sociétés intégrées, prises de contrôle, prises de participations dans les entreprises associées et investissements liés	5.1.13.1.a	(490)	(26 396)
Acquisitions /cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium		(15 159)	941
Acquisitions des actifs financiers disponibles à la vente			(133)
Cessions des titres de participation des sociétés intégrées	4.5.# - 5.1.13.2.a		20 608
Cessions des actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation	4.5.#	153	
Impact des variations de périmètre - Trésorerie apportée par les entrantes		38	4 701
Impact des variations de périmètre - Trésorerie annulée au titre des sortantes		(5)	
FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F)		(15 463)	(279)
FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F)		(353 731)	(262 892)
III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation/diminution du capital et des primes			
Vente/achat d'actions propres		1 523	165
Dividendes versés aux actionnaires de Burelle SA#		(7 726)	(7 006)
Dividendes versés aux autres actionnaires#		(20 324)	(18 527)
Acquisitions d'intérêts minoritaires	5.1.13.1.b	(16 689)	(35 571)
Cessions d'intérêts minoritaires	4.5# - 5.1.13.2.b		2 880
Augmentation des dettes financières		550 080	481 379
Remboursement des dettes financières		(319 691)	(427 861)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G)		187 173	(4 541)
Activités cédées ou destinées à être cédées (H)			
Incidence des variations des cours de change (I)		(15 257)	(3 207)
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H + I)		262 860	159 347
TRÉSORERIE DE DÉBUT D'EXERCICE	5.1.12.2	324 546	165 199
TRÉSORERIE NETTE EN FIN D'EXERCICE	5.1.12.2	587 406	324 546

* La notion d'« Excédent/Déficit de trésorerie lié aux opérations » est une notion essentielle propre au groupe Burelle. Elle est utilisée dans les communications financières externes du Groupe (communiqués de presse).

Le dividende aux autres actionnaires correspond aux dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et ses filiales à l'extérieur du Groupe.

Annexes aux comptes consolidés

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2013 du groupe Burelle ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 avril 2014 qui a également autorisé la publication des états financiers consolidés. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires du 3 juin 2014.

PRÉSENTATION DU GROUPE

La société Burelle SA, créée le 27 février 1957, est régie par le droit français. Les statuts ont fixé sa durée de vie jusqu'en 2056. Elle est immatriculée au registre du commerce de Lyon sous le numéro 785 386 319 et le siège social est situé 19, avenue Jules Carteret 69007 Lyon.

Les termes « le Groupe » ou « le groupe Burelle » renvoient à l'ensemble économique regroupant la société Burelle SA et ses filiales consolidées.

Le groupe Burelle est organisé autour de trois pôles d'activité qui sont :

70

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 56,09%, est un des leaders mondiaux dans la transformation de matières plastiques à destination du marché de l'automobile (modules de pièces de carrosserie, systèmes de stockage et d'alimentation en carburant) pour 90,8% de son chiffre d'affaires et à destination des collectivités locales (bacs de collecte de déchets et signalisation routière) pour le reste de son chiffre d'affaires ;
- Burelle Participations, filiale détenue à 100% et dédiée au capital-investissement ;
- et Sofiparc, filiale immobilière détenue à 100%.

Introduites au hors cote de la Bourse de Lyon en 1987, les actions de la société Burelle SA se négocient actuellement sur le compartiment B du marché réglementé de NYSE Euronext.

Les états financiers sont principalement présentés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche.

1 RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2013 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. Le référentiel IFRS comprend les International Accounting Standards (IAS) et les International Financial Reporting Standards (IFRS) ainsi

que les International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

Ces principes diffèrent des normes et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2013, telles que publiées par l'IASB ; en effet, les normes IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS 28R « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » sont d'application obligatoire dans l'Union européenne au 1^{er} janvier 2014, alors que, selon l'IASB, elles le sont au 1^{er} janvier 2013.

Les principes comptables qui ont servi de base à la préparation des états financiers au 31 décembre 2013 sont cohérents avec ceux retenus lors de l'établissement des états financiers du 31 décembre 2012 à l'exception de ceux concernés par les normes et amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013 :

LES AMENDEMENTS D'IAS 19 « AVANTAGES DU PERSONNEL » :

Les principales modifications introduites par cette norme révisée sont les suivantes :

- la reconnaissance immédiate des écarts actuariels en « Autres Éléments du Résultat Global », ce qui supprime l'option « Corridor » prévue par la norme précédente ;
- la reconnaissance immédiate en résultat de l'intégralité du coût des services passés, ce qui supprime la possibilité offerte par la précédente norme de les amortir sur la durée résiduelle d'acquisition des droits. Désormais, l'ensemble des modifications de régime et des nouveaux régimes est comptabilisé immédiatement en résultat de la période ;
- le rendement attendu des actifs de couverture est calculé au taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation de la dette actuarielle et non plus avec le taux de rendement attendu des actifs de couverture.

Comme mentionné dans les comptes consolidés 2012, l'impact de cette nouvelle norme n'est pas significatif, le Groupe comptabilisant déjà l'intégralité des écarts actuariels générés en « Autres Éléments du Résultat Global ». Par conséquent, les comptes consolidés 2012 n'ont pas été retraités, et les impacts ont été comptabilisés sur l'exercice 2013 (voir la note 5.2.5 "Provisions").

IFRS 13 « ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR » :

La norme IFRS 13 précise les principes d'évaluation de la juste valeur en IFRS, sans toutefois en modifier le champ d'application. Elle indique notamment que l'évaluation des dérivés doit tenir compte du risque de défaut de la contrepartie (*Credit valuation adjustment*) et du risque de crédit propre de l'entité (*Debit valuation adjustment*). L'application de ces dispositions n'a pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Les informations complémentaires requises par IFRS 13 sur la juste valeur des actifs et passifs financiers sont présentées dans la note 6.8 « Informations complémentaires sur les actifs et passifs financiers ».

LES NORMES, INTERPRÉTATIONS ET AMENDEMENTS OBLIGATOIRES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2014 :

Par ailleurs, le Groupe n'a pas anticipé l'application de normes, interprétations et amendements dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2013, en particulier les normes IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », IAS 28R « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » et amendements liés, applicables au 1^{er} janvier 2014.

La première application d'IFRS 11 « Partenariats » à compter du 1^{er} janvier 2014 a conduit le Groupe à revoir la nature du contrôle exercé sur ces participations au regard de la nouvelle définition du contrôle introduite par la norme IFRS 10 « États financiers consolidés », mais également à revoir la méthode de consolidation des partenariats qualifiés de coentreprises, la méthode de l'intégration proportionnelle utilisée jusqu'alors par le Groupe n'étant plus autorisée.

Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 2014, les participations détenues avec des partenaires seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les informations sur la position du Groupe sont présentées en note 7.7 « Position du Groupe sur les nouvelles normes d'application obligatoire dès le 1^{er} janvier 2014 ».

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement par la Direction Générale. Les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

De façon générale, les estimations et hypothèses retenues au cours de l'exercice ont été élaborées à partir des informations disponibles au moment de la clôture des comptes. Ces estimations sont susceptibles d'être revues en fonction de l'évolution des hypothèses de base. Ces hypothèses concernent notamment :

- les impôts différés :
La reconnaissance des actifs d'impôts différés résulte de la probabilité d'utilisation future évaluée sur la base des

estimations de bénéfices futurs. Ceci conduit le Groupe à faire des estimations régulières des résultats fiscaux futurs notamment dans le cadre des plans à moyen terme. Ces estimations, le cas échéant, prennent en compte le caractère exceptionnel ou non de certaines pertes, charges, etc.

- les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel :
Dans le cadre des évaluations actuarielles relatives aux régimes à prestations définies, le Groupe retient, avec l'aide d'actuaire indépendants, des hypothèses (voir les notes 1.22 et 5.2.6 « Provisions pour engagement de retraite et autres avantages du personnel ») portant sur :
 - les taux d'actualisation des plans de retraite et des autres avantages à long terme ;
 - les taux d'accroissement des coûts médicaux pour les États-Unis ;
 - les taux de rotation des effectifs et d'augmentation des salaires.
- les tests de perte de valeur sur les actifs :
Des tests de perte de valeur sont réalisés en particulier sur les écarts d'acquisition et les frais de développement relatifs aux projets automobiles comptabilisés en immobilisations incorporelles. Pour la détermination de la valeur recouvrable effectuée dans le cadre de ces tests, interviennent à la fois les notions de juste valeur nette des coûts de cession et de valeur d'utilité obtenue par la méthode des cash-flows actualisés. Ces tests reposent sur des hypothèses de flux futurs de trésorerie opérationnels et de taux d'actualisation. Les hypothèses pouvant avoir un impact significatif sur les comptes portent sur les taux d'actualisation et les taux de croissance.

1.3 Principes de consolidation

Les sociétés pour lesquelles le Groupe détient plus de 50% des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50%, mais sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en substance sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle en intégrant la quote-part détenue des actifs, passifs et du compte de résultat. Les sociétés sous contrôle conjoint sont celles regroupées sous la dénomination de « coentreprises ».

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote dans une société. Le terme générique utilisé pour les sociétés sous influence notable est « Participations dans les entreprises associées ».

Annexes aux comptes consolidés

1.4 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part des capitaux propres qui n'est pas détenue par le Groupe. Elles sont présentées de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

IFRS 3R «*Regroupements d'entreprises*» prévoit que les participations ne donnant pas le contrôle peuvent être, soit évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition (c'est-à-dire avec une quote-part d'écart d'acquisition), soit pour leur quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis. Ce choix peut se faire transaction par transaction.

Les transactions portant sur les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des opérations de capital lorsqu'elles n'entraînent pas de modification du contrôle. Lors d'une augmentation (ou diminution) du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité contrôlée, sans modification du contrôle, l'écart entre le coût d'acquisition (ou valeur de cession) et la valeur comptable de la quote-part d'actif net acquis (ou cédé) est comptabilisé dans les capitaux propres.

Ce traitement comptable est conforme à la norme IAS 27R «*États financiers consolidés et annuels*», applicable depuis le 1^{er} janvier 2010.

1.5 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 «*Secteurs opérationnels*», l'information sectorielle est présentée sur la base des secteurs identifiés dans le reporting interne du Groupe et communiqués à la Direction Générale pour décider de l'allocation des ressources et analyser la performance.

Le Groupe est géré selon deux secteurs opérationnels :

- la Compagnie Plastic Omnium, qui opère dans deux métiers : les Équipements Automobiles (conception, fabrication et commercialisation de pièces et modules de carrosserie et systèmes à carburant en plastique) et l'Environnement (produits et services aux collectivités locales, à savoir fabrication et vente d'équipements de collecte de déchets, services liés à la gestion des déchets, signalisation urbaine, routière et autoroutière et aménagement urbain) ;
- le pôle immobilier, constitué de la société immobilière Sofiparc SAS qui gère un patrimoine immobilier, principalement constitué de bureaux, à Levallois dans les Hauts-de-Seine.

1.6 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3R «*Regroupements d'entreprises*». Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de la somme du prix payé au vendeur et, le cas échéant, de la valeur de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise par rapport au solde net des actifs et passifs identifiables évalués selon IFRS 3R «*Regroupements d'entreprises*» est comptabilisé en écart d'acquisition.

Lorsque la prise de contrôle est réalisée par achats successifs, il convient d'ajouter également au prix payé la juste valeur, à la date d'acquisition, de la participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise. La participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise est ainsi réévaluée à la juste valeur par résultat. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges conformément à IFRS 3R «*Regroupements d'entreprises*».

Les ajustements de juste valeur des actifs et passifs acquis sont comptabilisés en contrepartie d'ajustements de l'écart d'acquisition s'ils interviennent dans la période de douze mois suivant l'acquisition. Les variations de valeur intervenant au-delà sont comptabilisées systématiquement en résultat, y compris au titre des actifs d'impôts.

1.7 Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation des comptes du groupe Burelle est l'euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture ;
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période ;
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

Les écarts d'acquisition dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis, par la suite, dans la monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession totale d'une société étrangère, les différences de

(1) La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique dans lequel une société opère ; généralement elle correspond à la monnaie locale, sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

1.8 Conversion des opérations exprimées en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. A l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de changements de taux sont inscrits au compte de résultat, en autres produits et charges opérationnels lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

Les emprunts en devises étrangères dont le règlement n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible sont considérés comme faisant partie de l'investissement net du groupe Burelle dans cette activité à l'étranger. Les écarts de conversion correspondants sont comptabilisés en capitaux propres.

1.9 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment du transfert du contrôle et des risques et avantages lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane.

VENTES DE BIENS

Le produit des activités ordinaires de pièces et de négoce de la Compagnie Plastic Omnium est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

PRESTATIONS DE SERVICES ET RÉALISATION D'OUTILLAGES DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Activité Automobile de la Compagnie Plastic Omnium :
La reconnaissance des revenus relatifs à la phase projet (heures de développement et réalisation d'outillage) des contrats automobiles est réalisée lorsque les critères d'IAS 18 sont satisfaits. L'obtention ou non d'un accord ferme du client sur le prix est un élément clé dans l'analyse réalisée par le Groupe.

Ainsi, lorsque le Groupe obtient un accord contractuel de ses clients sur le prix de vente de l'outillage, l'outillage

est considéré vendu ; le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage est alors reconnu au fur et à mesure de l'avancement des coûts dès lors que le Groupe obtient également une validation technique du client, et au plus tard lors du démarrage en série du modèle.

De la même façon, le produit des activités ordinaires résultant du développement (heures de développement) est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des coûts conformément à IAS 18.

En l'absence d'un tel accord (exemple : financement du client par une « rondelle » sans garantie donnée sur les volumes), les critères ne sont pas satisfaits ; l'outillage et/ou les heures de développement sont comptabilisés dans les immobilisations corporelles et/ou incorporelles du Groupe, puis amortis sur la durée des contrats, et les produits en provenance des clients à ce titre sont comptabilisés en produit des activités ordinaires tout au long de la vie série.

Activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium :
La majorité des contrats de location-maintenance relève de la location simple. Les loyers perçus sont comptabilisés, linéairement, sur la durée des contrats sauf dans le cas des contrats requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente est constatée à hauteur des coûts d'enquête (les frais engagés auprès des particuliers pour collecter les informations sur le volume des bacs qui seront mis à leur disposition), de la mise en place et du prix de vente estimatif des parcs placés.

1.10 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur enregistrement. La juste valeur correspond généralement à la valeur nominale de la créance, dès lors que la vente a été réalisée avec des conditions normales de délai de paiement. Des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle.

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement, et aux ventes de développements et outillages pour lesquelles le Groupe a signé un accord permettant aux clients un paiement étalé (exemple : prix pièces « rondelle » garanties contractuellement par les clients). Ces créances ont des délais de paiements initiaux à plus d'un an et portent intérêts dans le cadre d'un financement d'actifs convenu avec les clients. Le produit relatif à ces créances est comptabilisé en produit des activités ordinaires. Ces créances de financement sont déduites de l'endettement financier du

Annexes aux comptes consolidés

Groupe dans le cadre du calcul de l'Endettement financier net du Groupe.

Les créances cédées à des tiers selon IAS 39 «*Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*» et qui ne figurent donc pas au bilan, répondent aux critères suivants :

- les droits attachés aux créances sont transférés à des tiers ;
- la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à des tiers, les risques pris en compte étant les suivants :
 - le risque de crédit ;
 - les aléas relatifs aux retards de paiement tant sur la durée que sur les montants ;
 - le transfert du risque de taux, totalement assumé par l'acquéreur des créances.

1.11 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle correspond au résultat des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles ;
- les provisions pour dépréciation des actifs incorporels et corporels (en non courant), y compris les dépréciations éventuelles des écarts d'acquisition ;
- les écarts de conversion provenant de taux de devises différents entre ceux retenus pour la comptabilisation de créances et dettes d'exploitation et ceux constatés lors du règlement de ces créances et dettes ;
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, à l'instar des profits et pertes réalisés dans le cadre d'opérations de variations de périmètre, des coûts de prédémarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

Les impacts liés à l'amortissement des contrats clients acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans la marge opérationnelle, mais isolés sur une ligne distincte du compte de résultat.

Ainsi, le Groupe présente depuis l'exercice 2010, une marge opérationnelle avant prise en compte des amortissements d'actifs incorporels liés aux acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises et une marge opérationnelle après prise en compte de ces amortissements.

La marge opérationnelle avant prise en compte de ces éléments est le principal indicateur de performance utilisé par le Groupe et peut être comparée à la marge opérationnelle des exercices précédents.

1.12 Crédit d'impôt recherche

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôts liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôts sont inclus dans la marge opérationnelle dans la rubrique «Frais de recherche et de développement nets», voir les notes 4.1 «Détail des frais de recherche et de développement» et 4.2 «Coûts des biens et des services vendus, frais de développement, commerciaux et administratifs».

1.13 Droit individuel à la formation (DIF)

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation (DIF) permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur.

Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par année civile jusqu'au 30 avril 2012, et de 25 heures à compter de cette date, le total des droits étant plafonné à 120 heures.

À ce jour, le Groupe ne comptabilise aucune provision relative au droit individuel à la formation considérant que les dépenses liées procureront au Groupe des avantages futurs. Les dépenses engagées sont donc comptabilisées en charges de période.

1.14 Immobilisations incorporelles

1.14.1 Frais de recherche et développement de la Compagnie Plastic Omnium

Selon la norme IAS 38 «*Immobilisations incorporelles*», les frais de développement significatifs sont comptabilisés en immobilisations incorporelles dès lors que l'entreprise peut démontrer en particulier :

- son intention, sa capacité financière et sa capacité technique à mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité de recevoir des avantages économiques futurs liés aux dépenses de développement ;
- la capacité à évaluer de manière fiable le coût de l'actif.

Frais de développement de l'activité Automobile

Les frais de développement engagés dans le cadre d'un projet faisant l'objet d'un engagement contractuel de paiement de la part du client sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de l'avancement des coûts. Le principe de comptabilisation des produits liés est décrit dans la note 1.9 «Produits des activités ordinaires».

Les frais engagés dans le cadre de commandes d'outillages spécifiques et de moules, payées par le client avant le démarrage de la production, sont comptabilisés en stocks. Les produits relatifs à ces développements sont comptabilisés en produits des activités ordinaires à hauteur des coûts aux dates d'acceptations techniques ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant ces dates sont inscrits en avances clients.

Les frais de développement payés dans le prix pièces «rondelle», sans engagement contractuel du client sur les volumes ou sur leur paiement effectif, sont comptabilisés directement en immobilisations incorporelles en cours, pendant la phase développement. Ces frais immobilisés sont amortis dès que la cadence journalière de production atteint 30 % de l'estimation et, au plus tard, trois mois après la date de démarrage de la série.

Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie prévue pour la production de la série, soit en moyenne, trois ans.

Autres frais de recherche et de développement

Les autres frais de recherche et de développement constituent des charges de l'exercice.

1.14.2 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements et pertes de valeur constatés. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation prévues.

Il s'agit essentiellement des contrats clients «Plastic Omnium Auto Inergy» et «Ford-Milan» acquis par la Compagnie Plastic Omnium.

Ces immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cas où il existe un indice de perte de valeur.

1.15 Frais de démarrage

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris dans les charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.16 Écarts d'acquisition et tests de perte de valeur

Les écarts d'acquisition du groupe Burelle ne sont pas amortis, conformément aux normes IFRS, et font l'objet d'un «test de dépréciation» au minimum une fois l'an, en fin d'exercice, mais également lors de l'arrêt des comptes semestriels dans le cas où il existe un indice de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition sont portés uniquement par le secteur constitué par la Compagnie Plastic Omnium. Les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (U.G.T.) ou des groupes d'unités génératrices de trésorerie, que sont :

- «Automobile»
- «Environnement» hors «Signature»
- «Signature»

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs (y compris les écarts d'acquisition), constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme de la Compagnie Plastic Omnium établis pour la période des trois ans à venir, et sont révisées le cas échéant pour tenir compte des conditions de marché. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan, auxquelles est appliqué un taux de croissance à long terme reflétant les perspectives d'évolution du marché. Ces données prévisionnelles sont actualisées.

Pour l'exercice 2013, les hypothèses suivantes ont été retenues pour les unités de trésorerie relatives :

- aux activités Automobile de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5% à l'infini et un taux d'actualisation de 9,0% après impôt sur les sociétés;
- à l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5% à l'infini et un taux d'actualisation de 7,5% après impôt sur les sociétés.

Ces hypothèses sont identiques à celles retenues pour l'exercice 2012.

Annexes aux comptes consolidés

Les hypothèses retenues pour la détermination des taux d'actualisation ont pris en compte :

- une prime de risque sectorielle ;
- un « spread » de financement sectoriel pour l'évaluation du coût de la dette ;
- les taux retenus par des sociétés comparables dans chacun des secteurs.

Les tests effectués ne conduisent pas à comptabiliser de dépréciations des écarts d'acquisition du Groupe au 31 décembre 2013. Une hausse du taux d'actualisation de 0,5% ou une baisse de 0,5% du taux de croissance à long terme ou une baisse de 0,5% du taux de marge opérationnelle n'aurait pas d'impact sur les résultats des tests. Pour les trois U.G.T, seules des hypothèses non raisonnables pourraient remettre en cause les résultats des tests. Par hypothèses non raisonnables, il faut comprendre un taux de croissance nul (pour « Signature ») ou négatif pour les autres U.G.T conjugué à un taux d'actualisation majoré de plus de deux points.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement, à leur coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives de pertes de valeur. Les pertes de valeur comptabilisées sur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

1.17 Immobilisations corporelles

VALEURS BRUTES

À leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées), ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où ces immobilisations ont fait l'objet de cessions ou d'apports à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

À une date ultérieure, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût amorti, à l'exception de certains terrains et immeubles. Le Groupe réévalue les immeubles à usage de bureaux (option IAS 16.31 - *Immobilisations corporelles, modèles de réévaluation*). Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable ainsi que les terrains nus et les terrains donnés en bail à construction.

Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers. Entre deux évaluations et/ou attestations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La

juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif.

Les bâtiments industriels et leurs terrains sont comptabilisés au coût amorti. Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, en application de la norme IAS 17 « *Contrats de location* », sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux, et amortis par application des taux d'amortissement Groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location-financement concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de conteneurs du pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

Constructions et agencements initiaux	20 à 40 ans
Presses, souffeuses et machines de transformation	7 à 12 ans
Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels	3 à 7 ans
Conteneurs de l'activité Environnement	8 ans

Conformément à la norme IAS 16 « *Immobilisations corporelles* », le Groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et sur ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffeuses).

Dépréciation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production, de non renouvellement de production ou de fermeture de site.

1.18 Immeubles de placement

Les éléments dans la rubrique « *Immeubles de placement* » à l'actif du bilan du Groupe, n'entrent pas dans le cadre de l'activité ordinaire. Ces actifs, qui appartiennent au Groupe, peuvent correspondre à des ensembles immobiliers :

- non occupés au moment de la clôture des comptes et dont l'utilisation est indéterminée ;
- ou détenus pour valoriser le capital du Groupe à long terme et faisant l'objet de location(s) simple(s).

Concernant les biens immobiliers dont l'utilisation pourrait être actuellement indéterminée, le Groupe peut décider d'utiliser tout ou partie de ces actifs (auquel cas, cette partie serait reclassée en exploitation), ou de les louer dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de location simple.

Les surfaces issues des ensembles immobiliers précédemment classés en immeubles de placement, et qui repassent en exploitation lorsque le Groupe décide de les garder pour son propre usage, sont comptabilisées selon IAS 16.31 «*Immobilisations corporelles, modèles de réévaluation*» sur la base de leur montant dans les comptes au moment du transfert.

Les ensembles immobiliers qui passent de la catégorie «*Immobilisations corporelles*» vers la catégorie «*Immeubles de placement*» sont régis par IAS 16 «*Immobilisations corporelles*» jusqu'à la date du transfert. A cette date, tout écart entre la valeur dans les comptes et la juste valeur est comptabilisé comme une réévaluation conformément à IAS 16 «*Immobilisations corporelles*». Ces ensembles immobiliers sont ensuite régis par IAS 40 «*Immeubles de placement*».

Les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur à la clôture, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable. Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers dans le cadre des clôtures annuelles. Entre deux évaluations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif (niveau 2 de juste valeur).

1.19 Stocks et en-cours

1.19.1 Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés lorsque le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

1.19.1.1 STOCKS DE PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés à la production, ni frais de recherche et de développement, ni frais commerciaux. La sous-activité n'est pas non plus incorporée dans la valorisation des stocks.

La valeur brute des stocks est comparée à la clôture à la valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et est dépréciée si nécessaire.

1.20 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et les dettes financières sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

1.21 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie probable de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le Groupe. Ces provisions sont inscrites en passif courant dans la mesure où elles présentent généralement un caractère court terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnels concernés ou à leurs représentants.

1.22 Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme accordés au personnel concernent les salariés du Groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir les engagements de retraite sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

1.22.1 Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles, les cotisations assises sur les salaires de l'exercice qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraites et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le Groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

Annexes aux comptes consolidés

1.22.2 Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies concernent principalement les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres engagements de retraite et compléments de retraite, principalement aux États-Unis, en Suisse et en France;
- les régimes de couverture des frais médicaux aux États-Unis.

Les régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées par application de la norme IAS 19 «*Avantages du personnel*».

Ces évaluations intègrent notamment des hypothèses :

- de dates de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et en particulier pour les salariés français, suivant une hypothèse de départ volontaire à taux plein;
- de mortalité;
- de probabilité de départ avant la retraite pour les personnels actifs;
- d'estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite;
- de taux d'actualisation et d'inflation.

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, les engagements au titre de ces régimes font l'objet à chaque exercice d'une évaluation actuarielle effectuée par des actuaires indépendants et leur valeur est réduite de la valeur de marché en date de clôture des fonds associés. Cette évaluation intègre des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis calculée sur la base du taux d'actualisation utilisé pour valoriser les engagements sociaux.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en «charges opérationnelles», à l'exception :

- de l'effet de la désactualisation des engagements présenté en résultat financier;
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi présentés en capitaux propres.

1.22.3 Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme correspondent, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français.

Conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux «Autres avantages à long terme» (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.23 Subventions publiques

Les subventions reçues sont inscrites au passif du bilan ; elles correspondent à des subventions accordées dans le cadre d'investissements pour de nouveaux sites ou matériels de production ou de programmes de recherche et de développement.

Les subventions sont reprises en résultat au niveau de la marge brute, au fur et à mesure de l'amortissement des biens acquis au moyen de ces subventions, ou lorsque les programmes de recherche et de développement n'ont pas abouti.

1.24 Actions propres

Les actions auto-détenues par le groupe Burelle SA, quelle que soit leur affectation, sont inscrites, dès leur acquisition, en diminution des capitaux propres.

Les prix de cession de ces titres sont comptabilisés directement en augmentation des capitaux propres du Groupe, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1.25 Plans d'achat et de souscription d'actions de la Compagnie Plastic Omnium

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés conformément à IFRS 2 - «*Paiement fondé sur des actions*» sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique «Black & Scholes».

Cette valeur est enregistrée en «charges de personnel» linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves.

1.26 Actifs financiers (hors instruments dérivés)

1.26.1 Actifs financiers disponibles à la vente

TITRES DE PARTICIPATIONS :

Les titres de participation des sociétés ni contrôlées, ni sous influence notable sont présentés dans la catégorie des «Actifs financiers disponibles à la vente». Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en

capitaux propres. Une dépréciation est constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une raison objective de perte de valeur de ces titres. Une baisse significative ou prolongée de la juste valeur par référence à la valeur d'acquisition est une raison objective de perte de valeur. Cette dépréciation ne peut être reprise.

ACTIFS FINANCIERS DE BURELLE PARTICIPATIONS ET FONDS «FMEA 2» :

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent à des prises de participations minoritaires dans des sociétés, à des parts souscrites dans des fonds de capital-investissement et à des obligations à bons de souscription d'actions. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées en septembre 2009 par le Comité Exécutif de l'*International Private Equity & Venture Capital Valuation* (IPEV).

Les parts de fonds sont valorisées à la dernière valorisation liquidative communiquée par la société de gestion au jour de l'arrêté des comptes. Les investissements dans des sociétés non cotées sont valorisés par différentes méthodes de multiples : multiples d'entrée, multiples de marché, comparables côtés auxquels est appliquée une décote de négociabilité, ou en fonction d'offres ou d'opérations récentes sur le capital. Les méthodes des « discounted cash flows » ou de l'actif net peuvent aussi être utilisées si elles sont appropriées (niveau 3 de juste valeur). Au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2013, aucune ligne n'est valorisée ainsi.

Les investissements de moins de douze mois sont maintenus au coût historique sauf si la situation de l'entreprise s'est dégradée significativement.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque la juste valeur d'un actif disponible à la vente est inférieure à sa valeur comptable, le Groupe examine la nécessité d'enregistrer une dépréciation. Pour chaque actif, le Groupe fait usage de son jugement en examinant les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la baisse, pour déterminer si elle constitue un indice objectif de perte de valeur amenant à enregistrer une dépréciation. Une dépréciation sur un « Actif financier disponible à la vente » est systématiquement constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une baisse de valeur significative ou prolongée, et, pour les parts de fonds de capital-investissement, lorsque, en sus, le fonds est investi à plus de 85%. La baisse de juste valeur est considérée comme significative si l'évaluation a diminué de plus de 50% par rapport au coût d'acquisition, et elle est considérée comme prolongée lorsque l'évaluation se situe, pendant au moins deux ans, en-dessous du coût d'acquisition. Cette dépréciation ne peut être reprise.

1.26.2 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent principalement les prêts et les dépôts et cautionnements versés. Ils sont évalués au coût amorti. Toute indication objective de perte de valeur - différence négative entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable de ces actifs - donne lieu à une dépréciation au compte de résultat. Cette dépréciation est reprise par résultat dans le cas d'un retournement favorable.

Les autres actifs financiers comprennent également des valeurs mobilières de placement ne remplissant pas les critères permettant un classement en équivalent de trésorerie. Ils sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

1.27 Dérivés et comptabilité de couverture

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des instruments dérivés négociables de gré à gré. En application de la norme IAS 39, ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments qualifiés en « Couverture de flux de trésorerie » sont comptabilisées en « Autres éléments du résultat global » dans les capitaux propres pour les parties efficaces et en résultat financier pour les parties non efficaces.

Les variations de valeurs des dérivés non documentés en couverture sont comptabilisées en résultat.

1.28 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés dans le tableau des flux de trésorerie comprennent les éléments de trésorerie réalisables à court terme, très liquides, convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie est composée de la trésorerie en banque et en caisse, des dépôts à court terme et des soldes créditeurs bancaires, à l'exception de ceux autorisés pour couvrir les besoins de trésorerie court ou moyen terme de l'exploitation courante. Ces derniers, étant assimilés à du financement, sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie correspondent aux placements réalisables à court terme dans le cadre de l'utilisation temporaire des excédents de trésorerie (SICAV monétaires, titres de créances négociables, etc.). La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

Annexes aux comptes consolidés

1.29 Actifs destinés à être cédés et activités destinées à être cédées

Sont classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés » au bilan, les éléments suivants :

- la valeur d'un actif détenu en vue de sa vente ;
- la valeur d'un groupe d'actifs détenus en vue de leur vente et non en vue d'une utilisation continue ;
- et la valeur des activités et sociétés acquises dans la perspective d'une cession ultérieure.

Les passifs relatifs à ces actifs, groupe d'actifs, activités et sociétés sont également présentés au passif du bilan sur une ligne distincte dénommée « Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés ».

Les actifs (ou groupes d'actifs) classés dans cette catégorie ne font plus l'objet d'amortissement. Ils sont évalués au montant le plus faible de leur valeur comptable et de leur prix de vente estimé, diminué des frais relatifs à la vente. Les pertes de valeur éventuelles sont enregistrées en « autres charges opérationnelles » du Groupe.

Les actifs, le cas échéant activités et sociétés classés dans cette catégorie depuis une année, y sont maintenus seulement s'ils répondent aux critères exigés par la norme IFRS 5 « *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* ».

Au bilan, les données relatives aux « Actifs et activités destinés à être cédés » pris distinctement dans les états financiers ne donnent pas lieu au retraitement des années antérieures en termes de présentation.

Au compte de résultat, les résultats de cession des activités ou branches d'activités et sociétés qui remplissent la définition d'une activité abandonnée, sont isolés sur la ligne « Résultat après impôt des activités abandonnées » sur chacun des exercices présentés.

1.30 Impôts sur le résultat

En application de la norme IAS 12 « *Impôts sur le résultat* », le groupe Burrelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de revernement des différences temporaires.

Les crédits d'impôt et les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables et les différences temporaires ne sont reconnus que lorsque leur probabilité d'utilisation à court terme est avérée.

2 OPÉRATIONS DE LA PÉRIODE

2.1 Acquisition de la participation des minoritaires de la société chinoise « Jiangsu Xieno Automotive Components Co Ltd »

La Compagnie Plastic Omnium a acquis, le 29 janvier 2013, auprès de son partenaire Xietong, sa participation de 40 % dans la société chinoise « Jiangsu Xieno Automotive Components Co. Ltd », avec transfert immédiat de propriété, portant la participation du Groupe à 100%.

Cette société a été renommée « Plastic Omnium Composites (Jiangsu) Co. Ltd ».

Cette acquisition d'intérêts minoritaires est sans impact sur la méthode de consolidation de l'entité, cette dernière étant déjà contrôlée par la Compagnie Plastic Omnium.

L'impact du rachat d'intérêts minoritaires sur les capitaux propres consolidés Part du Groupe de Burrelle est de - 4 816 milliers d'euros (et de - 8 074 milliers d'euros sur la Compagnie Plastic Omnium).

2.2 Acquisition de la société « Pulidos de Juarez SA de CV »

Le 5 juillet 2012, la Compagnie Plastic Omnium a acquis pour un montant de 94 milliers d'euros, la société mexicaine « Pulidos de Juarez SA de CV », une coquille vide comptabilisée en 2012 en titres non consolidés dans la rubrique « Actifs financiers disponibles à la vente ». Cette société a été consolidée pour la première fois au second semestre 2013. L'opération a donné lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition d'un montant de 80 milliers d'euros (voir la note 5.1.1 « Écarts d'acquisition »). Cette nouvelle société est rattachée au pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium. Elle a été renommée « Inergy Automotive Industrial SA de CV ».

2.3 Cession de la société « Inergy Vla Plastiran » au Moyen-Orient

La participation de 51 % détenue dans la société « Inergy Vla Plastiran », au Moyen-Orient, a été cédée pour un euro symbolique. Cette cession a généré une perte de 62 milliers d'euros.

2.4 Émission inaugurale d'un emprunt obligataire

La Compagnie Plastic Omnium a réalisé, le 21 mai 2013, le placement d'une émission obligataire de 500 millions d'euros auprès d'investisseurs européens. Cette émission obligataire a été réalisée sans covenant et sans rating.

Les caractéristiques de cet emprunt obligataire sont décrites dans la note 5.2.7.2 « Emprunts : Placements privés et emprunts obligataires privés ».

2.5 Suivi des acquisitions de l'exercice 2012

- Accord de partenariat avec la société russe Detalstroykonstruktsiya dans le cadre de la création de la société « DSK Plastic Omnium BV » : l'écart d'acquisition sur la prise de contrôle a été corrigé de - 18 milliers d'euros (voir la note 5.1.1 « Écarts d'acquisition ») suite à un ajustement de prix.
- Acquisition de la participation de 40% du partenaire « Varroc Polymers Private Ltd » dans la joint-venture « Plastic Omnium Varroc Private Ltd » : aucun élément nouveau n'a été relevé en 2013.

2.6 Actifs et passifs destinés à être cédés

Au 31 décembre 2013, le Groupe ne compte aucun actif dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ». La cession du site de « Blenheim » de la société « Inergy Automotive Systems Canada Inc. » du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium, seul élément inscrit en « Actifs destinés à être cédés » au 31 décembre 2012, est effectivement intervenue le 29 janvier 2013 pour un montant de 1 650 milliers de dollars, équivalent à 1 242 milliers d'euros. La valeur comptable nette des actifs au moment de la cession est passée à 1 254 milliers d'euros. L'impact net de l'opération sur le compte de résultat s'élève à - 12 milliers d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012	
Actifs et passifs destinés à être cédés	Total	Total	«Blenheim»
<i>Ensemble immobilier, installations, agencements et aménagements</i>		1 210	1 210
<i>Actifs destinés à être cédés</i>	Néant	1 210	1 210
<i>Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés</i>			
<i>Actifs nets destinés à être cédés</i>	Néant	1 210	1 210

Annexes aux comptes consolidés

3 INFORMATIONS SECTORIELLES

3.1 Informations par secteur opérationnel

Les colonnes des tableaux ci-dessous indiquent les montants propres à chaque secteur. La colonne «Éléments non affectés» regroupe les éliminations inter-secteurs, ainsi que les montants non affectés par secteur (Burelle SA et Burelle Participations) permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe. Les résultats financiers, les impôts, et les entreprises associées sont suivis au niveau du Groupe et ne sont pas alloués aux secteurs. Les transactions entre secteurs sont réalisées sur la base de leur valeur de marché.

3.1.1 Compte de résultat par secteur opérationnel

En milliers d'euros	2013				2012			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés*	Total Consolidé	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés*	Total Consolidé
Ventes externes au Groupe	5 124 547	7 250	(5 117)	5 126 680	4 806 171	7 750	(5 735)	4 808 186
Ventes entre secteurs d'activités		(5 117)	5 117			(5 735)	5 735	
Produits des activités ordinaires**	5 124 547	2 133		5 126 680	4 806 171	2 015		4 808 186
% du total	100,0%			100,0%	100,0%			100,0%
Marge opérationnelle avant amortissement des actifs incorporels acquis	394 639	4 184	(6 471)	392 352	335 082	4 436	(4 884)	334 634
% des produits des activités ordinaires du secteur	7,7%			7,7%	7,0%			7,0%
Amortissements des actifs incorporels acquis	(18 698)			(18 698)	(18 122)			(18 122)
Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels acquis	375 941	4 184	(6 471)	373 654	316 960	4 436	(4 884)	316 512
% des produits des activités ordinaires du secteur	7,3%			7,3%	6,6%			6,6%
Autres produits opérationnels	802		563	1 365	15 165		10 434	25 599
Autres charges opérationnelles	(42 749)		(2 008)	(44 757)	(43 358)	(47)	(272)	(43 677)
% des produits des activités ordinaires du secteur	(0,8%)			(0,8%)	(0,6%)			(0,4%)
Charges nettes de financement				(49 210)				(35 666)
Autres produits et charges financiers				(9 013)				(10 022)
Quote-part de Résultat des entreprises associées				882				243
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IS ET APRÈS QUOTE-PART DES ENTREPRISES ASSOCIÉES				272 922				252 989
Impôt sur le Résultat				(69 560)				(62 523)
RÉSULTAT NET				203 362				190 466

* La colonne «Éléments non affectés» regroupe les éliminations intra-groupe ainsi que les éléments non affectés par secteur (activités de Burelle SA et de Burelle Participations) afin de réconcilier les informations sectorielles avec les comptes consolidés.

** Voir sur la page suivante la décomposition du «Produit des activités ordinaires» (chiffres d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium.

La décomposition du «Produit des activités ordinaires» (chiffres d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	%	2012	%
Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium*	4 655 231	90,8%	4 342 959	90,4%
Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	469 316	9,2%	463 212	9,6%
Produit des activités ordinaires de la Compagnie Plastic Omnium	5 124 547	100 %	4 806 171	100%

* Le chiffre d'affaires du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobiles est présenté dans le tableau ci-dessous :

<i>En milliers d'euros</i>	2013		
Constructeurs automobiles	Montants	% par rapport aux constructeurs	% par rapport à l'automobile
General Motors	762 377	25,1%	16,4%
Volkswagen - Porsche	700 117	23,0%	15,0%
PSA Peugeot Citroën	637 022	21,0%	13,7%
Renault/Nissan	489 449	16,1%	10,5%
BMW	450 045	14,8%	9,7%
Total principaux constructeurs	3 039 010	100 %	65,3%
Autres constructeurs	1 616 221		34,7%
Chiffre d'affaires Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	4 655 231		100%

<i>En milliers d'euros</i>	2012		
Constructeurs automobiles	Montants	% par rapport aux constructeurs	% par rapport à l'automobile
General Motors	755 227	26,0%	17,4%
Volkswagen - Porsche	634 005	21,8%	14,6%
PSA Peugeot Citroën	598 638	20,6%	13,8%
Renault/Nissan	471 448	16,2%	10,9%
BMW	445 018	15,4%	10,2%
Total principaux constructeurs	2 904 336	100 %	66,9%
Autres constructeurs	1 438 623		33,1%
Chiffre d'affaires Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	4 342 959		100%

Annexes aux comptes consolidés

3.1.2 Agrégats du bilan par secteur opérationnel

En milliers d'euros - en valeur nette	31 décembre 2013			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	293 877			293 877
Immobilisations incorporelles	342 604	19	1	342 624
Immobilisations corporelles	961 782	55 418	65	1 017 265
Immeubles de placement	42 053	23 115		65 168
Stocks	282 136			282 136
Créances clients et comptes rattachés	590 979	849	(202)	591 626
Autres créances	216 167	350	54	216 571
Créances de financement clients* (C)	72 204			72 204
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	25 898	(939)	754	25 713
Actifs disponibles à la vente (F)	1 524		31 932	33 456
Instruments financiers de couverture (E)	1 192			1 192
Trésorerie nette** (A)	542 904	39 231	5 271	587 406
Actifs sectoriels	3 373 320	118 043	37 875	3 529 238
Emprunts et dettes financières (B)	998 921	43 233	(32)	1 042 122
Passifs sectoriels	998 921	43 233	(32)	1 042 122
Endettement financier net sectoriel = (B - A - C - D - E - F)***	355 199	4 941	(37 989)	322 151

84

En milliers d'euros - en valeur nette	31 décembre 2012			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Écarts d'acquisition	294 960			294 960
Immobilisations incorporelles	350 245	26	1	350 272
Immobilisations corporelles	897 126	55 492	87	952 705
Immeubles de placement	15 200	23 115		38 315
Stocks	271 791			271 791
Créances clients et comptes rattachés	561 975	93	(32)	562 036
Autres créances	204 008	219	126	204 353
Créances de financement clients* (C)	78 843			78 843
Comptes courants et autres actifs financiers (D)	23 488	39 310	(39 701)	23 097
Actifs disponibles à la vente (F)	2 148		29 700	31 848
Instruments financiers de couverture (E)	314			314
Trésorerie nette** (A)	321 225	1 946	1 375	324 546
Actifs sectoriels	3 021 323	120 201	(8 444)	3 133 080
Emprunts et dettes financières (B)	815 840	46 680	(36 355)	826 165
Passifs sectoriels	815 840	46 680	(36 355)	826 165
Endettement financier net sectoriel = (B - A - C - D - E - F)***	389 822	5424	(27 728)	367 518

* Au 31 décembre 2013, les «Créances de financement clients» sont composées d'un montant de 35 708 milliers d'euros issus de la rubrique «Autres actifs financiers» en non courant et d'un montant de 36 496 milliers d'euros correspondant à la rubrique «Créances de financement clients» en courant.

Au 31 décembre 2012, les «Créances de financement clients» sont composées d'un montant de 38 807 milliers d'euros issus de la rubrique «Autres actifs financiers» en non courant et d'un montant de 40 036 milliers d'euros correspondant à la rubrique «Créances de financement clients» en courant.

** Il s'agit de la trésorerie nette du Tableau des flux de trésorerie. Voir également la note 5.1.12.2.

*** Voir la note 5.2.7.4 sur l'«Endettement financier net».

3.1.3 Autres informations par secteur opérationnel

En milliers d'euros	31 décembre 2013			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	84 303			84 303
Investissements corporels	259 654	169		259 823
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés*	(207 704)	(502)	(22)	(208 228)

En milliers d'euros	31 décembre 2012			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Investissements incorporels	95 580	28		95 608
Investissements corporels	213 994	1 095	92	215 181
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés*	(195 840)	(555)	(17)	(196 412)

* Cette rubrique comprend les amortissements et dépréciations des actifs corporels et incorporels y compris les incorporels acquis (marques et contrats clients) dans le cadre de regroupements d'entreprises.

85

3.2 Informations par zone géographique et par pays – Produits des activités ordinaires

Les informations données dans les tableaux suivants, correspondent aux produits des activités ordinaires réalisés par les filiales dans les zones géographiques ou les pays indiqués.

3.2.1 Information par zone géographique

En milliers d'euros	2013		2012	
		%		%
France	730 063	14,2%	744 491	15,5%
Amérique du Nord	1 376 136	26,8%	1 312 529	27,3%
Europe hors France	1 949 281	38,0%	1 741 669	36,2%
Amérique du Sud	219 408	4,3%	198 356	4,1%
Afrique	46 712	0,9%	47 801	1,0%
Asie	805 080	15,7%	763 339	15,9%
Total	5 126 680	100%	4 808 186	100%

Annexes aux comptes consolidés

3.2.2 Information pour les dix premiers pays contributeurs

En milliers d'euros	2013	%	2012	%
États-Unis	957 548	18,7%	896 628	18,6%
France	730 063	14,2%	744 491	15,5%
Allemagne	607 718	11,9%	529 026	11,0%
Mexique	351 296	6,9%	343 524	7,1%
Espagne	351 292	6,9%	305 180	6,3%
Chine	349 370	6,8%	286 504	6,0%
Royaume-Uni	282 611	5,5%	247 842	5,2%
Slovaquie	231 390	4,5%	243 921	5,1%
Corée	179 256	3,5%	169 532	3,5%
Brésil	126 873	2,5%	102 489	2,1%
Autres	959 263	18,7%	939 051	19,5%
Total	5 126 680	100%	4 808 186	100%

3.3 Actifs non courants par pays

En milliers d'euros	31 décembre 2013						
	France	Amérique du Nord	Europe hors France	Amérique du Sud	Asie	Autres*	Total
Écarts d'acquisition	159 154	21 723	108 899		4 101		293 877
Immobilisations incorporelles	132 836	65 227	107 062	2 400	33 135	1 964	342 624
Immobilisations corporelles	269 333	204 214	309 241	31 772	193 171	9 534	1 017 265
<i>dont investissements corporels de l'exercice</i>	67 435	53 579	46 290	11 549	54 387	726	233 966
Immeubles de placement	65 168						65 168
<i>dont investissements de l'exercice en immobilier de placement</i>	25 857						25 857
Total actif immobilisé non courant	626 491	291 164	525 202	34 172	230 407	11 498	1 718 934

En milliers d'euros	31 décembre 2012						
	France	Amérique du Nord	Europe hors France	Amérique du Sud	Asie	Autres*	Total
Écarts d'acquisition	159 154	22 623	109 018		4 165		294 960
Immobilisations incorporelles	143 827	76 470	94 167	2 061	31 605	2 142	350 272
Immobilisations corporelles	238 032	184 862	316 190	31 630	170 782	11 209	952 705
<i>dont investissements corporels de l'exercice</i>	45 753	30 718	72 210	2 265	60 998	2 817	214 761
Immeubles de placement	38 315						38 315
<i>dont investissements de l'exercice en immobilier de placement</i>	206						206
Total actif immobilisé non courant	579 328	283 955	519 375	33 691	206 552	13 351	1 636 252

* Au 31 décembre 2013, la rubrique «Autres» couvre l'Afrique du Sud et le Maroc. Le Maroc ayant été rattaché à la zone «Europe hors France» dans les comptes consolidés 2012, il a été reclassé dans la rubrique «Autres» dans le tableau présenté ci-dessus pour 2012.

3.4 Immobilisations corporelles (hors immeubles de placement) par catégorie

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements	Provisions pour dépréciations	Valeur nette
Immobilisations corporelles en pleine propriété	2 285 976	(1 301 407)	(127)	984 441
Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur*	39 051	(30 072)	(40)	8 938
Immobilisations corporelles en location-financement preneur#	36 217	(22 222)		13 995
Immobilisations corporelles en location-financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur*#	24 542	(14 651)		9 891
Valeur au 31 décembre 2013	2 385 786	(1 368 353)	(167)	1 017 265
Immobilisations corporelles en pleine propriété	2 185 839	(1 269 573)	(1 730)	914 536
Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur*	39 567	(32 363)	(179)	7 025
Immobilisations corporelles en location-financement preneur#	39 580	(22 871)	(181)	16 528
Immobilisations corporelles en location-financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur*#	28 162	(13 546)		14 616
Valeur au 31 décembre 2012	2 293 148	(1 338 353)	(2 090)	952 705

* La somme des « Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur » et des « Immobilisations corporelles en location-financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur » donne la valeur des « Immobilisations corporelles faisant l'objet d'une location simple bailleur » figurant dans la sous rubrique correspondante dans la note 5.1.3.

Voir la sous rubrique « Immobilisations corporelles en location financement preneur » dans la note 5.1.3.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Immobilisations corporelles en pleine propriété - Valeur nette	928 958	55 418	65	984 441
Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	8 938			8 938
Immobilisations corporelles en location-financement preneur - Valeur nette	13 995			13 995
Immobilisations corporelles en location-financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	9 891			9 891
Total Immobilisations corporelles (hors Immeubles de placement)	961 782	55 418	65	1 017 265

Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros	31 décembre 2012			
	Compagnie Plastic Omnium	Immobilier	Éléments non affectés	Total Consolidé
Immobilisations corporelles en pleine propriété - Valeur nette	858 957	55 492	87	914 536
Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	7 025			7 025
Immobilisations corporelles en location-financement preneur -Valeur nette	16 528			16 528
Immobilisations corporelles en location-financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette	14 616			14 616
Total Immobilisations corporelles (hors Immeubles de placement)	897 126	55 492	87	952 705

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Détail des frais de recherche et de développement

88

Le pourcentage des frais de recherche et de développement est exprimé par rapport au montant des produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires).

En milliers d'euros	2013	%	2012	%
Frais de recherche et de développement	(247 399)	(4,8%)	(243 652)	(5,1%)
Frais de recherche et de développement activés ou cédés	126 716	2,5%	146 138	3,0%
Frais de recherche et développement nets	(120 683)	(2,4%)	(97 514)	(2,0%)

4.2 Coûts des biens et des services vendus, des frais de développement, commerciaux et administratifs

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Inclus dans le coût des biens et services vendus		
Coûts des consommations (achats-variations de stocks)*	(3 320 546)	(3 123 682)
Sous-traitance directe de production	(11 691)	(10 913)
Énergie et fluides	(89 959)	(86 770)
Salaires, charges et avantages du personnel	(494 693)	(493 739)
Autres coûts de production	(293 020)	(289 105)
Produits de cession de parcs de bacs en location simple**	2 111	1 369
Valeurs nette comptable des parcs de bacs en location simple**	(1 801)	(1 388)
Amortissements	(121 497)	(118 251)
Provisions	(7 677)	9 562
Total	(4 338 773)	(4 112 917)
Inclus dans les frais de recherche et développement		
Salaires, charges et avantages du personnel	(127 278)	(120 164)
Amortissements des frais de développement activés	(59 485)	(51 184)
Autres	66 080	73 834
Total	(120 683)	(97 514)
Inclus dans les frais commerciaux		
Salaires, charges et avantages du personnel	(40 774)	(40 555)
Amortissements et provisions	(1 048)	(1 510)
Autres	(19 563)	(18 706)
Total	(61 385)	(60 771)
Inclus dans les frais administratifs		
Salaires, charges et avantages du personnel	(127 199)	(121 885)
Autres frais administratifs	(77 310)	(73 722)
Amortissements	(8 512)	(7 741)
Provisions	(465)	998
Total	(213 486)	(202 350)

* Dont dotations, reprises et provisions pour dépréciation sur stocks d'un montant de :

- - 3 445 milliers d'euros en 2013,
- - 661 milliers d'euros en 2012.

** Voir la rubrique « Résultats des cessions d'immobilisations » dans la note 4.5.

Annexes aux comptes consolidés

4.3 Frais de personnel

En milliers d'euros	2013	2012
Salaires et traitements	(586 143)	(565 187)
Charges sociales*	(168 304)	(175 243)
Participation des salariés	(10 753)	(14 137)
Coûts des engagements de retraites et obligations similaires	875	1 789
Rémunération sur base d'actions	(2 060)	(1 220)
Autres charges de personnel	(23 559)	(22 345)
Total des frais de personnel hors frais des intérimaires	(789 944)	(776 343)
Coût du personnel intérimaire	(77 501)	(62 700)
Total des frais de personnel	(867 445)	(839 043)

* Cette rubrique intègre les cotisations sociales sur les plans d'options d'achats d'actions de la Compagnie Plastic Omnium pour un montant de :

- 1 319 milliers d'euros (dont - 199 milliers d'euros pour les Dirigeants Mandataires Sociaux) en 2013;
- 626 milliers d'euros (dont - 62 milliers d'euros pour les Dirigeants Mandataires Sociaux) en 2012.

4.4 Amortissement des actifs incorporels acquis

Cette rubrique correspond aux amortissements liés à la comptabilisation des acquisitions d'Inergy (acquisition 2010) et de Ford Milan (acquisition 2011).

En milliers d'euros	2013	2012
Amortissement des marques	(350)	(350)
Amortissements des contrats clients	(18 348)	(17 772)
Total des amortissements des actifs incorporels acquis	(18 698)	(18 122)

90

4.5 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	2013	2012
Résultats des cessions d'immobilisations [#]	(4 767)	(227)
Résultat provenant des Autres actifs financiers disponibles à la vente*	555	164
Coûts de prédémarrage de nouvelles usines	(4 553)	(7 546)
Coûts d'adaptation des effectifs ⁽¹⁾	(17 669)	(31 371)
Dépréciation d'actifs non courants ⁽²⁾	(102)	(1 301)
Provisions pour charges**	(2 277)	(467)
Litiges ⁽³⁾	(481)	7 449
Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation ⁽⁴⁾	(9 301)	(2 641)
Impact des croissances externes ⁽⁵⁾	(689)	7 002
- Acquisition de Ford Milan et Plastal Pologne		8 996
- Honoraires et coûts annexes	(689)	(1 994)
Réévaluation d'actifs ⁽⁶⁾		9 499
Autres ⁽⁷⁾	(4 108)	1 362
Total des produits et charges opérationnels	(43 392)	(18 078)
- dont total produits	1 365	25 599
- dont total charges	(44 757)	(43 677)

* Le résultat des «Autres actifs financiers disponibles à la vente» provient des plus-values nettes et des pertes définitives générées par Burelle Participations.

** Une provision pour risque a été dotée à hauteur de 2 millions d'euros dans le cadre d'une vérification de comptabilité par l'Administration fiscale en cours au 31 décembre 2013.

SUR L'EXERCICE 2013 :

(1) Coûts d'adaptation des effectifs :

Le montant dans cette rubrique correspond à la charge (charges réelles et provisions dotées en 2013) nette des reprises de provisions constituées précédemment au titre de la fermeture de sites.

Les coûts concernent principalement les sites automobiles d'Herentals en Belgique, d'Eisenach-Thuringe en Allemagne, de Compiègne-Laval et Saint-Désirat en France.

Les provisions dotées en 2012 ont essentiellement été utilisées pour couvrir les dépenses et indemnités de départ, les plans de formation et d'accompagnement des salariés concernés par les réorganisations.

La provision constituée en 2012 sur l'usine de Duncan aux États Unis (rupture du bail avec risque de transfert des salariés) a été totalement reprise en 2013 en raison du report sine die de la fermeture de l'usine.

(2) Dépréciation d'actifs non courants :

Montants divers non significatifs en 2013.

(3) Litiges :

Montants divers non significatifs en 2013.

(4) Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation :

En 2013, les pertes de change portent sur des transactions liées à l'exploitation du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

(5) Impacts des croissances externes :

Néant en 2013.

(6) Réévaluation d'actifs :

Néant en 2013.

(7) La rubrique «Autres» :

L'opération Eurovia a été complètement finalisée en 2012. Aucun autre impact concernant cette opération n'est comptabilisé sur l'exercice 2013.

Cette rubrique comprend principalement :

- des coûts de transferts d'immobilisations de sites fermés pour un montant de - 2 588 milliers d'euros ;
- des non recouvrables pour - 2 814 milliers d'euros ;
- et des indemnités reçues dans le cadre de l'utilisation illégale d'un brevet de la Compagnie Plastic Omnium (technologie de soufflage) pour + 2 065 milliers d'euros.

SUR L'EXERCICE 2012 :

(1) Coûts d'adaptation des effectifs :

Ils concernent principalement les sites automobiles d'Eisenach-Thuringe en Allemagne, de Compiègne-Laval, Saint Désirat en France et de Duncan aux États-Unis.

(2) Dépréciation d'actifs non courants :

Non significatif.

(3) Litiges :

En l'absence de pourvoi en cassation dans les délais légaux, le Groupe a comptabilisé, en 2012, un produit de 8,5 millions d'euros, correspondant au remboursement d'une partie de la condamnation de Signature SA au titre du litige concurrence par la Cour d'Appel de Paris.

(4) Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation :

En 2012, les pertes de change proviennent essentiellement du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

Annexes aux comptes consolidés

(5) **Acquisition de «Ford Milan» et «Plastal Pologne» :**

Se référer à la note 2.5 «Suivi des acquisitions de l'exercice 2011 - Ford Milan et Plastal Pologne» des comptes consolidés 2012.

(6) **Réévaluation d'actifs :**

Un des terrains du Groupe à Lyon a été revalorisé à hauteur de 9,5 millions d'euros (voir note 5.1.3 des comptes consolidés 2012 sur les «Immeubles de placement») suite à l'obtention d'un permis de construire purgé du recours des tiers et à la signature d'un bail de douze ans avec un tiers pour la location des bureaux à construire.

(7) **La rubrique «Autres» :**

Cette rubrique intègre le dénouement de l'opération Eurovia. Celle-ci était, pour l'essentiel, anticipée dans les comptes lors des exercices précédents.

L'opération ayant été réalisée au cours du 1^{er} semestre 2012, les provisions constituées depuis 2010 ont été reprises et la perte sur la cession des entités et des participations concernées a été comptabilisée. L'impact net en 2012 s'élève à - 754 milliers d'euros dont - 679 milliers d'euros sur les cessions de sociétés et - 75 milliers d'euros sur la cession du siège de Signature Deutschland GmbH.

Résultat des cessions d'immobilisations

Le montant des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles dans le Tableau de flux de trésorerie se compose du montant en produits sur cession d'immobilisations dans les «Autres produits et charges opérationnels» et du montant des produits de cession des bacs en location simple (voir note 4.2).

92

Le montant de la plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés dans le Tableau de flux de trésorerie se compose du montant du résultat des cessions d'immobilisations figurant dans les «Autres produits et charges opérationnels» et du résultat des cessions des bacs en location simple (voir note 4.2).

Le détail est ci-après :

En milliers d'euros	2013		2012	
	Produits des cessions	Résultat des cessions	Produits des cessions	Résultat des cessions
Cessions d'immobilisations incorporelles [#]	2 059	(231)	1 068	1
Total sur cessions d'immobilisations incorporelles	2 059	(231)	1 068	1
Cessions de parc de bacs en courant (voir la note 4.2)	2 111	310	1 369	(19)
Cessions d'immobilisations corporelles* #	5 691	(4 465)	17 947	(81)
Cessions des actifs disponibles à la vente** #	1 242	(12)	2 001	(127)
Cessions des Autres actifs financiers disponibles à la vente**	67	67		
Total sur cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs financiers disponibles à la vente	9 111	(4 100)	21 317	(227)
Cessions d'immobilisations financières (dont opérations avec Eurovia)	86	(59)	23 488	(31 286)
Total sur cessions d'immobilisations financières (voir tableau ci-dessus)	86	(59)	23 488	(31 286)
Total	11 256	(4 391)	45 873	(31 512)

* Le résultat net sur les cessions d'immobilisations corporelles correspond principalement aux pertes sur cessions et aux mises au rebut à hauteur de :

- 2 365 milliers d'euros pour le démantèlement du site de Herentals en Belgique du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium ;
- 1 783 milliers d'euros pour le démantèlement du site de Eisenach-Thuringe en Allemagne du Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

** Voir la note 2.6 «Actifs et passifs destinés à être cédés» sur la cession du site de «Blenheim» de la société «Inergy Automotive Systems Canada Inc» du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

: Ce renvoi couvre les cessions d'immobilisations de la note «Autres produits et charges opérationnels».

4.6 Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Charges de financement	(37 173)	(26 802)
Charges financières sur les engagements de retraite*	(2 828)	(2 217)
Commissions de financement	(9 210)	(6 647)
Charges de financement	(49 210)	(35 666)
Résultat de change sur opérations de financement	(3 374)	(1 908)
Résultat sur instruments de taux d'intérêt**	(6 141)	(8 694)
Juste valeur de la période sur «Autres actifs financiers disponibles à la vente»	416	566
Autres	86	14
Autres produits et charges financiers	(9 013)	(10 022)
Total	(58 223)	(45 688)

* Voir la note 5.2.6 sur les «Charges financières nettes sur engagements de retraite».

** Voir la note 5.2.8.1.3 sur les «Impacts des couvertures sur le compte de résultat».

4.7 Quote-part de résultat des entreprises associées

La quote-part de résultat des entreprises associées se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium	1 499	556
Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co Ltd	(583)	(312)
JV Hicom HBPO Sdn. Bhd.	(34)	
Total quote-part de résultat des entreprises associées	882	243

4.8 Impôt sur le résultat

4.8.1 Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Impôt exigible	(76 764)	(69 929)
Charges (ou produits) d'impôt exigible	(75 511)	(63 572)
Charges (ou produits) relatifs aux éléments non courants	(1 253)	(6 357)
Impôt différé	7 204	7 406
Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires	3 638	7 387
Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux	3 566	19
Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé	(69 560)	(62 523)

Annexes aux comptes consolidés

4.8.2 Analyse de la charge d'impôt - Preuve d'impôt

Les éléments qui permettent d'arriver au taux effectif d'impôt sont les mêmes qu'en 2012 :

En milliers d'euros	2013	2012
Résultat du Groupe avant impôt et quote-part de résultat des entreprises associées (A)	272 040	252 746
Charge nette réelle d'impôt comptabilisée au compte de résultat (B)	(69 560)	(62 523)
Taux d'impôt effectif (C) = (B) / (A)	25,6%	24,7%
Taux d'impôt applicable en France (D)	38%	35%
Charge théorique d'impôt (E) = (A)* (D)	(103 375)	(88 461)
Écart (F) soit la charge nette réelle d'impôt (B) - Charge théorique d'impôt (E)	33 815	25 938

La décomposition de l'écart (F) entre la charge nette réelle et la charge théorique d'impôt est la suivante :

En milliers d'euros	Montant	%	Montant	%
Crédits d'impôts et autres économies fiscales	16 478	6,1%	15 151	6,0%
Différences permanentes entre les résultats comptables et les résultats imposables	(5 574)	(2,1%)	(4 167)	(1,6%)
Reconnaissance et/ou utilisation de déficits reportables et autres impôts différés	(8 431)	(3,1%)	4 640	1,8%
Effet sur les impôts différés à l'ouverture d'un changement de taux	6 451	2,4%	758	0,3%
Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays	22 720	8,3%	9 281	3,7%
Autres	2 171	0,8%	278	0,1%
Écart (F)	33 815	12,4%	25 938	10,3%

Le taux d'impôt effectif du Groupe sur l'exercice 2013 est de 25,6%, contre 24,7% pour l'exercice 2012.

Au 31 décembre 2013, l'impôt comptabilisé est une charge de 69,6 millions d'euros pour un impôt théorique de 103,4 millions d'euros, sur la base d'un taux d'impôt de 38% (contre 35% en 2012).

L'écart entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique s'explique :

- pour 23 millions d'euros (9 millions d'euros en 2012) par l'incidence de taux d'impôts plus favorables, notamment dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie, sachant que le taux utilisé par le Groupe est de 38% en 2013 contre 35% en 2012;
- pour 16 millions d'euros (15 millions d'euros en 2012) par une utilisation de réductions spécifiques d'impôts ou de crédits d'impôts principalement aux États-Unis, en Asie et en France;
- pour 6 millions par l'impact du changement de taux d'impôt sur les impôts différés des sociétés (essentiellement françaises : passage de 35% à 38%);
- et pour - 8 millions d'euros (5 millions d'euros en 2012) par l'effet des déficits ou autres actifs générés dans l'année, mais non reconnus, net de ceux antérieurement non activés, mais utilisés ou reconnus dans l'année.

4.9 Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle

Le résultat net des participations ne donnant pas le contrôle se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
BPO AS	9 181	4 885
Signal AG	863	1 105
Plastic Omnium Composites Jiangsu Co Ltd (ex.Xieno)	(138)	(722)
Plastic Omnium Auto Exteriors India Pvt. Ltd (ex JV Varroc)*		(381)
Inergy VLA Plastiran**		(4)
Inergy Automotive Systems Manufacturing (Beijing) Co. Ltd	3 444	1 154
Inergy Automotive Systems Manufacturing India Pvt Ltd	332	577
Chongqing Yanfeng Plastic Omnium Auto Exterior Faway Co. Ltd	260	482
Guangzhou Zhongxin Yanfeng Plastic Omnium Auto Exterior Trim Co. Ltd	187	83
RMS Rotherm Maschinenbau GmbH	152	288
DSK Plastic Omnium Inergy	558	654
DSK Plastic Omnium BV	(46)	
Participations ne donnant pas le contrôle issues du palier de la Compagnie Plastic Omnium	14 793	8 121
Participations ne donnant pas le contrôle issues du palier Burelle	78 540	73 975
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	93 333	82 096

* La Compagnie Plastic Omnium a racheté, en 2012, la part des minoritaires de cette société.

** La Compagnie Plastic Omnium a cédé, en 2013, la totalité de sa participation dans cette société. L'activité est arrêtée depuis fin 2012.

4.10 Résultat net par action

	2013	2012
Résultat net - Part revenant au Groupe		
Résultat net par action de base, en euros	62,67	61,86
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en fin de période	1 853 315	1 853 315
- Actions propres (en nombre)	(97 752)	(101 596)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après prise en compte des actions propres	1 755 563	1 751 719

En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net par action de base est identique au résultat net dilué par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée des actions composant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

Annexes aux comptes consolidés

5 NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 Bilan actif

5.1.1 Écarts d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Valeur au 1^{er} janvier 2012	293 246		293 246
Écart d'acquisition sur la prise de contrôle de DSK*	2 081		2 081
Écarts de conversion	(367)		(367)
Valeur au 31 décembre 2012	294 960		294 960
Écart d'acquisition Pulidos de Juarez SA de CV#	80		80
Ajustement de l'écart d'acquisition sur prime de contrôle DSK Plastic Omnium BV##	(18)		(18)
Écarts de conversion	(1 145)		(1 145)
Valeur au 31 décembre 2013	293 877		293 877

* Voir la note 2.2 « Accord de partenariat en Russie - DSK » des comptes consolidés de 2012.

Voir la note 2.2 « Acquisition de la société Pulidos Juarez SA de CV ».

Voir la note 2.5 « Suivi des acquisitions de l'exercice 2012 » sur l'accord de partenariat Detalstroykonstruktsiya.

Ci-après, la ventilation des écarts d'acquisition par secteur opérationnel :

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Compagnie Plastic Omnium Immobilier Non affecté	294 960		294 960
Valeur au 31 décembre 2012	294 960		294 960
Compagnie Plastic Omnium Immobilier Non affecté	293 877		293 877
Valeur au 31 décembre 2013	293 877		293 877

5.1.2 Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	2013						
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats Clients	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2013	294 960	27 346	12 660	215 100	91 203	3 963	645 232
Augmentations		1 198	10 952	69 662		2 491	84 303
Cessions nettes		(8)	(4)	(2 277)			(2 289)
Entrées de périmètre*	62						62
Reclassements		797	1 869	(5 497)		718	(2 113)
Dotations aux amortissements de l'exercice		(1 964)	(7 185)	(51 880)	(18 348)	(2 167)	(81 544)
Dépréciations et reprises		(120)					(120)
Écarts de conversion	(1 145)	(90)	(169)	(4 830)	(723)	(73)	(7 030)
Valeur nette au 31 décembre 2013	293 877	27 159	18 123	220 278	72 132	4 932	636 501

* Société «DSK Plastic Omnium BV» : ajustement dans la limite d'un an après la première clôture, pour - 18 milliers d'euros.
Société «Pulidos Juarez SA de CV» : comptabilisation d'un écart d'acquisition de 80 milliers d'euros.
Voir la note 5.1.1 «Écarts d'acquisition».

En milliers d'euros	2012						
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats Clients	Autres	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	293 246	27 685	11 401	177 311	109 339	5 649	624 631
Augmentations		1 041	3 208	90 329		1 030	95 608
Cessions nettes				(714)		(353)	(1 067)
Entrées de périmètre	2 081						2 081
Reclassements		672	3 873	(5 426)		81	(800)
Dotations aux amortissements de l'exercice		(2 065)	(5 746)	(45 704)	(17 772)	(2 546)	(73 833)
Dépréciations et reprises							
Écarts de conversion	(367)	13	(76)	(696)	(364)	102	(1 388)
Valeur nette au 31 décembre 2012	294 960	27 346	12 660	215 100	91 203	3 963	645 232

Annexes aux comptes consolidés

Comme au 31 décembre 2012, au 31 décembre 2013, les variations de l'exercice correspondent essentiellement à l'augmentation des actifs de développement de l'activité automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

En milliers d'euros	2013						
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats Clients	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2013							
Coût	294 960	40 754	85 583	428 522	130 819	11 101	991 739
Amortissements cumulés		(13 283)	(72 923)	(213 422)	(39 616)	(7 138)	(346 382)
Pertes de valeur		(125)					(125)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2013	294 960	27 346	12 660	215 100	91 203	3 963	645 232
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2013							
Coût	293 877	42 355	98 168	462 003	129 831	13 458	1 039 692
Amortissements cumulés		(14 951)	(80 045)	(241 725)	(57 699)	(8 526)	(402 946)
Pertes de valeur		(245)					(245)
Valeur nette au 31 décembre 2013	293 877	27 159	18 123	220 278	72 132	4 932	636 501

98

En milliers d'euros	2012						
	Écarts d'acquisition	Brevets et marques	Logiciels	Actifs de développement	Contrats Clients	Autres	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2012							
Coût	293 246	41 552	76 778	361 182	131 269	12 146	916 173
Amortissements cumulés		(13 742)	(65 377)	(183 871)	(21 930)	(6 497)	(291 417)
Pertes de valeur		(125)					(125)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	293 246	27 685	11 401	177 311	109 339	5 649	624 631
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2012							
Coût	294 960	40 754	85 583	428 522	130 819	11 101	991 739
Amortissements cumulés		(13 284)	(72 923)	(213 422)	(39 616)	(7 137)	(346 382)
Pertes de valeur		(125)					(125)
Valeur nette au 31 décembre 2012	294 960	27 346	12 660	215 100	91 203	3 963	645 232

5.1.3 Immobilisations corporelles hors immeubles de placement

Les immobilisations corporelles détenues en propre ou louées concernent essentiellement les usines et les centres dédiés à la recherche et au développement de la Compagnie Plastic Omnium.

Au 31 décembre 2013, les usines et centres de développement de la Compagnie Plastic Omnium sont au nombre de 132 répartis par zone géographique comme suit :

- Europe de l'Ouest : 56
- Europe de l'Est : 15
- Amérique du Nord : 18
- Asie : 34
- Amérique du Sud : 7
- Afrique : 2

La répartition des actifs au 31 décembre 2013 est telle qu'aucun site usine ne représente une part significative du total des actifs corporels.

En milliers d'euros	2013							Total
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	
Valeur nette au 1^{er} janvier 2013	60 625	12 576	251 970	56 294	303 484	152 461	115 295	952 705
Augmentations*	9 188		16 673	169	42 645	131 433	33 858	233 966
Cessions	(176)		(1 637)		(7 493)		(2 704)	(12 010)
Variations de périmètre								
Reclassements**	3 716		9 416	51	94 481	(119 505)	12 957	1 116
Augmentation et diminution résultant des réévaluations				252				252
Dépréciations et reprises	(6)		534		135		23	686
Dotations aux amortissements de l'exercice	(654)		(18 053)	(409)	(73 579)		(34 555)	(127 250)
Écarts de conversion	(2 049)		(7 953)		(10 780)	(5 821)	(5 597)	(32 200)
Valeur nette au 31 décembre 2013	70 644	12 576	250 950	56 357	348 893	158 568	119 277	1 017 265

99

* Au 31 décembre 2013, les investissements corporels qui figurent dans le Tableau de flux de trésorerie correspondent au montant des augmentations des « Immobilisations corporelles hors Immeubles de placement » pour 233 966 milliers d'euros, et au montant des augmentations des « Immeubles de placement » pour 25 857 milliers d'euros, soit un total de 259 823 milliers d'euros.

** Au 31 décembre 2013, le solde net d'un montant de 1 116 milliers d'euros provenant de Compagnie Plastic Omnium se répartit comme suit :

- - 996 milliers d'euros reclassés des « Immobilisations corporelles » en « Immeubles de placement » ; et
- 2 112 milliers d'euros provenant des « Immobilisations incorporelles »

Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros	2012							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	55 236	13 932	226 378	42 549	278 685	104 530	104 805	826 115
Augmentations*	1 989		37 060	855	14 946	130 195	29 932	214 977
Cessions	(60)		(777)		(16 331)		(2 268)	(19 436)
Variations de périmètre						67		67
Reclassements**	4 624	(1 856)	8 239	14 010	100 965	(80 769)	16 377	61 590
Augmentation et diminution résultant des réévaluations		500		(408)				92
Dépréciations et reprises			(558)		(119)		(121)	(798)
Dotations aux amortissements de l'exercice	(1 009)		(15 932)	(712)	(72 186)		(31 942)	(121 781)
Écarts de conversion	(155)		(2 440)		(2 476)	(1 562)	(1 488)	(8 121)
Valeur nette au 31 décembre 2012	60 625	12 576	251 970	56 294	303 484	152 461	115 295	952 705

* Au 31 décembre 2012, les investissements corporels qui figurent dans le Tableau de flux de trésorerie correspondent au montant des augmentations des « Immobilisations corporelles hors Immeubles de placement » pour 214 977 milliers d'euros, et au montant des augmentations des « Immeubles de placement » de l'année pour 206 milliers d'euros, soit un total de 215 183 milliers d'euros.

** Au 31 décembre 2012 :

- un terrain exploité jusque-là par le Groupe a été reclassé sur l'exercice en « Immeubles de placement » suite à la décision d'y construire un immeuble destiné à la location à des tiers (voir note 5.1.4). La valeur au bilan de ce terrain avant son reclassement en « Immeubles de placement » s'élevait à 2,4 millions d'euros (dont 1,9 million d'euros au 31 décembre 2011 et une réévaluation par la situation nette sur l'exercice de 0,5 million d'euros).
- l'ensemble immobilier de Nanterre comptabilisé en « Immeubles de placement » au 31 décembre 2011 a été classé en « Immobilisations corporelles » au 31 décembre 2012 suite à la décision du Groupe d'utiliser cet immeuble dans le cadre de son exploitation. Une expertise effectuée fin 2012 par un expert indépendant sur cet ensemble immobilier a conclu à une valeur de 17,5 millions d'euros se décomposant en 14 millions d'euros au titre de l'immeuble et 3,5 millions d'euros au titre du terrain, valeur et répartition terrain et immeuble étant inchangées par rapport à 2011.

En milliers d'euros	2013							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2013								
Valeur brute	65 582	12 576	432 029	58 859	1 138 064	152 461	435 594	2 295 165
Amortissements et pertes de valeur	(4 957)		(180 059)	(2 565)	(834 580)		(320 299)	(1 342 460)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2013	60 625	12 576	251 970	56 294	303 484	152 461	115 295	952 705
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2013								
Valeur brute	77 033	12 576	439 632	59 331	1 211 068	158 568	427 578	2 385 786
Amortissements et pertes de valeur	(6 389)		(188 682)	(2 974)	(862 175)		(308 301)	(1 368 521)
Valeur nette au 31 décembre 2013	70 644	12 576	250 950	56 357	348 893	158 568	119 277	1 017 265

En milliers d'euros	2012							
	Terrains au coût	Terrains réévalués périodiquement	Constructions au coût	Constructions réévaluées périodiquement	Installations techniques, matériels et outillages	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2012								
Valeur brute	60 540	12 576	390 505	44 402	1 069 397	104 530	415 555	2 097 502
Amortissements et pertes de valeur	(3 948)		(164 127)	(1 853)	(790 712)		(310 750)	(1 271 387)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	56 592	12 576	226 378	42 549	278 685	104 530	104 805	826 115
Détail de la valeur nette au 31 décembre 2012								
Valeur brute	65 582	12 576	432 029	58 859	1 138 064	152 461	435 594	2 295 165
Amortissements et pertes de valeur	(4 957)		(180 059)	(2 565)	(834 580)		(320 299)	(1 342 460)
Valeur nette au 31 décembre 2012	60 625	12 576	251 970	56 294	303 484	152 461	115 295	952 705

Pour la valeur au coût amorti et le montant de la réévaluation des terrains et des constructions réévalués périodiquement, voir la note 5.1.4.

101

IMMOBILISATIONS CORPORELLES FAISANT L'OBJET DE CONTRATS DE LOCATION SIMPLE « BAILLEUR »

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Valeur brute	63 593	67 729
Amortissements nets cumulés	(44 723)	(45 909)
Provisions nettes cumulées	(40)	(179)
<i>dont amortissements au titre de l'exercice</i>	<i>(4 952)</i>	<i>(5 290)</i>
<i>dont provisions au titre de l'exercice</i>	<i>(40)</i>	<i>(55)</i>
Valeur nette des amortissements et provisions	18 829	21 641

Ces immobilisations correspondent, pour les contrats non qualifiés de location-financement, aux parcs de conteneurs loués par le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium à ses clients.

PAIEMENTS MINIMAUX À RECEVOIR AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE ET/OU DE MAINTENANCE NON RÉSILIABLES

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
À moins d'un an	57 417	50 208
À plus d'un an et à moins de cinq ans	136 956	125 404
À plus de cinq ans	67 745	66 202
Total	262 117	241 815

Annexes aux comptes consolidés

IMMOBILISATIONS CORPORELLES FAISANT L'OBJET DE CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT «PRENEUR»

Ces immobilisations, incluses dans les précédents tableaux de cette même note sur les Immobilisations corporelles, correspondent à des usines, des centres de recherche et de développement, et à des matériels de production industriels.

Évolution des valeurs immobilisées des actifs faisant l'objet de contrats de location-financement «preneur» :

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Total	En milliers d'euros	Terrains et constructions	Installations techniques matériels et outillages	Total
Valeur brute au 31 décembre 2013	34 460	26 299	60 759	Valeur brute au 31 décembre 2012	39 134	28 608	67 742
Amortissements et provisions cumulés au 31 décembre 2013	(21 355)	(15 518)	(36 873)	Amortissements et provisions cumulés au 31 décembre 2012	(22 545)	(14 053)	(36 598)
Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2013*	13 105	10 781	23 886	Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2012*	16 589	14 555	31 144

102

* Voir la note 3.4 «Immobilisations corporelles hors immeubles de placement par catégorie».

Évolution des paiements et des valeurs actualisées relatifs aux actifs faisant l'objet des contrats de location- financement «preneur» :

En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2013	Valeurs actualisées au 31 décembre 2013	En milliers d'euros	Paiements minimaux au 31 décembre 2012	Valeurs actualisées au 31 décembre 2012
À moins d'un an	5 497	6 518	À moins d'un an	9 565	8 781
À plus d'un an et à moins de cinq ans	7 111	6 704	À plus d'un an et à moins de cinq ans	14 099	13 293
Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2013*	12 608	13 222	Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2012*	23 664	22 074

* Voir la note 3.4 «Immobilisations corporelles hors immeubles de placement par catégorie».

5.1.4 Immeubles de placement

Les « Immeubles de placement » au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 correspondent à :

- la partie des bureaux situés à Levallois dans les Hauts-de-Seine loués à des tiers (propriété de Sofiparc SAS) ;
- un terrain situé à Nanterre dans les Hauts-de-Seine (propriété de la Compagnie Plastic Omnium) ;
- des terrains nus situés dans la région de Lyon (propriété de Sofiparc SAS et de la Compagnie Plastic Omnium) ;
- des terrains en bail à construction situés à Lyon et dans sa région (propriété de Sofiparc SAS) ;
- et un terrain de la Compagnie Plastic Omnium situé à Lyon-Gerland. Le Groupe avait engagé en 2012, des frais pour un montant de 996 milliers d'euros (comptabilisés en « Immeuble d'exploitation ») dans le cadre du projet immobilier de Lyon Gerland qui porte sur la construction d'un immeuble de bureaux de 33 000 m² destinés à être loués. Les travaux de construction ont démarré début 2013 et s'achèveront au 1^{er} trimestre 2015. Le 29 janvier 2013, le groupe Sanofi a signé un bail de douze ans pour la location des deux tiers de la surface totale prévue sur plan. En 2013, les investissements d'un montant de 996 milliers d'euros réalisés en 2012 ont été transférés en « Immeuble de placement », rubrique qui accueille dorénavant tous les investissements relatifs à ce projet.

Pour la clôture du 31 décembre 2013, une attestation d'expert donne une estimation de la valeur de l'ensemble immobilier propriété de Sofiparc à Levallois identique à celle établie pour les comptes au 31 décembre 2012.

Les valorisations issues des expertises sur les Immeubles de placement correspondent à celles qui figurent dans le tableau ci-dessous :

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Terrain	Immeuble	<i>En milliers d'euros</i>	Total	Terrain	Immeuble
Juste valeur au 31 décembre 2012	38 315	23 659	14 656	Juste valeur au 31 décembre 2011	41 264	12 598	28 666
Immeuble en cours de construction sur le terrain de Lyon Gerland	25 857		25 857	Reclassement en exploitation	(15 000)	(990)	(14 010)
Immeuble en cours de construction à Lyon Gerland-Transfert des immobilisations corporelles*	996		996	Reclassement des terrains en immobilier de placement	2 346	2 346	
				Réévaluation à la juste valeur - Terrain de Lyon Gerland	9 499	9 499	
				Acquisition	206	206	
Juste valeur au 31 décembre 2013	65 168	23 659	41 509	Juste valeur au 31 décembre 2012	38 315	23 659	14 656

* Voir le reclassement des immobilisations en cours dans la note 5.1.3 « Immobilisations corporelles hors immeubles de placement ».

Les produits et charges liés aux Immeubles de placement s'établissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Produits locatifs des Immeubles de placement	2 144	2 017
Charges directes de fonctionnement des Immeubles de placement	(1 069)	(1 678)

Annexes aux comptes consolidés

POINT SUR L'ÉCART DE RÉÉVALUATION (RÉÉVALUATIONS PÉRIODIQUES ET JUSTE VALEUR VERSUS COÛT AMORTI)

La valeur totale de l'ensemble des Terrains et Constructions réévalués périodiquement (voir note 5.1.3) et des Immeubles de placement évalués à la juste valeur (cf. ci-dessus) se décompose comme suit :

En milliers d'euros	2013	2012
Terrains réévalués périodiquement - (voir la note 5.1.3)	12 576	12 576
<i>Terrains réévalués périodiquement - Valeur brute</i>	12 576	12 576
<i>Terrains réévalués périodiquement - Reclassement du terrain au coût vers du terrain réévalué périodiquement</i>		1 356
<i>Terrains réévalués périodiquement - Réévaluation de la période</i>		500
<i>Terrains réévalués périodiquement - Reclassements</i>		(1 856)
Constructions réévaluées périodiquement - (voir la note 5.1.3)	56 357	56 294
<i>Constructions réévaluées périodiquement - Valeur brute</i>	58 859	44 402
<i>Constructions réévaluées périodiquement - Augmentations de la période - Agencements</i>	169	855
<i>Constructions réévaluées périodiquement - Ajustement à la juste valeur par capitaux propres</i>	252	(408)
<i>Constructions réévaluées périodiquement - Reclassements</i>	51	14 010
<i>Constructions réévaluées périodiquement - Amortissements cumulés</i>	(2 974)	(2 565)
Immeubles de placement - (voir la présente note ci-dessus)	65 168	38 315
<i>Immeubles de placement - Valeur brute</i>	38 315	41 264
<i>Immeubles de placement - Augmentations de la période - Agencements & aménagements</i>		206
<i>Immeubles de placement - Augmentations de la période - Acquisitions et constructions</i>	25 857	
<i>Immeubles de placement - Réévaluation à la juste valeur</i>		9 499
<i>Immeubles de placement - Reclassements de l'exploitation vers le placement</i>	996	2 346
<i>Immeubles de placement - Reclassements du placement vers l'exploitation</i>		(15 000)
Terrains et immeubles à la juste valeur	134 101	107 185

Si les Immeubles de placement et les Immobilisations corporelles réévaluées périodiquement étaient évalués au coût amorti, leur valeur nette comptable s'établirait à 62 803 milliers d'euros au 31 décembre 2013 contre 63 665 milliers d'euros au 31 décembre 2012. Cette valorisation au coût amorti se décomposerait comme suit :

En milliers d'euros	2013	2012
Terrains au coût amorti en cumulé	17 081	17 081
<i>Valeur brute</i>	17 081	17 081
Constructions au coût amorti	45 722	46 584
<i>Valeur brute</i>	58 770	58 550
<i>Amortissements</i>	(13 048)	(11 966)
Terrains et immeubles au coût amorti	62 803	63 665

Les écarts de réévaluation sur les Terrains et Constructions réévalués périodiquement (voir note 5.1.3) et les Immeubles de placement s'établissent à 16 902 milliers d'euros au 31 décembre 2013 au même niveau qu'au 31 décembre 2012.

Ils sont présentés dans le tableau ci-dessous :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Terrains et immeubles à la juste valeur	134 101	107 185
Terrains et immeubles au coût amorti	(62 803)	(63 665)
Cumul de l'ensemble des variations des exercices précédents	(26 618)	(9 557)
Reclassement de la rubrique «Terrains au coût» en «Terrains de placement»	(996)	(14 010)
Reclassement de la rubrique «Construction au coût» en «Immeubles de placement»		(2 346)
Augmentations de la période - Agencements sur constructions	(25 857)	(1 061)
Ajustement à la juste valeur des constructions par capitaux propres	(252)	408
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les immeubles à la juste valeur	409	712
Annulation des amortissements de construction antérieurs suite au reclassement en constructions d'exploitation		318
Variation entre les deux exercices des amortissements sur les constructions au coût amorti	(1 082)	(1 082)
Cumul des réévaluations périodiques	16 902	16 902

5.1.5 Participations dans les entreprises associées

105

Au 31 décembre 2013, les participations dans les entreprises associées correspondent respectivement aux participations du Groupe :

- dans les sociétés chinoises « Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium » à hauteur de 24,48% et « Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd » à hauteur de 24,95%,
- dans la société malaisienne « Hicom HBPO Sdn Bhd » à hauteur de 13,33%.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Participation dans Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium	5 956	4 561
Participation dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co Ltd	1 661	1 721
Participation dans HICOM HBPO Sdn Bhd	57	
Total des participations dans les entreprises associées	7 674	6 282

Le bilan synthétique et les agrégats du compte de résultat présentés ci-après sont ceux de l'ensemble des entreprises associées comme si ces sociétés avaient été intégrées globalement.

Annexes aux comptes consolidés

Présentation à 100% des bilans et comptes de résultat des sociétés consolidées par mise en équivalence :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Actifs non courants	29 806	23 195
Actifs courants	49 488	14 514
Total actifs	79 294	37 709
Capitaux propres - Part des partenaires Yanfeng et Faway dans Chengdu Yanfeng Plastic Omnium	18 376	14 070
Capitaux propres - Part des partenaires Yanfeng et Hongtaï dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co Ltd	4 999	5 176
Capitaux propres - Part des partenaires HICOM HBPO Sdn Bhd	369	
Capitaux propres - Part du groupe relatifs aux entreprises associées	7 675	6 282
Passifs non courants	1 218	575
Passifs courants	46 655	11 606
Total passifs	79 294	37 709
Produits des activités ordinaires	77 589	21 427
Résultat - Part des partenaires Yanfeng et Faway dans Chengdu Yanfeng Plastic Omnium	4 624	1 714
Résultat - Part des partenaires Yanfeng et Hongtaï dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co Ltd	(1 753)	(940)
Résultat - Part des partenaires HICOM HBPO Sdn Bhd	(222)	
Résultat - Part du Groupe provenant des entreprises associées*	882	243

* Le résultat-Part du Groupe provenant des entreprises associées se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2013	2012
Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium	1 499	556
Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co Ltd	(583)	(312)
Hicom HBPO Sdn. Bhd.	(34)	
Total quote-part de résultat des entreprises associées	882	243

5.1.6 Actifs financiers disponibles à la vente

5.1.6.1 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE - TITRES DE PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2013, les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique correspondent à des sociétés sans activité et à des sociétés dormantes non significatives.

5.1.6.2 AUTRES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique comprennent des parts détenues dans des fonds de capital investissement, des participations en capital, des obligations à bons de souscription d'actions ainsi que les sommes investies essentiellement par la Compagnie Plastic Omnium dans les fonds «FMEA 2» dans le cadre du soutien des sous-traitants de la filière Automobile.

En milliers d'euros	Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2013	Investissements	Désinvestissements au coût de revient	Variation de l'encours d'intérêts	Variation d'ajustement à la juste valeur*	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2013
Fonds d'investissement	17 916	3 028	(2 832)		1 186		19 298
Capital	5 611	2 203	(398)		(134)	(8)	7 274
Mezzanines	5 668	1 000	(1 700)	(132)			4 836
Prêt en compte courant	505			19			524
Investissements de la société Burelle Participations	29 700	6 231	(4 930)	(113)	1 052	(8)	31 932
Investissements financiers dans les «FMEA 2»	2 148	80				(704)	1 524
Total	31 848	6 311	(4 930)	(113)	1 052	(712)	33 456

107

Les investissements financiers dans les «FMEA 2» sont inclus dans les créances financières classées en non courant dans la note 5.2.7.4 sur l'Endettement financier net.

La variation des fonds de modernisation des équipementiers automobile entre 2012 et 2013 correspond à une perte de valeur de l'ordre de 30%.

* Nette d'une diminution de 496 milliers d'euros liée à la comptabilisation de plus-values en compte de résultat.

En milliers d'euros	Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2012	Investissements	Désinvestissements au coût de revient	Variation de l'encours d'intérêts	Variation d'ajustement à la juste valeur*	Pertes de valeurs	Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2012
Fonds d'investissement	14 576	4 197	(1 883)		1 026		17 916
Capital	4 909	513			454	(265)	5 611
Mezzanines	6 024	1 015	(1 035)	(336)			5 668
Prêt en compte courant		487		18			505
Investissements de la société Burelle Participations	25 509	6 212	(2 918)	(318)	1 480	(265)	29 700
Investissements dans les «FMEA 2»	1 408	740					2 148
Total	26 917	6 952	(2 918)	(318)	1 480	(265)	31 848

Les investissements financiers dans les «FMEA 2» sont inclus dans les créances financières classées en non courant dans la note 5.2.7.4 sur l'Endettement financier net.

* Nette d'une diminution de 420 milliers d'euros liée à la comptabilisation de plus-values en compte de résultat.

L'évaluation de la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente est fondée sur des données non observables sur des marchés financiers actifs et relève ainsi du niveau 3 tel que défini par la norme IFRS 7 «*Instrument financiers : informations à fournir*». Ces valorisations sont sensibles à l'évolution des résultats des entreprises concernées, particulièrement lorsque l'effet de levier est important.

Annexes aux comptes consolidés

5.1.7 Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Prêts	129	109
Dépôts et cautionnements	15 978	14 582
Autres créances (voir la note 6.4.1)	6 038	6 054
Créances financières en non courant (voir la note 5.2.7.4)	22 145	20 745
Créances de financement sur contrats de location-financement Environnement (voir la note 6.4.1)	5 578	6 674
Créances de financement sur contrats Automobile (voir la note 6.4.1)	30 130	32 133
Créances de financement en non courant (voir la note 5.2.7.4)	35 708	38 807
Total	57 853	59 552

Les « Dépôts et cautionnements » concernent essentiellement des dépôts liés aux locations de bureaux et aux programmes de cessions de créances.

Les « Créances de financement » correspondent, pour l'essentiel, aux créances reconnues au rythme de l'avancement de projets automobiles de la Compagnie Plastic Omnium pour lesquels cette dernière a obtenu de ses clients un engagement ferme sur le prix de vente des développements et/ou outillages. Il s'agit de valeurs actualisées.

5.1.8 Stocks et en-cours

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Matières premières et approvisionnements		
<i>Au coût (brut)</i>	106 114	100 615
À la valeur nette de réalisation	99 905	95 464
Moules, outillages et études		
<i>Au coût (brut)</i>	84 075	86 880
À la valeur nette de réalisation	83 984	86 880
Autres en-cours de production		
<i>Au coût (brut)</i>	146	1 433
À la valeur nette de réalisation	146	1 404
Stocks de maintenance		
<i>Au coût (brut)</i>	32 396	25 561
À la valeur nette de réalisation	26 400	20 249
Marchandises		
<i>Au coût (brut)</i>	9 438	7 471
À la valeur nette de réalisation	8 529	6 878
Produits semi-finis		
<i>Au coût (brut)</i>	24 862	22 642
À la valeur nette de réalisation	23 507	21 203
Produits finis		
<i>Au coût (brut)</i>	43 580	42 319
À la valeur nette de réalisation	39 665	39 713
Stocks en valeur nette	282 136	271 791

5.1.9 Créances clients et comptes rattachés - Autres créances

5.1.9.1 CESSIONS DE CRÉANCES

La Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales en Europe et aux États-Unis ont souscrit auprès d'établissements français plusieurs programmes de cessions de créances commerciales. Ces programmes ont une maturité moyenne supérieure à deux ans :

- ces programmes prévoient une cession sans recours et avec transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'encours cédé; en effet, pour ces programmes, seul le risque non significatif de dilution n'est pas transféré à l'acheteur. Les créances cédées dans le cadre de ces programmes, qui ne figurent donc plus à l'actif du bilan, s'élèvent à 230 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 201 millions d'euros au 31 décembre 2012.
- un programme ne prévoit pas le transfert des principaux risques et avantages; les créances liées à ce programme sont donc maintenues à l'actif du bilan pour 3 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 15 millions d'euros au 31 décembre 2012.

5.1.9.2 VALEURS BRUTES, DÉPRÉCIATIONS ET VALEURS NETTES

En milliers d'euros	31 décembre 2013			31 décembre 2012		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances clients et comptes rattachés	596 701	(5 075)	591 626	568 247	(6 211)	562 036

Le Groupe n'a pas identifié de risque client significatif qui ne serait pas déprécié au 31 décembre 2013.

109

5.1.9.3 AUTRES CRÉANCES

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Autres débiteurs	66 697	72 392
Avances fournisseurs outillages et développements	57 838	61 380
Créances fiscales impôt sur les sociétés	41 096	37 334
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	36 248	26 845
Créances sociales	1 697	3 792
Avances fournisseurs d'immobilisations	12 995	2 610
Autres créances	216 571	204 353

5.1.9.4 CRÉANCES CLIENTS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES CRÉANCES PAR DEVISES

En milliers de devises		31 décembre 2013			31 décembre 2012		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	453 839	453 839	56%	451 035	451 037	59%
USD	Dollar américain	148 277	107 517	13%	143 701	108 914	14%
GBP	Livre sterling	15 457	18 540	2%	10 482	12 844	2%
CHF	Franc suisse	16 296	13 275	2%	13 457	11 147	1%
CNY	Yuan chinois	984 292	117 892	15%	614 914	74 801	10%
Autres	Autres devises		97 136	12%		107 646	14%
Total			808 197	100%		766 389	100%
Dont :							
Créances clients et comptes rattachés			591 626	73%		562 036	73%
Autres Créances			216 571	27%		204 353	27%

Le Groupe n'effectue pas de test de sensibilité sur les variations de devises pour les raisons suivantes :

- plus de la moitié des créances clients et comptes rattachés est en euros;
- l'exposition nette par devise (Créances clients - Dettes fournisseurs, voir la note 5.2.9.3) n'est pas significative.

Annexes aux comptes consolidés

5.1.10 Créances financières classées en courant

En milliers d'euros	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Valeurs non actualisées	Valeurs au bilan	Valeurs non actualisées	Valeurs au bilan
Créances de financement en courant*	36 816	36 496	40 377	40 036
dont Créances de financement sur contrats de location-financement du pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium	1 912	1 613	1 941	1 615
dont Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium	34 904	34 883	38 436	38 421
Autres créances financières en courant**	3 568	3 568	1 793	1 793
dont Comptes courants	1 014	1 014	1 205	1 205
dont Autres	2 554	2 554	588	588
Créances financières en courant	40 384	40 064	42 170	41 829

Voir la note 5.2.7.4 sur les «Créances de financement clients en courant».

Voir la note 5.2.7.4 sur les «Autres créances financières en courant».

5.1.11 Impôts différés

Comme mentionné à la note 1.29 des règles et principes comptables, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables, les différences temporaires et les crédits d'impôt sont évalués en fonction de leur probabilité d'utilisation future. A cet effet, de nouvelles estimations ont été établies dans le cadre de l'arrêt des comptes et ont conduit à comptabiliser des actifs basés sur une utilisation probable sous un délai relativement court, traduisant un souci de prudence eu égard au contexte économique actuel.

Les impôts différés au bilan se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Immobilisations corporelles	(59 470)	(45 491)
Avantages du personnel	26 534	29 085
Provisions	31 480	26 990
Instruments financiers	5 223	7 602
Déficits fiscaux et crédits d'impôt	118 918	105 401
Dépréciation des impôts différés actifs	(83 871)	(71 610)
Autres	(21 500)	(33 253)
Total	17 314	18 724
Dont :		
Impôts différés actifs	70 630	73 778
Impôts différés passifs	53 316	55 054

Les actifs d'impôt non reconnus au titre des déficits fiscaux au 31 décembre 2013 s'élèvent à 64,9 millions d'euros contre 55,4 millions d'euros au 31 décembre 2012 et se décomposent suivant les échéances suivantes :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Déficits reportables sur une durée illimitée	58 748	50 176
Déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans	3 455	2 318
Déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans	1 101	770
Déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans	107	279
Déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans	920	308
Déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans	530	1 536
Total	64 861	55 387

L'augmentation de l'exercice s'explique essentiellement par l'effet mécanique de la hausse du taux d'impôt en France.

5.1.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

5.1.12.1 TRÉSORERIE BRUTE

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Fonds bancaires et caisses	231 974	265 485
Dépôts à court terme	361 722	65 977
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	593 696	331 462

Cette trésorerie du Groupe se répartit comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Trésorerie dans les sociétés contrôlées conjointement	46 775	42 378
Trésorerie dans la captive de réassurance	43 602	41 956
Trésorerie dans les zones soumises au contrôle de change (*)	80 716	93 120
Trésorerie immédiatement disponible	422 603	154 008
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan	593 696	331 462

* Les pays retenus dans la catégorie « zones soumises au contrôle de change » couvrent le Brésil, la Chine, l'Inde, le Chili et l'Argentine depuis décembre 2012.

Les différentes catégories du tableau ci-dessus sont présentées au bilan en actif courant en l'absence de restriction d'ordre général sur ces montants.

5.1.12.2 TRÉSORERIE NETTE DE FIN DE PÉRIODE

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	593 696	331 462
Banques créditrices ou concours bancaires courants (découverts bancaires)	(6 290)	(6 916)
Trésorerie nette - Tableau des flux de trésorerie	587 406	324 546

L'augmentation de la trésorerie sur la période est liée notamment à l'émission de l'emprunt obligataire (voir les notes « 2.4 - Émission inaugurale d'un emprunt obligataire » et « 5.2.7.2 - Emprunts : placements privés et emprunts obligataires privés »).

5.1.13 Tableau de flux de trésorerie - Acquisitions et cessions d'immobilisations financières et d'intérêts minoritaires

5.1.13.1 ACQUISITIONS DES TITRES DE PARTICIPATIONS DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES, PRISES DE CONTRÔLE ET INVESTISSEMENTS LIÉS

Les acquisitions financières du Groupe sont répertoriées en deux catégories qui s'analysent comme suit :

a - Les acquisitions de titres de participations de sociétés intégrées, les prises de contrôle, les prises de participations dans les entreprises associées et les investissements liés :

Elles sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations financières » dans le Tableau de flux de trésorerie.

En 2013 :

Les acquisitions relevant de cette catégorie s'élèvent à 490 milliers d'euros répartis comme suit :

- acquisition de la société mexicaine « Pulidos de Juarez SA de CV » pour un montant de 94 milliers d'euros (voir la note 2.2).
- souscription à l'augmentation de capital de la société « Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd », consolidée par la méthode de la mise en équivalence, pour un montant de 551 milliers d'euros ;
- souscription au capital de la société « Hicom HBPO Sdn Bhd » en Malaisie, consolidée par la méthode de la mise en équivalence, pour un montant de 96 milliers d'euros ;
- versement d'un complément de prix de 25 milliers d'euros au titre de la participation dans la société « HBPO Germany GmbH ».
- et rapatriement des sommes déposées sur des comptes bloqués les années antérieures pour la création de coquilles vides non consolidées (rubrique « Actifs financiers disponibles à la vente ») pour un montant de - 276 milliers d'euros.

En 2012 :

Les acquisitions de cette catégorie s'élevaient à 26 396 milliers d'euros (voir la note 2 sur les « Opérations de la période » et les « Opérations financières » dans le Tableau de flux de trésorerie) et comprenaient :

- un investissement net du Groupe dans « Ford Milan » pour 22 654 milliers d'euros ;
- le paiement de la prime de contrôle dans l'accord de partenariat avec la société russe Detalstroykonstruksiya dans le cadre de la création de la société « DSK Plastic Omnium BV », pour 2 081 milliers d'euros ;

Annexes aux comptes consolidés

- la souscription à l'augmentation de capital de la société « Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd », consolidée par la méthode de la mise en équivalence, pour un montant de 1 661 milliers d'euros.

b – Les acquisitions d'intérêts minoritaires :

Ces acquisitions sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations de financement » dans le Tableau de flux de trésorerie. Elles s'analysent comme suit

En 2013 :

L'acquisition par le Groupe de la participation de 40% qu'elle ne détenait pas dans la société chinoise « Jiangsu Xieno Automotive Components Co Ltd » auprès de son partenaire Xietong pour un montant de 16 689 milliers d'euros.

En 2012 :

Les rachats d'intérêts minoritaires représentaient un montant de 35 571 milliers d'euros (voir la note 2 sur les « Opérations de la période » et les « Opérations de financement » dans le Tableau de flux de trésorerie) pour les transactions suivantes :

- l'acquisition de la participation de 35% détenue par Eurovia dans « Signature Vertical Holding SAS » (devenue « Plastic Omnium Signalisation SAS »), pour 28 200 milliers d'euros;
- l'acquisition des intérêts des minoritaires (40%) de la filiale indienne « Plastic Omnium Varroc Private Ltd » pour 7 371 milliers d'euros (500 millions de roupies indiennes).

5.1.13.2 CESSIIONS DES TITRES DE PARTICIPATIONS DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES ET D'INTÉRÊTS MINORITAIRES

a – Les cessions de titres de participations de sociétés intégrées :

Les cessions de titres de participations de sociétés intégrées sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations financières » dans le Tableau de flux de trésorerie.

En 2013 :

Le Groupe a cédé pour un euro symbolique sa participation dans la société « Inergy Via Plastiran » au Moyen Orient.

En 2012 :

Les cessions de participations de sociétés intégrées s'élevaient à 20 608 milliers d'euros correspondant à la rubrique « Opérations financières » dans le Tableau de flux de trésorerie, pour la seule opération ci-après :

Cession des sociétés Signature (du Pôle Environnement) dans le cadre du décroisement du partenariat avec Eurovia (voir la note 2.1.2 des comptes consolidés 2012).

b – Les cessions d'intérêts minoritaires :

Les cessions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations de financement » dans le Tableau de flux de trésorerie.

En 2013 :

Aucune opération relevant de cette catégorie n'a été réalisée.

En 2012 :

La seule opération comptabilisée dans les cessions d'intérêts minoritaires (correspondant à la rubrique « Opérations de financement » dans le Tableau de flux de trésorerie) concernait la cession de 40% du capital de la filiale Inergy Automotive Systems Manufacturing Beijing Co Ltd, à la société chinoise Beijing Hainachuan Automotive Parts Co. Ltd (filiale de BAIC) pour un montant de 2 880 milliers d'euros.

5.2 Bilan passif

5.2.1 Capital social

En euros	2013	2012
Capital social au 1 ^{er} janvier	27 799 725	27 799 725
Capital social au 31 décembre de chaque période, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune	27 799 725	27 799 725
Actions propres	1 449 180	1 527 300
Total après déduction des actions propres	26 350 545	26 272 425

Les actions nominatives, inscrites au nom du même titulaire depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote double.

Le capital social est divisé en 1 853 315 actions de 15 euros de valeur nominale. Au 31 décembre 2013, Burelle SA détient 96 612 actions propres soit 5,21 % du capital, contre 101 820 actions propres correspondant à 5,49% du capital au 31 décembre 2012. Sur ces actions propres, 93 515 actions sont classées en croissance externe à la fin des exercices 2013 et 2012. Le solde, soit 3 097 actions au 31 décembre 2013 et 8 305 actions au 31 décembre 2012, résulte des opérations effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI et conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013.

Au 31 décembre 2013, il n'existe aucun titre ou droit donnant directement ou indirectement accès au capital de Burelle SA. En particulier, il n'existe, à cette date, aucun plan de souscription d'actions ou d'options d'achat d'actions en cours.

5.2.2 Dividendes votés et distribués par Burelle SA

En milliers d'euros pour les montants En euros pour le dividende par action En unités pour le nombre de titres	2013		2012	
	Nombre de titres de 2012	Montant du dividende	Nombre de titres de 2011	Montant du dividende
Dividende par action, en euros*		4,4		4
Nombre total d'actions composant le capital de l'exercice précédent	1 853 315		1 853 315	
Nombre total d'actions en autocontrôle au moment du paiement du dividende	97 487		101 719	
Nombre total d'actions en autocontrôle à la clôture (pour rappel)	96 612		101 820	
Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital		8 155		7 413
Dividendes non distribués correspondant aux actions propres		(429)		(407)
Dividendes nets - Montant total		7 726		7 006

* Burelle SA a distribué un dividende de 4,40 euros par action au cours de l'exercice 2013, au titre de l'exercice 2012, contre 4,00 euros par action au titre de l'exercice 2011.

En 2013, le Groupe a provisionné un montant de - 316 milliers d'euros relatif à la taxe de 3% sur les dividendes. La provision d'un montant de - 210 milliers d'euros constituée, en 2012, a été reprise en 2013 contre une taxe réelle de - 232 milliers d'euros.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 7,00 euros par action au titre de l'exercice 2013.

5.2.3 Paiements sur base d'actions

La Compagnie Plastic Omnium est la seule société du Groupe à avoir mis en place des plans d'attributions de stock-options.

Le Conseil d'Administration du 23 juillet 2013 de la Compagnie Plastic Omnium a attribué des options d'achat d'actions exerçables à partir du 7 août 2017 pour une période de trois ans. L'exercice des options accordées aux mandataires sociaux est soumis à des conditions de marché et de performance dont le détail est donné dans la note 7.4 «Rémunération des Dirigeants et Mandataires Sociaux».

Ce plan a fait l'objet d'une évaluation selon la méthode décrite dans la note 1.25. Les principales hypothèses retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

Informations complémentaires sur les différents plans	Plan du 7 août 2013
Volatilité attendue	40,00%
Taux de dividende attendu	1,43%
Taux zéro coupon	1,07%

Sur ces bases, le plan a été évalué à 5 932 546 euros. La charge sera amortie linéairement sur la durée d'acquisition des droits. Les cotisations sociales, d'un montant de 1 319 201 euros, relatives à la mise en place de ce nouveau plan sont passées en charge pour leur totalité en 2013, soit 30% de la charge globale à amortir sur la durée d'acquisition des droits.

Annexes aux comptes consolidés

<i>En unité pour le nombre d'options</i>		Options du plan du 7 août 2013		Total
<i>En euros</i>		Soumises à des conditions de marché	Non soumises à des conditions de marché	
Évaluation du plan du 7 août 2013				
	Valeur moyenne d'une option avant restructuration	8,29	19,13	13,99
Avant restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium le 10 septembre 2013	Nombre d'options avant restructuration	201 000	223 000	424 000
	Charge comptable (avec contrepartie en réserves)	1 666 777	4 265 769	5 932 546
	Valeur moyenne d'une option après restructuration	2,76	6,38	4,66
Après restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium le 10 septembre 2013	Nombre d'options après restructuration	603 000	669 000	1 272 000
	Charge comptable (avec contrepartie en réserves)	1 666 777	4 265 769	5 932 546

114

RÉCAPITULATIF DES PLANS DE STOCK-OPTIONS EN COURS

Date d'attribution	Description	Bénéficiaires	Conditions d'exercice	Nombre maximal d'options prévu au plan initial	Multiplicateur de la restructuration du capital du 10 mai 2011	Nombre maximal d'options de chaque plan révisé suite à la restructuration du capital*	Multiplicateur de la restructuration du capital du 10 septembre 2013	Nombre maximal d'options de chaque plan révisé suite à la restructuration du capital**
25 avril 2006	Options d'achat d'actions	11	Contrat de travail en vigueur le jour de la levée de l'option sauf en cas de transfert à l'initiative de l'employeur ou de départ en préretraite ou retraite	267 000	3	801 000	3	2 403 000
24 juillet 2007	Options d'achat d'actions	65		330 000	3	990 000	3	2 970 000
22 juillet 2008	Options d'achat d'actions	39		350 000	3	1 050 000	3	3 150 000
1 ^{er} avril 2010	Options d'achat d'actions	124		375 000	3	1 125 000	3	3 375 000
21 mars 2012	Options d'achat d'actions	208		N/A	N/A	889 500	3	2 668 500
7 août 2013	Options d'achat d'actions	184		N/A	N/A	424 000	3	1 272 000

* Le 28 avril 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire de Compagnie Plastic Omnium a décidé la division de la valeur nominale de son action par trois avec une date d'effet au 10 mai 2011. Celle-ci est passée ainsi de 0,50 euro à 0,17 euro. L'ensemble des plans existants au 31 décembre 2011 étant antérieurs à cette décision, le nombre d'options accordées dans le cadre de chacun de ces plans a été multiplié par trois, à compter de cette date, et le prix d'exercice divisé par trois.

** Le 25 avril 2013, l'Assemblée Générale Mixte de Compagnie Plastic Omnium a décidé la division de la valeur nominale de son action par trois avec une date d'effet au 10 septembre 2013. Celle-ci est passée ainsi de 0,17 euro à 0,06 euro. Le nombre d'options accordées dans le cadre de chacun des plans antérieurs à cette décision a été multiplié par trois et le prix d'exercice divisé par trois.

Les nouvelles positions en nombre d'options résultant de la division par trois du nominal de l'action de la Compagnie Plastic Omnium sont données dans les tableaux ci-après. La période d'acquisition des droits de tous les plans est de quatre ans.

Impacts successifs de la restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium	Plan du 25 avril 2006	Plan du 24 juillet 2007	Plan du 22 juillet 2008	Plan du 1 ^{er} avril 2010	Plan du 21 mars 2012	Plan du 7 août 2013
Impacts de la restructuration du capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2011 avec date d'effet au 10 mai 2011 :						
Nombre d'options au 1 ^{er} janvier 2011 avant restructuration du capital	247 000	298 000	340 800	371 500	N/A	N/A
Nombre d'options au 10 mai 2011 après restructuration du capital	741 000	894 000	1 022 400	1 114 500	N/A	N/A
Impacts de la restructuration du capital décidée par l'Assemblée Générale du 25 avril 2013 avec date d'effet au 10 septembre 2013 suite à la réunion du Conseil d'Administration du 23 juillet 2013 :						
Nombre d'options avant restructuration du capital en 2013	30 000	270 488	773 422	1 030 500	842 000	424 000
Nombre d'options au 10 septembre 2013 après restructuration du capital*	90 000	811 464	2 320 266	3 091 500	2 526 000	1 272 000

* Le nombre d'options d'achat d'actions a été multiplié par trois suite à la restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium le 10 septembre 2013.

115

OPTIONS EN COURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ET CHARGE DE LA PÉRIODE RELATIVE AUX PLANS D'OPTIONS

En unité pour le nombre d'options En euros	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2013	Augmentations	Diminutions			Charge de la période	En cours de validité au 31 décembre 2013	
			Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice		Exercées au cours de l'exercice	Total
Plan du 25 avril 2006								
Nombre d'options*	90 000				(90 000)			
Cours à la date d'attribution	3,92							
Prix d'exercice	3,88							
Durée	7 ans							
Charge résiduelle à étaler								
Durée de vie résiduelle								
Plan du 24 juillet 2007								
Nombre d'options*	811 464				(677 814)		133 650	133 650
Cours à la date d'attribution	4,37						4,37	
Prix d'exercice	4,37						4,37	
Durée	7 ans						7 ans	
Charge résiduelle à étaler								
Durée de vie résiduelle	1 an							

* Nombre d'options à l'ouverture de l'exercice multiplié par trois suite à la restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium en 2013.

Annexes aux comptes consolidés

En unité pour le nombre d'options En euros	En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2013	Augmentations	Diminutions			Charge de la période	En cours de validité au 31 décembre 2013	
		Accordées au cours de l'exercice	Abandonnées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice		Total	Dont exerçables au 31 décembre 2013
Plan du 22 juillet 2008								
Nombre d'options*	2 320 266		(60)		(1 402 906)		917 300	917 300
Cours à la date d'attribution	1,99						1,99	
Prix d'exercice	2,95						2,95	
Durée	7 ans						7 ans	
Charge résiduelle à étaler								
Durée de vie résiduelle	2 ans						1 an	
Plan du 1^{er} avril 2010								
Nombre d'options*	3 091 500		(63 000)				3 028 500	Néant
Cours à la date d'attribution	3,2						3,2	
Prix d'exercice	2,84						2,84	
Durée	7 ans						7 ans	
Charge résiduelle à étaler	607 070					(446 379)	160 691	
Durée de vie résiduelle	4,5 ans						3,5 ans	
Plan du 21 mars 2012								
Nombre d'options*	2 526 000		(46 500)				2 479 500	Néant
Cours à la date d'attribution	7,3						7,3	
Prix d'exercice	7,38						7,38	
Durée	7 ans						7 ans	
Charge résiduelle à étaler	3 362 106					(1 015 964)	2 346 142	
Durée de vie résiduelle	6,25 ans						5,25 ans	
Plan du 7 août 2013								
Nombre d'options*		1 272 000					1 272 000	Néant
Cours à la date d'attribution		17,71					17,71	
Prix d'exercice		16,17					16,17	
Durée		7 ans					7 ans	
Charge résiduelle à étaler		5 932 546				(597 318)	5 335 228	
Durée de vie résiduelle		7 ans					6,6 ans	
Charge totale de l'exercice						(2 059 661)		

* Nombre d'options à l'ouverture de l'exercice multiplié par trois suite à la restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium en 2013.

Au 31 décembre 2013, il reste 40 500 options d'achat d'actions destinées à être attribuées, mais non encore affectées contre 403 500 options d'achat d'actions au 31 décembre 2012, après prise en compte de la division du nominal de l'action par trois.

5.2.4 Subventions

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Subventions liées aux actifs	11 883	13 195
Total subventions publiques au passif non courant	11 883	13 195
Subventions publiques	263	276
Total subventions publiques au passif courant	263	276
Total au passif des subventions publiques	12 146	13 471

5.2.5 Provisions

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2012	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclassements	Écarts actuariels	Variations de périmètre	Écarts de conversion	31 décembre 2013
Garanties clients	9 961	7 864	(3 809)	(4 522)	1 144			(60)	10 578
Réorganisations*	27 911	16 183	(21 314)	(6 349)	414			(95)	16 750
Provisions pour impôts et risque fiscal	4 459	5 435	(714)		(132)			(267)	8 781
Risques sur contrats	4 823	14 562	(5 729)	(786)	1 428				14 298
Provision pour litiges	8 343	1 680	(2 109)	(1 167)	(1 298)			(313)	5 136
Autres**	9 920	8 154	(3 235)	(2 338)	(1 556)			(150)	10 796
PROVISIONS	65 417	53 878	(36 910)	(15 162)				(885)	66 339
Provisions pour engagements de retraite et assimilés***	84 086	4 389	(3 596)			(13 120)		(1 773)	69 985
TOTAL	149 504	58 267	(40 505)	(15 162)		(13 120)		(2 658)	136 325

* Les provisions concernent essentiellement les sites automobiles suivants : Eisenach - Thuringe en Allemagne, Compiègne - Laval et Saint Désirat en France et Herentals en Belgique (voir la note 4.5 sur les coûts d'adaptation des effectifs).

** La rubrique «Autres» est composée de montants individuellement non significatifs.

*** Pour le montant de l'écart actuariel de la période, voir la note 5.2.6 «Impact de l'amendement IAS 19 (IAS 19R) des comptes consolidés 2012. Il s'agit de l'impact de la première application de la norme IAS 19R. Les montants étant peu significatifs du fait que la méthode du corridor n'était pas appliquée, les impacts ont été comptabilisés directement sur la période en cours.

Le montant figurant en écart actuariel inclut l'impact de l'application de l'IAS 19R pour un montant de 2 847 milliers d'euros à fin 2013.

Annexes aux comptes consolidés

En milliers d'euros	31 décembre 2011	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Reclassements	Écart actuariels	Variations de périmètre	Écart de conversion	31 décembre 2012
Garanties clients	20 671	8 827	(5 327)	(13 972)	(357)			119	9 961
Réorganisations*	8 735	26 807	(2 853)	(4 371)	(397)			(10)	27 911
Provisions pour impôts et risque fiscal	2 049	4 510	(1 765)	(248)				(87)	4 459
Risques sur contrats	4 363	4 855	(2 113)	(2 282)					4 823
Provision pour litiges	6 864	5 176	(3 501)	(210)	397			(383)	8 343
Autres	12 652	10 234	(5 745)	(8 376)	357		796	2	9 920
PROVISIONS	55 334	60 409	(21 304)	(29 459)			796	(359)	65 417
Provisions pour engagements de retraite et assimilés**	65 879	3 388	(2 959)			18 464	4	(690)	84 086
TOTAL	121 213	63 797	(24 263)	(29 459)		18 464	800	(1 049)	149 504

* Les provisions concernaient principalement les sites automobiles suivants : Eisenach-Thuringe en Allemagne, Compiègne-Laval, Saint Désirat en France et Duncan aux États-Unis (voir la note 4.5 sur les coûts d'adaptation des effectifs).

** L'écart actuariel de 18 464 milliers d'euros correspond à l'impact de la baisse des taux d'intérêt dans la zone euro et aux États-Unis sur l'exercice 2012 (voir les notes 1.2 « Estimations et jugements » et 5.2.6 « Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel » des comptes consolidés 2012).

118

5.2.6 Provisions pour engagements de retraite et autres avantages du personnel

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI :

Le terme générique « Avantages postérieurs à l'emploi » couvre à la fois les engagements de retraite et d'autres avantages liés au personnel.

PROVISIONS POUR AVANTAGES DE RETRAITE :

Les provisions pour avantages de retraite concernent :

- les indemnités de départ à la retraite,
- les plans de retraite complémentaire,
- et les régimes de couverture de frais médicaux.

Pour la France, les plans de retraite complémentaires concernent principalement les Dirigeants Mandataires Sociaux et les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, et portent sur les indemnités de fin de carrière (IFC). Les plans de retraite complémentaires lorsqu'ils touchent les autres zones géographiques concernent l'ensemble des collaborateurs.

Les régimes de couverture de frais médicaux concernent principalement les États-Unis.

LES AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME :

Les autres avantages du personnel à long terme couvrent les médailles du travail et d'autres bénéfices liés à l'ancienneté dans le Groupe.

Les régimes relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont fonction des réglementations en vigueur dans chaque pays. Les avantages comptabilisés dans les comptes, ne sont donc pas fonction de la cartographie des effectifs par zone géographique.

Les zones géographiques identifiées et présentées, sont celles dont les hypothèses sont homogènes et permettent un regroupement de données. Dans le cas contraire, aucun taux n'est donné en référence en raison d'une disparité des paramètres ne permettant pas la détermination d'une moyenne. Dans cette même logique, les tests de sensibilité sont effectués sur des données significatives, homogènes et par zones géographiques.

Plus particulièrement en France, la réforme des retraites de 2010, a introduit une notion de glissement de l'âge permettant d'acquies des droits à taux plein et une notion de décote liée à l'âge légal de la retraite.

5.2.6.1 HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

	2013			2012		
	France	États-Unis	Suisse	France	États-Unis	Suisse
	Cadres et non-cadres			Cadres et non-cadres		
Ouverture des droits à taux plein	60 à 62 ans	62 ans		60 à 62 ans	62 ans	
Age d'annulation de la décote	65 à 67 ans			65 à 67 ans		
Age de début d'activité professionnelle	20 et 24 ans			20 et 24 ans		
Taux de charges sociales	30 et 48%			30 et 48%		
Taux annuel d'actualisation des avantages postérieurs à l'emploi	3,5%	5,0%	2,25%	3,5%	4,0%	1,75%
Taux annuel d'actualisation des médailles du travail	3,0%			3,0%		
Taux d'inflation	2,0%			2,0%		
Taux d'évolution salariale	2% à 5%	3,25%	1,0%	2% à 5%	3,25%	1,0%
Taux d'accroissement des coûts médicaux		8,0%			8,5%	
Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite	3,5%	5,0%	2,25%	3,5%	8,0%	1,75%

* Pour les États-Unis, ce taux baissera annuellement de 0,5% pour atteindre 5% en 2019.

119

Le taux annuel d'actualisation des avantages postérieurs à l'emploi :

Le Groupe utilise comme référence, le taux des obligations émises par des entreprises industrielles et commerciales de première catégorie, dont la maturité est équivalente à celle des engagements du Groupe.

Les taux d'inflation :

En France, les prestations sont fonction du taux d'inflation, alors qu'aux États-Unis et en Suisse, l'impact des taux d'inflation est peu significatif.

Les taux moyens d'évolution salariale :

Les taux moyens d'évolution salariale, sont pondérés des statuts de « cadres » ou de « non cadres » et de l'âge des collaborateurs.

Les taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite :

Ces taux sont basés sur les prévisions de marché à long terme et prennent en compte l'allocation des actifs de couverture de chaque fonds.

Nota : pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en fonction des conditions locales.

Annexes aux comptes consolidés

5.2.6.2 ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS BILANTIELS ET DES COÛTS SUR AVANTAGES CORRESPONDANT AUX RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

En milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Dette actuarielle au 1^{er} janvier	130 618	105 829	87 680	7 243	7 348	7 627	137 861	113 177	95 307
Coût des services rendus	7 819	7 020	6 324	310	351	330	8 129	7 371	6 654
Coût financier	4 277	4 400	3 693	150	224	226	4 427	4 624	3 919
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	488	(565)	(1 153)	110	(323)	(293)	598	(887)	(1 446)
Pertes et gains actuariels	(12 579)	18 549	10 381	(435)	(142)	(595)	(13 014)	18 407	9 786
<i>dont impact d'expérience</i>	(3 877)	1 268	1 834	(414)	(726)		(4 291)	542	1 834
Prestations payées par les actifs de couverture	354	(1 143)	(97)	6			360	(1 143)	(97)
Prestations payées par l'entreprise	(2 974)	(2 579)	(2 261)	(300)	(204)	(95)	(3 274)	(2 783)	(2 356)
Variation de périmètre		4	267					4	267
Reclassement en Activités destinées à être cédées			(971)			134			(837)
Écart de conversion	(3 190)	(897)	1 966	(25)	(12)	14	(3 215)	(909)	1 980
Dette actuarielle au 31 décembre	124 813	130 618	105 829	7 058	7 243	7 348	131 871	137 861	113 177
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>(5 805)</i>	<i>24 789</i>	<i>18 149</i>	<i>(185)</i>	<i>(105)</i>	<i>(279)</i>	<i>(5 990)</i>	<i>24 683</i>	<i>17 870</i>
Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier	53 776	47 298	45 894				53 776	47 298	45 894
Rendement des actifs de couverture	1 598	2 407	2 291				1 598	2 407	2 291
Cotisations patronales	8 019	7 274	4 680				8 019	7 274	4 680
Pertes et gains actuariels	541	83	(4 663)				541	83	(4 663)
<i>dont impact d'expérience</i>	<i>541</i>	<i>83</i>	<i>(4 663)</i>				<i>541</i>	<i>83</i>	<i>(4 663)</i>
Prestations payées par les actifs de couverture	442	(1 141)	(97)				442	(1 141)	(97)
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(1 050)	(1 926)	(2 016)				(1 050)	(1 926)	(2 016)
Écart de conversion	(1 441)	(219)	1 209				(1 441)	(219)	1 209
Valeur vénale des actifs de couverture à la clôture	61 885	53 776	47 298				61 885	53 776	47 298
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>8 109</i>	<i>6 478</i>	<i>1 404</i>				<i>8 109</i>	<i>6 478</i>	<i>1 404</i>
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	62 928	76 842	58 531	7 058	7 243	7 348	69 986	84 085	65 879
- dont France	40 099	36 913	29 527	3 818	3 736	3 220	43 917	40 649	32 747
- dont Suisse	(791)	2 897	2 604				(791)	2 897	2 604
- dont Europe hors France et Suisse	5 132	5 253	4 873	887	1 366	2 072	6 019	6 619	6 945
- dont États-Unis	14 203	26 971	17 499	474	442	429	14 677	27 413	17 928
- dont autres zones	4 285	4 808	4 028	1 879	1 699	1 627	6 164	6 507	5 655

La valeur actuelle des engagements faisant l'objet de couverture par des actifs s'établit à 21 565 milliers d'euros au 31 décembre 2013, dont 5 723 milliers d'euros pour la France et 14 677 milliers d'euros pour les États-Unis. Au 31 décembre 2012, la valeur actuelle des engagements faisant l'objet de couverture s'établissait à 48 133 milliers d'euros, dont 15 641 milliers d'euros pour la France et 27 413 milliers d'euros pour les États-Unis.

Les valeurs inscrites au bilan au 31 décembre 2009 et 2010 au titre de ces avantages sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Dettes actuarielles au 1^{er} janvier	57 017	53 568	6 431	4 319	63 448	57 887
Coût des services rendus	5 718	2 428	669	227	6 387	2 655
Coût financier	3 520	2 681	161	246	3 681	2 927
Effet des liquidations, modifications de régime et divers	(377)	(500)	(85)		(462)	(500)
Pertes et gains actuariels	1 503	283	9	(11)	1 512	272
<i>dont impact d'expérience</i>	2 137	(2 400)		(6)	2 137	(2 406)
Prestations payées par les actifs de couverture	372	(131)			372	(131)
Prestations payées par l'entreprise	(2 151)	(513)	(454)	(277)	(2 605)	(790)
Variation de périmètre	16 688	(105)	852		17 540	(105)
Transfert interne		(514)		1 932		1 418
Écart de conversion	5 390	(180)	44	(5)	5 434	(185)
Dettes actuarielles au 31 décembre	87 680	57 017	7 627	6 431	95 307	63 448
<i>Variation de la dette actuarielle</i>	<i>30 663</i>	<i>3 449</i>	<i>1 196</i>	<i>2 112</i>	<i>31 859</i>	<i>5 561</i>
Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier	28 710	24 754			28 710	24 754
Rendement des actifs de couverture	1 503	1 519			1 503	1 519
Cotisations patronales	3 393	2 061			3 393	2 061
Cotisations salariales		468				468
Pertes et gains actuariels	2 126	(1 326)			2 126	(1 326)
<i>dont impact d'expérience</i>	2 126	(1 326)			2 126	(1 326)
Prestations payées par les actifs de couverture	372	(131)			372	(131)
Variation de périmètre	5 599				5 599	
Transfert interne		1 418				1 418
Écart de conversion	4 191	(53)			4 191	(53)
Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre	45 894	28 710			45 894	28 710
<i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i>	<i>17 184</i>	<i>3 956</i>			<i>17 184</i>	<i>3 956</i>
Insuffisance de couverture = Position nette au bilan	41 786	28 307	7 627	6 431	49 413	34 738
- dont France	24 037	18 507	3 231	2 468	27 268	20 975
- dont Suisse	177	(535)			177	(535)
- dont Europe hors France et Suisse	5 496	4 826	1 252	3 042	6 748	7 868
- dont États-Unis	8 930	5 467	652	293	9 582	5 760
- dont autres zones	3 146	42	2 492	628	5 638	670

Annexes aux comptes consolidés

Détail des engagements nets par zone géographique

En milliers d'euros	2013					2012				
	France	Suisse	Europe hors France et Suisse	États-Unis	Autres	France	Suisse	Europe hors France et Suisse	États-Unis	Autres
Avantages postérieurs à l'emploi										
Indemnité de départ à la retraite*	40 099		3 361	2 411	4 284	34 812		3 255	3 079	4 807
Plan de retraite complémentaire*		(791)	1 771	11 318		2 100	2 897	1 999	23 321	
Régimes de couverture de frais médicaux				474					571	
Total avantages postérieurs à l'emploi	40 099	(791)	5 132	14 203	4 284	36 912	2 897	5 254	26 971	4 807
Autres avantages à long terme	3 818		887	474	1 880	3 736		1 366	442	1 701
Total Autres avantages postérieurs à l'emploi	3 818		887	474	1 880	3 736		1 366	442	1 701
Engagements nets - Total bilan	43 917	(791)	6 019	14 677	6 164	40 649	2 897	6 619	27 413	6 507

122

* A compter de 2013, toutes les retraites complémentaires sont isolées dans la rubrique dédiée. La retraite complémentaire des zones autres que la France ayant été intégrée précédemment dans les indemnités de départ à la retraite, les chiffres de 2012 ont été retraités en conséquence.

Maturité des engagements et catégorie de population couverte par zone géographique

	2013			2012		
	France	États-Unis	Suisse	France	États-Unis	Suisse
Maturité moyenne des engagements (en années)	12	20	16	12	20	16
Montants des engagements bruts (en milliers d'euros)	56 940	38 196	22 744	49 474	45 612	27 956
Engagements des retraités		3 170				
Engagements des différés		5 462				
Engagements des actifs	56 940	29 564	22 744	49 474	45 612	27 956

Tests de sensibilité sur les engagements de retraite

Le test de sensibilité des engagements de retraite sur la principale variable exogène, le taux d'actualisation, donne les impacts suivants au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 :

En milliers d'euros	2013						2012			
	Montant de base	Augmentation +0,25%		Diminution -0,25%		Montant de base	Augmentation +0,25%		Diminution -0,25%	
		Montant	%	Montant	%		Montant	%	Montant	%
France										
Effet sur les coûts de services rendus et coûts d'intérêts	5 057	5 051	(0,12%)	5 061	+ 0,09%	4 623	4 612	(0,24%)	4 633	+ 0,21%
Effet sur la dette actuarielle	60 512	58 919	(2,63%)	62 167	+ 2,74%	52 839	51 374	(2,77%)	54 360	+ 2,88%
États-Unis										
Effet sur les coûts de services rendus et coûts d'intérêts	4 722	4 509	(4,51%)	4 946	+ 4,74%	4 043	3 848	(4,82%)	4 238	+ 4,82%
Effet sur la dette actuarielle	38 243	36 434	(4,73%)	40 148	+ 4,98%	45 613	43 451	(4,74%)	47 775	+ 4,74%
Suisse										
Effet sur la dette actuarielle	27 954	26 861	(3,91%)	29 119	+ 4,17%	27 955	26 245	(6,12%)	29 350	+ 4,99%

Les autres avantages à long terme :

123

Les autres avantages à long terme correspondent essentiellement aux médailles du travail en France et en Allemagne.

Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages sont les suivantes :

En milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi			Autres avantages à long terme			Total		
	2013	2012	2011	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Position nette au 1^{er} janvier	76 844	58 531	41 786	7 243	7 348	7 627	84 087	65 879	49 413
Charges / produits de l'exercice									
- Coût des services rendus	7 819	7 020	6 324	310	351	330	8 129	7 371	6 654
- Charges financières	4 277	4 400	3 693	150	224	226	4 427	4 624	3 919
- Rendement attendu des fonds	(1 598)	(2 407)	(2 291)				(1 598)	(2 407)	(2 291)
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	1 538	1 361	863	116	(322)	(293)	1 654	1 039	570
- Prestations payées par l'entreprise	(2 974)	(2 579)	(2 261)	(300)	(204)	(95)	(3 274)	(2 783)	(2 356)
- Cotisations patronales	(8 019)	(7 274)	(4 680)				(8 019)	(7 274)	(4 680)
- Prestations payées par les actifs de couverture	(88)						(88)		
- Pertes et gains actuariels en résultat				(435)	(142)	(596)	(435)	(142)	(596)
Variation de périmètre		4	267					4	267
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	(13 120)	18 466	15 044				(13 120)	18 466	15 044
Reclassement des provisions pour risques et charges			(971)			134			(837)
Écart de conversion	(1 749)	(678)	757	(25)	(12)	15	(1 774)	(690)	772
Position nette au 31 décembre	62 928	76 844	58 531	7 058	7 243	7 348	69 986	84 087	65 879

Annexes aux comptes consolidés

Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages pour 2009 et 2010 sont les suivantes :

En milliers d'euros	Avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Position nette au 1^{er} janvier	28 306	28 814	6 431	4 318	34 738	33 132
Charges / produits de l'exercice						
- Coût des services rendus	5 718	2 428	669	228	6 387	2 656
- Charges financières	3 520	2 681	161	246	3 681	2 927
- Rendement attendu des fonds	(1 503)	(1 519)			(1 503)	(1 519)
- Effets de liquidations, modifications de régime et divers	(377)	(500)	(85)		(462)	(500)
- Prestations payées par l'entreprise	(2 151)	(513)	(454)	(277)	(2 605)	(790)
- Cotisations patronales	(3 393)	(2 061)			(3 393)	(2 061)
- Cotisations salariales		(573)				(573)
Variation de périmètre	11 089	(1 932)	852	1 932	11 941	
Pertes et gains actuariels reconnus en capitaux propres	(623)	1 609	9	(11)	(614)	1 598
Écart de conversion	1 199	(127)	44	(5)	1 243	(132)
Position nette au 31 décembre	41 786	28 307	7 627	6 431	49 413	34 738

124

En France, la loi de modernisation du marché du travail du 25 juin 2008 (dite loi Fillon), qui a doublé le montant de l'indemnité légale de licenciement, a eu un impact sur le montant des indemnités de départ à la retraite des sociétés du Groupe relevant de la convention collective de la Plasturgie, celles-ci étant exprimées en fonction de l'indemnité légale de licenciement.

À compter du 1^{er} janvier 2013, conformément à IFRS 19R, tous les engagements hors bilan sur les avantages du personnel sont enregistrés dans les comptes.

Au 31 décembre 2012, le stock en engagement hors bilan s'élevait à 2 millions d'euros.

Pour mémoire, les nouvelles dispositions avaient eu pour effet à la première date de clôture de son application, à savoir au 31 décembre 2008, d'augmenter les engagements de retraite classés en hors bilan de 2,9 millions d'euros. Le tableau ci-après reprend l'historique de ces engagements depuis la date d'application de la loi.

En milliers d'euros	31 décembre 2008	31 décembre 2009	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2012
Stock des engagements relatif à la loi Fillon du 25 juin 2008	2 940				
Variation de périmètre (prise de contrôle d'Inergy) impact loi Fillon			200		
Stock des autres engagements non reconnus	428	1 063	426		83
Amortissements de l'exercice		(359)	(319)	(1 128)	(486)
Stock des engagements hors bilan à la clôture	3 368	4 072	4 379	3 251	2 847
dont solde impact loi Fillon	2 940	2 581	2 748	2 378	1 994

5.2.6.3 TESTS DE SENSIBILITÉ DES COÛTS MÉDICAUX AUX ÉTATS-UNIS

L'impact d'une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux aux États-Unis est le suivant :

En milliers d'euros	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Effet sur les coûts de services rendus*			23	(19)
Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite	339	(284)	489	(404)

* En 2013, les informations sur les coûts des services rendus et financiers sont non significatifs et indisponibles auprès des actuaires.

5.2.6.4 RÉPARTITION DES ACTIFS DE COUVERTURE PAR CATÉGORIE

La répartition des actifs de couverture évalués à la juste valeur qui concernent essentiellement les États-Unis et la Suisse par catégorie est la suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Actions	22 766	21 362
Obligations	29 087	22 848
Immobilier	6 316	6 174
Autres	3 716	3 392
Total	61 885	53 776

5.2.6.5 IMPACTS DE L'AMENDEMENT IAS 19 (IAS 19 R)

Comme le Groupe comptabilisait déjà l'intégralité des écarts actuariels générés en autres éléments du résultat global, les impacts de la nouvelle norme IAS 19R (voir la note 1.1) ne sont pas significatifs (voir la note 5.2.5 « Provisions ») et sont comptabilisés directement sur la période en cours.

5.2.7 Emprunts et dettes financières

5.2.7.1 LA NOTION D'ENDETTEMENT FINANCIER DANS LE GROUPE

L'endettement financier net est une notion importante dans la gestion quotidienne de la trésorerie au sein du Groupe Burelle. Il permet de déterminer la position débitrice ou créditrice du Groupe vis-à-vis des tiers et hors du cycle d'exploitation. L'endettement financier net est déterminé comme étant :

- les dettes financières à long terme :
 - tirages de lignes de crédit classiques
 - placements privés
 - emprunts obligataires
- diminuées des prêts et autres actifs financiers à (court et long terme) ;
- augmentées des crédits à court terme ;
- augmentées des découverts bancaires ;
- et diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

5.2.7.2 EMPRUNTS : PLACEMENTS PRIVÉS ET EMPRUNTS OBLIGATAIRES PRIVÉS

En 2013 :

Le Groupe a réalisé le 21 mai 2013, auprès d'investisseurs européens le placement d'une émission obligataire de 500 millions d'euros, sans covenant ni rating aux conditions suivantes

Émission obligataire	Réalisée en 2013
Émission - Taux fixe en euros	500 000 000
Maturité	29 mai 2020
Coupon annuel	2,875%
Cotation	Euronext Paris

En 2012 :

La Compagnie Plastic Omnium a mis en place deux nouveaux financements sur l'exercice 2012. Ces deux opérations ont été réalisées sans covenant financier ni rating.

Annexes aux comptes consolidés

Une émission obligataire privée « Euro Private Placement » (EuroPP) de 250 millions d'euros auprès d'investisseurs institutionnels français, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Émission obligataire privée	Euro PP
Émission – Taux fixe en euros	250 000 000
Maturité	12 décembre 2018
Coupon annuel	3,875%
Cotation	Euronext Paris

- Un placement privé «Schuldschein» pour un montant de 119 millions d'euros auprès d'investisseurs privés essentiellement étrangers (Asie, Allemagne, Canada, Belgique) et français, placement dont les caractéristiques sont les suivantes :

Placement privé Schuldschein	Montant	Coupon annuel
Émission – Taux fixe en euros	45 000 000	3,72%
Émission – Taux variable en euros	74 000 000	Euribor 6 mois + 240 bps
Maturité	27 juin 2017	

5.2.7.3 UTILISATION DES LIGNES DE CRÉDIT À MOYEN TERME

Au 31 décembre 2013, le Groupe bénéficie d'ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne supérieure à deux ans. Le montant de ces lignes bancaires confirmées s'établit à 1 133 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 1 267 millions d'euros au 31 décembre 2012. Il est supérieur au montant des utilisations.

5.2.7.4 DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT À L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

En milliers d'euros	31 décembre 2013			31 décembre 2012		
	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant
Dettes financières sur contrats de location-financement	13 222	6 518	6 704	22 247	8 954	13 293
Emprunts obligataires et bancaires	1 018 790	84 194	934 596	783 144	188 412	594 732
<i>dont émission obligataire en 2013</i>	502 297	8 507	493 790			
<i>dont émission obligataire privée «EuroPP»</i>	247 774	504	247 270	248 905	2 123	246 782
<i>dont placement privé «Schuldschein»</i>	119 000		119 000	119 000		119 000
<i>dont lignes bancaires</i>	149 719	75 183	74 536	415 239	186 289	228 950
Autres dettes financières à court terme	130	130		354	354	
Instruments financiers de couverture passifs [#]	9 980	9 980		20 420	20 420	
Total des emprunts et dettes (B)	1 042 122	100 822	941 300	826 165	218 141	608 025
Créances financières à long terme et autres actifs disponibles à la vente ^{##}	(55 601)		(55 601)	(52 593)		(52 593)
Créances de financement clients ^{###}	(72 204)	(36 496)	(35 708)	(78 843)	(40 036)	(38 807)
Autres créances financières à court terme	(3 568)	(3 568)		(2 352)	(2 352)	
Instruments financiers de couverture actifs [#]	(1 192)	(1 192)		(314)	(314)	
Total des créances financières (C)	(132 565)	(41 256)	(91 309)	(134 102)	(42 702)	(91 400)
Endettement brut (D) = (B) + (C)	909 557	59 566	849 991	692 064	175 439	516 625
Trésorerie nette du tableau de flux de trésorerie (A)*	(587 406)	(587 406)		(324 546)	(324 546)	
ENDETTEMENT FINANCIER NET (E) = (D) + (A)	322 151	(527 840)	849 991	367 518	(149 107)	516 625

Voir la note 5.2.8.1.1 sur le « Portefeuille de dérivés »

Voir la note 5.1.5.2 sur les « Autres actifs financiers disponibles à la vente »

Voir la note 5.1.6 sur les « Autres actifs financiers non courants » et la note 5.1.10 sur les « Créances financières classées en courant »

* Voir la note 5.1.12.2 « Trésorerie nette de fin de période »

5.2.7.5 DÉTAIL DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISES

En % de la dette financière	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Euro	90%	87%
Dollar US	4%	8%
Livre sterling	2%	2%
Autres devises	4%	3%
Total	100%	100%

La rubrique « Autres devises » concerne diverses devises qui, prises une par une, représentent moins de 1 % de la dette financière totale sur les deux périodes.

5.2.7.6 ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE DE TAUX D'INTÉRÊT

En % de la dette financière	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Taux variables couverts	20%	47%
Taux variables non couverts	0%	0%
Taux fixes	80%	53%
Total	100%	100%

5.2.8 Instruments de couverture de taux d'intérêt et de taux de change

En milliers d'euros	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de taux	438	(9 980)	314	(20 110)
Dérivés de change	754			(310)
Total Bilan	1 192	(9 980)	314	(20 420)

5.2.8.1 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le Groupe souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type « swap » et « cap ». L'objectif est de le protéger de la hausse des taux d'intérêt à laquelle il est exposé pour son financement.

Le nominal global du portefeuille des dérivés souscrits pour la gestion du risque de taux s'élève à 355 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 570 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Le nominal des dérivés qualifiés en couverture de flux trésorerie (« cash-flow hedge ») au sens d'IAS 39 s'élève à 135 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 370 millions d'euros au 31 décembre 2012. Les instruments non qualifiés comptablement d'instruments de couverture participent néanmoins à la stratégie globale de couverture du risque de taux du Groupe, ce dernier se finançant à taux variable, en particulier dans le cadre de ses opérations de cessions de créances.

La juste valeur des dérivés est comptabilisée à l'actif et au passif du bilan consolidé dans la rubrique « Instruments financiers de couverture ».

Pour les dérivés qualifiés de couverture en IFRS :

- La contrepartie de la part efficace de la variation de juste valeur des dérivés destinée à couvrir les périodes futures est comptabilisée en capitaux propres (« Autres éléments du résultat global »).
- La part efficace de la relation de couverture impacte le compte de résultat de manière symétrique aux flux d'intérêts couverts.
- La valeur temps des stratégies optionnelles est exclue de la relation de couverture. Les variations de juste valeur de la valeur temps des options et la part inefficace des relations de couverture sont comptabilisées en résultat.

Pour les dérivés non qualifiés de couverture, les variations de valeur des dérivés sont comptabilisées en résultat.

Annexes aux comptes consolidés

5.2.8.1.1 PORTEFEUILLE DE DÉRIVÉS

En milliers d'euros	31 décembre 2013			31 décembre 2012		
	Juste valeur des instruments financiers de couverture	Actif	Passif	Juste valeur des instruments financiers de couverture	Actif	Passif
Dérivés de taux (juste valeur)	(9 542)	438	(9 980)	(19 796)	314	(20 110)
Primes restant à payer			(2 403)			(3 923)
Total juste valeur et primes restant à payer		438	(12 383)		314	(24 033)

La composition du portefeuille des dérivés de taux d'intérêt est présentée ci-dessous :

En milliers d'euros	31 décembre 2013								
	Juste valeur	Actif	Passif	Part efficace comptabilisée en OCI*	Nominal	Maturité	Taux de référence	Primes restant à payer**	Nature du dérivé
Caps	185	185			60 000	Mai 2017	Euribor 2M	(988)	CFH***
Caps	253	253			90 000	Juin 2017	Euribor 1M	(1 415)	Non qualifié
Swaps	(1 630)		(1 630)	(1 630)	75 000	Juin 2015	Euribor 6M	N/A	CFH***
Swaps	(552)		(552)		25 000	Août 2015	Euribor 1M	N/A	Non qualifié
Swaps	(7 798)		(7 798)		105 000	Février 2019	Euribor 1M	N/A	Non qualifié
Total	(9 542)	438	(9 980)	(1 630)	355 000			(2 403)	

En milliers d'euros	31 décembre 2012								
	Juste valeur	Actif	Passif	Part efficace comptabilisée en OCI*	Nominal	Maturité	Taux de référence	Primes restant à payer**	Nature du dérivé
Caps				N/A	110 000	Juin 2013	Euribor 3 M	(213)	Non qualifié
Caps	148	148			60 000	Mai 2017	Euribor 2 M	(1 807)	CFH***
Caps	166	166		N/A	90 000	Juin 2017	Euribor 1 M	(1 273)	Non qualifié
Swaps	(9 400)		(9 400)	(9 400)	205 000	Août 2015	Euribor 1 M	N/A	CFH***
Swaps	(10 710)		(10 710)	(10 710)	105 000	Février 2019	Euribor 1 M	N/A	CFH***
Total	(19 796)	314	(20 110)	(20 110)	570 000			(3 293)	

* «OCI»: «Other Comprehensive Income» ou «État du résultat global».

** Les primes sur caps sont payées de manière étalée sur la durée de vie des instruments. Le montant des primes restant à payer est classé en passif du bilan consolidé IFRS sur les lignes «Emprunts et dettes financières – non courant» et «Emprunts et dettes financières – courant».

*** CFH : Dérivés documentés en couverture de flux de trésorerie («Cash-flow hedge»).

Outre l'arrivée à maturité de cinq caps, pour un nominal de 110 millions d'euros, les variations du portefeuille des dérivés de taux entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013 s'expliquent par l'ajustement des couvertures suite au placement de l'émission obligataire à taux fixe de 500 millions d'euros le 29 mai 2013 :

- dénouement en juin 2013 d'un swap de nominal 105 millions d'euros, qui s'est traduit par une sortie de trésorerie de 4,8 millions d'euros.
- modification de l'indice de référence de swaps à hauteur d'un nominal de 75 millions d'euros afin de l'ajuster aux financements à taux variable du Groupe.
- déqualification de deux swaps de taux de nominal respectivement 105 millions d'euros et 25 millions d'euros.

En l'absence de disparition du risque couvert, l'opération de restructuration a été réalisée sans impact en résultat en date de restructuration (les swaps restructurés étaient documentés dans une relation de couverture de flux de trésorerie) :

- La part efficace des couvertures accumulée en capitaux propres sera amortie en résultat sur la période initialement couverte (juin 2013 à février 2019). Cet amortissement aura pour effet de corriger la charge d'intérêt comptabilisée en résultat sur l'emprunt obligataire à taux fixe de 500 millions d'euros émis le 29 mai 2013.
- Les variations de valeur ultérieures des swaps de taux déqualifiés seront comptabilisées en résultat.

5.2.8.1.2 MONTANTS COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES « AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL »

En milliers d'euros	Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2012	Opérations de la période	Variation de juste valeur des dérivés	Montant recyclé en résultat sur la période	Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2013
Part efficace du MtM des dérivés en portefeuille	(20 110)	14 808	3 672		(1 630)
Restructuration du portefeuille de dérivés (août 2010 et février 2012**)	2 591			667	3 258
Restructuration du portefeuille de dérivés juin 2013***		(14 808)		2 226	(12 582)
Total	(17 519)		3 672	2 893	(10 954)

129

En milliers d'euros	Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2011	Opérations de la période	Variation de juste valeur des dérivés	Montant recyclé en résultat sur la période	Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2012
Part efficace du Mark to Market des dérivés en portefeuille	(11 937)		(8 173)		(20 110)
Restructuration du portefeuille de dérivés d'août 2010**	1 675			248	1 923
Restructuration du portefeuille de dérivés février 2012**				668	668
Total	(10 262)		(8 173)	916	(17 519)

* OCI : « Other Comprehensive Income » ou « État du résultat global ».

** Restructurations du portefeuille de dérivés sans impact cash réalisées dans le but d'allonger la maturité des couvertures.

*** Voir la note 5.2.8.1.1.

5.2.8.1.3 IMPACT DES COUVERTURES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Composante efficace de la couverture liée aux dérivés en portefeuille (couverture des intérêts courus sur la période)	(5 131)	(6 145)
Recyclage en résultat du montant comptabilisé en capitaux propres lié aux restructurations passées*	(2 893)	(916)
Valeur temps des caps	161	(1 633)
Variations de valeur des dérivés non documentés en couverture	1 722	
Total**	(6 141)	(8 694)

* Voir dans la note 5.2.8.1.2 les montants recyclés en résultat.

** Voir la rubrique « Résultat sur instruments de taux d'intérêt » de la note 4.6 « Résultat financier ».

Annexes aux comptes consolidés

5.2.8.2 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE CHANGE

Le Groupe utilise des dérivés afin de couvrir son exposition au risque de change. Les variations de juste valeur des dérivés documentés en couverture au sens d'IAS 39 sont comptabilisées en «Autres éléments du résultat global»; celles au titre d'instruments non documentés en couverture sont comptabilisées en résultat.

	31 décembre 2013				31 décembre 2012			
	Juste valeur en milliers d'euros	Nominal en milliers de devises	Taux de change à terme moyen	Taux de change au 31 décembre 2013	Juste valeur en milliers d'euros	Nominal en milliers de devises	Taux de change à terme moyen	Taux de change au 31 décembre 2012
			Devise / Euro	Devise / Euro			Devise / Euro	Devise / Euro
Position vendeuse nette (Si <0, position acheteuse nette)								
USD - Contrat à terme ferme	592	13 315	1,3311	1,3791	73	13 548	1,2859	1,3194
GBP - Contrat à terme ferme	7	5 631	0,8368	0,8337	(359)	14 988	0,8271	0,8161
HUF - Contrat à terme ferme	36	906 916	294,80	297,04	212	2 153 750	289,7667	292,30
USD - Swap de change à terme	162	(60 800)	1,3770	1,3791				
GBP - Swap de change à terme	(7)	4 200	0,8324	0,8337				
CZK - Swap de change à terme	(21)	(63 304)	27,6550	27,4270				
PLN - Swap de change à terme	(15)	(7 719)	4,186	4,1543				
RUB - Swap de change à terme					(5)	(17 850)	41,5770	40,3295
USD - Contrat à terme (NDF)*					(232)	4 535	1,4171	1,3194
Total	754				(310)			

* NDF voulant dire «Non deliverable forward»

5.2.9 Dettes d'exploitation et autres dettes

5.2.9.1 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Dettes fournisseurs	799 772	732 126
Dettes sur immobilisations	63 028	61 321
Total	862 800	793 447

5.2.9.2 AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Dettes sociales	124 863	120 291
Dettes fiscales - Impôt sur les sociétés	22 728	27 868
Dettes fiscales hors Impôt sur les sociétés	42 756	33 167
Autres créiteurs	126 831	153 292
Avances clients	189 920	174 935
Total	507 098	509 553

5.2.9.3 DETTES FOURNISSEURS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION PAR DEVICES

Les dettes fournisseurs par devises couvrent les comptes de dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation.

En milliers de devises		31 décembre 2013			31 décembre 2012		
		Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
EUR	Euro	729 883	729 883	53,3%	681 773	681 773	52%
USD	Dollar américain	350 649	254 259	18,6%	337 744	255 983	20%
GBP	Livre sterling	44 620	53 520	3,9%	48 252	59 125	5%
BRL	Réal brésilien	80 059	24 576	1,8%	89 548	33 122	3%
CNY	Yuan chinois	1 363 500	163 311	11,9%	931 757	113 343	9%
Autres	Autres devises		144 350	10,5%		159 654	12%
Total			1 369 898	100 %		1 302 999	100 %
<i>Dont : Dettes et comptes rattachés</i>			<i>862 800</i>	<i>63 %</i>		<i>793 447</i>	<i>61 %</i>
<i>Autres Dettes</i>			<i>507 098</i>	<i>37 %</i>		<i>509 552</i>	<i>39 %</i>

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises pour les raisons suivantes :

- plus de la moitié des dettes fournisseurs et comptes rattachés est libellée en euros ;
- l'exposition nette par devises (Créances clients - Dettes fournisseurs) n'est pas significative. Pour les « Créances clients », voir la note 5.1.9.4.

131

6 GESTION DU CAPITAL

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou Directeurs Généraux Délégués respectifs. Ces sociétés utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

6.1 Gestion du capital

L'objectif du Groupe est de disposer, à tout moment, de ressources financières suffisantes pour permettre la réalisation de l'activité courante, les investissements nécessaires à son développement et également de faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux.

Dans le cadre de la gestion du capital, le Groupe assure la rémunération de ses actionnaires principalement par le versement de dividendes et peut procéder aux ajustements nécessaires eu égard à l'évolution des conditions économiques.

L'ajustement de la structure du capital peut être réalisé par le versement de dividendes ordinaires ou exceptionnels, le rachat et l'annulation de titres d'autocontrôle, le remboursement d'une partie du capital ou l'émission d'actions nouvelles et/ou de valeurs mobilières donnant des droits au capital.

Le Groupe utilise comme ratio bilantiel le « gearing », égal à l'Endettement financier net du Groupe divisé par le montant des capitaux propres incluant les subventions qui figurent au bilan. Le Groupe inclut, dans l'Endettement financier net, l'ensemble des dettes et engagements financiers, hors exploitation, porteurs d'intérêts, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers, hors exploitation, tels que définis en note 5.2.7.1.

Annexes aux comptes consolidés

Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, le « gearing » s'établit à :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Endettement financier net*	322 151	367 518
Capitaux propres et assimilés (dont les subventions)	1 005 892	880 933
Taux d'endettement du Groupe ou « Gearing »	32,03 %	41,72 %

* Voir dans la note 5.2.7.4 sur l'Endettement financier net.

Le Groupe n'a pas de « covenants » relatifs aux emprunts correspondant à des clauses de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect de ratios financiers.

Dans le cadre de la gestion de son capital, la société Burelle SA a mis en place un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI et géré par un prestataire de service d'investissements. Au 31 décembre 2013, 3 097 actions Burelle SA et 2 935 392 euros figuraient dans le contrat de liquidité contre 8 305 actions Burelle SA et 1 410 132 euros au 31 décembre 2012.

132

6.2 Risques matières premières – Exposition au risque plastique

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures...) soumises à des variations de prix qui seraient susceptibles d'impacter la marge opérationnelle du Groupe.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec la plupart de ses clients automobiles des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, dans le cadre d'une politique active de développement durable, met en œuvre pour la fabrication de ses produits plus de 50% de matière plastique recyclée qui structurellement n'est que faiblement impactée par des variations de prix. Pour le reste, ce pôle négocie avec ses fournisseurs des contrats comportant des engagements de prix annuels. Enfin, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

Compte tenu de l'ensemble de ces mesures, le Groupe considère que les variations de prix des matières premières n'ont pas d'impact significatif sur sa marge opérationnelle.

6.3 Risques clients

7% de l'encours du compte « Créances clients et comptes rattachés » présente des retards de paiement au 31 décembre 2013, contre 10% de l'encours total au 31 décembre 2012. L'encours total s'analyse comme suit :

Balance âgée des créances nettes :

31 décembre 2013 En milliers d'euros	Total encours	Sous-total non échu	Sous-total échu	< 1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	> 12 mois
Compagnie Plastic Omnium	590 979	549 490	41 489	19 185	8 599	2 800	2 627	2 876	5 402
Immobilier	849	236	613			602		11	
Éléments non affectés	(202)	(202)							
Total	591 626	549 524	42 102	19 185	8 599	3 402	2 627	2 887	5 402

31 décembre 2012 En milliers d'euros	Total encours	Sous-total non échu	Sous-total échu	< 1 mois	1 - 2 mois	2 - 4 mois	4 - 6 mois	6 - 12 mois	> 12 mois
Compagnie Plastic Omnium	561 975	505 793	56 182	28 706	11 408	6 389	2 536	3 694	3 448
Immobilier	93	73	20	10		10			
Éléments non affectés	(32)	(32)							
Total	562 036	505 834	56 202	28 716	11 408	6 399	2 536	3 694	3 448

Le risque de non-recouvrement des créances clients est faible et porte sur un montant peu significatif de créances de plus de douze mois.

6.4 Risques de liquidité

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est essentiellement assuré par le recours à des lignes de crédit à moyen terme auprès d'établissements bancaires et par des ressources à court terme.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. La trésorerie de ces deux filiales ainsi que celle de Burelle Participations font l'objet d'un suivi hebdomadaire.

6.4.1 Autres créances financières en non courant - Valeurs au bilan et valeurs non actualisées

Les valeurs non actualisées peuvent être rapprochées des informations données dans le tableau de la note 6.4.2 sur les « Actifs et passifs financiers ».

En milliers d'Euros	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Créances de financement non actualisées	Valeurs au bilan	Créances de financement non actualisées	Valeurs au bilan
À plus d'un an et à moins de cinq ans (voir la note 5.1.7)	43 446	41 024	47 452	43 377
Autres créances	6 019	6 019	7 753	6 038
Créances de financement sur contrats de location-financement Environnement	5 485	4 875	6 046	5 206
Créances de financement sur contrats Automobile	31 942	30 130	33 653	32 133
À plus de cinq ans (voir la note 5.1.7)	814	722	1 651	1 484
Autres créances	19	19	16	16
Créances de financement sur contrats de location-financement Environnement	795	703	1 635	1 468
Créances de financement sur contrats Automobile				
Total	44 260	41 746	49 103	44 861

Annexes aux comptes consolidés

6.4.2 Risques de liquidité par maturité

Le risque de liquidité par maturité est fait sur la base des flux de trésorerie contractuels non actualisés des actifs et des passifs financiers. L'analyse du risque de liquidité fait ressortir ce qui suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2013	< 1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation	272		272	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	33 456		33 456	
Autres actifs financiers*	22 510	16 106	6 384	19
Créances de financement clients*	75 038	36 816	37 427	795
Créances clients et comptes rattachés**	591 626	586 224	5 402	
Autres créances financières - courant	3 568	3 568		
Instruments financiers de couverture	1 192	1 192		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	593 696	593 696		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	1 321 358	1 237 603	82 942	814
PASSIFS FINANCIERS				
Emprunts et dettes financières - non courant***	1 119 503	28 189	564 804	526 510
Découverts bancaires	6 290	6 290		
Emprunts et dettes financières - courant***	93 967	93 967		
Autres dettes financières - courant	130	130		
Instruments financiers de couverture	9 980	9 980		
Fournisseurs et comptes rattachés	862 800	862 800		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	2 092 670	1 001 356	564 804	526 510
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS*	(771 312)	236 247	(482 862)	(525 696)
En milliers d'euros				
	31 décembre 2012	< 1 an	1 - 5 ans	+ 5 ans
ACTIFS FINANCIERS				
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation	583	240	343	
Autres actifs financiers disponibles à la vente	31 848		2 148	29 700
Autres actifs financiers*	21 301	14 690	6 595	16
Créances de financement clients*	81 711	40 377	39 699	1 635
Créances clients et comptes rattachés**	562 036	558 588	3 448	
Autres créances financières - courant	2 352	2 352		
Instruments financiers de couverture	314	314		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	331 462	331 462		
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	1 031 607	948 023	52 233	31 351
PASSIFS FINANCIERS				
Emprunts et dettes financières - non courant***	727 275	12 402	423 731	291 142
Découverts bancaires	6 916	6 916		
Emprunts et dettes financières - courant***	204 520	204 520		
Autres dettes financières - courant	354	354		
Instruments financiers de couverture	20 420	20 420		
Fournisseurs et comptes rattachés	793 447	793 447		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	1 752 932	1 038 059	423 731	291 142
ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS*	(721 325)	(90 036)	(371 498)	(259 791)

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés (voir notes 5.1.10 et 6.4.1).

** Le poste « Créances clients et comptes rattachés » compte un montant de 42 102 milliers d'euros en 2013 et de 56 202 milliers d'euros en 2012 en retard de paiement (voir la note 6.3 sur les « Risques Clients »).

*** Les rubriques « Emprunts et dettes financières » (non courant et courant) incluent les montants des emprunts au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

Voir la note 5.2.7.3 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations : en 2012 et 2013, les lignes bancaires confirmées et non utilisées couvrent largement les besoins de financement cumulés du Groupe sur le moyen terme.

6.5 Risques de change

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : en produisant localement ce qui est vendu localement, elle est peu exposée aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à minimiser le risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement futur ou une recette future. Si une transaction fait néanmoins apparaître un risque de change significatif, celui-ci doit faire l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. Cette couverture est réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale ou localement après validation par cette dernière.

Par ailleurs, Burelle Participations a souscrit à deux fonds libellés en dollars pour un montant total de 3,5 millions de dollars. Ces engagements n'ont pas fait l'objet d'une couverture. Le risque de change est en partie limité par l'existence, dans les portefeuilles sous-jacents, d'actifs libellés en euros.

6.6 Risques de taux

Le risque de taux porte sur l'éventualité d'une augmentation des taux variables pour la dette à taux variable qui impacterait négativement le résultat financier. Ce risque de taux est géré au niveau de la dette consolidée du Groupe avec pour objectif principal, le maintien d'un coût de financement consolidé durablement bas au regard de la rentabilité de l'exploitation du Groupe.

Au 31 décembre 2013, l'essentiel du financement du Groupe se fait à taux fixe et porte presque intégralement sur la Compagnie Plastic Omnium, les autres sociétés du Groupe présentant un endettement nul ou faible.

Les opérations financières, notamment de couverture du risque de taux, sont réalisées avec un panel large d'institutions financières de premier plan. Une mise en concurrence est réalisée pour toute opération financière significative et le maintien d'une diversification des ressources et des intervenants satisfaisante est un critère de sélection.

Au 31 décembre 2013, comme au 31 décembre 2012, l'intégralité de la position de taux sur dettes en euros est couverte entre six mois et six ans par des instruments financiers non spéculatifs.

SENSIBILITÉ DE LA COUVERTURE DE TAUX :

Au 31 décembre 2013, une augmentation de 1 % du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une augmentation de 1,5 million d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au 31 décembre 2013, une diminution de 1 % du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une diminution de 0,3 million d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre 0,5 million d'euros au 31 décembre 2012.

6.7 Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions du cash-flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille diversifiée, répartie entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital). Au 31 décembre 2013, les prises de participation en capital représentent près de 25 % des montants investis, évalués à la juste valeur, et les financements mezzanine 15 %. Le solde de 60 % correspond aux investissements dans les fonds, la part acquise sur le marché secondaire étant de 15 %.

Au 31 décembre 2013, Burelle Participations détient des actifs comprenant un portefeuille d'investissements et des liquidités en attente d'affectation, pour une valeur nette comptable de 30,0 millions d'euros. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2013, les investissements en capital représentent une valeur nette comptable de 6,0 millions d'euros répartie sur six lignes valorisées à 7,8 millions d'euros.

Annexes aux comptes consolidés

6.8 Informations complémentaires sur les actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers par catégorie et niveau de juste valeur se répartissent comme suit :

	2013								
	Au coût amorti	À la juste valeur			Valeur comptable	Évalué au coût	Instrument coté sur un marché actif (niveau 1)	Valorisation basée sur des données de marché observables (niveau 2)	Valorisation basée sur des données de marché non observables (niveau 3)
		Par résultat	Par capitaux propres (AFS)**	Par capitaux propres (couverture CFH) ***					
ACTIFS									
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation			272	272	272				
Autres actifs financiers disponibles à la vente			33 456	33 456				33 456	
Autres actifs financiers	57 853			57 853					
Créances de financement clients	36 496			36 496					
Créances clients et comptes rattachés	591 626			591 626					
Autres créances financières en courant	3 568			3 568					
Instruments financiers de couverture		1 192		1 192			1 192		
Trésorerie et équivalents de trésorerie		593 696		593 696		315 031	278 665		
PASSIFS									
Emprunts et dettes financières en non courant*	941 300			941 300					
Découverts bancaires	6 290			6 290					
Emprunts et dettes financières - courant	90 712			90 712					
Autres dettes financières - courant	130			130					
Instruments financiers de couverture			9 980	9 980			9 980		
Fournisseurs et comptes rattachés	862 800			862 800					

* Voir la note 5.2.7.4 «De l'endettement financier brut à l'endettement financier net». Cette rubrique regroupe les «Dettes financières sur contrats de location-financement» et les «Emprunts obligataires et bancaires».

** AFS : "Available for sale".

*** CFH : "Cash flow hedge".

2012								
Au coût amorti	À la juste valeur			Valeur comptable	Évalué au coût	Instrument coté sur un marché actif (niveau 1)	Valorisation basée sur des données de marché observables (niveau 2)	Valorisation basée sur des données de marché non observables (niveau 3)
	Par résultat	Par capitaux propres (AFS)**	Par capitaux propres (couverture CFH)***					
ACTIFS								
Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation		583		583	583			
Autres actifs financiers disponibles à la vente		31 848		31 848				31 848
Autres actifs financiers	59 552			59 552				
Créances de financement clients	40 036			40 036				
Créances clients et comptes rattachés	562 036			562 036				
Autres créances financières en courant	2 352			2 352				
Instruments financiers de couverture	314			314			314	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	331 462			331 462			331 462	
PASSIFS								
Emprunts et dettes financières en non courant*	608 025			608 025				
Découverts bancaires	6 916			6 916				
Emprunts et dettes financières - courant	197 367			197 367				
Autres dettes financières - courant	354			354				
Instruments financiers de couverture			20 420	20 420			20 420	
Fournisseurs et comptes rattachés	793 447			793 447				

* Voir la note 5.2.7.4 «De l'endettement financier brut à l'endettement financier net». Cette rubrique regroupe les «Dettes financières sur contrats de location-financement» et les «Emprunts obligataires et bancaires».

** AFS : "Available for sale".

*** CFH : "Cash flow hedge".

En 2013, tout comme en 2012, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de juste valeur.

Annexes aux comptes consolidés

La juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti est proche de la valeur comptable sauf pour les emprunts et dettes financières.

En milliers d'euros	Valeurs au bilan au 31 décembre 2013			Juste valeur au 31 décembre 2013		
	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant
Emprunts obligataires et bancaires	1 018 790	84 194	934 596	1 034 252	84 051	950 202

Méthodes d'évaluation de la juste valeur :

- La juste valeur de la dette obligataire cotée est déterminée sur la base des prix cotés (niveau 1). La juste valeur des autres dettes financières est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux correspondant à la courbe de taux d'intérêt Euribor à la clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe (niveau 2).
- La juste valeur des OPCVM monétaires et non monétaires est évaluée selon leurs dernières valeurs liquidatives connues (niveau 1). La juste valeur des produits de taux (certificats de dépôts, comptes à terme, bons à moyen terme négociables, ...) est basée sur une actualisation du flux du coupon et du pied de coupon (nominal et intérêts) sur la durée restant à courir du produit à la date de clôture (niveau 2). Le taux d'actualisation utilisé dans

ce cadre est le taux de marché correspondant à la maturité et aux caractéristiques des produits.

La juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente est fondée sur des données non observables sur des marchés financiers actifs et relève ainsi du niveau 3 tel que défini par la norme IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir ». Ces valorisations sont sensibles à l'évolution des résultats des entreprises concernées, particulièrement lorsque l'effet de levier est important.

- Autres actifs financiers et créances de financement clients : postes constitués essentiellement de créances de financement comptabilisées sur la base d'une valeur actualisée dès lors que leur échéance est supérieure à un an.

138

7 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

7.1 Effectifs de fin d'année

Effectifs	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Évolution %
	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	Hors intérimaires	Intérimaires	Total	
France	4 701	742	5 443	4 840	416	5 256	4%
%	26,1%	18,1%	24,7%	26,4%	15,4%	25,0%	
Europe hors France	5 439	1 231	6 670	5 572	637	6 209	7%
%	30,3%	30,1%	30,2%	30,4%	23,7%	29,5%	
Amérique du Nord	3 129	525	3 654	2 849	543	3 392	8%
%	17,4%	12,8%	16,6%	15,5%	20,2%	16,1%	
Asie, Amérique du Sud et Autres*	4 711	1 598	6 309	5 089	1 097	6 186	2%
%	26,2%	39,0%	28,6%	27,7%	40,7%	29,4%	
Total	17 980	4 096	22 076	18 350	2 693	21 043	5%
<i>dont Quote-part contrôlée des effectifs employés dans les coentreprises</i>	847	409	1 256	1 567	123	1 690	(26%)

* La zone « Asie, Amérique du Sud et Autres » inclut, en particulier, la Turquie, l'Afrique du Sud et le Maroc.

7.2 Engagements hors bilan

7.2.1 Engagements donnés / reçus

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013				
	Total	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs / passifs financiers	Sur actifs / passifs courants hors financiers
Cautionnements donnés	(21 525)	(580)	(447)	(1 219)	(19 279)
Engagements / acquisition d'immobilisations	(17 743)		(17 743)		
Hypothèques accordées à un tiers	(47 611)		(47 611)		
Garanties à première demande					
Autres engagements hors bilan	(11 274)			(1 500)	(9 691)
Total des engagements donnés	(98 070)	(580)	(65 801)	(2 719)	(28 970)
Cautionnements reçus	5 334		338		4 996
Autres engagements reçus	262	33	229		
Total des engagements reçus	5 596	33	567		4 996
Total engagements nets	(92 474)	(547)	(65 234)	(2 719)	(23 974)

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2012				
	Total	Sur immobilisations incorporelles	Sur immobilisations corporelles	Sur actifs / passifs financiers	Sur actifs / passifs courants hors financiers
Cautionnements donnés	(25 562)		(349)	(3 650)	(21 563)
Engagements / acquisition d'immobilisations	(25 625)		(25 625)		
Hypothèques accordées à un tiers	(51 451)		(51 451)		
Garanties à première demande	(25 883)		(1 435)	(24 448)	-
Autres engagements hors bilan	(28 322)		(703)	(13 771)	(13 848)
Total engagements donnés	(156 843)		(79 563)	(41 869)	(35 411)
Cautionnements reçus	4 411		740		3 671
Autres engagements reçus	181		181		
Total engagements reçus	4 592		921		3 671
Total engagements nets	(152 251)		(78 642)	(41 869)	(31 740)

Dans le cadre de l'acquisition de 50% d'Inergy en 2010, le Groupe Plastic Omnium bénéficie d'une garantie de passif d'une durée de cinq ans au titre d'éventuelles campagnes de rappels sur des produits fabriqués ou commercialisés avant la date d'acquisition.

7.2.2 Contrats de location simple «Preneur»

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<i>Paiements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables</i>		
À moins d'un an	36 957	40 524
À plus d'un an et à moins de cinq ans	93 412	99 024
À plus de cinq ans	34 459	33 596
Total	164 828	173 144

Annexes aux comptes consolidés

7.3 Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés français du Groupe au titre du droit individuel à la formation (DIF) a été établi comme suit :

En nombre d'heures	31 décembre 2013	31 décembre 2012
de 2004 à 2012		514 010
de 2004 à 2013	490 591	

Comme mentionné dans la note 1.13, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces droits acquis par les salariés.

7.4 Parties liées - Rémunérations des Dirigeants et Mandataires Sociaux

Les Dirigeants sont, selon les termes de la norme IAS 24 - *Information relative aux parties liées*, « les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités » de Burelle SA et de ses filiales.

Le plan de stock-options décidé par l'Assemblée Générale Mixte du 25 avril 2013 de la Compagnie Plastic Omnium, a été entériné par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2013 qui a attribué 240 000 options d'achat d'actions (80 000 options avant la restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium le 10 septembre 2013) aux Dirigeants Mandataires Sociaux. Ce plan a pris effet au 7 août 2013. Les options d'achat sont exerçables à partir du 7 août 2017 pour une période de trois ans sous certaines conditions de marché et de performance.

140 La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des Dirigeants Mandataires Sociaux font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA; celle-ci est présentée ci-après globalement :

En milliers d'euros	Versés ou à la charge de...	2013	2012
Jetons de présence	versés par Burelle SA	87,9	81,4
Jetons de présence	versés par les autres sociétés du Groupe	352,7	237,9
Rémunérations brutes	à la charge du Groupe	7 338,1	6 301,3
	<i>dont part fixe</i>	256,9	252,8
	<i>dont part variable</i>	7 081,2	6 048,5
Plan de retraite complémentaire	à la charge du Groupe	1 341,2	1 912,1
Coût au titre des plans d'achats d'actions	à la charge du Groupe	482,9	234,3
	<i>dont charge à étaler sur la durée d'acquisition des droits</i>	283,9	172,3
	<i>dont cotisations sociales liées au nouveau plan sur la période</i>	199,0	62,0
Rémunérations totales		9 602,7	8 767,0

Le taux des cotisations sociales sur les plans d'achat d'actions de Compagnie Plastic Omnium est passé de 14% en 2012 à 30% en 2013. La part des cotisations rattachée aux options des Dirigeants Mandataires Sociaux est présentée dans le tableau ci-après :

En milliers d'euros pour les montants	Plan du 7 août 2013	Plan du 21 mars 2012
En unités pour le nombre des options		
Taux de cotisation des charges sociales sur les plans d'options d'achat d'actions	30,00%	14,00%
Nombre total des options entrant dans l'assiette de calcul des cotisations	993 000	2 668 500
Montant total des cotisations	1 319,2	625,8
Nombre d'options des Dirigeants Mandataires Sociaux*	240 000	540 000
Cotisations sociales sur les stock-options des Dirigeants Mandataires Sociaux	199,0	62,0

* Les options attribuées aux Dirigeants Mandataires Sociaux en 2012, étaient de 180 000 options. Ce nombre est à multiplier par trois en raison de la restructuration du capital de la Compagnie Plastic Omnium le 10 septembre 2013.

7.5 Participation dans les coentreprises

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses coentreprises. Ces transactions se font au prix du marché.

Les coentreprises comprennent les sociétés cogérées par le Groupe et ses partenaires. Il s'agit des sociétés suivantes, consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle :

	2013	2012
Plastic Recycling consolidée à	50%	50%
Valeo Plastic Omnium SNC et SL consolidées à	50%	50%
Yanfeng Plastic Omnium et ses filiales consolidées à	49,95%	49,95%
HBPO GmbH, ses filiales et sa sous filiale (*) consolidées à	33,33%	33,33%

* La sous-filiale de HBPO GmbH, SHB Automotive Modules (ex. Samlip HBPO Corée du Sud), est consolidée par la méthode d'intégration proportionnelle à 16,67%.

7.5.1 Opérations inter-compagnies entre les sociétés du Groupe intégrées globalement et les coentreprises

En milliers d'euros	2013*	2012*
Produits des activités ordinaires	4 536	5 150
Clients	2 192	1 836
Fournisseurs	991	1 300
Dividendes	16 079	10 643
Comptes courants	806	486

* Les informations fournies sont sur la base de la quote-part détenue par le Groupe dans les coentreprises et avant élimination des opérations internes au Groupe.

7.5.2 Bilan agrégé des coentreprises

En milliers d'euros	Décembre 2013*	Décembre 2012*
Actifs non courants	134 339	109 274
Actifs courants	258 133	212 315
Total actif	392 472	321 589
Capitaux propres	140 480	122 870
Passifs non courants	5 299	2 686
Passifs courants	246 693	196 033
Total passif	392 472	321 589

* Les informations fournies sont sur la base de la quote-part détenue par le Groupe dans les coentreprises et avant élimination des opérations internes au Groupe.

7.5.3 Compte de résultat agrégé des coentreprises

En milliers d'euros	2013*	2012*
Produits des activités ordinaires	737 101	640 672
Coût des ventes	(678 289)	(586 114)
Frais de développement	(13 014)	(9 664)
Frais commerciaux	(541)	(585)
Frais administratifs	(14 643)	(12 640)
Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels acquis	30 614	31 669

* Les informations fournies sont sur la base de la quote-part détenue par la Compagnie Plastic Omnium dans les coentreprises et avant élimination des opérations internes au Groupe.

Annexes aux comptes consolidés

7.6 Honoraires des auditeurs légaux

En milliers d'euros	2013			
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau, Dedouit et Associés	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(1 997)	(1 608)	(168)	(3 773)
<i>dont : Burelle SA</i>	(48)		(163)	(211)
<i>Filiales</i>	(1 949)	(1 608)	(5)	(3 562)
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	(105)	(104)		(209)
<i>dont : Burelle SA</i>				
<i>Filiales</i>	(105)	(104)		(209)
Total	(2 102)	(1 712)	(168)	(3 982)

En milliers d'euros	2012			
	Mazars	Ernst & Young	Cailliau Dedouit et Associés	Total
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	(1 721)	(1 490)	(168)	(3 379)
<i>dont : Burelle SA</i>	(48)		(163)	(211)
<i>Filiales</i>	(1 673)	(1 490)	(5)	(3 168)
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	(135)	(103)		(238)
<i>dont : Burelle SA</i>				
<i>Filiales</i>	(135)	(103)		(238)
Total	(1 856)	(1 593)	(168)	(3 617)

142

7.7 Position du Groupe sur les nouvelles normes d'application obligatoire dès le 1^{er} janvier 2014

Au 31 décembre 2013, les états financiers consolidés du groupe Burelle, établis conformément aux normes IFRS en vigueur, reflètent la réalité économique et managériale du Groupe qui comprend :

- des sociétés détenues à plus de 50% consolidées par intégration globale;
- des sociétés détenues à 50% ou moins consolidées selon l'influence de la Compagnie Plastic Omnium.

Afin de donner une image fidèle de la réalité économique et managériale du Groupe, et dans un souci de permanence des méthodes, Burelle SA continuera à communiquer en appliquant les mêmes méthodes de consolidation qu'en 2013 et donc à reporter, gérer et contrôler ces sociétés comme auparavant.

Par ailleurs, à compter du 1^{er} janvier 2014, le Groupe appliquera aussi les nouvelles normes IFRS 10-11-12, telles qu'actuellement publiées, pour la préparation de ses états financiers consolidés, ce qui aura, en particulier, pour conséquence la mise en équivalence des sociétés pour lesquelles la Compagnie Plastic Omnium a un taux de détention de 50% ou moins.

7.8 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2013, n'est intervenu depuis la date de clôture.

Annexes aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2013

Libellé juridique	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	
France							
BURELLE SA	Société mère			Société mère			0
SOFIPARC SAS	G	100	100,00	G	100	100,00	0
BURELLE PARTICIPATIONS SA	G	100	100,00	G	100	100,00	
COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA	G	71,40	59,35	G	71,37	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - b
METROPLAST SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - b
LA REUNION VILLES PROPRES SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - b
PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS	x2012 d	G	100	59,35	G	100	59,66
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC RECYCLING SAS	P	50	29,68	P	50	29,83	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SA	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR SERVICES SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
TRANSIT SAS	e2013	G	100	59,35	G	100	59,66
PLASTIC OMNIUM GESTION SNC	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM FINANCE SNC	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
LUDOPARC SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM AUTO SAS	d2013	G	100	59,35	G	100	59,66
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES HOLDING SAS	d2013	G	100	59,35	G	100	59,66
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GUYANE SAS	d2013, x2012 e	G	100	59,35	G	100	59,66
VALEO PLASTIC OMNIUM SNC	P	50	29,68	P	50	29,83	
BEAUVAIS DIFFUSION SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - b
PLASTIC OMNIUM VERNON SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
TECHNIQUES ET MATERIELS DE COLLECTE - « TEMACO » SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - b
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES SA	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
MIXT COMPOSITES ET RECYCLABLES - MCR SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - a
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT HOLDING SAS	x2012 a, d21	G	100	59,35	G	100	59,66
SIGNALISATION FRANCE SA	x2012 b	G	100	59,35	G	100	59,66
SULO FRANCE SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	1 - b
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS INDUSTRIES SAS	G	100	59,35	G	100	59,66	
PO INTERNATIONAL SAS	a2013	G	100	59,35			
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDUSTRIES SAS	a2013	G	100	59,35			
Afrique du Sud							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA LTD	G	100	59,35	G	100	59,66	

143

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Annexes aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2013

Libellé juridique	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	
Allemagne							
PLASTIC OMNIUM GmbH	G	100	59,35	G	100	59,66	2 - b
PLASTIC OMNIUM AUTO COMPONENTS GmbH	G	100	59,35	G	100	59,66	2 - b
PLASTIC OMNIUM ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH	G	100	59,35	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH	G	100	59,35	G	100	59,66	2 - b
HBPO BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT GmbH	x2012 f	P	33,33	P	33,33	19,88	
HBPO RASTATT GmbH		P	33,33	P	33,33	19,88	
HBPO GERMANY GmbH		P	33,33	P	33,33	19,88	
HBPO GmbH		P	33,33	P	33,33	19,88	
PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GmbH	x2012 c	G	100	G	100	59,66	
ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK GmbH		G	100	G	100	59,66	2 - a
WESTFALIA INTRALOG GmbH		G	100	G	100	59,66	2 - a
SULO EISENWERK STREUBER & LOHMANN GmbH		G	100	G	100	59,66	2 - b
SULO UMWELTECHNIK GmbH		G	100	G	100	59,66	2 - b
SULO UMWELTECHNIK BETEILIGUNGS GmbH		G	100	G	100	59,66	
SULO EMBALLAGEN BETEILIGUNGS GmbH	x2012 g	G	100	G	100	59,66	2 - b
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS GmbH		G	100	G	100	59,66	2 - a
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES GmbH		G	100	G	100	59,66	2 - b
RMS ROTHERM MASCHINENBAU GmbH		G	70	G	70	41,76	
HBPO INGOLSTADT GmbH		P	33,33	P	33,33	19,88	
HBPO REGENSBURG GmbH	a2013	P	33,33				
Argentine							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,35	G	100	59,66	
Belgique							
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM NV	G	100	59,35	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS RESEARCH NV	G	100	59,35	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA	G	100	59,35	G	100	59,66	
SULO NV	d2013	G	100	G	100	59,66	
Brésil							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL LTDA	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM DO BRASIL LTDA	G	100	59,35	G	100	59,66	
Canada							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA INC	G	100	59,35	G	100	59,66	
HBPO CANADA INC	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
Chili							
PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,35	G	100	59,66	

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	
Chine							
PLASTIC OMNIUM COMPOSITES (Jiangsu) CO. LTD	f2013, x2013 a	G	100	59,35	G	60	35,80
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (WUHAN) CO. LTD		G	100	59,35	G	100	59,66
YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD		P	49,95	29,65	P	49,95	29,80
PLASTIC OMNIUM INERGY (SHANGHAI) CONSULTING CO. LTD	x2013 b	G	100	59,35	G	100	59,66
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CONSULTING (BEIJING) CO. LTD		G	100	59,35	G	100	59,66
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING (Beijing) CO. LTD		G	60	35,61	G	60	35,80
CHONGQING YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR FAWAY CO. LTD		P	49,95	29,65	P	49,95	29,80
GUANGZHOU ZHONGXIN YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR TRIM CO. LTD		P	49,95	29,65	P	49,95	29,80
CHENGDU FAWAY YANFENG PLASTIC OMNIUM CO. LTD		M.E.E.	24,48	14,53	M.E.E.	24,48	14,60
HBPO CHINA CO. LTD		P	33,33	19,78	P	33,33	19,88
YANFENG PLASTIC OMNIUM (SHANGHAI) AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEM CO. LTD		P	49,95	29,65	P	49,95	29,80
DONGFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD		M.E.E.	24,95	14,81	M.E.E.	24,95	14,89
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GUANGZHOU CO. LTD	a2012	G	100	59,35	G	100	59,66
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SHENYANG CO. LTD	a2012	G	100	59,35	G	100	59,66
YANFENG PLASTIC OMNIUM YIZHENG AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD	a2012	P	49,95	29,65	P	49,95	29,80
PLASTIC OMNIUM HOLDING (SHANGHAI) CO. LTD	a2012	G	100	59,35	G	100	59,66
YANFENG PLASTIC OMNIUM (TIEXI) AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD	a2013	P	49,95	29,65			
YANFENG PO NINGBO AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD	a2013	P	49,95	29,65			
YANFENG PO WUHAN AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS CO. LTD	a2013	P	49,95	29,65			
(NINGBO) PLASTIC OMNIUM AUTO INERGY CO. LTD	a2013	G	100	59,35			
Corée du Sud							
SHB AUTOMOTIVE MODULES		P	16,67	9,89	P	16,67	9,95
HBPO KOREA LTD		P	33,33	19,78	P	33,33	19,88
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CO. LTD		G	100	59,35	G	100	59,66
HBPO PYEONGTAEK LTD	a2013	P	33,33	19,78			

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Annexes aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2013

Libellé juridique	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	
Espagne							
COMPAÑIA PLASTIC OMNIUM SA	G	100	59,35	G	100	59,66	3
PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA	G	100	59,35	G	100	59,66	3
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA	G	100	59,35	G	100	59,66	3
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL	G	100	59,35	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SPAIN SA (Arevalo/Vigo)	G	100	59,35	G	100	59,66	
VALEO PLASTIC OMNIUM SL	P	50	29,68	P	50	29,83	
PLASTIC OMNIUM COMPOSITOS ESPAÑA SA	G	100	59,35	G	100	59,66	3
HBPO IBERIA SL	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
SIGNATURE SEÑALIZACIÓN SA	f21	G	100	G	100	59,66	
HBPO AUTOMOTIVE SPAIN SL	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
PLASTIC OMNIUM COMPONENTES EXTERIORES SL	G	100	59,35	G	100	59,66	3
États-Unis							
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC	G	100	59,35	G	100	59,66	4
PERFORMANCE PLASTICS PRODUCTS - 3 P INC.	e2012	-	-	G	100	59,66	4
PLASTIC OMNIUM INC.	G	100	59,35	G	100	59,66	4
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES INC.	G	100	59,35	G	100	59,66	4
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC	G	100	59,35	G	100	59,66	4
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES INC.	G	100	59,35	G	100	59,66	4
HBPO NORTH AMERICA INC.	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING INC.	G	100	59,35	G	100	59,66	
Hongrie							
HBPO MANUFACTURING HUNGARY Kft	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
HBPO AUTOMOTIVE HUNGARIA Kft	a2012	P	33,33	P	33,33	19,88	
Inde							
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS (INDIA) PVT LTD	f2012- x2012 h	G	100	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDIA PVT LTD		G	100	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING INDIA PVT LTD		G	55	G	55	32,81	
Irlande							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE LTD	e2013	G	100	G	100	59,66	
Japon							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK		G	100	G	100	59,66	
Malaisie							
HICOM HBPO SDN BHD	a2013	M.E.E	13,33			7,91	

146

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Libellé juridique	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	
Maroc							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (MOROCCO) SARL	G	100	59,35	G	100	59,66	
Mexique							
PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL AUTO EXTERIORES RAMOS ARIZPE SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM DEL BAJIO SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDUSTRIAL MEXICO SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
INOPLAST COMPOSITES SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
HBPO MEXICO SA DE CV	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
PLASTIC OMNIUM MEDIO AMBIENTE SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM TOLUCA SA DE CV	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM AUTO INDUSTRIAL SRL DE CV	a2012, x2013 d	G	100	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE INDUSTRIAL SA DE CV	a2012, x2013 c	G	100	G	100	59,66	
Moyen-Orient							
INERGY VLA PLASTIRAN	c2013	G	51	30,27	G	51	30,43
Pays Bas							
PLASTIC OMNIUM BV	G	100	59,35	G	100	59,66	5
PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV	G	100	59,35	G	100	59,66	5
SULO BV	G	100	59,35	G	100	59,66	5
DSK PLASTIC OMNIUM BV	a2012	G	51	30,27	G	51	30,43
Pologne							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp. Z.O.O	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS Sp. Z.O.O	G	100	59,35	G	100	59,66	
SULO Sp. Z.O.O	G	100	59,35	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM AUTO Sp. Z.O.O	G	100	59,35	G	100	59,66	
République Tchèque							
HBPO CZECH S.R.O	P	33,33	19,78	P	33,33	19,88	
SULO S.R.O	G	100	59,35	G	100	59,66	

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Annexes aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2013

Libellé juridique	31 décembre 2013			31 décembre 2012			Intégrations fiscales
	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	Mode de consolidation	% de contrôle*	% d'intérêt	
Roumanie							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA SRL	G	100	59,35	G	100	59,66	
Royaume-Uni							
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE LTD	G	100	59,35	G	100	59,66	6
PLASTIC OMNIUM LTD	e2013	G	100	G	100	59,66	6
PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS LTD		G	100	G	100	59,66	6
SIGNATURE LTD	f21	G	100	G	100	59,66	6
SULO MGB LTD		G	100	G	100	59,66	
HBPO UK LTD		P	33,33	P	33,33	19,88	
POST & COLUMN COMPANY LTD	d2013, f21	G	100	G	100	59,66	
Russie							
OOO STAVROVO AUTOMOTIVE SYSTEMS		G	100	G	100	59,66	
DSK PLASTIC OMNIUM INERGY	a2012	G	51	G	51	30,43	
Singapour							
SULO ENVIRONMENTAL SYSTEMS PTE LTD		G	100	G	100	59,66	
Slovaquie							
PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O		G	100	G	100	59,66	
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAKIA S.R.O		G	100	G	100	59,66	
HBPO SLOVAKIA S.R.O		P	33,33	P	33,33	19,88	
Suède							
PLASTIC OMNIUM AB		G	100	G	100	59,66	
Suisse							
PLASTIC OMNIUM AG		G	100	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM RE AG		G	100	G	100	59,66	
SIGNAL AG	f21	G	50	G	50	29,83	
Thaïlande							
INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) LTD		G	100	G	100	59,66	
PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE CO. LTD	a2013	G	100	G	100	59,35	
Turquie							
B.P.O AS		G	49,98	G	49,98	29,82	

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

MÉTHODE D'INTÉGRATION ET PARTICULARITÉS :

G : Intégration globale
P : Intégration proportionnelle
M.E.E. : Mise en équivalence

MOUVEMENTS DE LA PÉRIODE :

Créations de sociétés :

a2012 Sociétés créées et / ou dont l'activité a démarré en 2012
a2013 Sociétés créées et / ou dont l'activité a démarré en 2013

Cessions de sociétés :

c2012 Sociétés cédées au cours de l'exercice 2012
c2013 Sociétés cédées au cours de l'exercice 2013

Fusions de sociétés :

d2012 Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2012
d2013 Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2013
d21 Absorption de la société « Plastic Omnium Signalisation SAS » par la société « Plastic Omnium Environnement Holding SAS » en 2012

Liquidations de sociétés :

e2012 Sociétés liquidées au cours de l'exercice 2012
e2013 Sociétés liquidées au cours de l'exercice 2013

Rachats de minoritaires :

f2012 Rachats de minoritaires au cours de l'exercice 2012
f2013 Rachats de minoritaires au cours de l'exercice 2013
f21 Rachat de minoritaires dans le cadre du décroisement du partenariat avec Eurovia en 2012 (effet au 1^{er} janvier 2012)

CHANGEMENTS DE DÉNOMINATION :

x2013 Sociétés dont la dénomination a changé en 2013

x2013 a « Jiangsu Xieno Automotive Components Co Ltd » a changé de dénomination sociale le 18 avril 2013 en « Plastic Omnium Composites (Jiangsu) Co. Ltd »
x2013 b « Plastic Omnium Inergy (Shanghai) Consulting » est la nouvelle dénomination de la société « Plastic Omnium (Shanghai) Business Consulting Co. Ltd »
x2013 c « Inergy Automotive Industrial SA de CV » est la nouvelle dénomination de la société « Pulidos de Juarez SA de CV ». Voir la note 2.2.
x2013 d « Plastic Omnium Auto Industrial SRL de CV » est la nouvelle dénomination de la société « Createc de Mexico SRL de CV »

x2012 Sociétés dont la dénomination a changé en 2012

x2012 a « Plastic Omnium Environnement Holding SAS » est la nouvelle dénomination de la société « Compagnie Signature SAS »
x2012 b « Signalisation France SA » est la nouvelle dénomination de la société « Signature SA »
x2012 c « Plastic Omnium Environnement GmbH » est la nouvelle dénomination de la société « SULO Verwaltung und Technik GmbH »
x2012 d « Plastic Omnium Caraïbes SAS » est la nouvelle dénomination de la société « Plastic Omnium Caraïbes SASU »
x2012 e « Plastic Omnium Environnement Guyane SAS » est la nouvelle dénomination de la société « Plastic Omnium Environnement Guyane SASU »
x2012 f « HBPO Beteiligungsgesellschaft GmbH » est la nouvelle dénomination de la société « HBPO Beteiligungsgesellschaft mbH »
x2012 g « SULO Emballagen Beteiligungs GmbH » est la nouvelle dénomination de la société « SULO Emballagen GmbH »
x2012 h « Plastic Omnium Auto Exteriors (India) PVT. Ltd » est la nouvelle dénomination de la société « Plastic Omnium Varroc Private Ltd »

149

INTÉGRATION FISCALE :

0 Groupe fiscal France BURELLE
1 - a Groupe fiscal France Plastic Omnium
1 - b Groupe fiscal Plastic Omnium Environnement Holding
2 - a Groupe fiscal Allemagne Systèmes Urbains
2 - b Groupe fiscal Allemagne Plastic Omnium GmbH
3 Groupe fiscal Espagne
4 Groupe fiscal États-Unis
5 Groupe fiscal Pays-Bas
6 Groupe fiscal Royaume-Uni

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

150 Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 «Référentiel appliqué» de l'annexe des comptes consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la société Burelle SA a appliquées.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments ci-dessous :

- Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les principes décrits dans la note 1.16 de l'annexe. Ces tests s'appuient sur les plans à moyen terme du Groupe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de pertes de valeur, les hypothèses utilisées et les prévisions de flux de trésorerie et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes.
- La note 1.14 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement et l'étude des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre Société pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.30 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre Société pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, leur application.
- S'agissant des risques, litiges et passifs éventuels, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre Groupe permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les principaux litiges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de cette procédure étaient décrits de façon appropriée, notamment dans les notes 5.2.5 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 9 avril 2014

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration de Burelle SA (« la Société ») au cours de l'exercice 2013 ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

Le présent rapport a été établi par le Secrétariat Général de Burelle SA en liaison avec le Secrétariat Général et la Direction des Risques de la Compagnie Plastic Omnium, la principale filiale de Burelle SA. Il a été présenté par le Président-Directeur Général au Conseil d'Administration qui l'a approuvé lors de sa réunion du 2 avril 2014.

I COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 Composition du Conseil d'Administration

Aux termes de l'Article 11 des statuts, le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de trois à dix-huit membres.

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation. Les mandats des administrateurs élus par l'Assemblée Générale viennent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle le mandat expire et réunie pour statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

Chaque administrateur doit détenir statutairement 100 actions de la Société pendant la durée de son mandat.

Au 31 décembre 2013, le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de dix administrateurs. Six administrateurs appartiennent au groupe de contrôle familial : MM. Jean Burelle (Président-Directeur Général), Laurent Burelle (Directeur Général Délégué), Paul Henry Lemarié (Directeur Général Délégué), Mme Éliane Lemarié, Mme Félicie Burelle et M. Pierre Burelle. Les quatre autres administrateurs sont des personnalités extérieures (MM. Dominique Léger, Henri Moulard, Philippe Sala et François de Wendel).

Le Conseil d'Administration de Burelle SA réunit des compétences financières, industrielles et managériales de premier plan provenant d'horizons différents.

La liste des membres du Conseil, la date de leur nomination ainsi que leurs mandats et fonctions, figurent ci-après :

	Date de première nomination	Date de dernière nomination	Date d'expiration du mandat
BURELLE Jean (75 ans) <i>Président-Directeur Général</i>	16/11/1964	31/05/2012	2015
BURELLE Laurent (64 ans) <i>Directeur Général Délégué</i>	30/06/1986	31/05/2012	2015
LEMARIÉ Paul Henry (67 ans) <i>Directeur Général Délégué</i>	07/06/2001	30/05/2013	2016
BURELLE Félicie (34 ans)	30/05/2013	30/05/2013	2016
BURELLE Pierre (43 ans)	30/05/2013	30/05/2013	2016
LEGER Dominique (72 ans)	07/06/2001	30/05/2013	2016
LEMARIÉ Éliane (68 ans)	30/06/1976	31/05/2012	2015
MOULARD Henri (76 ans)	22/06/1994	31/05/2012	2015
SALA Philippe (73 ans)	07/06/2001	30/05/2013	2016
WENDEL (de) François (65 ans)	14/06/1995	31/05/2012	2015

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ADMINISTRATEURS EN EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2013

Jean Burelle, né le 29 janvier 1939, de nationalité française

M. Jean Burelle est diplômé de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich (ETH), et titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après avoir débuté sa carrière, en 1966, chez L'Oréal, il rejoint la Compagnie Plastic Omnium, en 1967, comme Directeur de Département. En 1986, il est nommé Vice-Président-Directeur Général, puis, en 1987, Président-Directeur Général, fonction qu'il occupe jusqu'au 30 juin 2001. Depuis le 1^{er} juillet 2001, il est Président d'Honneur

de la Compagnie Plastic Omnium et Président-Directeur Général de Burelle SA.

M. Jean Burelle est Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium et membre du Comité de Surveillance de Banque Hottinguer SCA (*France*). Il est Président du Medef International.

M. Jean Burelle est Chevalier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Président-Directeur Général depuis le 1^{er} juillet 2001 et Administrateur depuis le 16 novembre 1964

Ses mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Nombre d'actions de la Société : 132 187

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Président-Directeur Général de Burelle Participations SA** (*France*)

Président d'honneur et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium* ** (*France*)

Président-Directeur Général de SOGEC 2 SA (*France*)

Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (*France*)

Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS** (*France*)

Représentant permanent de la société Burelle Participations SA, elle-même administrateur de Sycovest 1 (*France*)

Administrateur et membre du Comité des nominations et des rémunérations de Remy Cointreau SA* (*France*) jusqu'au 24 septembre 2013.

Membre du Comité de Surveillance de Soparexo SCA (*France*)

Membre du Conseil de Surveillance et du Comité des Rémunérations de Banque Hottinguer, société anonyme à Directoire (*France*)

Président de l'association Medef International (*France*)

Administrateur de Compañia Plastic Omnium SA** (*Espagne*)

Administrateur de Signal AG** (*Suisse*)

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

Laurent Burelle, né le 6 octobre 1949, de nationalité française

M. Laurent Burelle est diplômé de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich (ETH), et titulaire d'un Master of Sciences, Chemical Engineering, du Massachusetts Institute of Technology (M.I.T).

M. Laurent Burelle débute sa carrière, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, comme Ingénieur de fabrication, assistant au Directeur de l'usine de Langres. En 1977, il est nommé Directeur Général, puis Président-Directeur Général de Plastic Omnium SA à Valencia (Espagne). De 1981 à 1988, il occupe les fonctions de Directeur de la division Environnement-Systèmes Urbains avant de devenir Vice-Président Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium en 1988. En juillet 2001,

il est nommé Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Nommé Directeur Général de Burelle SA en juin 1986, il devient Directeur Général Délégué le 15 mai 2001.

M. Laurent Burelle est Administrateur de la Fondation Jacques Chirac pour l'enfance handicapée et des sociétés Pernod Ricard, Lyonnaise de Banque - CIC. Il est membre du Conseil de surveillance de Wendel et de Labruyère-Eberlé.

M. Laurent Burelle est Officier de la Légion d'Honneur et Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Directeur Général Délégué depuis le 15 mai 2001
et Administrateur depuis le 30 juin 1986

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 8 884

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Président-Directeur Général
de la Compagnie Plastic Omnium SA* ** (France)

Directeur Général Délégué et Administrateur
de SOGEC 2 SA (France)

Président de la Compagnie Financière de la Cascade SAS
(France)

Administrateur de Burelle Participations SA** (France)

Président et Membre du Comité de Surveillance
de Sofiparc SAS**(France)

Président et Membre du Comité de Surveillance
de Plastic Omnium Environnement SAS** (France)

Président de Plastic Omnium Auto SAS*** (France)
jusqu'au 28 août 2013

Président de Plastic Omnium Auto Exterior SAS** (France)

Président d'Inergy Automotive Systems SAS** (France)

Administrateur de la Lyonnaise de Banque SA (France)

Administrateur de Pernod Ricard SA* (France)

Membre du Conseil de Surveillance
de Labruyère Eberlé SAS (France)

Membre du Conseil de Surveillance de Wendel*,
société anonyme à Directoire (France)

Gérant de Plastic Omnium GmbH** (Allemagne)

Président et Administrateur-délégué de Compañia
Plastic Omnium SA** (Espagne)

Président de Plastic Omnium International BV** (Pays-Bas)

Administrateur de Signal AG** (Suisse)

Président de Plastic Omnium Holding (Shanghai)
Co. Ltd** (Chine)

154

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

*** Société liquidée ou absorbée au cours de l'exercice 2013

Paul Henry Lemarié, né le 1^{er} janvier 1947, de nationalité française

M. Paul Henry Lemarié est titulaire d'un Doctorat en Physique de l'Université de Paris Orsay et d'un DEA Gestion Finance de Paris Dauphine.

Après une thèse de physique au Commissariat à l'Energie Atomique, puis un début de carrière à la direction financière de la banque Paribas en 1973, M. Paul Henry Lemarié entre dans le groupe d'Ingénierie SOFRESID (Sidérurgie,

Mines, Offshore). En 1980, il rejoint la Compagnie Plastic Omnium en tant que Directeur de la division 3P - Produits Plastiques Performants. En 1985, il prend la direction de la division Automobile. En 1987, il est nommé Directeur Général Adjoint de la Compagnie Plastic Omnium, puis Directeur Général en 1988. Nommé Directeur Général de Burelle SA en avril 1989, il devient Directeur Général Délégué le 15 mai 2001.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Directeur Général Délégué depuis le 15 mai 2001
et Administrateur depuis le 7 juin 2001

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 105

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Directeur Général Délégué et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium* ** (France)

Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle Participations SA** (France)

Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)

Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS** (France)

Membre du Beirat de Plastic Omnium GmbH** (Allemagne)

Administrateur de Compañia Plastic Omnium SA** (Espagne)

* Société cotée
** Société du groupe Burelle

Félicie Burelle, née le 23 juin 1979, de nationalité française

Mme Félicie Burelle est diplômée de l'École Supérieure du Commerce Extérieur (ESCE) et titulaire d'un diplôme en Business-Finance de la South Bank University (Londres) et d'un MBA de l'Instituto de Empresa Business School (Madrid).

Après avoir débuté sa carrière, en 2001, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, comme responsable de la comptabilité de la division Auto Extérieur en

Espagne, Mme Félicie Burelle rejoint, en 2005, le département Corporate Finance d'Ernst & Young. En 2010, elle retourne chez la Compagnie Plastic Omnium en tant que Directeur du Plan Stratégique et de la Coordination Commerciale de la division Auto Extérieur et membre du Comité de Direction de cette entité.

Madame Félicie Burelle a été nommée Administrateur de Burelle SA à l'Assemblée Générale du 30 mai 2013.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 142

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Directeur du Plan Stratégique et de la Coordination Commerciale de Plastic Omnium Auto Exterior*

* Société du groupe Burelle

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

Pierre Burelle, né le 8 janvier 1971, de nationalité française

Monsieur Pierre Burelle a fait des études de Bi-DEUG d'Anglais et d'Économie à Paris X-Nanterre. Il a été membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS du 29 mars 2011 au 1^{er} juillet 2013.

Monsieur Pierre Burelle a été nommé Administrateur de Burelle SA à l'Assemblée Générale du 30 mai 2013.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 20 179

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS* jusqu'au 1^{er} juillet 2013

* Société du groupe Burelle

Dominique Léger, né le 11 janvier 1942, de nationalité française

M. Dominique Léger est diplômé de l'Institut des Sciences Politiques de Paris, titulaire d'une licence en droit et ancien élève de l'École Nationale d'Administration. Il est Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État.

M. Dominique Léger commence sa carrière dans l'administration française où il occupe différentes fonctions, notamment au Conseil d'État et au Ministère de l'Économie, et des Finances avant de devenir Directeur de cabinet auprès de plusieurs ministres. En 1984, il intègre la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) d'où il rejoint

Cegelec dont il assure successivement les fonctions de Secrétaire Général et de Directeur Général chargé du secteur Finances et Administration. En 1994, il rejoint le Crédit Commercial de France, aujourd'hui HSBC France, où, de 1995 à 2004, il est Directeur Général Délégué, puis Administrateur - Directeur Général Délégué. Depuis 2004, il est Avocat au Barreau de Paris

M. Dominique Léger est Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur et Président du Comité des Comptes depuis le 7 juin 2001. Membre du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Vice-Président de la Fondation du Patrimoine (France)

Éliane Lemarié, née le 18 août 1945, de nationalité française

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise ès-lettres, Mme Éliane Lemarié a consacré sa carrière professionnelle à l'information et à la communication des entreprises.

Mme Éliane Lemarié débute sa carrière comme journaliste et secrétaire de rédaction dans différents journaux de presse écrite, dans le cadre de l'Assemblée Permanente des Chambres de Commerce et de

l'Industrie (APCCI), de 1969 à 1975. De 1976 à 1983, elle est en charge de la création et du développement du département Relations Publiques, Relations Presse et Edition de la société Sogec. En avril 1983, elle crée Irma Communication, une agence de conseil en communication auprès de sociétés françaises et internationales cotées à Paris, New York et Mumbai. Elle en est le Président-Directeur Général jusqu'en 2010.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 30 juin 1976

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 115 280

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Représentant permanent de Burelle SA*, elle-même Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium SA** (France)

Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)

Directeur Général Délégué de Sogec 2 SA (France)

Président du Conseil de Surveillance d'Union Industrielle, société anonyme à Directoire (France)

* Société cotée
** Société du groupe Burelle

157

Henri Moulard, né le 2 mai 1938, de nationalité française

M. Henri Moulard est licencié en droit privé, titulaire d'un DES de droit public et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Président-Directeur Général de la Lyonnaise de Banque de 1987 à 1992, M. Henri Moulard est Président du Directoire de la Banque Neufilze OBC, puis Président du Directoire d'ABN Amro France, de 1993 à 2000. En 2001 et 2002, il est Président-Directeur Général du groupe Generali France. Depuis 2002, il est Président de HM & Associés et de Truffe Capital.

Au cours de sa carrière, M. Henri Moulard a siégé au Conseil d'administration de plusieurs sociétés cotées et non cotées, notamment Unibail-Rodamco, Elf Aquitaine, Crédit Agricole SA, Calyon, LCL-Crédit Lyonnais et Amundi. Il a été trésorier de la Fondation de France de 1998 à 2006.

M. Henri Moulard est Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 22 juin 1994. Président du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Président de HM & Associés SAS (France)

Président de Truffe Capital SAS (France)

Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Foncière du Saint-Gothard (France)

Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Foncière Franco-Suisse (France)

Administrateur de Sogelym-Dixence SAS

Administrateur, Président du Comité d'Audit et Membre du Comité des Rémunérations de Neufilze Vie (France)

Censeur et Président du Comité des Rémunérations de GFI Informatique (France)

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

Philippe Sala, né le 28 juin 1940, de nationalité française

M. Philippe Sala est Ingénieur Chimiste, diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Paris et titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après un début de carrière dans le groupe américain Rhom & Haas, M. Philippe Sala fonde, en 1973, la société de matériel électronique Peritel, qu'il vend au groupe Matra en 1979. De 1979 à 1984, il est directeur de la branche Télécommunications de Matra SA qu'il quitte en 1985 pour fonder BFI IBEXSA International SA, un réseau de distribution de composants électroniques européen. En 1995,

il cède la société au groupe américain Avnet, le premier distributeur mondial de composants électroniques. Au sein d'Avnet, il est Président - Directeur Général de BFI IBEXSA International SA jusqu'en 1998, puis membre du Management Board d'Avnet Inc. aux États-Unis jusqu'en 2001. À partir de 1997, il transforme un ensemble de terrains et d'immeubles acquis à Ville d'Avray dans les Hauts-de-Seine, en un 'boutique' hôtel, les Etangs de Corot, dont il reste propriétaire jusqu'en 2007. Depuis, il est Président de Lustrel Laboratoires SAS, un spécialiste en compléments alimentaires.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur et Membre du Comité des Comptes depuis le 7 juin 2001. Membre du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Président de Ibexsa Holding SAS (France)

Président de Lustrel Laboratoires SAS (France)

Gérant de GAEL-Bio SARL (France)

158

François de Wendel, né le 13 janvier 1949, de nationalité française

M. François de Wendel est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et d'un MBA de Harvard Business School.

Après avoir exercé plusieurs fonctions de Direction Générale au sein de Carnaud et CarnaudMetalbox, François de Wendel rejoint Péchiney en 1992 où il devient, en particulier, Directeur Général d'Aluminium de Grèce.

En 1998, il intègre Crown Cork où il est nommé d'abord Senior-Vice President en charge des achats pour l'Europe, puis Executive Vice-Président en charge de la branche Food Europe, Africa & Middle East.

En mai 2005, il intègre le Conseil de Surveillance de Wendel dont il devient Vice-Président, en juillet 2011, et Président, en mars 2013.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 14 juin 1995 et Membre du Comité des Comptes depuis le 22 juillet 2010. Membre du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2013

Président du Conseil de Surveillance de Wendel*, société anonyme à Directoire (France)

Président-Directeur Général de Wendel-Participations (France)

Membre du Comité de Surveillance de Massilly Holding SAS (France)

Président du Conseil d'Administration de la Fondation de Wendel (France)

* Société cotée

Depuis les nominations de Mme Félicie Burelle et M. Pierre Burelle lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013, les membres du groupe de contrôle familial occupent 60% des sièges et les administrateurs extérieurs 40%, un pourcentage supérieur au seuil d'un tiers préconisé par le Code de Gouvernement d'Entreprise Afep-Medef pour les sociétés contrôlées.

Au 31 décembre 2013, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 77,49% du capital de Burelle SA et 87,26% des droits de vote totaux.

2 Indépendance

Le Conseil a examiné la situation particulière de chacun des administrateurs extérieurs au regard des critères d'indépendance énoncés dans le code Afep/MEDEF. Il a constaté que ces administrateurs n'entretenaient aucun lien d'intérêt avec la Société, sa Direction ou ses actionnaires qui puisse compromettre leur liberté de jugement et qu'ils participaient activement aux délibérations, avec la vigilance et l'objectivité requises pour leur mission. Le Conseil a conclu que ces administrateurs présentaient tous les critères d'indépendance requis par le Code à l'exception de celle de la durée de leur mandat qui excède douze ans.

Comme le prévoit le Code, le Conseil n'a pas retenu la durée du mandat comme un critère d'indépendance pertinent en estimant que les administrateurs qui exerçaient leur mandat depuis plus de douze ans continuaient à participer aux délibérations du Conseil avec l'impartialité nécessaire à leur mission. En conséquence, le Conseil a conclu que tous les administrateurs extérieurs au groupe de contrôle familial étaient indépendants.

3 Conflits d'intérêts

À la connaissance de Burelle SA, aucun administrateur ne se trouve dans une situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel entre ses obligations d'administrateur et ses intérêts privés.

Les six membres du Conseil appartenant au groupe de contrôle familial sont apparentés. Il s'agit de MM. Jean Burelle, Laurent Burelle, Paul Henry Lemarié, Mmes Éliane Lemarié et Félicie Burelle et M. Pierre Burelle. Les autres administrateurs n'ont aucun lien de parenté entre eux.

À la connaissance de la Société, aucun administrateur n'a fait l'objet de condamnation pour fraude, n'a participé en tant que dirigeant à une faillite, à une mise sous séquestre ou à une liquidation au cours des cinq dernières années ou n'a fait l'objet d'une incrimination et/ou de sanction publique officielle devenue définitive prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire. Aucun des membres du Conseil d'Administration n'a fait l'objet d'une interdiction prononcée par un tribunal d'agir

en qualité de membre d'un organe de direction, d'administration ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

Par ailleurs, aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des organes d'administration ou de direction de la Société.

4 Représentation des femmes et des hommes

Au 31 décembre 2013, le Conseil comprend deux femmes membres du Conseil sur dix sièges. Sa composition est conforme aux conditions de mixité fixées par la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 qui stipule que la proportion de chaque sexe ne pourra être inférieure à 20% à l'issue de la première assemblée générale qui suivra le 1^{er} janvier 2014.

II FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

159

1 Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a principalement pour mission de :

- participer à l'élaboration des orientations stratégiques et veiller à leur mise en œuvre,
- se saisir de toute question intéressant la bonne marche des affaires et d'en délibérer,
- procéder aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, notamment en ce qui concerne la cohérence générale des comptes et les principes comptables retenus,
- procéder à l'arrêté des comptes individuels et consolidés annuels, présentés par le Président du Conseil d'Administration et contrôlés et commentés par le collège des Commissaires aux Comptes, puis certifiés par ces derniers avant leur présentation à l'Assemblée Générale, ainsi qu'à l'établissement des rapports sur l'activité et les résultats de la Société et de ses filiales,
- procéder à l'arrêté des comptes semestriels,
- veiller à l'exactitude de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché.

En outre, le Conseil d'Administration examine et autorise au préalable les opérations susceptibles d'affecter la stratégie du Groupe ou de modifier de manière significative son activité, son périmètre, sa structure financière ou son profil de risque telles que les opérations d'acquisition, de fusion, de prise de participation ou de cession.

Chaque année, le Conseil autorise le Président-Directeur Général à délivrer des cautions, avals et garanties pour un montant qu'il détermine. Au moins une fois par an,

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

il passe en revue le budget, la stratégie des sociétés du Groupe et leurs ressources financières.

2 Fonctionnement du Conseil d'Administration

Pour lui permettre d'exercer pleinement ses missions, le Conseil d'Administration dispose d'un ensemble d'informations portant notamment sur l'activité, les résultats, la situation financière et le financement de la Société et de ses filiales. Les documents du Conseil présentent également une synthèse des budgets, des prévisions de résultat et des projets de croissance externe significatifs ou de toute autre opération à caractère stratégique.

Les documents relatifs aux sujets à l'ordre du jour sont transmis aux membres du Conseil, généralement une semaine avant la date de réunion.

3 Compte-rendu de l'activité du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2013

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les affaires de la Société l'exigent et au moins trois fois par an. Au cours de l'exercice 2013, il s'est réuni trois fois avec un taux de participation de 100%.

Lors de ces réunions, le Conseil a procédé à l'arrêté des comptes de l'exercice 2013 et des comptes semestriels 2013. Il a examiné la marche des affaires, les résultats de chacune de ses filiales et leur situation financière, leur politique de financement, leurs orientations stratégiques et les prévisions budgétaires et prévisionnelles 2014. Il a également délibéré sur la convocation et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, les autorisations de cautions, avals et garanties et les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux.

Pour l'exercice 2014, trois réunions du Conseil sont programmées, l'une d'entre elles s'étant déjà tenue à la date du présent rapport.

4 Mission du Comité des Comptes

Le Comité des Comptes a pour objectif de faciliter l'exercice des missions du Conseil d'Administration qui garde seul la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés et auquel il rend compte de ses travaux. Il est composé de trois administrateurs indépendants : M. Dominique Léger, Président, et MM. Philippe Sala et François de Wendel.

Le Comité des Comptes a pour mission :

- d'examiner les comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, et d'approfondir les sujets qui lui

semblent pertinents, avant la présentation des comptes au Conseil d'Administration,

- de s'assurer du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, et notamment d'étudier les principes et règles comptables utilisés lors de l'établissement des comptes et de prévenir les éventuels manquements aux règles comptables,
- d'examiner les conclusions des Commissaires aux Comptes, leurs recommandations éventuelles et leur suivi,
- de donner un avis sur la proposition de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes présentée par le Président-Directeur Général, et de veiller au respect des règles assurant leur indépendance et la bonne conduite de leur mission,
- de s'assurer du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques mis en place dans le Groupe et pouvant avoir une incidence sur les comptes,
- d'une manière générale, de s'informer sur tout sujet susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou comptable du Groupe.

5 Compte-rendu de l'activité du Comité des Comptes au cours de l'exercice 2013

Le Comité des Comptes se réunit aussi souvent que nécessaire. Au cours de l'exercice 2013, il s'est réuni deux fois en présence de tous ses membres pour la préparation de l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels. Au cours de ces séances, ses travaux ont porté notamment sur l'évolution des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, et le suivi de leur efficacité.

Assistent aux réunions du Comité des Comptes, le Directeur Financier et le Secrétaire Général de Burelle SA ainsi que les Commissaires aux Comptes. Le Comité des Comptes a accès à d'autres collaborateurs du Groupe lorsqu'il le souhaite.

Il est prévu que le Comité des Comptes se réunisse deux fois en 2014. L'une de ces réunions concernant l'arrêté des comptes sociaux et consolidés 2013 a eu lieu au mois d'avril 2014.

6 Comité des Rémunérations

Dans sa séance du 18 décembre 2013, le Conseil d'Administration a institué un Comité des Rémunérations. Il est composé de M. Henri Moulard, Président, et de trois membres : MM. Dominique Léger, Philippe Sala et François de Wendel. Son rôle consiste à préparer la décision du Conseil à qui incombe la responsabilité de déterminer l'ensemble des rémunérations et avantages des Dirigeants Mandataires Sociaux.

Le Comité des Rémunérations s'est réuni le 1^{er} avril 2014 pour examiner les rémunérations et avantages des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de l'exercice 2013 et émettre ses recommandations. Après avoir pris connaissance de son compte-rendu, le Conseil d'Administration a déterminé l'ensemble des rémunérations et avantages des Dirigeants Mandataires Sociaux. Les administrateurs concernés et les personnes qui leur sont liées n'ont pas pris part au vote.

Les informations sur les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux Dirigeants Mandataires Sociaux sont données en page 173 et suivantes dans le rapport du Conseil d'Administration sur les comptes sociaux.

7 Organisation de la Direction Générale – Limitations des pouvoirs

Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les mandats de Président et de Directeur Général. M. Jean Burelle est Président-Directeur Général depuis cette date. MM. Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié exercent les fonctions de Directeur Général Délégué. Leurs fonctions ont été renouvelées par le Conseil en date du 30 mars 2012.

Le Président-Directeur Général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration. Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général si ce n'est en matière de cautions, garanties et avals qui font l'objet d'un plafond fixé annuellement.

Le Président-Directeur Général et les deux Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs de représentation vis-à-vis des tiers.

8 Informations complémentaires

Le présent rapport sera présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 3 juin 2014. Les conditions et modalités de participation à cette Assemblée sont exposées dans les statuts de Burelle SA (article 16) ainsi que sur le site Internet www.burelle.com.

En application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de commerce, les informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique figurent en page 172 dans le rapport du Conseil d'Administration sur les comptes sociaux.

Le Code de Gouvernement d'Entreprise des sociétés cotées Afep-MEDEF est disponible au siège administratif de la Société.

III PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Ce rapport présente le système de contrôle interne de Burelle SA, holding financier du groupe Burelle, et des sociétés qu'elle contrôle. Il s'attache particulièrement à présenter les procédures destinées à assurer la fiabilité des comptes consolidés et du contrôle exercé sur les entités contrôlées majoritairement. Compte-tenu de l'importance de la Compagnie Plastic Omnium dans les comptes consolidés du groupe Burelle, une grande partie de ce rapport traite des principales procédures relatives à cette société. Les autres sociétés du groupe Burelle sont soumises aux mêmes procédures ainsi qu'à des procédures spécifiques à leurs activités.

La Compagnie Plastic Omnium détient des participations significatives dont elle partage le contrôle avec des partenaires. Pour ces entités, elle examine et évalue régulièrement leur fonctionnement et exerce toute son influence pour qu'elles se conforment à ses exigences en matière de contrôle interne.

1 Objectifs en matière de procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur au sein des sociétés constituant le groupe Burelle vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- la mise en œuvre efficace et maîtrisée, notamment au regard des risques, des orientations fixées par la Direction Générale,
- le bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières,
- la mobilisation des collaborateurs autour de valeurs communes et d'une vision partagée des risques pour contribuer à les réduire.

Les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques jouent un rôle important dans la conduite des activités des sociétés du Groupe. Toutefois, ces dispositifs ne peuvent fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs fixés, ni ne peuvent prétendre éliminer tous les risques affectant les sociétés du Groupe.

Principale filiale du Groupe, la Compagnie Plastic Omnium travaille au développement de son dispositif de contrôle interne et de gestion des risques dans une démarche permanente de progrès qui s'appuie en particulier sur le guide de mise en œuvre du cadre de référence de l'AMF.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

2 Description synthétique des procédures de contrôle interne et de gestion des risques

A. ORGANISATION GÉNÉRALE

Burelle SA est le holding du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 56,1 % et présente dans l'industrie et les services,
- la société Sofiparc, filiale à 100%, qui détient et gère un patrimoine immobilier constitué de bureaux et de terrains,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100%.

Le groupe Burelle est animé et contrôlé par le **Comité Burelle** qui est composé du Président-Directeur Général de Burelle SA et des deux Directeurs Généraux Délégués. Ce Comité se réunit, d'une manière formelle, une fois par mois, sans compter les réunions et discussions informelles. Il a notamment pour mission de définir la politique du Groupe, suivre la mise en œuvre de cette politique et de ses orientations stratégiques. Pour les filiales de Burelle SA et pour chacune des principales entités du Groupe, le Comité examine, entre autres, l'activité, les grands développements, les résultats mensuels, les budgets, leur suivi et la politique d'investissement. Il débat des questions importantes et, plus généralement, veille à la bonne marche des affaires et au suivi de ses décisions.

Le **Président-Directeur Général de Burelle SA** est Président ou membre des Conseils d'Administration/Comité de Surveillance de plusieurs sociétés du Groupe. Les **Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** exercent également des mandats sociaux au sein des principales filiales et sous-filiales du Groupe. Ils sont ainsi en mesure d'exercer un contrôle sur les principales filiales et sous-filiales de Burelle SA.

Le **Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium** se réunit une fois par mois autour de la Direction Générale pour examiner de façon collégiale les activités et les perspectives et débattre des actions à mener. Il comprend également les Directeurs de divisions ainsi que les représentants des principales directions fonctionnelles.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale des sujets relatifs aux activités commerciales, à l'organisation, aux investissements, aux affaires sociales et légales, à la sécurité et à l'environnement, à la recherche et au développement, aux opérations de fusion-acquisition et au financement. Chaque mois, il examine les résultats et l'évolution de la situation financière des divisions de la Compagnie Plastic Omnium, par rapport à l'année précédente et au budget mensualisé, y compris les investissements et les besoins en fonds de roulement. Dans

une optique proactive, le Comité de Direction passe en revue les prévisions à trois mois au niveau du compte de résultat et des principaux éléments du bilan. Chaque trimestre, il valide les révisions du budget et, en juin de chaque année, il analyse le plan stratégique à cinq ans, division par division. Ce plan oriente les prévisions budgétaires qui sont adoptées en décembre et présentées au Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium et de Burelle SA.

La Compagnie Plastic Omnium exerce un contrôle sur ses filiales et ses participations en étant représentée, directement ou indirectement, au sein de leur Conseil d'Administration.

Le **Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium** examine l'ensemble des grandes hypothèses et orientations arrêtées par la Direction Générale.

Filiale immobilière, **Sofiparc** est une société par actions simplifiée dont le Président est M. Laurent Burelle, également Directeur Général Délégué de Burelle SA. Elle est dotée d'un Comité de Surveillance comprenant notamment M. Jean Burelle, Président-Directeur Général de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle SA et Mme Éliane Lemarié, Administrateur de Burelle SA et représentant permanent de Burelle SA au Conseil de la Compagnie Plastic Omnium. Le Comité de Surveillance a pour mission de contrôler la gestion de la société par le Président, de délibérer sur la stratégie, de vérifier les comptes et de les contrôler.

Société de capital-investissement, **Burelle Participations** est dotée d'un Comité d'investissement comprenant M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et les membres de l'équipe opérationnelle. Ce Comité se réunit chaque semaine pour examiner les propositions d'investissement et l'évolution du portefeuille. Chaque proposition d'investissement fait l'objet d'une présentation écrite à ce Comité qui a seul pouvoir de décider d'un investissement ou d'un désinvestissement.

Le Conseil d'Administration de Burelle Participations comprend notamment M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué et M. Jean-Michel Szczerba, Directeur Général Délégué et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium. Il se réunit deux fois par an pour arrêter les comptes annuels et semestriels. Il revoit l'activité, les engagements et leur financement ainsi que la performance des investissements en portefeuille et leur valorisation. Il fixe le montant des capitaux alloués à l'activité de capital-investissement et s'assure de la conformité des activités avec les axes stratégiques définis.

Le Conseil d'Administration de Burelle SA valide les orientations stratégiques de Burelle SA et de ses filiales et suit leur mise en œuvre. Il veille à la pérennité de ses filiales et à l'accroissement de leur valeur dans le temps.

B. ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est prioritairement conçu pour traiter les risques associés à la Compagnie Plastic Omnium, principale filiale de Burelle SA. La Présidence et la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium en définissent les orientations.

Ce dispositif s'organise autour de deux fonctions clés, à savoir :

- une fonction de contrôle qui est exercée par les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne qui constituent trois niveaux de contrôle distincts,
- une fonction de surveillance qui est exercée par la Présidence et la Direction Générale, la Direction des Risques, le Comité de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration.

Son fonctionnement repose, d'une part, sur le respect des règles et principes de son référentiel de contrôle, et, d'autre part, sur la mise en œuvre de démarches destinées à améliorer la gestion des risques majeurs de manière continue.

a – Le Référentiel de Contrôle Interne

Le dispositif de contrôle interne concerne, au premier chef, la Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA. Ce dispositif repose en premier lieu sur un Référentiel de Contrôle Interne, qui regroupe l'ensemble des principes et des règles applicables dans les sociétés contrôlées majoritairement. Le référentiel est constitué du **Code de Conduite**, des **Règles** et **Procédures** et du **Manuel de procédures comptables et financières**.

- Code de Conduite

La Compagnie Plastic Omnium et toutes les sociétés du groupe Burelle attachent une importance particulière au respect des droits liés à la personne et des règles propices au développement durable. La Compagnie Plastic Omnium est signataire du pacte mondial Global Compact qui, avec le Code de Conduite Plastic Omnium, témoignent d'un esprit d'engagement responsable. Ces codes exposent les valeurs qui président aux comportements individuels et collectifs que la Compagnie Plastic Omnium entend promouvoir et qui déterminent les principes fondamentaux servant de fondement aux règles et aux procédures du contrôle interne.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un Code de Conduite spécifique relatif au droit de la concurrence, déployé dans l'ensemble du Groupe dans le cadre d'un programme de compliance.

Le Code de Conduite s'applique à toutes les filiales et sociétés affiliées dans lesquelles la Compagnie Plastic Omnium détient une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium exerce toute son influence et ses droits pour encourager ses autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code. Il est également demandé aux employés de Burelle SA et de Burelle Participations de s'y conformer.

- Règles

Les **Règles** définissent les rôles et les responsabilités des différentes directions dans les domaines suivants :

- Gouvernance et juridique,
- Ressources humaines,
- Trésorerie et financements,
- Ventes,
- Achats (exploitation et investissements),
- Immobilier,
- Stocks et Logistique,
- Projets Automobiles,
- Comptabilité et Fiscalité,
- Production et Qualité,
- Systèmes d'Information,
- Hygiène Sécurité Environnement.

Les règles traitent de l'exploitation courante comme des opérations non courantes. Elles constituent une référence unique et globale en vue d'assurer le caractère cohérent et suffisant des processus de contrôle interne mis en œuvre au sein des sociétés du Groupe.

- Manuel de procédures comptables et financières

Le Groupe dispose d'un **Manuel de procédures comptables et financières**, conforme aux normes IFRS, qui est régulièrement mis à jour. Ces procédures comptables sont applicables dans l'ensemble du périmètre de consolidation du groupe Burelle.

b – Gestion des risques

Les principaux risques auxquels Burelle SA et ses filiales sont exposées sont présentés au chapitre « Gestion des risques » du rapport de gestion sur les comptes consolidés. Y sont décrites les principales démarches ou procédures visant à prévenir et à maîtriser ces risques de manière adaptée.

Les principaux risques identifiés sont relatifs à la Compagnie Plastic Omnium. Le dispositif de gestion des

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

risques qu'elle a mis en place intègre un processus d'identification et d'analyse des risques principaux dont l'objectif est, d'une part, de vérifier la pertinence des démarches mises en œuvre et, d'autre part, d'engager des actions visant à renforcer ou compléter les démarches existantes. Cet exercice est animé par la Direction des Risques en collaboration avec les Directions opérationnelles et les Directions fonctionnelles. Ce dispositif fait l'objet d'une surveillance par la Direction Générale.

c – Activités de contrôle

Au sein de la Compagnie Plastic Omnium, les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne constituent les principaux acteurs du contrôle interne.

Les **Directions opérationnelles** mettent en œuvre les structures et les moyens nécessaires à l'application satisfaisante des principes et des règles de contrôle interne dans leurs activités. Elles sont responsables notamment de l'identification des risques propres à leurs activités et du déploiement, dans une juste mesure, des démarches qui visent à en assurer la maîtrise.

Les **Directions fonctionnelles centrales** sont chargées, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques, d'analyser les risques propres à leurs fonctions et d'élaborer les schémas nécessaires à leur bon fonctionnement. Elles produisent et mettent à jour le Référentiel de Contrôle Interne et les démarches transversales de maîtrise des risques. Ce faisant, elles sont tenues de garantir la pertinence du Référentiel de Contrôle Interne au regard des normes, réglementations et lois en vigueur et de mettre en œuvre, aux niveaux adéquats, les moyens nécessaires à la communication de l'information qu'elles produisent.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'un **département d'audit interne centralisé**. Rattaché à la Direction des risques, il dépend du Secrétariat Général. Ce département conduit des audits sur un périmètre comprenant toute société de la Compagnie Plastic Omnium, qu'elle y exerce ou non le contrôle. Il peut être appelé à intervenir dans les autres filiales de Burelle SA. Il rend compte de ses travaux au Comité de Contrôle Interne, organe de surveillance. Le plan annuel des missions menées par le département d'audit interne est établi en fonction de la fréquence des audits passés et du contexte dans lequel chaque entité opère en matière de contrôle et de risque.

Les entités auditées répondent aux recommandations issues des audits par des plans d'actions qui font l'objet d'un suivi systématique par les équipes de direction des divisions.

Aucune des missions réalisées en 2013 n'a révélé de défaillance majeure des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques.

Par ailleurs le département d'audit interne supervise les campagnes annuelles d'**auto-évaluation** du contrôle interne, lancées depuis 2006. L'élaboration du questionnaire s'inspire notamment du guide d'application annexé au cadre de référence de l'AMF.

À noter que l'application des normes internationales relatives à la sécurité, à l'environnement et à la performance des démarches d'assurance qualité, ainsi que les diligences des compagnies d'assurances et des clients, donnent lieu à des audits spécialisés récurrents réalisés par des organismes indépendants. Au 31 décembre 2013, 83% et 76% des sites détenus à au moins 50% et éligibles étaient respectivement certifiés ISO14001 et OSHAS 18001.

Les règles et procédures du contrôle interne sont accessibles par les collaborateurs sur la page d'accueil du portail intranet du Groupe. Les directions fonctionnelles centrales assurent, au travers de leurs activités de formalisation, d'animation, de formation et de reporting, le déploiement du contrôle interne au sein du Groupe.

d – Surveillance des activités de contrôle interne

La surveillance permanente du dispositif relatif au contrôle interne et à la gestion des risques incombe, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, **à la Direction Générale, assistée de la Direction des Risques**.

La **Direction des Risques** exerce une surveillance critique sur le dispositif de contrôle interne au regard de sa mission particulière. Elle rend compte de ses analyses et de ses préconisations à la Direction Générale dont elle dépend directement ainsi qu'au Comité de Contrôle Interne. Elle anime la démarche d'identification des risques et pilote le plan destiné à en assurer la maîtrise.

Un **Comité de Contrôle Interne** assure la coordination et la supervision générale du dispositif de contrôle interne. Ce Comité est présidé par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et compte, parmi ses membres, les Directeur et Directeur Adjoint des Ressources Humaines, le Directeur Financier, le Directeur des Risques et de l'Audit Interne ainsi que les Directeurs Généraux ainsi que les Directeurs Financiers des divisions. Il rend compte de ses avis au Président-Directeur Général, dont il relaie les décisions ou orientations. Sa composition lui donne autorité pour formuler les instructions qui lui paraissent utiles et coordonner les efforts de l'ensemble des acteurs prenant part au dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.

Le **Conseil d'Administration** examine l'ensemble des grandes orientations du dispositif de contrôle interne et des démarches de gestion des risques. Il prend notamment connaissance de ses caractéristiques essentielles et acquiert une compréhension d'ensemble des procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information globale et financière.

3 Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable

A. PRINCIPES D'ÉLABORATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium assure la gestion financière et comptable de la Compagnie Plastic Omnium, de Burelle SA et de ses deux autres filiales.

Les principes d'élaboration de l'information financière qui s'appliquent aux sociétés du groupe Burelle sont ceux qui ont été retenus par la Compagnie Plastic Omnium. L'homogénéité des états financiers du Groupe est garantie par l'adoption de normes comptables et d'un plan de compte commun à toutes les entités qui en font partie. Ce plan tient compte de la spécificité des activités des différentes filiales. Il est défini par le département «normes et principes comptables», rattaché à la Direction Comptable et Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium, qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est ensuite assurée par une gestion coordonnée des systèmes d'information qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale. Les processus de reporting et de consolidation des comptes sont standardisés et unifiés par l'utilisation d'un logiciel unique.

L'information financière est produite à l'occasion du reporting de trésorerie hebdomadaire, du reporting mensuel, de la consolidation biannuelle et du budget annuel. Toutes les sociétés contrôlées par Burelle SA entrent dans le périmètre de cette information.

B. PROCESSUS DE REPORTING FINANCIER ET PROCESSUS DE CONTRÔLE DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

La fonction comptable au sein de la Compagnie Plastic Omnium est décentralisée en filiale. Un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers est assuré au niveau local, puis au niveau central dans chaque division. Enfin, un troisième niveau de contrôle est assuré par la Direction Financière.

Le reporting est transmis, chaque mois, huit jours après la clôture à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium pour être analysé en Comité de Direction, puis discuté au sein du Comité Burelle avant la fin du mois.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination ainsi qu'un suivi détaillé des coûts de production, de structure et de recherche et développement. Il donne également un tableau complet des flux de trésorerie, une prévision de l'activité pour les trois mois à venir

ainsi qu'un reporting «Environnement et Sécurité». Ces éléments sont fournis aussi bien au niveau de la Compagnie Plastic Omnium que des filiales opérationnelles et des divisions.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations.

Le processus budgétaire débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles. Le budget ainsi établi est soumis à la Direction Générale en novembre pour validation en décembre, avant sa présentation au Conseil d'Administration. Ce budget est réestimé régulièrement. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant de mettre en œuvre, si nécessaire, des actions correctives et d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Le budget est établi dans la continuité du plan stratégique, approuvé en juillet chaque année par la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Ce plan présente les comptes de résultat, les bilans prévisionnels et les tableaux de trésorerie des trois/cinq années suivant l'exercice en cours, en s'appuyant sur les stratégies commerciale, industrielle et financière de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions opérationnelles.

En matière de gestion de la trésorerie, Plastic Omnium Finance, société faisant office de banque interne, assure le financement des filiales que la Compagnie Plastic Omnium contrôle. Par son intermédiaire, dans tous les pays où les règles locales le permettent, la Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie de ses filiales («cash pooling») et opère une compensation mensuelle de leurs dettes et créances mutuelles («netting»). Elle gère ainsi leurs flux de financement et contrôle au quotidien leur situation de trésorerie.

De manière générale, aucune filiale du Groupe ne peut négocier de financement auprès d'un tiers sans l'accord de la Trésorerie Centrale. Par ailleurs, Plastic Omnium Finance centralise l'ensemble des opérations de couverture relatives aux risques de change ou de taux.

Burelle SA, Sofiparc et Burelle Participations utilisent Plastic Omnium Finance pour leurs transactions courantes avec toute société appartenant au groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

Un reporting de trésorerie est transmis chaque semaine à la Direction Générale. Il comprend la situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium, détaillée par filiale ou division et accompagnée d'une comparaison par rapport à la situation constatée lors de l'exercice précédent et par rapport à celle prévue au budget de l'année en cours.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2013

C. SUIVI DES INVESTISSEMENTS DE BURELLE PARTICIPATIONS

Tout investissement fait l'objet d'une présentation au Comité d'Investissement qui comprend M. Jean Burelle, Président Directeur Général de Burelle SA et de Burelle Participations, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué de Burelle SA et de Burelle Participations. Un investissement ne peut être réalisé sans leur accord conjoint.

Tous les engagements pris au nom de Burelle Participations et toutes les demandes de décaissement doivent être signés par le Président-Directeur Général ou le Directeur Général Délégué qui sont seuls habilités à engager la société et à autoriser les paiements, sans limitation en termes de montants.

Une fois réalisé, chaque investissement de Burelle Participations fait l'objet d'une fiche détaillée résumant ses caractéristiques, son évolution et sa valorisation. Ces fiches sont présentées au Conseil d'Administration qui se réunit deux fois par an. Le portefeuille est valorisé à sa juste valeur deux fois par an, lors des arrêtés semestriel et annuel, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées par les organisations professionnelles et destinées au métier du capital investissement (AFIC, IPEV, EVCA).

En outre, Burelle Participations établit, au moins une fois par an, un plan à trois ans, qui a pour objectif de valider la stratégie et d'estimer le montant des engagements futurs, la performance attendue du portefeuille ainsi que les besoins en trésorerie. Ce plan est mis à jour périodiquement et soumis à l'accord du Conseil d'Administration, avec le budget annuel, en octobre.

Les investissements en portefeuille font l'objet d'un reporting financier périodique émis par les gestionnaires des fonds ou des sociétés. Pour les investissements en mezzanine, le reporting financier mensuel est formalisé dans des contrats. Les fonds sont également astreints à un reporting trimestriel où il est rendu compte de la performance et de la situation financière des sociétés en portefeuille. Ils émettent généralement une valorisation semestrielle de leur actif net, certifiée par les commissaires aux comptes. Les investissements directs en capital sont suivis grâce à un reporting généralement trimestriel. Ces rapports sont régulièrement complétés par des entretiens avec les différents intervenants, qu'il s'agisse des dirigeants, des banques participant aux montages financiers ou des co-investisseurs.

Après analyse, ces informations sont présentées au Comité d'investissement hebdomadaire qui décide, le cas échéant, des actions à prendre. Chaque semaine, le Comité d'investissement reçoit les reportings reçus depuis la dernière réunion, l'évolution de la valorisation

du portefeuille et la position de trésorerie. Il examine les nouveaux investissements.

Un reporting de Burelle Participations, comprenant un compte de résultat et un bilan, est établi mensuellement.

D. PROCESSUS DE REPORTING FINANCIER ET PROCESSUS DE CONTRÔLE DE BURELLE SA ET SOFIPARC

Burelle SA et Sofiparc sont intégrées au processus budgétaire dans les mêmes conditions que les sociétés de la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc fait l'objet d'un reporting mensuel selon le format groupe appliqué par la Compagnie Plastic Omnium.

Toute dépense est soumise à l'autorisation du Président pour Sofiparc, et du Président-Directeur Général ou d'un des Directeurs Généraux Délégués pour Burelle SA. Les paiements ne sont effectués qu'après validation par les personnes habilitées. Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA, ainsi que le Président de Sofiparc, sont habilités à autoriser les règlements sans limite de montant.

Aucun incident notable et significatif, ni aucun manquement remarquable, n'a été relevé en 2013 qui puisse remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus.

PLAN D' ACTIONS POUR 2014

Le Groupe est engagé dans un processus d'amélioration continue de son système de contrôle interne. Cette démarche sera poursuivie en 2014, l'objectif restant de renforcer la pertinence de certaines procédures et leur appropriation par les équipes opérationnelles aussi bien dans le domaine des procédures de contrôle interne que dans celui des procédures comptables et financières et de la maîtrise des risques. Le plan de travail prévoit 37 missions en 2014 contre 35 en 2013 et 34 en 2012.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

167

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 9 avril 2014

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

COMPTES SOCIAUX



170	Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014
170	Éléments financiers
170	Règles et méthodes comptables
170	Capital social
171	Délégations de compétence en cours
171	Actionnariat
172	Opérations réalisées sur les titres de Burelle SA par les mandataires sociaux
172	Pactes d'actionnaires
172	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat
172	Existence d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle
172	Programme d'achat d'actions
173	Évolution boursière
173	Rémunérations des mandataires sociaux
178	Information sur les délais de paiement
178	Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014
180	Compte de résultat
181	Bilan
182	Tableau des flux de trésorerie
183	Annexe aux comptes annuels
188	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013
189	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
191	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés
193	Rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital
194	Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014
198	Résultats financiers des cinq derniers exercices
199	Informations

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les produits d'exploitation de Burelle SA s'élevaient à 7,9 millions d'euros en 2013 contre 7,2 millions d'euros en 2012. Ils proviennent principalement des facturations de services rendus à ses filiales directes ou indirectes, à savoir la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion et Sofiparc.

Le résultat d'exploitation de l'exercice tient compte des charges liées au fonctionnement de Burelle SA. Il s'établit à -7,9 millions d'euros en 2013 contre -6,3 millions d'euros en 2012. Cette évolution est liée principalement à l'augmentation de la part des rémunérations non refacturées en tant que prestations de services.

Le résultat financier est essentiellement constitué des dividendes perçus des filiales qui progressent de 21,8 millions d'euros en 2012 à 23,2 millions d'euros. Le dividende reçu de la Compagnie Plastic Omnium est en hausse de 10%, à 22,0 millions d'euros au lieu de 20,0 millions d'euros en 2012. Ce montant correspond à un dividende par action de 0,76 euro, contre 0,69 euro en 2012. Le dividende distribué par Sofiparc progresse de 0,8 million d'euros en 2012 à 1,1 million d'euros en 2013. Burelle Participations n'ayant pas réalisé de plus-value de cession en 2013 contrairement à 2012, son dividende a été réduit de 1,0 million d'euros à 0,1 million d'euros.

Les dividendes reçus des filiales ont permis de rembourser l'intégralité de la dette nette qui s'élevait à 8,3 millions d'euros fin 2012. Au 31 décembre 2013, la position de trésorerie nette est créditrice de 0,2 million d'euros. Du fait du remboursement de la dette bancaire au cours de l'exercice, les charges d'intérêts de l'année, nettes des produits d'intérêt, sont faibles, à 0,03 million d'euros au lieu de 0,3 million d'euros en 2012. Après prise en compte de ces produits financiers, le résultat financier progresse de 21,6 millions d'euros en 2012 à 23,2 millions d'euros en 2013.

Les opérations d'animation du cours de bourse effectuées dans le cadre du contrat de liquidité réalisent, sur l'exercice, un profit net exceptionnel de 1,3 million d'euros au lieu de 0,05 million d'euros en 2012. La provision pour risques et charges est dotée d'un montant de 2,0 millions d'euros pour couvrir un risque fiscal. Compte tenu de cette dotation, le résultat exceptionnel est négatif de 0,7 million d'euros, alors qu'il était légèrement positif à la clôture précédente.

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal qui intègre la société Sofiparc. À ce titre, cette dernière lui remonte sa quote-part de l'impôt sur les sociétés qui s'est élevée à 1,1 million d'euros en 2013 au lieu de 1,3 million d'euros en 2012. L'impôt de 3%, applicable pour la première fois en 2013 sur les dividendes payés au cours de l'année, crée une nouvelle charge de 0,2 million d'euros.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat net 2013 est bénéficiaire de 15,4 millions d'euros. En 2012, Burelle SA affichait un profit de 16,6 millions d'euros.

Aucune réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable n'est intervenue au cours de l'exercice par application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes aux comptes sociaux.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2013, le capital social de Burelle SA s'élève à 27 799 725 euros. Il est divisé en 1 853 315 actions de 15 euros de valeur nominale.

Au cours des cinq dernières années, le capital social de Burelle SA a connu une seule évolution, en date du 30 septembre 2011, lorsque 16 988 actions propres ont été annulées par décision du Conseil d'Administration du 22 juillet 2011. Cette opération a fait passer le capital social 28 054 545 euros au montant actuel de 27 799 725 euros, représenté par 1 853 315 actions au lieu de 1 870 303 antérieurement. La valeur nominale est restée inchangée à 15 euros. Le coût de revient des actions annulées de 1 274 100 euros a été imputé comme suit :

En euros	Montants avant annulation	Annulation	Montants après annulation
Capital social	28 054 545	(254 820)	27 799 725
Réserve légale	2 805 455	(25 482)	2 779 973
Prime d'émission	16 493 937	(993 798)	15 500 139
Total	47 353 937	(1 274 100)	46 079 837

Au 31 décembre 2013, Burelle SA détient 96 612 actions propres soit 5,21% du capital social. Au 31 décembre 2012, l'autocontrôle était constitué de 101 820 actions, représentant 5,49% du capital social.

Au 31 décembre 2013, il n'existe aucun titre ou droit donnant directement ou indirectement accès au capital de Burelle SA. En particulier, il n'existe, à cette date, aucun plan de souscription d'actions ou d'option d'achat d'actions en cours.

DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE EN COURS

Le tableau ci-dessous résume les autorisations en cours de validité qui ont été approuvées par l'Assemblée Générale :

N° de résolution/ Date de l'Assemblée	Type d'autorisation et de délégation de compétence	Durée et date d'expiration	Montant maximal par autorisation ou délégation de compétence	Utilisation de l'autorisation ou de la délégation de compétence
6 ^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013	Autorisation d'opérer sur les actions propres de la Société	18 mois, jusqu'au 29 novembre 2014	Prix maximum d'achat : 600 €. Déten- tion maximale : 10% du capital social. Montant cumulé des acquisitions : 111 198 600 €	Burelle SA détient 5,21 % de son capital au 31 décembre 2013
17 ^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009	Autorisation de réduire le capital social par annulation d'actions propres	5 ans, jusqu'au 8 juin 2014	Dans la limite de 10% par période de 24 mois	Le 30 septembre 2011, Burelle SA a annulé 16 988 actions (0,91 % du capital)

Au 31 décembre 2013, il n'existe aucune autorisation en cours de validité permettant au Conseil d'Administration de procéder à une augmentation de capital. Aucune délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration dans ce domaine n'a expiré au cours de l'exercice.

ACTIONNARIAT

171

Au 31 décembre 2013, la famille Burelle détient 77,49% de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,37% de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 21,13% de Burelle SA. À la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire ne possède 5% ou plus du capital social.

Au 31 décembre 2013, Burelle SA compte 1 437 987 actions ayant un droit de vote double. À cette date, le nombre de droits de vote théoriques est de 3 291 302 et le nombre de droits de vote exerçables de 3 194 690. Au 31 décembre 2013, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 87,26% des droits de vote théoriques et 89,90% des droits de vote exerçables.

Au 31 décembre 2013, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la Société. Les salariés ne disposent pas non plus d'actions au titre de l'actionariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Sous réserve du droit de vote double mentionné ci-après, aucun privilège n'est attaché à une catégorie spéciale d'actions ou à une catégorie spéciale d'actionnaires.

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de trois ans, s'il est en cours. La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

À la date du présent document, il n'existe à la connaissance de Burelle SA, aucun accord relatif à une option sur une entité membre du groupe Burelle, ni aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR LES TITRES DE BURELLE SA PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

À la connaissance de la Société, aucun Dirigeant Mandataire Social, aucun Administrateur n'a effectué d'opérations sur les titres de la Société au cours de l'exercice 2013.

PACTES D'ACTIONNAIRES

Sogec 2, la Compagnie Financière de la Cascade et les membres de la famille Burelle ont souscrit en 2004, 2005, 2006, 2008, 2010, 2012 et 2013, à des engagements de conservation d'actions Burelle SA au titre des articles 885-1 bis et 787-B du Code Général des Impôts.

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

172

Il n'y a aucun élément pouvant avoir un impact en cas d'offre publique si ce n'est la structure du capital et les conditions d'acquisition et de perte de droits de vote doubles décrites dans le paragraphe 'Actionariat' et les engagements de conservation d'actions décrits au paragraphe précédent.

EXISTENCE D'ACCORD DONT LA MISE EN ŒUVRE POURRAIT ENTRAÎNER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Il n'existe pas, à ce jour, dans un acte constitutif, les statuts, une charte ou un règlement, de disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la société.

PROGRAMME D'ACHAT D' ACTIONS

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013 a autorisé la Société à procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI,
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital, qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire,
- de leur attribution ou de leur cession à des salariés ou mandataires sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise par les autorités de marché.

Au cours de l'exercice, 11 208 actions ont été vendues à un prix moyen de 323,48 euros par action et 6 000 actions ont été achetées à un prix moyen de 350,35 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à la Société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution de la position en actions propres depuis la fin de l'exercice 2012 et l'affectation de ces actions par objectif. Au cours de l'exercice, aucune action n'a été réaffectée à un objectif autre que celui qui était visé lors de son rachat.

	Contrat de liquidité	Croissance externe	Total
Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2012	8 305	93 515	101 820
Valeur comptable (en euros)	1 520 208	6 094 937	7 615 145
Nombre d'actions achetées en 2013	6 000	0	6 000
Prix moyen d'achat (en euros)	350,35		350,35
Montant des achats (en euros)	2 102 110		2 102 110
Frais de transaction (en euros)	0	0	0
Nombre d'actions vendues en 2013	11 208	0	11 208
Prix moyen de cession (en euros)	323,48		323,48
Montant des ventes (en euros)	3 625 554		3 625 554
Frais de transaction (en euros)	0	0	0
Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2013	3 097	93 515	96 612
Valeur comptable (en euros)	1 325 082	6 094 937	7 420 019

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013, le cours de bourse de l'action Burelle SA a plus que triplé, passant de 184 euros à 566 euros. Le cours le plus bas (184 euros) a été atteint le 2 janvier 2013 et le plus haut (628,69 euros), le 2 décembre 2013. En 2013, le CAC All Tradable a progressé de 19,6%.

Au cours de l'exercice, la capitalisation boursière de Burelle SA a dépassé, pour la première fois, le seuil de 1 milliard d'euros. Au 31 décembre 2013, elle s'élève à 1 049,0 millions d'euros.

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions prévues à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce et aux recommandations Afep-MEDEF du 6 octobre 2008 sur les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux des sociétés cotées, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

1 Synthèse des rémunérations brutes et des options et actions attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

	Exercice 2013	Exercice 2012
M. Jean BURELLE Président - Directeur Général		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 973 184	1 706 536
Valorisation des options de la Cie Plastic Omnium attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
TOTAL	1 973 184	1 706 536

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

	Exercice 2013	Exercice 2012
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	3 869 394	3 243 854
Valorisation des options de la Cie Plastic Omnium attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	497 400	295 200
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
TOTAL	4 366 794	3 539 054

	Exercice 2013	Exercice 2012
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous)	1 936 100	1 670 136
Valorisation des options de la Cie Plastic Omnium attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous)	165 800	147 600
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous)	0	0
TOTAL	2 101 900	1 817 736

2 Récapitulatif des rémunérations brutes de chaque Dirigeant Mandataire Social

	Exercice 2013		Exercice 2012	
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	85 637	85 637	84 266	84 266
Rémunération variable	1 770 294	1 629 543	1 512 117	1 435 093
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	117 253	117 253	110 153	110 153
Avantages en nature	Véhicule de fonction		Véhicule de fonction	
TOTAL	1 973 184	1 832 433	1 706 536	1 629 512

	Exercice 2013		Exercice 2012	
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	85 637	85 637	84 266	84 266
Rémunération variable	3 540 588	3 259 086	3 024 235	2 870 186
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	243 169	243 169	135 353	135 353
Avantages en nature	Véhicule de fonction		Véhicule de fonction	
TOTAL	3 869 394	3 587 892	3 243 854	3 089 805

	Exercice 2013		Exercice 2012	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué				
Rémunération fixe	85 637	85 637	84 266	84 266
Rémunération variable	1 770 294	1 629 543	1 512 117	1 435 093
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence	80 169	80 169	73 753	73 753
Avantages en nature	Véhicule de fonction		Véhicule de fonction	
TOTAL	1 936 100	1 795 349	1 670 136	1 593 112

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Cette capacité d'autofinancement intègre toutes les sociétés consolidées par intégration globale et les coentreprises dans lesquelles la Compagnie Plastic Omnium exerce une influence notable reflétée par les états de gestion opérationnels suivis par le Groupe Burelle. Au cours de l'année 2013, aucune rémunération de nature exceptionnelle n'a été versée.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion et Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

3 Jetons de présence

3.1 Versés par Burelle SA

Membres du conseil	Jetons de présence en 2013	Jetons de présence versés en 2012
M. Jean BURELLE	37 361,60	34 725,00
M. Laurent BURELLE	25 277,60	23 325,00
M. Paul Henry LEMARIÉ	25 277,60	23 325,00
Mme Félicie BURELLE	21 037,60	-
M. Pierre BURELLE	21 037,60	-
M. Dominique LEGER	36 937,60	34 325,00
Mme Éliane LEMARIÉ	25 277,60	23 325,00
M. Henri MOULARD	25 277,60	23 325,00
M. Philippe SALA	33 757,60	31 325,00
M. François de WENDEL	33 757,60	31 325,00
TOTAL	285 000,00	225 000,00

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 28 mars 2013, a fixé la répartition des jetons de présence à compter du 1^{er} janvier 2013, comme suit :

- Président : 8 268 € par séance du Conseil
- Administrateurs : 4 240 € par séance du Conseil
- Président du Comité des Comptes : 5 830 € par séance du Comité
- Membre du Comité des Comptes : 4 240 € par séance du Comité
- Solde réparti proportionnellement entre les Administrateurs

3.2 Versés par les sociétés contrôlées par Burelle SA

Mandataire Social	Jetons de présence versés en 2013	Jetons de présence versés en 2012
M. Jean BURELLE	79 892	75 428
M. Laurent BURELLE	217 892	112 028
M. Paul Henry LEMARIÉ	54 892	50 428
TOTAL	352 676	237 884

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

4 Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium :

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Prix d'exercice	Période d'exercice
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	180 000	Juillet 2013	Options d'achat	497 400	16,16 €	7 août 2017 au 6 août 2020
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	60 000	Juillet 2013	Options d'achat	165 800	16,16 €	7 août 2017 au 6 août 2020

Conformément aux recommandations du Code Afep-MEDEF, l'exercice des options d'achat d'actions consenties aux Dirigeants Mandataires Sociaux est soumis à la satisfaction de deux conditions cumulatives de surperformance, sur la période d'indisponibilité des options (2013-2017) :

- 176
- du cours de l'action de la Compagnie Plastic Omnium par rapport au SBF 120,
 - de la marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium par rapport à celles de ses principaux concurrents.

Par ailleurs, les Dirigeants Mandataires Sociaux sont tenus de conserver au nominatif 10% des actions issues des levées d'options jusqu'à la fin de leur mandat social.

5 Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium levées durant l'exercice par chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions levées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium.

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
M. Jean BURELLE, Président-Directeur Général	2008	50 000*	8,83 €*
M. Laurent BURELLE Administrateur Directeur Général Délégué	2008	0	-
M. Paul Henry LEMARIÉ Administrateur Directeur Général Délégué	2008	70 000*	8,83 €*

* avant division du nominal de l'action Compagnie Plastic Omnium par trois

6 Actions de performance attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire social	Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social par l'émetteur et par toute société du Groupe	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	-	0	-	-	-
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	-	0	-	-	-
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	-	0	-	-	-

7 Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque Dirigeant Mandataire Social

177

Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social	Actions de performance devenues disponibles pour les dirigeants mandataires sociaux	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
M. Jean BURELLE Président-Directeur Général	0	-	0	-
M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué	0	-	0	-
M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué	0	-	0	-

Conformément aux recommandations Afep-MEDEF, les contrats de travail des mandataires sociaux ont été suspendus.

Le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé, au cours de l'année 2003, la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux ainsi que les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium ; celui-ci assure, aux bénéficiaires, une rente de retraite égale à 1 % de la moyenne de leur rémunération au cours des cinq années précédant leur départ en retraite par année d'ancienneté, sous condition d'une ancienneté minimale de sept années au sein du Groupe et plafonnée à 10%. Ce plafond est lui-même limité à huit fois le montant du Plafond Annuel de la Sécurité Sociale (PASS). Les termes du plan de retraite complémentaire sont conformes aux préconisations du Code Afep-MEDEF. L'engagement de

la Société vis-à-vis des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de ce plan de retraite à prestations définies s'est accru de 1,3 million d'euros au cours de l'exercice 2013. Les autres régimes de retraite dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe ayant le statut cadre.

Il n'existe aucune indemnité susceptible d'être due aux Mandataires Sociaux à raison de la cessation ou du changement de leur fonction, ni au titre d'une clause de non-concurrence.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L. 441-6-1, al. 1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

En euros	2013			
	à 30 jours	à 60 jours	à 90 jours	à 120 jours
Solde des dettes fournisseurs	19 025	257		

RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 3 JUIN 2014

178

de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et vous proposons d'affecter le résultat net de Burelle SA pour l'exercice 2013 qui s'élève à 15 448 767,31 € comme suit :

Le bénéfice distribuable de 55 233 157,01 euros se décompose comme suit :

• report à nouveau disponible à fin 2013 :	39 784 389,70 €
• résultat de l'exercice :	15 448 767,31 €

Bénéfice distribuable : 55 233 157,01 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 12 973 205 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 7 euros par action au lieu de 4,40 euros en 2012. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40% prévue à l'article 158 3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 42 259 952,01 euros en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

	2012	2011	2010
Nombre d'actions ayant droit au dividende	1 755 828	1 751 596	1 751 754
Dividende distribué	4,40 €	4,00 €	1,50 €

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous soumettons à votre approbation les conventions visées au Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux Conventions Règlementées et conclues et poursuivies au cours de l'exercice 2013.

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous ont été communiqués.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée à votre Société lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI,
- d'annuler tout ou partie des titres rachetés dans le cadre d'une réduction de capital, qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire,
- de leur attribution ou de leur cession à des salariés ou anciens salariés et des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable, notamment dans le cadre de plans d'options d'actions, d'attribution d'actions gratuites ou de plans d'épargne d'entreprise ou inter-entreprises,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5% du capital social de la Société,
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise par les autorités de marché.

dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 1 200 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10% du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 185 331 actions,

Au 31 décembre 2013, Burelle SA détient 96 612 actions propres, soit 5,21 % du capital social. Sur ces actions propres, 93 515 actions, soit 5% du capital social, sont affectées aux opérations de croissance externe et 3 097 actions figurent dans le contrat de liquidité.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Dans les trois résolutions suivantes, nous vous proposons d'émettre votre avis sur les éléments de rémunérations dues ou attribuées au titre de l'exercice 2013 à MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié, conformément aux recommandations du Code Afep-MEDEF (principe du Say on Pay).

Ensuite, dans la neuvième résolution, nous vous demandons d'augmenter les jetons de présence alloués au Conseil d'Administration de 285 000 euros à 315 000 euros, montant qui s'appliquera à partir le 1^{er} janvier 2014. Cette augmentation permettra de tenir compte de l'instauration du Comité des Rémunérations.

de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Dans la dixième résolution, nous vous proposons, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes, d'autoriser le Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation totale ou partielle des actions acquises ou qui viendraient à être acquises dans le cadre de l'autorisation donnée à la Société de procéder à l'achat de ses propres actions, dans la limite de 10% du capital social par période de vingt-quatre mois,

L'Assemblée Générale Mixte du 9 juin 2009 a donné une autorisation identique au Conseil pour une durée de cinq ans. Le Conseil n'a pas utilisé cette délégation depuis le 30 septembre 2011, date de la dernière réduction de capital.

L'autorisation donnée par l'Assemblée du 9 juin 2009 expirant le 8 juin 2014, il vous est proposé de la renouveler pour une durée de 26 mois à compter de la date de cette Assemblée.

Dans la onzième résolution, nous soumettons à votre autorisation la mise en harmonie des statuts avec les dispositions des articles L. 228-2, L. 228-3-1 et L. 225-51 du Code de commerce.

La dernière résolution traite des pouvoirs à conférer pour faire tous dépôts et formalités requis par la loi consécutivement à la tenue de cette Assemblée Générale Mixte.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel, le tableau des résultats des cinq derniers exercices, qui fait partie intégrante de ce rapport.

Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	2013	2012
PRODUITS D'EXPLOITATION	E	7 896	7 187
Achats et charges externes	F	(1 698)	(1 718)
Impôts et taxes		(986)	(548)
Charges de personnel	G	(12 835)	(10 999)
Dotations aux amortissements et provisions	H	(22)	(16)
Autres charges		(286)	(228)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(7 930)	(6 323)
RÉSULTAT FINANCIER	I	23 163	21 564
RÉSULTAT COURANT		15 233	15 241
Résultat exceptionnel	J	(672)	51
Résultat avant impôts		14 561	15 292
Impôts sur les bénéfices	K	888	1 302
RÉSULTAT NET		15 449	16 594

Bilan

En milliers d'euros	Notes	Valeurs brutes	Amortissements	2013 Montants Nets	2012 Montants Nets
ACTIF					
ACTIF IMMOBILISÉ					
Immobilisations incorporelles	L	4	3	1	1
Immobilisations corporelles	L	485	420	65	87
Immobilisations financières	M	126 113		126 113	126 306
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		126 602	423	126 179	126 394
ACTIF CIRCULANT					
Créances clients	N	3 130		3 130	0
Créances financières Groupe	N	16		16	3 238
Autres créances	N	55		55	127
Disponibilités	O	5 240		5 240	1 424
TOTAL ACTIF CIRCULANT		8 441	0	8 441	4 789
TOTAL		135 043	423	134 620	131 183

En milliers d'euros	Notes	2013	2012
Montants avant affectation du résultat			
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	P	27 800	27 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport	Q	15 500	15 500
Réserves et report à nouveau	R	61 782	52 914
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		15 449	16 594
TOTAL CAPITAUX PROPRES		120 531	112 808
Provisions pour risques et charges	S	2 003	4
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		70	7 052
<i>Dont concours bancaires courants</i>		70	52
Emprunts et dettes financières divers		5 036	5 795
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		235	261
Dettes fiscales et sociales		6 545	5 188
Autres dettes		200	74
TOTAL DES DETTES	T	12 086	18 371
TOTAL		134 620	131 183

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	2013	2012
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 372	1 184
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat de l'exercice	15 449	16 594
Élimination des :	2 022	9
- dotations nettes aux amortissements et provisions exceptionnelles	2 022	15
- plus-values nettes de cessions	0	(6)
Capacité d'autofinancement	17 471	16 603
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 386)	2 479
- dont créances d'exploitation	(2 842)	2 317
- dont dettes d'exploitation	1 456	162
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ	16 084	19 082
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(91)
Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières	0	(2 035)
Acquisitions d'actions propres sous contrat de liquidité	(2 102)	4
Cessions, réductions d'immobilisations financières	(2)	2 155
Cessions d'actions propres sous contrat de liquidité	2 297	
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	193	33
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capitaux propres		
Dividendes versés	(7 726)	(7 006)
Variation des dettes financières à long et moyen terme	(7 000)	(5 700)
Variation des créances financières à court terme	3 006	(2 741)
Variation des dettes financières à court terme	(759)	(3 479)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(12 479)	(18 926)
VARIATION DE TRÉSORERIE	3 798	188
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	5 170	1 372

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

	2013
STRUCTURE FINANCIÈRE (en milliers d'euros)	
Capital	27 800
Capitaux propres	120 531
Provisions	2 003
Trésorerie nette	227
Valeurs immobilisées nettes	126 179
Total du bilan	134 620
ACTIVITÉ (en milliers d'euros)	
Produits d'exploitation	7 896
Résultat d'exploitation	(7 930)
Résultat courant avant impôts	15 233
Résultat net	15 449
Résultat net par action (en euros)	8,34

I PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

La société Burelle SA a établi ses comptes selon les principes et méthodes du Plan Comptable Général français (Règlement CRC 99-03 modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable et de l'Autorité des Normes Comptables).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes 2013 sont identiques à ceux de l'exercice précédent. Les principales méthodes sont les suivantes :

A – Immobilisations incorporelles

Il s'agit essentiellement de marques et de brevets faisant l'objet d'un amortissement sur 20 ans.

B – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les amortissements sont calculés sur le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

● Agencements - Aménagements des constructions	10 ans
● Véhicules	5 ans
● Mobilier de bureau	5 ans
● Matériel informatique	4 ans

C – Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette et des perspectives de rentabilité issues des plans à moyen terme des filiales au regard des conditions de marché actuelles.

D – Actions propres et valeurs mobilières de placement

Les achats d'actions propres sont autorisés par les Assemblées Générales Ordinaires antérieures et effectués en vue de leur utilisation :

- dans le cadre d'un contrat de liquidité par un prestataire de services d'investissements et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers,
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux du Groupe,
- de la conservation des actions acquises et de leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le classement comptable des actions propres dépend de la finalité de détention :

- les actions propres détenues, en vue de rémunérer d'éventuelles opérations de croissance externe, pour des réductions de capital ou acquises dans le cadre du contrat de liquidité, sont comptabilisées en titres immobilisés.
- les actions propres affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock options, ou destinées à des plans futurs, mais encore en attente d'affectation, sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement. À ce jour, il n'existe pas de programme de stock options chez Burelle SA.

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de fonds commun de placement.

Les actions propres et les valeurs mobilières de placement sont évaluées par catégorie de titres (titres immobilisés, titres acquis dans le cadre du contrat de liquidité, autres valeurs mobilières de placement) selon l'approche « P.E.P.S » dite Premier Entré Premier Sorti.

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

La valeur brute correspond au prix d'acquisition ; une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur brute est supérieure à la valeur de marché qui correspond à la valeur boursière (moyenne des cours du mois précédant la clôture des comptes) ou au prix d'exercice des options d'achats s'il est supérieur, pour les actions affectées à l'exercice d'options d'achats d'actions.

II NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

E – Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation aux principales filiales de prestations de services couvrant la gestion, la coordination et l'animation d'activités du Groupe.

La répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

	2013	2012
PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ		
Prestations de services	7 524	6 850
Commission de gestion et d'animation	349	316
Autres	21	21
TOTAL	7 894	7 187
PAR MARCHÉS GÉOGRAPHIQUES		
France	7 894	7 187
Étranger	0	0
TOTAL	7 894	7 187

La société Burelle SA a conclu une convention de services rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe Burelle SA. Aux termes de cette convention, Burelle SA facture à la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion SNC et Sofiparc des prestations de services de Direction Générale selon des clés de refacturation qui ont été approuvées par le Conseil d'Administration de Burelle SA le 4 avril 2008 et amendées par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2013.

Au titre de l'exercice 2013, la facturation à ce titre représente un total de 7 524 K€, se décomposant comme suit :

	2013	2012
Plastic Omnium Gestion SNC	5 541	4 976
Sofiparc SAS	389	345
Compagnie Plastic Omnium SA	1 594	1 529
Total	7 524	6 850

Par ailleurs, la société Burelle SA a conclu avec Burelle Participations SA une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, s'est élevé à 349 K€ hors taxes.

Enfin, Burelle Participations sous-loue une partie des bureaux de Burelle SA. Cette sous-location a donné lieu à une facturation de 21 K€ en 2013.

F – Achats et charges externes

	2013	2012
Locations et charges locatives	378	365
Honoraires	306	265
Publications et communication	98	161
Services bancaires et assimilés	321	372
Autres achats et charges externes	594	556
Total	1 698	1 719

G – Charges de personnel

	2013	2012
Salaires bruts	7 934	6 788
Charges sociales	4 901	4 211
Total	12 834	10 999

L'augmentation des charges de personnel reflète celle des rémunérations variables des Dirigeants Mandataires Sociaux qui ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Ces rémunérations sont facturées par Burelle SA à ses filiales, la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion et Sofiparc, à hauteur des prestations de services qui leur sont rendues.

H – Variations des amortissements et provisions

	2012	+	-	2013
SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
Brevets	3			3
Agencements – Aménagements des constructions	298	4		302
Véhicules de tourisme	11	18		29
Mobilier, matériel informatique	89			89
Total	401	22		423
SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF				
Provisions	4	2 000	1	2 003
Total	4	2 000	1	2 003
Dont		Augmen- tations	Diminu- tions	
Dotations et reprises d'exploitation			1	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		2 000		
Total		2 000	1	

Au 31 décembre 2013, la Société fait l'objet d'une vérification de comptabilité par l'Administration fiscale sur les exercices 2010 à 2012. Une provision pour risques a été dotée au 31 décembre 2013 à hauteur du risque estimé.

I – Résultat financier

	2013	2012
Produits de participation	23 187	21 816
Produits et charges d'intérêts	(27)	(268)
Dotations et reprises sur provisions	0	0
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	3	16
Total	23 163	21 564

Burelle SA a reçu, en 2013, les dividendes suivants de ses trois filiales :

- 22 020 K€ de la Compagnie Plastic Omnium au lieu de 19 992 K€ en 2012,
- 100 K€ de Burelle Participations au lieu de 1 000 K€ en 2012,
- 1 016 K€ de Sofiparc au lieu de 803 K€ en 2012.

J – Résultat exceptionnel

	2013		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations en gestion			0
Sur opérations en capital	1 340	(11)	1 329
Sur dotations et reprises de provisions		(2 000)	(2 000)
Total	1 340	(2 011)	(672)

Les opérations en capital enregistrées en résultat exceptionnel concernent essentiellement le résultat sur les cessions d'actions propres. La Société a doté une provision pour risques dans le cadre de la vérification de comptabilité par l'Administration fiscale en cours au 31 décembre 2013 (Cf. §H).

K – Impôts sur les bénéfices

	2013		
	Courant	Except.	Net
Résultat net comptable avant impôts	15 233	(672)	14 561
Incidences fiscales = Base	(21 862)	717	(21 145)
	(6 629)	45	(6 584)
Impôts théoriques			0
Impact intégration fiscale			1 120
Autres			(232)
Total impôts sur les bénéfices			888
Résultat après impôts			15 449

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal intégrant la filiale Sofiparc SAS. L'économie d'impôt totale réalisée en 2013 grâce à ce groupe fiscal est de 1 120 K€. Cette économie est comptabilisée chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du groupe fiscal s'élèvent à 66 765 K€.

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

III NOTES SUR LE BILAN

Les montants indiqués sont présentés en valeurs brutes.

L – Immobilisations incorporelles et corporelles

	2012	+	-	2013
Brevets	4			4
Agencements - Aménagements des constructions	305			305
Véhicules de tourisme	91			91
Mobilier	73			73
Matériel informatique	15			15
Total	488	0	0	488

M – Immobilisations financières

	2012	+	-	2013
Titres de participation	118 617			118 617
Autres titres - Actions propres	7 615	2 102	2 297	7 420
Autres immobilisations financières	74	2		76
Total	126 306	2 104	2 297	126 113

À la date de clôture, Burelle S.A détient 56,09% du capital de la Compagnie Plastic Omnium (68 583 K€) et 100% de celui de Sofiparc (24 979 K€) et de Burelle Participations (25 000 K€).

Au 31 décembre 2013, Burelle SA détient 96 612 actions propres (5,21 % d'autocontrôle) :

- 93 515 affectées en vue d'opérations de croissance externe,
- 3 097 acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

N – Créances

	2013	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Créances clients	3 130	3 130	3 130
Créances fiscales	54	54	
Autres créances	17	17	16
Charges constatées d'avance	0		
Total	3 201	3 201	3 146

Les créances clients correspondent à la facturation des prestations de services du 4^{ème} trimestre 2013 et de la commission de gestion du 2^{ème} semestre 2013.

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à un an.

O – Disponibilités

	2012	+	-	2013
Valeurs mobilières de placement	1 403	4 929	1 142	5 190
Dépréciation valeurs mobilières	0			0
Disponibilités	21	29		50
Total	1 424	4 958	1 142	5 240

P – Capital social

Le capital social s'élève à 27 799 725 €, représenté par 1 853 315 actions d'une valeur nominale de 15 € chacune.

Q – Primes d'émission, de fusion et d'apport

Le montant des primes d'émission, de fusion et d'apport s'élève à 15 500 139 €.

R – Réserves & report à nouveau

	2012	Résultat N-1	Divi- dences	2013
Réserve légale	2 780			2 780
Réserves indisponibles	533			533
Autres réserves	18 686			18 686
Report à nouveau	30 916	+ 16 594	(7 726)	39 784
Total	52 915	+ 16 594	(7 726)	61 782

S – Provisions

	2012	+	-	2013
Provision pour risques		2 000		2 000
Provision pour charges	4		1	3
Total	4	2 000	1	2 003

Cf. paragraphe H.

T – Dettes

	2013	Échéance - 1 an	Sociétés liées
Établissements de crédit	70	70	
Dettes financières Groupe	5 036	5 036	5 036
Fournisseurs	235	235	
Dettes sociales	5 647	5 647	
Dettes fiscales	898	898	
Autres dettes	200	200	200
Total	12 086	12 086	5 236

IV INFORMATIONS DIVERSES

U – Engagements hors bilan

Il n'existe à la clôture aucun engagement significatif ou qui pourrait le devenir dans le futur.

V – Avantages du personnel

L'effectif moyen de Burelle SA, en 2013, est de huit personnes.

Le montant des indemnités de fin de carrière, non comptabilisées au 31 décembre 2013, dans les comptes sociaux de la société Burelle SA s'élève à 3 481 K€ (2 889 K€ au 31 décembre 2012).

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,50 %
- Taux de croissance attendu des salaires : 2 %
- Taux d'inflation : 2 %

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003. Les engagements au titre de ce plan sont intégralement couverts par un contrat d'assurance externe au Groupe. Par conséquent aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2013.

W – Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la Société conformément à l'article L225-43 du Code de commerce.

X – Rémunération des dirigeants et des membres du conseil d'administration

La rémunération des organes d'administration et de direction durant l'exercice 2013, y compris les jetons de présence, s'élève à 7 060 K€.

Y – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2013.

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2013

En milliers d'euros

Sociétés	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute et nette	Prêts et avances consentis par la Société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
FILIALES								
Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	9 299	965 293	56,1%	68 583 68 583	0	2 311	222 526	22 020
Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07	24 578	11 373	100,0%	24 979 24 979	0	7 333	1 828	1 016
Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris	25 000	4 762	100,0%	25 000 25 000	0	0	531	100
PARTICIPATIONS								
Autres titres				55 55				51
TOTAL				118 617 118 617				23 187

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA en faveur de ses filiales

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

189

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note I de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation et des actions propres. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables, et apprécié les hypothèses retenues et les évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux, ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives au contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 9 avril 2014

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

191

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

En application de l'article R 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Commission de gestion et d'animation avec Burelle Participations SA

Votre Société a conclu une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations SA. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations SA à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, s'est élevé à 348.661 euros.

Personnes intéressées : MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe auprès des sociétés Compagnie Plastic Omnium SA et Sofiparc SAS

Votre Société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du Groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000. Ces prestations sont facturées à différentes sociétés du Groupe selon des clefs de répartition utilisées depuis le début de l'exercice 2013, qui ont été approuvées par votre Conseil d'Administration du 26 juillet 2013.

Au titre de cette convention conclue avec les différentes sociétés du Groupe, les prestations de services de la Direction Générale comptabilisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élèvent respectivement à :

- Sofiparc SAS 325 754 euros
- Compagnie Plastic Omnium SAS 1 343 629 euros

En complément de cette facturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de la Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à certains cadres du Groupe et aux Dirigeant Mandataires Sociaux, un complément de retraite de 10 % de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA et à Sofiparc SAS dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale. Votre Conseil d'Administration du 2 avril 2014 a confirmé son accord pour le plafonnement de ce complément de retraite à huit fois le PASS (plafond annuel de la sécurité sociale).

192 Au titre de l'année 2013, les montants suivants ont été facturés aux filiales du Groupe au titre du plan de retraite complémentaire :

- Sofiparc SAS 63 431 euros
- Compagnie Plastic Omnium SAS 250 134 euros

Personnes intéressées : Mme Éliane Lemarié et MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 9 avril 2014

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital

Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juin 2014 - Dixième résolution

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'Administration vous propose de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre Société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 9 avril 2014

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Jean-Jacques DEDOUIT

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Première résolution : Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2013 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que toutes les opérations et mesures traduites par ces comptes ou précisées dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et desquels il résulte un bénéfice net de 15 448 767,31 euros.

Deuxième résolution : Affectation du résultat et fixation du montant du dividende

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat net de l'exercice s'élève à 15 448 767,31 euros et que le report à nouveau est de 39 784 389,70 euros, décide l'affectation de la somme nette représentant un montant de 55 233 157,01 euros telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, à savoir :

• Dividendes sur 1 853 315 actions existantes au 31 décembre 2013	12 973 205,00 euros
• Report à nouveau	42 259 952,01 euros
Total	55 233 157,01 euros

L'Assemblée fixe, en conséquence, le dividende pour l'exercice 2013 à 7 euros par action. L'intégralité de cette distribution est éligible, pour les personnes physiques domiciliées en France, à la réduction de 40% prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende sera détaché le **5 juin 2014** et mis en paiement à la date fixée par le Conseil d'Administration, soit le **10 juin 2014**.

Les dividendes non versés en raison des actions propres qui seraient détenues par Burelle SA au moment de la mise en paiement seraient affectés au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, dividendes non versés sur actions propres déduits :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Sommes réparties en euros	Dividende* en euros
2010	1 751 754 actions entièrement libérées	2 627 631	1,50
2011	1 751 596 actions entièrement libérées	7 006 384	4,00
2012	1 755 528 actions entièrement libérées	7 625 643	4,40

* Montant intégralement éligible à l'abattement de 40% en 2010, 2011 et 2012 prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Troisième résolution : Conventions et engagements réglementés (anciennes conventions s'étant poursuivies au cours de l'exercice)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des informations mentionnées dans ce rapport concernant la poursuite au cours de l'exercice de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs.

Quatrième résolution : Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont mentionnées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé part du Groupe bénéficiaire de 110,0 millions d'euros.

Cinquième résolution : Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration à acquérir les actions de la Société, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de commerce en vue :

- d'assurer l'animation du cours ou la liquidité de l'action Burelle SA par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI ; ou
- d'annuler tout ou partie des titres rachetés dans le cadre d'une réduction de capital qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire ; ou
- de les attribuer ou de les céder à des salariés ou anciens salariés ou des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable, notamment dans le cadre de plans d'options d'actions, d'opérations d'attribution gratuite d'actions existantes ou de plans d'épargne d'entreprise ou inter-entreprise ; ou
- de les conserver ou de les remettre ultérieurement à titre d'échange, de paiement ou autre, dans le cadre d'opérations de croissance externe ; ou
- de mettre en œuvre toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché ;

et selon les modalités suivantes :

- le nombre maximum d'actions acquises en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ne pourra excéder 5% du capital social au jour de la présente décision, étant précisé que le nombre total maximum d'actions acquises ne pourra excéder 10% du capital social au jour de la présente décision, soit 1 853 315 actions représentant un nombre total maximum de 185 331 actions ;
- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 1 200 euros par action.

Au 31 décembre 2013, Burelle SA détenait 96 612 actions propres. En cas d'utilisation de ces actions propres, le montant maximum que la Société serait amenée à déboursier pour acquérir 185 331 actions s'élève à 222 397 800 d'euros.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs, sur le marché boursier ou de gré à gré. Ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé, négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place d'opérations optionnelles telles que des achats et ventes d'options d'achat ou de vente. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment.

À moins qu'elle le constate elle-même, l'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration le pouvoir d'ajuster le nombre maximum d'actions pouvant être acquises et le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action dans la limite du plafond de 10% du capital et du montant de 222 397 800 euros mentionné ci-dessus.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés arithmétiquement dans la proportion requise par la variation du nombre total d'actions déterminée par l'opération.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour ; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2013 dans sa sixième résolution pour sa partie non utilisée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, notamment auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, et généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014

Sixième résolution : Avis sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2013 à M. Jean Burelle

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-MEDEF de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, tels que présentés dans la section « Rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux » du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux.

Septième résolution : Avis sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2013 à M. Laurent Burelle

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-MEDEF de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans la section « Rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux » du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux.

Huitième résolution : Avis sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2013 à M. Paul Henry Lemarié

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-MEDEF de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans la section « Rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux » du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux.

Neuvième résolution : Fixation du montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale décide de porter le montant annuel des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration à 315 000 euros et ce à compter de l'exercice 2014 inclus. Ce montant restera en vigueur jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Dixième résolution : Autorisation à donner au Conseil d'Administration pour réduire le capital par annulation d'actions dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital social par annulation d'actions, autorise le Conseil d'Administration, en application de l'article L. 225-209 du Code de commerce, à :

- réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de tout ou partie des actions acquises ou qui viendraient à être acquises en vertu de l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire, par la Société elle-même, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital social qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale ;
- fixe à 26 mois à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation, et prend acte que la présente délégation prive d'effet, à compter de ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet ;
- confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital en vertu de la présente autorisation, en fixer les modalités, en constater la réalisation, imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités et généralement faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente résolution.

Onzième résolution : Mise en harmonie des statuts

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide :

- de mettre en harmonie le 2) de l'article 7 « Forme des actions » des statuts avec les dispositions des articles L. 228-2 et L. 228-3-1 du Code de commerce ;
- de modifier, en conséquence, le 2) dudit article comme suit, le reste de l'article demeurant inchangé :

« La société est autorisée à demander à tout moment au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres au porteur conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et le cas échéant des restrictions dont les titres peuvent être frappés.

La société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par la loi l'identité des propriétaires de titres ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

La société peut demander à toute personne morale propriétaire de plus de 2,5% du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote à ses assemblées générales ».

- de mettre en harmonie l'alinéa 2 de l'article 13 « Président et Directeurs Généraux » des statuts avec l'article L. 225-51 du Code de commerce modifié par la loi du 1^{er} août 2003 en supprimant la mention selon laquelle le Président représente le Conseil d'Administration ;
- de modifier, en conséquence, l'alinéa 2 dudit article comme suit, le reste de l'article demeurant inchangé :

« Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'administration dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission ».

Douzième résolution : Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

Résultats financiers des cinq derniers exercices

En milliers d'euros

	2009	2010	2011	2012	2013
1 - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	28 055	28 055	27 800	27 800	27 800
b) Nombre d'actions émises	1 870 303	1 870 303	1 853 315	1 853 315	1 853 315
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2 - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	4 481	5 036	6 663	7 187	7 894
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	(2 326)	3 313	(230)	15 308	16 582
c) Impôts sur les bénéfices*	(1 036)	(1 131)	(1 104)	(1 302)	(888)
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	845	(1 588)	11 294	16 594	15 449
e) Montant des bénéfices distribués	1 309	2 628	7 006	7 726	12 973
3 - RÉSULTATS PAR ACTION (en euros)					
a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions	(0,69)	2,38	0,47	8,96	9,42
b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,45	(0,85)	6,09	8,95	8,34
c) Montant des bénéfices distribués	0,75	1,50	4,00	4,40	7,00
4 - PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	7	7	8	8	8
b) Montant de la masse salariale	5 159	5 699	6 950	6 788	7 934
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, CŒuvres...)	1 678	1 882	2 742	4 211	4 900

Informations

BURELLE SA

Direction Générale de Burelle SA
1, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél : +33 (0) 1 40 87 65 00
Fax : +33 (0) 1 40 87 96 80
Site internet : <http://www.burelle.fr>

Siège administratif
1, rue du Parc – 92593 Levallois
Tél : +33 (0) 1 40 87 64 00
Fax : +33 (0) 1 47 39 78 98

Siège social
19, avenue Jules Carteret – 69007 Lyon

Service du titre
CM - CIC Securities
Middle Office Emetteur
6 avenue de Provence
75 441 Paris cedex 09

Informations financières
1, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél : + 33 (0) 1 40 87 65 00
Fax : + 33 (0) 1 40 87 96 80
Investor.relations@burelle.com

Filiales

Compagnie Plastic Omnium SA
1, rue du Parc – 92593 Levallois
Tél : +33 (0) 1 40 87 64 00

Sofiparc
1, rue du Parc – 92593 Levallois cedex
Tél : +33 (0) 1 40 87 64 00

Burelle Participations
1, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél : +33 (0) 1 40 87 65 00

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires

Mazars
Membre de la Compagnie régionale de Versailles
Représenté par Jean-Luc Barlet
61 rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex

Cailliau, Dedouit et Associés
Membre de la Compagnie régionale de Paris
Représenté par Jean-Jacques Dedouit
19 rue Clément Marot
75008 Paris

Suppléants

Gilles Rainaut
Membre de la Compagnie régionale de Versailles
61 rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex

Didier Cardon
Membre de la Compagnie régionale de Paris
19 rue Clément Marot
75008 Paris

Burelle SA

Société Anonyme au Capital de 27 799 725 euros
RCS : Lyon 785 386 319
APE : 741J

